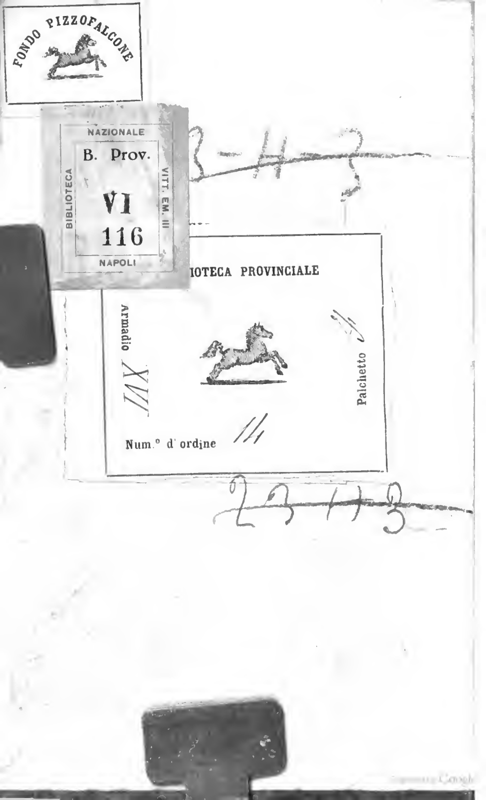




HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE.

—

TOME DEUXIÈME.

Paris. — Imprimerie de Bourgogne et Martinet, rue Jacob, 30.

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT

LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

ÉCRITE

AVEC LES DOCUMENTS RÉUNIS AUX ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

1800—1815

PAR ARMAND LEFEBVRE,

Ancien attaché au ministère des affaires étrangères.

TOME DEUXIÈME.

Depuis l'établissement de l'empire jusqu'à la fin de la campagne de Prusse (1806).

SECONDE ÉDITION.



PARIS.

LIBRAIRIE DE CHARLES GOSSELIN,

ÉDITEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE D'ÉLITE,

RUE JACOB, 30.

M DCCC XLV

HISTOIRE

DES

CABINETS DE L'EUROPE

PENDANT LE CONSULAT ET L'EMPIRE,

1800 — 1815.

CHAPITRE XI.

Changement de ministère en Angleterre. — Pitt reprend la direction des affaires. — Parallèle entre Pitt et Napoléon. — Influence de Pitt sur la politique continentale. — Nouvelles explications entre la France et la Russie à l'occasion de l'événement d'Étenheim. — M. d'Oubrill quitte Paris. — Armements en Russie. — Accroissement des troupes françaises dans le Hanovre. — Humeur qu'en conçoit le roi de Prusse. — Armements de l'Autriche. — Spoliations qu'elle exerce en Allemagne. — Abus du droit d'épave. — Voyage de Napoléon à Boulogne et sur les bords du Rhin. — Réunion des princes allemands à Mayence. — Attaque et prise de quatre galions espagnols par les Anglais. — Rupture entre l'Espagne et l'Angleterre. — Traité secret entre l'Angleterre et la Suède. — Nouvelle et infructueuse tentative de Napoléon pour s'unir à la Prusse — Frédéric-Guillaume propose sa médiation pour réconcilier la France et la Russie. — Elle est acceptée. — Son

peu de succès. — Mission de M. de Nowosilsof à Londres. — —Attitude hostile de l'Autriche. — Conduite véhémente de la cour de Naples. — Violentes explications entre cette cour et la France. — Portrait de l'ambassadeur de France à Naples, M. Alquier. — Nouvelle coalition. — Traité secret du 11 avril 1805. — Ressentiments légitimes de Napoléon.

Tandis que Napoléon mettait sur sa tête la couronne de France, son plus redoutable ennemi, William Pitt, sortait de l'inaction à laquelle il s'était volontairement condamné depuis trois années, et saisissait, pour la seconde fois, les rênes de la politique anglaise. L'administration de M. Addington n'était plus au niveau des dangers terribles qui menaçaient l'Angleterre. Il fallait au timon de l'État un homme digne, par la hauteur de son âme et l'énergie de sa pensée, de se mesurer avec le chef de la France. Cet homme était Pitt; tous les regards de la nation étaient fixés sur lui, tous les vœux le rappelaient à la tête du gouvernement : son heure était venue; il avait le secret de sa force; il lui suffit de vouloir, pour faire disparaître comme une ombre le ministère Addington et prendre sa place.

Une crainte vive, incessante, obsédait la pensée du peuple anglais, c'était que Napoléon n'effectuât son projet et ne parvînt à porter la terreur de ses armes sur le sol britannique. Les forces de terre, dans ce royaume, avaient été portées à un développement inaccoutumé. 100,000 hommes de troupes régulières, et 80,000 de milices, étaient échelonnés sur les côtes d'Angleterre et d'Irlande; et, en cas d'invasion,

400,000 volontaires devaient s'arracher à leurs foyers et seconder les efforts de l'armée régulière. Les forces maritimes avaient été augmentées dans une proportion plus grande encore. 500 vaisseaux de guerre et une immense flottille couvraient les eaux de la Manche et protégeaient comme une formidable armure le territoire anglais. Un si prodigieux armement n'avait pu réussir à calmer les alarmes de la nation. Pitt savait bien qu'en ce qui touchait la défense du pays, les ministres avaient fait leur devoir; mais il lui importait qu'on le crût nécessaire, et il lui fallait un prétexte pour les renverser. Il se fit donc l'interprète de l'anxiété publique, accusa les ministres d'imprévoyance, et leur reprocha de n'avoir pas proportionné les moyens de défense à la grandeur du péril. M. Fox vint ensuite qui porta le dernier coup aux ministres : il fit une motion tendant à ce que la Chambre prît en considération l'insuffisance des armements défensifs. Sur 460 membres, 204 votèrent en faveur de la proposition. Dans une question qui touchait à la sécurité, à l'existence même de l'empire, vaincre à demi, c'était succomber. Le ministère Addington se sentit frappé mortellement. Voyant sa cause perdue, il tâcha de s'abriter sous le grand nom de Pitt; il lui offrit le poste de ministre dirigeant. De leur côté, les whigs, impatients de monter au pouvoir, demandaient que les hommes les plus éminents des deux chambres, sans distinction de partis, concourussent à la formation du nouveau ministère. «Les circonstances étaient si graves,»

disaient les amis de M. Fox, « que toutes divisions, » toutes rivalités devaient disparaître devant le péril » commun, et ce n'était pas trop de l'appui de tous les » talents pour assurer le salut de la vieille Angle- » terre. »

Mais le génie absolu de Pitt ne voulut point admettre de partage. Il repoussa avec un égal dédain les offres des ministres et celles des whigs. Il était le maître de la situation, et c'est en maître qu'il reprit possession du pouvoir. Le 12 mai 1804, les ministres donnèrent tous leur démission, et Pitt fut chargé de former une nouvelle administration : il la composa d'hommes souples, dévoués à sa fortune et incapables de le gêner dans le développement de ses larges projets.

Voilà donc Napoléon et Pitt de nouveau en présence, remplissant l'un et l'autre la scène, et personnifiant, par leur génie et leurs passions, les deux peuples qui se disputaient l'empire du monde.

Pitt n'avait peut-être pas moins que son rival de cette puissance morale avec laquelle on subjugue les masses et la fortune elle-même. Sur tous les autres points d'ailleurs ces deux grands hommes différaient entièrement. Pitt s'était montré habile à l'âge où la capacité active de l'homme est à peine ébauchée; il devait cette expérience précoce aux conseils de son père qui l'avait habitué, dès son plus jeune âge, au maniement des grandes affaires. Napoléon, passé pour ainsi dire d'une école d'artillerie au gouvernement de la France, avait paru comme l'œuvre du miracle, sa-

chant tout, pouvant tout, sans qu'on pût dire où et comment s'était formé son merveilleux génie. Aussi, le premier était-il plutôt l'homme de l'étude et de l'éducation, le second de la nature et de la destinée? Orateur de premier ordre, bien que son éloquence tînt plus du raisonnement que de l'élan du cœur, Pitt possédait à un degré éminent l'art de convaincre et de diriger les esprits. Remuer les âmes et les subjuguer par l'éclat et la grandeur de ses actions était plus dans le caractère et la situation de Napoléon. Chez tous les deux, une intelligence vaste, hardie et féconde. Napoléon voulait que la France occupât le premier rang dans le monde. Pitt avait la même ambition pour son pays; mais, obligé de se mouvoir sous le contrôle d'une opposition sévère, chargé de conduire un peuple froid, positif, calculateur, qui n'estime la gloire qu'autant qu'elle s'escompte en argent, ses combinaisons les plus audacieuses étaient toujours renfermées dans les limites du possible et de l'utile. Napoléon, au contraire, maître d'un pouvoir absolu, placé à la tête d'une nation vive et enthousiaste, qui aime la guerre et la gloire avec ivresse, même lorsqu'elles sont infructueuses, s'abandonnait sans mesure à toutes les conceptions de sa pensée; et trop souvent elles étaient calculées sur une échelle démesurée, sans proportion avec la courte durée de la vie humaine. Aussi peut-être Pitt avait-il plus de cette dextérité avec laquelle on élève et soutient la fortune d'un empire; Napoléon, plus de cette force indomptée qui crée et renverse.

Dans toutes les grandes cours du continent, il y eut un frémissement de joie à la nouvelle que les destinées de l'Angleterre venaient encore une fois d'être remises entre les mains du fils de Chatam. A Vienne, à Pétersbourg, à Berlin, à Naples, à Madrid, partout les coteries coalitionnaires reprirent avec ardeur et confiance la trame de leurs intrigues. La politique anglaise prit soudainement une allure plus ferme. Au lieu de se consumer, comme sous le ministère Addington, dans d'obscurs complots indignes d'un grand peuple, elle s'occupa d'organiser une troisième coalition. « Attendre toujours l'ennemi, disait Pitt, » ce n'est point le combattre : la guerre, tant qu'elle » restera défensive et seulement maritime, sera un » danger immense et flagrant pour l'Angleterre : il » faut, sans plus de délai, armer le continent contre » Napoléon, l'arracher violemment des bords de » l'Océan et le rejeter sur les champs de bataille de » l'Allemagne et de l'Italie. »

La Russie fut la première des grandes puissances du continent qui subit l'influence de Pitt. Les procédés d'Alexandre à l'occasion de la mort du duc d'Enghien avaient été si outrageants contre Napoléon, celui-ci s'en était vengé par des traits si pénétrants et si amers, que toute l'Europe s'était attendue à ce que la France et la Russie allaient se déclarer la guerre. Mais l'empereur Alexandre, encore plus dressé peut-être que son cabinet à la dissimulation, contint les ressentiments prêts à déborder, convint secrètement avec Pitt d'ajourner la guerre à l'époque où toutes

les grandes couronnes seraient décidées à y prendre part, et se contenta pour le moment de rompre ses relations officielles avec la France. M. d'Oubrill eut l'ordre de présenter au cabinet de Paris une série de demandes toutes calculées pour blesser le chef de la France et provoquer un éclat (1).

Après s'être plaint des termes offensants dans lesquels la note française avait rappelé les circonstances de l'assassinat de Paul Ier, le chargé d'affaires de Russie déclarait qu'il ne saurait prolonger son séjour à Paris qu'autant que les demandes suivantes seraient préalablement accordées :

« 1° Qu'en conformité des articles 4 et 5 de la » convention secrète du 11 octobre 1801, le gouver- » nement français donnerait ordre à ses troupes d'é- » vacuer le royaume de Naples ;

» 2° Qu'en vertu de l'article 2 de cette convention, » le gouvernement français promettrait d'établir dès » à présent un concert intime avec S. M. I. pour » terminer les affaires d'Italie ;

» 3° Qu'il s'engagerait, d'après l'article 6 de la » même convention, à indemniser sans délai le roi » de Sardaigne des pertes qu'il avait essuyées ;

» 4° Enfin que, conformément aux obligations » d'une médiation et d'une garantie communes, le » gouvernement français promettrait de rappeler » incessamment ses troupes du nord de l'Allemagne,

(1) Lettre à M. de Talleyrand, du 21 juillet.

» et prendrait l'engagement de respecter strictement » la neutralité du corps germanique. »

M. de Talleyrand répondit le 28 juillet à cette note hautaine. Il avoua franchement que son gouvernement n'avait pas rempli ses engagements avec la Russie; « mais c'était, dit-il, parce que la Russie » n'avait pas rempli les siens envers la France. »

Faisant de nouveau allusion à la triste affaire d'Ettenheim, il demanda si le deuil que la cour de Russie venait de porter pour un homme que les tribunaux de France avaient condamné était bien conforme à l'esprit de la convention du 11 octobre 1801.

Il rappela ensuite toutes les infractions commises par la Russie à la lettre et à l'esprit de cette convention, l'affectation qu'elle avait mise à honorer publiquement de ses faveurs deux émigrés français, MM. de Vernègues et d'Entraignes, en les accréditant le premier à Dresde, et le second à Rome; l'occupation prolongée des Sept-Iles, contrairement à l'article 9 de la convention du 11 octobre, portant que les deux parties contractantes garantissaient l'indépendance des Sept-Iles et qu'il n'y aurait plus dans ces îles de troupes étrangères; le peu de souci que montrait le cabinet Russe pour se concerter avec la France, *afin de consolider la paix générale, rétablir un juste équilibre dans les différentes parties du monde et assurer la liberté des mers;* enfin son injuste partialité en faveur de l'Angleterre qui ne voulait ni la paix ni la liberté maritime.

La note se terminait par ces fières paroles : « Le

» cabinet de Russie voudrait que la France s'astrei-
» gnît à remplir les stipulations qui sont à sa charge,
» sans lui assurer l'exécution de celles qui sont à son
» avantage. Ce serait agir comme un vainqueur à l'é-
» gard du vaincu ; ce serait supposer que la France
» pût être jamais intimidée par des menaces et dans
» le cas de reconnaître la supériorité à quelque puis-
» sance que ce fût. L'empereur des Français veut la
» paix du continent ; il n'a rien épargné pour la main-
» tenir ; mais, avec l'aide de Dieu et de ses armées, il
» n'est dans le cas de craindre personne. »

Cette réponse tranchait dans le vif toutes relations officielles entre les deux puissances. Le 24 août, le chargé d'affaires de Russie remit à M. de Talleyrand une dernière note rédigée en style de manifeste, et qui se terminait par la demande précise de ses passeports. Ils lui furent immédiatement envoyés, et, deux jours après, le 20 août, M. d'Oubrill quitta Paris avec toute sa légation, et prit la route de Mayence.

Dans le moment où la Russie brisait avec tant d'éclat toutes ses relations avec la France, on apprit qu'elle se livrait à des armements formidables et que ses troupes se portaient en grandes masses sur les frontières de Pologne. Alors un soupçon envahit l'esprit de Napoléon : peut-être la Russie avait-elle résolu de brusquer la guerre, d'entraîner violemment les puissances d'Allemagne et de pousser ses armées à travers le Lauenbourg et le Mecklembourg jusque dans le Hanovre. Il résolut d'augmenter

le corps d'armée qui occupait l'électorat ; mais ses derniers engagements avec la Prusse s'y opposaient formellement. Il espéra qu'en faisant filer par petites bandes et sur des routes de traverse un nombre de conscrits proportionné aux besoins du moment , ces renforts isolés échapperaient à la surveillance des autorités prussiennes : il se trompa. Le cabinet de Berlin en fut informé et il s'en plaignit (1). L'empereur, pris en flagrant délit, au lieu de rentrer scrupuleusement dans les termes de la dernière convention sur le Hanovre, témoigna de l'humeur et fit répondre (2) qu'il était dans la nécessité de se mettre en défense contre les mesures offensives de plusieurs cabinets malveillants ; « mais » il ne se refusait pas à donner l'assurance que » ses troupes dans l'électorat ne dépasseraient pas » 30,000 hommes. Ce n'était pas d'ailleurs depuis le » degré de force et d'accroissement qu'avait reçu la » France , qu'il convenait que la Prusse élevât des » questions de rigueur : certaines observations pa» raîtraient nécessairement sortir d'un dessein de » faire naître des tracasseries, ce que le cabinet » de Paris ne pourrait s'empêcher de voir avec dé» plaisir. »

On se montra très blessé à Berlin de ce que cette note renfermait de dur et d'inusité dans le fond

(1) Note du 21 juillet 1804.

(2) Dépêche de M. de Talleyrand, datée de Valençay du 10 août.

comme dans la forme. « La France parlait de l'ac-
» croissement qu'avait reçu sa puissance; mais n'é-
» tait-ce pas la Prusse, qui, par la paix de Bâle, et
» depuis cette paix, y avait le plus contribué ? n'était-
» ce pas la Prusse qui avait vu avec le plus de
» satisfaction les progrès de cet affermissement ?
» Pourquoi 30,000 hommes dans l'électorat, lors-
» que la Prusse avait pris l'engagement de garantir
» le nord de l'Allemagne contre toute attaque du
» dehors ?

» En ce qui regardait le mot tracasserie, le roi es-
» pérait qu'à l'avenir le cabinet des Tuileries veille-
» rait plus sur ses expressions quand il s'agissait de
» caractériser la marche de la politique prus-
» sienne. »

Il y avait de la dignité dans ces représentations; mais comme si la fermeté du roi eût été épuisée par cet effort, il finit pas admettre le chiffre des 30,000 hommes. Or, il avait été expressément décidé par la dernière convention que les troupes qui occupaient le Hanovre ne seraient pas augmentées.

De son côté, l'Autriche commençait à changer d'attitude. Elle se montrait plus hardie dans sa marche, moins révérencieuse dans son langage avec nous. Elle couvrait autrefois ses armements de mystères, elle allait même jusqu'à les nier, lorsque nous nous en plaignions; maintenant elle s'y livrait ostensiblement. M. de Cobentzl, pressé vivement un jour par M. de Champagny de s'expliquer sur ces levées extraordinaires, lui répondit de l'air d'un homme qui a pris

son parti : « Nous voulons bien vivre avec vous, M. l'ambassadeur, mais nous voulons aussi avoir une bonne armée. »

Ce langage inaccoutumé, de la part d'une cour jusque là si obséquieuse, frappa le cabinet des Tuileries. Il indiquait que les grandes puissances s'étaient réciproquement communiqué leurs pensées et que l'Autriche avait puisé dans les excitations de Pitt une audace qui ne lui était pas naturelle. Elle n'osait pas encore nous braver ouvertement, mais elle avait cessé de nous craindre.

Après l'œuvre accomplie de la sécularisation, il s'était trouvé en Allemagne un grand nombre de propriétés éparses, la plupart fondations religieuses et abbayes dépendant des principautés ecclésiastiques qui venaient d'être sécularisées. L'Autriche qui ne cherchait qu'à grossir son trésor, fut comme saisie d'une véritable fureur spoliatrice. A l'aide d'un prétendu droit d'épave, elle s'empara de tous ceux de ces biens qui se trouvaient situés dans les limites de son territoire, prétendant qu'ils étaient tombés en déshérence et n'avaient plus de maîtres. C'est ainsi qu'elle s'appropria diverses propriétés de couvents, églises ou hôpitaux de la Suisse évaluées à environ sept millions de francs, et qui avaient été sécularisées par le recès du 25 février 1803. Mais, pour avoir perdu leur destination religieuse, ils n'en continuaient pas moins d'être la propriété des établissements suisses. Les cantons en appelèrent à l'équité de l'Autriche. Elle répondit (9 septembre 1804) qu'elle abandonnerait de son côté

ce qu'elle possédait sur le territoire helvétique. Or, ce qui lui appartenait consistait en certains droits surannés tant sur l'abbaye de St-Gall que sur l'ancien héritage des maisons de Hapsbourg et de Kybourg; et ces droits, en y ajoutant ce que des corporations autrichiennes pouvaient posséder en Suisse, étaient bien loin d'égaler ce que l'Autriche avait confisqué sur les cantons helvétiques.

Elle appliquait son droit d'épave et d'incamération non pas seulement aux cantons suisses, mais aussi à tous les princes de l'Empire dont elle avait à se plaindre, et notamment aux électeurs de Bavière et de Wurtemberg. C'est ainsi qu'elle se fit céder de force la ville de Lindau, qui la rapprochait du Rhin. Plusieurs petits princes ayant fait des actes de soumission maladroite, elle en avait conclu qu'elle avait fait peur, et qu'il lui suffirait de pousser violemment les choses pour ramener à son obéissance tous les princes qui s'en étaient écartés. Mais Napoléon résolut d'intervenir en sa double qualité de protecteur de la confédération helvétique et de garant de l'état de choses établi en Allemagne par le recès du 25 février 1803. Il demanda justice, et la demanda prompte et entière. Dès que la France entrait en scène, il ne pouvait plus être question à Vienne de recourir à des expédients dilatoires: il fallait restituer ou tirer l'épée. L'heure des combats n'avait pas encore sonné pour cette cour; elle fléchit et céda à la Suisse (24 décembre) la ville de Constance, comme indemnité des propriétés dont elle s'était injustement emparée. Les princes

électeurs furent mis de même à l'abri de ses prétentions fiscales.

C'est un curieux spectacle que celui de cette puissance tour à tour humble et hardie, commençant des projets audacieux, puis feignant d'y renoncer dès qu'elle se voyait devinée, et les reprenant aussitôt qu'elle croyait pouvoir le faire sans péril, s'avançant ici avec prudence et comme à tâtons, là avec l'impétuosité d'un torrent, se faisant plaindre par les grandes cours et redouter par les petites, très réservée à Londres, fort empressée à Pétersbourg, tempérant toutefois l'ardeur belliqueuse de cette dernière cour, et la conjurant de ne pas se démasquer trop tôt.

Au milieu des sombres présages qui annonçaient l'embrasement prochain du continent, il importait à l'empereur Napoléon de s'assurer l'amitié et le concours des princes allemands. Après avoir parcouru tous les camps échelonnés sur les côtes de l'Océan, depuis Boulogne jusqu'à Anvers, activé par sa présence les préparatifs du projet de descente, électrisé son armée par les distributions des premières croix de la légion d'honneur, il alla visiter les provinces rhénanes, et s'arrêta à Mayence. L'empressement avec lequel la plupart des princes de la confédération accoururent autour de lui passa son espérance. Il n'y avait pas un de ces princes qui n'eût à se plaindre de l'Autriche, pas un qu'avec son droit d'épave, elle n'eût dépouillé de quelques portions de ses indemnités. Tous vinrent saluer dans Napoléon, non seu-

lement le chef couronné d'un grand peuple, mais un protecteur. Tout l'empire en quelque sorte passa sur la rive gauche du Rhin. Ces témoignages n'avaient point la roideur de la froide étiquette : c'était de l'entraînement. L'éventualité d'une guerre prochaine fut au nombre des questions plutôt effleurées qu'approfondies dans les entretiens confidentiels de Napoléon avec les princes allemands, et il eut lieu d'être satisfait : on s'entendit à demi-mot. L'Autriche prit ombrage de l'espèce de congrès improvisé à Mayence. Elle put juger alors combien elle avait été imprudente en blessant, comme elle l'avait fait, tous ces princes, naguère appuis de sa monarchie, et qui en laissent voir le cœur dès qu'ils ne la couvrent plus.

Napoléon était encore à Mayence quand il apprit l'agression soudaine et barbare de quatre galions espagnols par une escadre anglaise, et la rupture qui s'ensuivit immédiatement entre l'Angleterre et l'Espagne.

Nous avons vu la cour de Madrid, un moment irrésolue après la rupture du traité d'Amiens, poursuivre une neutralité impossible, et sur le point de nous échapper; puis, soudainement retenue et rivée à notre système fédératif par la main vigoureuse du premier consul. Le traité du 15 octobre 1803 avait mis un terme à toutes les incertitudes de cette cour. Elle avait rempli avec une fidélité scrupuleuse tous ses engagements, contremandé ses armements de terre, réparé, équipé et armé ses vaisseaux, couvert de canons ses ports et ses côtes. Le prince de la Paix sem-

blait n'avoir plus qu'une pensée, celle de substituer à une alliance forcée une alliance de choix, et de racheter tous ses torts passés par la spontanéité de son dévouement. Lorsqu'on sut à Madrid la catastrophe de Vincennes, la diplomatie coalitionnaire fit mouvoir tous ses ressorts, afin d'émouvoir l'âme engourdie de Charles IV et de la reine, et de leur arracher quelques démonstrations offensantes contre Napoléon; mais le favori sut réprimer toute expression de blâme. Dociles à ses conseils, les souverains dégénérés de l'Espagne témoignèrent la plus glaciale indifférence pour l'acte sanglant qui venait de répandre le deuil dans leur maison. Enfin, lorsque Napoléon se fit proclamer empereur, sa reconnaissance par le roi Charles IV n'éprouva ni difficulté ni retard. C'est alors que le comte de Lille indigné renvoya à son royal parent l'ordre de la toison d'or avec ces paroles qui durent pénétrer comme un fer acéré dans le cœur du débile monarque: « Il ne peut y avoir rien de com- » mun entre moi et le grand criminel que l'audace et » la fortune ont placé sur mon trône qu'il a eu la » barbarie de teindre du sang d'un Bourbon. »

De leur côté, les ministres anglais en avaient agi, après la conclusion du traité de subsides, comme l'avait prévu la France. Ils n'avaient point déclaré la guerre à l'Espagne: ils s'étaient bornés à constater le droit qu'ils avaient de la lui faire; ils avaient même consenti à ajourner indéfiniment toute rupture, y mettant cependant trois conditions: 1° que l'Espagne ne ferait point d'armements maritimes; 2° qu'elle ne

permettrait pas la vente de navires et cargaisons d'origine anglaise; 3° qu'elle garantirait le territoire portugais contre toute invasion des troupes françaises. Napoléon ayant autorisé le cabinet de Madrid à accepter ces conditions, elles furent stipulées dans une convention spéciale, et l'Espagne se crut pour longtemps à l'abri des dangers d'une guerre maritime. Mais bientôt M. Addington succomba sous les attaques réunies des deux oppositions, et Pitt le remplaça. Rien d'abord, dans son attitude ni dans son langage, ne trahit le dessein de sortir du système embrassé par ses prédécesseurs, et cependant sa résolution était prise. Il voyait dans l'Espagne une puissance molle et faible dont les places, les îles, les possessions et la marine mal gardées ou délabrées lui offraient une proie facile. Il était décidé à faire une grande spoliation, à profiter de la sécurité dans laquelle s'endormait cette monarchie pour fondre soudainement sur elle, abîmer son commerce, s'emparer des galions chargés d'or qu'elle attendait d'Amérique, et détruire ses vaisseaux. Il mit un art profond et vraiment infernal à prolonger sa sécurité. L'Angleterre était alors représentée à Madrid par M. Otham Frère, homme violent et haineux, qui avait toujours la menace et l'insulte à la bouche. Il s'était rendu odieux au prince de la Paix, qui avait demandé son rappel. Pitt avait accédé avec un empressement perfide aux désirs du prince. Il avait rappelé le fougueux Otham, et l'avait remplacé par son frère, M. Benjamin Frère, dont l'esprit était plus conciliant. Pendant que ce dernier négociait paisiblement

avec le gouvernement espagnol, des instructions secrètes parties de l'amirauté dans les derniers jours du mois d'août, enjoignirent à tous les commandants des flottes en mer d'arrêter et d'envoyer en Angleterre les galions d'Amérique, de couler bas tous les navires au-dessous de cent tonneaux, d'envoyer les autres à Malte, et enfin de bloquer et d'incendier les ports et les rades de l'Espagne.

Le 5 septembre 1804, un convoi de quatre galions convoyés par quatre frégates revenait de la Plata, chargé de 16 millions de piastres et de beaucoup d'autres effets précieux. Il fut rencontré et attaqué à la hauteur du cap Sainte-Marie par quatre frégates anglaises, sous les ordres de sir Graham Moore : le combat fut court, mais sanglant. Le feu prit aux poudres d'un des galions et le fit sauter : tout l'équipage périt englouti dans les flots ; les trois autres furent conduits en trophée dans les ports britanniques. De son côté, Nelson attaquait et incendiait devant Barcelonne trois navires de commerce espagnol; enfin une autre croisière anglaise enlevait un régiment d'infanterie qui se rendait à Majorque.

L'Espagne, en signant le traité du 15 octobre 1803, s'était faite notre alliée. L'Angleterre n'était pas obligée de ménager un État qui, par ses subsides, concourait à nos efforts ; elle avait incontestablement le droit de lui faire la guerre. Mais les lois de l'honneur, celles de l'humanité lui commandaient de ne commencer la guerre qu'après l'avoir déclarée.

L'attaque soudaine des galions de la Plata restera à jamais dans l'histoire comme un des plus infâmes guets-apens dont se soit rendu coupable un gouvernement civilisé. Un cri d'indignation s'éleva du sein de toutes les âmes généreuses ; et même en Angleterre l'opinion publique fut unanime pour flétrir cet abus monstrueux de la force. Dans le sein du parlement, des voix amies de Pitt firent entendre à cette occasion des paroles de douleur et d'amertume.

« Arrêtez un navire, s'écria lord Grenville, vous » pouvez le relâcher ; séquestrez, saisissez la cargai- » son, vous pourrez indemniser le propriétaire ; dé- » tenez, emprisonnez l'équipage, les portes du ca- » chot peuvent s'ouvrir ; mais pour un navire incendié, » coulé bas, quel remède? Qui retirera du sein de la » mer les cadavres de 300 victimes assassinées en » pleine paix, et saura les rendre à la vie? Les Fran- » çais nous appellent une nation mercantile ; ils pré- » tendent que la soif de l'or est notre unique passion : » n'ont-ils pas le droit d'attribuer cette violence à » notre avidité pour les piastres espagnoles? Ah ! » plutôt avoir payé dix fois la valeur de ces piastres » fatales et n'avoir pas entaché l'honneur anglais d'une » telle souillure ! »

Du reste, à part l'odieux de l'attaque des galions, il y avait, il faut le reconnaître, une terrible énergie dans la résolution de Pitt. Il n'ignore pas qu'une des causes qui ont jusqu'ici empêché Napoléon de tenter le passage de la Manche, c'est l'infériorité de sa marine. Il sait qu'en attaquant l'Espagne, il va la précipiter tout entière

dans nos bras, confondre les deux marines, nous donner ce surcroît de vaisseaux qui nous est indispensable pour affronter les escadres anglaises. Ces considérations ne l'arrêtent point; il jette audacieusement le défi aux flottes combinées des deux peuples: il complète, il soude, pour ainsi dire, de ses propres mains leur intime alliance. Combien devait être profonde la confiance que lui inspiraient la puissance et le patriotisme de la nation! Et pour l'Espagne, quel mépris! Quelle leçon pour les peuples qui livrent leurs destinées à des maîtres imbéciles ou corrompus!

Après l'attaque et la prise des galions, il ne pouvait y avoir place dans le cœur de tout Espagnol que pour un sentiment, celui d'une légitime vengeance; et cependant, à la pensée d'entrer en guerre avec l'Angleterre, M. de Ceballos s'écria, terrifié, que si l'Espagne acceptait la lutte avec un tel ennemi, elle était perdue. Il prétendit qu'il fallait dévorer en silence l'affront fait à l'honneur castillan, temporiser et négocier. Mais le prince de la Paix, bien inspiré cette fois, repoussa ces lâches conseils. « Je monterai à cheval, dit-il, et » je conduirai une armée à l'empereur au camp de » Boulogne. » La guerre fut solennellement déclarée à la Grande-Bretagne, et l'ordre envoyé dans tous les ports de s'emparer des bâtiments, des marchandises et des capitaux anglais. La nation ressentit comme elle le devait le sanglant outrage qui venait d'être fait à son honneur, et elle s'identifia avec son gouvernement. Godoï lui-même semblait honteux de sa longue indolence et comprendre la grandeur

de ses nouveaux devoirs. On eût dit qu'animée tout-à-coup par le souffle de Napoléon, la monarchie espagnole allait retrouver enfin son ancienne énergie et se retremper dans la lutte formidable qui venait de s'ouvrir.

Presque au même moment où Pitt attaquait l'Espagne avec tant de violence, il entraînait sous les bannières anglaises la Suède jusqu'alors incertaine, et contractait avec elle une étroite alliance.

Poussé par une manie ridicule de faire du bruit en Europe, s'imaginant qu'il suppléerait à sa faiblesse par ses bravades, Gustave IV s'était posé en adversaire personnel de Napoléon, en défenseur chevaleresque de la légitimité, de l'émigration, de tout ce que le peuple français avait depuis quinze ans attaqué, détruit ou proscrit. C'est ce prince qui, en 1802, avait protesté lui seul à Ratisbonne contre l'arbitrage de la France et de la Russie, dans le règlement du partage des indemnités germaniques; qui, plus tard, à l'imitation de l'empereur Alexandre, osa prendre le deuil pour la mort du duc d'Enghien, et appuyer à la Diète la fameuse note russe touchant la violation du territoire de Bade; c'est lui encore qui, depuis, s'était fait le protecteur de la noblesse équestre contre son beau-frère l'électeur de Bavière, dont il était dans ce moment-là même l'hôte dispendieux et turbulent.

De telles aberrations n'auraient dû exciter que la pitié de l'empereur; elles soulevèrent sa colère, et, sortant de toutes mesures, il fit insérer dans le *Mo-*

niteur du 14 août 1804 une longue et amère invective contre la personne de Gustave IV. Ce prince se vengea en rompant toutes relations avec la France. L'ordre fut signifié au chargé d'affaires de France de quitter immédiatement Stockholm, et, dans la note renfermant cette injonction, l'empereur était qualifié de *Monsieur* Napoléon Bonaparte. L'Angleterre n'attendait que cette rupture pour s'offrir à la Suède et lui proposer ses subsides. Ils furent acceptés avec transport, et, le 3 décembre 1804, les deux puissances signèrent un traité d'alliance par lequel Gustave IV mit à la disposition des Anglais, à titre de place d'armes et d'entrepôt de commerce, la ville et le port de Stralsund, ainsi que l'île de Rügen. L'Angleterre s'engagea, de son côté, à payer à la Suède un subside de 80,000 livres sterling.

Ainsi, sept mois à peine se sont écoulés depuis que Pitt a ressaisi le pouvoir, et déjà, sous sa forte impulsion, tout s'ébranle sur le continent; au nord, au midi, au centre, partout s'agitent nos ennemis, partout se renouent les fils de la trame coalitionnaire et se manifestent les symptômes d'un prochain embrasement. Bien que Napoléon ne pût saisir encore les preuves matérielles d'un concert intime entre les cours de Londres, de Vienne et de Pétersbourg, il ne doutait plus qu'elle ne se fussent déjà entendues et promis d'associer leurs forces pour l'humilier et l'abattre.

Jamais il n'avait senti davantage le prix d'une grande alliance continentale, ni déploré plus amèrement l'inutilité de ses efforts pour lier la Prusse à

sa cause. Il résolut de tenter auprès du roi une nouvelle démarche. Afin de le séduire, il lui fit savoir que s'il voulait, à son exemple et à celui de l'empereur d'Autriche, se revêtir de la dignité impériale, la France le seconderait avec un entier dévouement. Mais en vain s'efforce-t-il d'éveiller dans l'âme de Frédéric-Guillaume des idées de grandeur : la corde, bien que touchée avec art, ne vibre point. Le petit-neveu du grand Frédéric répond que, satisfait de sa destinée, il ne souhaite rien de plus que de conserver le rang auquel la Providence a élevé sa maison. L'esprit audacieux de l'empereur ne pouvait comprendre une telle humilité, et il entendait autrement les devoirs d'un roi. Quand tous les grands États reculaient leurs limites et s'étendaient sans mesure, il pensait que c'était une obligation pour la Prusse de s'agrandir à son tour. Il voulait l'élever, la fortifier, l'emporter avec lui dans les hautes sphères où l'attiraient son génie et son ambition. Le nouveau refus du roi n'était point à ses yeux de la modération, mais de la peur, peut-être même un symptôme plus grave, le présage d'une intimité secrète avec l'empereur Alexandre.

Un changement récemment opéré dans le personnel du ministère prussien avait éveillé à Paris des soupçons. Le chef du parti français dans le cabinet de Berlin, M. d'Haugwitz, venait d'être, sous la forme

(1) Dépêche de M. de Laforest, 19 octobre 1804. — Mission du général Knobelsdorff à Paris.

d'un congé indéfini, écarté des affaires, et la direction exclusive du cabinet était restée à M. de Hardemberg dont les penchants étaient tout anglais. C'était l'influence de la reine qui avait arraché au roi cette détermination.

Quelles que fussent cependant les prédilections de Frédéric-Guillaume pour l'empereur de Russie, il y avait évidemment une pensée qui dominait en lui toutes les autres, c'était de prévenir une rupture entre les deux grands empires qui menaçaient de le broyer dans leur choc. Il ne nous restait plus qu'à utiliser cette passion. Napoléon tenait Frédéric-Guillaume pour un homme timide, mais loyal : peut-être ce prince parviendrait-il à faire prévaloir dans le cabinet russe des sentiments de conciliation; dès lors l'Autriche serait condamnée à l'immobilité; la paix du continent serait garantie pendant quelques années, et nous pourrions, sans crainte d'être attaqués sur le Rhin, tenter d'escalader le rivage anglais.

De son côté, l'empereur Alexandre sollicitait aussi l'intervention officieuse du roi, non, comme Napoléon, dans des vues pacifiques, mais pour l'enlacer graduellement et le compromettre vis-à-vis de la France. Il lui cachait ses projets avec un secret impénétrable, affectait vis-à-vis de lui les dehors d'un prince modéré, équitable, amoureux de la paix, uniquement occupé de défendre les droits des faibles contre les envahissements de la force. « Son » vœu le plus ardent, » disait-il, « était d'éviter une » guerre avec la France, et il avait mis toutes ses es-

» pérances dans les bons offices du roi. » Afin de mieux abuser Frédéric-Guillaume, il confirmait par des faits ses assurances pacifiques.

Lorsque le roi eut reconnu la dignité impériale dans la personne de Napoléon, le comte de Lille jugea que sa dignité ne lui permettait plus d'accepter l'hospitalité d'un prince qui avait de tels ménagements pour l'ennemi de sa maison. Il quitta Varsovie et se rendit à Grodno, afin d'y rédiger et publier, de concert avec le comte d'Artois, un acte de protestation contre le nouvel empereur. Mais Alexandre ne permit pas qu'un tel acte se fît dans ses États. Le prétendant fut obligé de s'embarquer, et, comme si, dans son infortune, la terre elle-même lui eût manqué, il lui fallut rédiger sa protestation en pleine mer, sur le vaisseau même qui le portait. L'empereur de Russie présenta au roi de Prusse la conduite qu'il avait tenue dans cette circonstance délicate comme un procédé plein d'égard pour la personne du chef de la France et un témoignage irrécusable de ses dispositions à se rapprocher de lui. Il affectait aussi de qualifier sévèrement les incartades du roi Gustave.

Au comble du bonheur de se voir recherché par la France et la Russie, Frédéric-Guillaume embrassa avec ardeur la mission de pacificateur de l'Europe, et proposa officiellement sa médiation aux deux empereurs qui l'acceptèrent, Alexandre avec une joie simulée et perfide, Napoléon avec un désir très sincère de conciliation.

Le roi se préparait à remplir son rôle de médiateur,

quand un événement inattendu vint troubler sa joie et retarder l'ouverture des négociations. La police française fut avertie que le chevalier de Rumboldt, chargé d'affaires d'Angleterre à Hambourg, ourdissait des trames criminelles contre la personne de l'empereur. Elle le fit enlever, ainsi que ses papiers, dans la nuit du 24 au 25 octobre, et conduire, sous escorte, à Paris. Or, le roi de Prusse était directeur du cercle de la Basse-Saxe, auprès duquel était accrédité M. de Rumboldt, et, à ce titre, il devait protection et garantie à cet agent. Toutes les passions qui avaient paru assoupies à Berlin depuis l'affaire d'Ettenheim se réveillèrent soudainement, et mille clameurs s'élevèrent autour du roi. Nos ennemis, habiles à exploiter ce fâcheux incident, allaient criant partout que l'honneur de la monarchie était compromis si elle n'exigeait pas une réparation égale à l'affront qui venait de lui être fait. Tout le conseil fut convoqué à Potzdam; le duc de Brunswick lui-même fut invité à s'y rendre, afin de délibérer sur ce qu'il y avait à faire. Enfin, l'irritation alla si loin que le voyage du général Knobelsdorff, qui devait aller représenter son souverain à la cérémonie du sacre, fut contremandé.

Toutefois, le premier mouvement d'humeur passé, Frédéric-Guillaume sentit qu'il était ridicule de faire un coup d'éclat pour un acte d'une importance après tout fort minime. Il prit le parti de s'en expliquer lui-même dans une lettre confidentielle qu'il écrivit le 2 novembre à l'Empereur. Cette démarche toute de confiance eut un plein succès : le prisonnier fut

relâché immédiatement. La réponse de Napoléon (11 novembre 1804), pleine des témoignages de la plus vive amitié, combla de joie Frédéric-Guillaume. « Le » mal que nous avons craint, » écrivait M. Lombard à M. de Laforest, « est devenu la source de la satisfaction » la plus pure, et l'empereur Napoléon, habitué aux » conquêtes, vient d'en faire une nouvelle d'un trait » de plume (1). » Le roi opposa avec orgueil le triomphe paisible de la modération aux conseils froidement passionnés qui le poussaient à des mesures violentes, et se prépara à exercer la médiation dont il attendait, dans la candeur de son âme, un succès complet.

Avant que la négociation fût ouverte, Napoléon voulut que toutes les questions fussent bien posées, les points en litige parfaitement éclaircis, les prétentions et les droits de chacun exactement définis. Des instructions furent envoyées à cet effet à M. de Laforest (4 décembre 1804).

Par la convention du 11 octobre 1801, la France et la Russie avaient pris l'engagement, la première, de respecter l'indépendance du royaume de Naples, d'indemniser le roi de Sardaigne de la perte de ses États, de s'entendre avec la Russie pour l'arrangement des affaires d'Italie; la seconde, d'évacuer les Sept-Iles, de se concerter avec la France pour établir un juste équilibre dans les différentes parties du monde et d'assurer la liberté des mers. Les deux puissances n'avaient

(1) Dépêche de M. de Laforest du 20 novembre 1804. Dépôt des Archives des affaires étrangères.

jamais pris au sérieux la convention du 11 octobre. A peine l'avaient-elles signée qu'elles s'étaient mutuellement affranchies des obligations qu'elle leur avait imposées. Ainsi la France avait incorporé le Piémont à son territoire, et elle n'avait pris nul souci d'indemniser le roi de Sardaigne. Elle avait envahi le royaume de Naples et organisé l'Italie, sans s'être préalablement concertée avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. La Russie, de son côté, avait continué d'occuper les sept îles ; elle n'avait fait aucun acte tendant à assurer, de concert avec la France, la liberté des mers. L'une et l'autre puissance avaient donc perdu le droit de s'adresser des reproches : leurs torts étaient réciproques. Mais, tandis que la France ne se plaignait pas, le cabinet russe criait bien haut qu'elle avait manqué à tous ses engagements : il exigeait avec autorité qu'elle rentrât dans les limites du traité du 11 octobre, qu'elle évacuât le royaume de Naples et le Hanovre, et assignât une indemnité au roi de Sardaigne.

Lorsque Napoléon avait signé cette convention, il n'en avait pas mesuré toute la portée. Aujourd'hui qu'il voyait le parti qu'en tirait la Russie ; qu'au nord, au midi, au centre, sur quelque point qu'il se remuât, il rencontrait cette importune puissance, il était tourmenté du besoin d'annuler un titre devenu une arme contre lui, et de faire sortir de l'influence moscovite des pays qu'elle n'avait aucun droit de protéger.

« L'empereur, » écrivait M. de Talleyrand, le 4 décembre, à M. de Laforest, « ne prétendait nullement

» renouer des liens d'intimité avec l'empereur Alexan-
» dre : s'il était entré dans ses calculs de fonder
» une telle alliance, ce n'est pas la cour de Berlin
» qu'il eût choisie pour son intermédiaire à Saint-Pé-
» tersbourg ; il lui eût caché au contraire son dessein
» avec le plus profond mystère. Il ne s'agissait pour
» le moment que d'empêcher une rupture entre les
» deux États et de nous replacer vis-à-vis de la
» Russie sur un pied d'égalité.

» Ainsi, il ne serait pas question du roi de Sar-
» daigne, parce que c'était une question finie, l'Italie
» étant organisée. Il ne serait pas non plus question
» du protectorat de Naples par la Russie, à moins qu'il
» ne fût établi que la France exercerait une protec-
» tion pareille à l'égard de la Turquie et de la Perse,
» les deux prétentions étant identiques et également
» déraisonnables. »

Ces propositions étaient de la plus parfaite équité ; mais l'empereur Alexandre, qui ne voyait dans les questions d'Italie que des prétextes de guerre, affecta de se rattacher plus fortement que jamais au texte du traité du 11 octobre 1801 : il déclara au roi de Prusse qu'il n'avait pas l'ambition d'exiger une plus grande part d'influence que ne lui en avait accordée cette convention, mais qu'il était fermement décidé à ne renoncer à aucun des droits qu'elle lui avait reconnus. « Le devoir de S. M. I., disait M. d'Alopeus,
» eût été de se préoccuper des affaires d'Italie lors
» même que des conventions écrites ne lui en auraient
» pas donné le droit. Que la France s'explique ! Pour-

» quoi, accrue du Piémont, visait-elle à réunir à son » territoire la Ligurie, la république Italienne, Luc» ques, Parme et Plaisance, l'Etrurie, Rome peut» être ? »

Ainsi Napoléon et Alexandre s'étaient placés tout d'abord aux deux limites extrêmes de la question: l'un demandant formellement l'annulation de la convention du 11 octobre; l'autre déclarant avec non moins de fermeté sa résolution de ne point s'en départir.

Les sympathies personnelles de Frédéric-Guillaume le poussaient certainement vers l'empereur Alexandre; mais, à part ses sentiments comme homme, il est évident qu'il partageait une partie des alarmes qu'inspiraient aux cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg les envahissements progressifs de la puissance française en Italie. Guidé cependant par la droiture de son jugement, il tenait compte de la terrible situation que la violence des événements nous avait créée dans ce pays et il est juste de dire qu'il remplit avec une remarquable impartialité ses devoirs de médiateur. Voici le plan de pacification qu'il nous fit proposer : « La France s'engagerait à évacuer » le royaume de Naples aussitôt que le sort de » Malte serait décidé. Elle promettrait de disposer » de Parme et de Plaisance en faveur d'un tiers. L'in» dépendance des autres États d'Italie serait formel» lement garantie. Les îles Ioniennes et Malte seraient » données en indemnité au roi de Sardaigne. Quant » au bruit qui se répandait partout que la république

» Italienne allait être élevée à la dignité de monarchie, » aucune puissance ne serait fondée à s'en plaindre, » pourvu que les deux couronnes de France et d'Italie » ne fussent point réunies sur la tête de l'empereur » Napoléon. Enfin la France rappellerait ses troupes » du Hanovre et autoriserait la Prusse à le prendre en » dépôt pendant toute la durée de la guerre mari- » time. »

Napoléon adhéra à la plupart de ces propositions. Cependant, en ce qui touchait l'érection d'un trône à Milan et les garanties exigées contre tout agrandissement ultérieur en Italie, il évita de s'engager et ne répondit qu'en termes vagues. M. de Laforest ayant fait la faute de promettre dans une note verbale au-delà de ce que voulait sa cour, il fut blâmé sévèrement et désavoué (1).

Comme il était facile de le pressentir, l'empereur Alexandre saisit le prétexte du refus de la France d'exécuter la convention du 11 octobre pour sortir d'une négociation dans laquelle l'impartialité du médiateur commençait à l'embarrasser beaucoup. « La Russie, » dit le prince Adam Czartoriwski « ne se » souciait pas de la paix, si la paix ne devait être » qu'une reprise de liaisons froides, et elle aimait » mieux une cessation absolue de rapports qu'un ar- » rangement équivoque qui compromettrait sa dignité. » Elle était fermement décidée à ne se rapprocher de

(1) Lettre de M. de Talleyrand à M. de Laforest, 15 mars 1805. Dépôt des Archives.

» la France que lorsque celle-ci aurait fait droit à » toutes ses réclamations sur les affaires d'Italie! »

Cette réponse arrogante n'excita aucune surprise aux Tuileries : on s'y était attendu.

L'obstination du czar à faire dépendre la paix et la guerre du règlement des affaires d'Italie révéla à Napoléon ce qu'il soupçonnait. S'il était ridicule qu'on se passionnât à leur occasion en Russie, il n'était que trop naturel, au contraire, qu'elles excitassent toutes les sollicitudes de la cour de Vienne. Pitt et l'empereur Alexandre avaient donc agi avec une habileté profonde en faisant de la question italienne le nœud de la nouvelle coalition : c'était un moyen infaillible de s'assurer le concours de l'Autriche. A dater de ce moment, tout espoir de maintenir la paix sur le continent s'éteignit dans le cœur de Napoléon, et il n'attendit plus que de son épée l'affermissement de son trône et le salut de son pays. Telle fut la prompte et triste issue d'une médiation dont Frédéric-Guillaume avait attendu de si heureux effets, et qu'il avait exercée avec tant de ferveur conciliatrice!

Bientôt on sut à Paris que l'empereur Alexandre venait d'envoyer à Londres dans le plus grand secret M. de Nowosilsof, attaché au ministère de la justice. « Sa mission, » nous affirmait M. de Hardemberg, « était exclusivement scientifique; elle n'avait d'autre » objet que de recueillir en Angleterre des matériaux » de législation. » Mais nous n'étions pas dupes de ces mensonges officieux. M. de Nowosilsof venait de

repartir pour Saint-Pétersbourg, et nous avions acquis la certitude qu'il avait emporté de Londres un plan tout dressé de coalition.

Chaque jour un fait nouveau, quelques révélations confidentielles dévoilaient à Napoléon les mystères de la trame ourdie par les cours du nord contre sa puissance. Après son couronnement, le 2 janvier 1805, il avait écrit au roi d'Angleterre pour lui proposer la paix. Il tenait à bien convaincre la nation française que, si elle était appelée à de nouveaux combats, ce n'était pas l'ambition de son chef qu'elle devrait accuser, mais la haine de ses ennemis. La réponse de lord Mulgrave, bien que négative, n'eut pas le caractère de hauteur qu'avait eu, en 1800, celle de lord Grenville. « Le roi, dit-il, ne » pouvait entrer dans les ouvertures proposées avant » de les avoir communiquées aux puissances con- » tinentales avec lesquelles il se trouvait en liaisons » confidentielles, et surtout à l'empereur de Russie, » qui avait donné les preuves les plus fortes de la » sagesse et de l'élévation des sentiments dont il » était animé, et du vif intérêt qu'il prenait à l'indé- » pendance de l'Europe. »

Napoléon put se convaincre par cette réponse que l'Angleterre, bien loin d'être préoccupée d'idées pacifiques, comme on affectait de le dire à Berlin, ne songeait qu'à déchaîner de nouveau contre lui les passions et les armées de l'Europe. Bientôt Pitt demanda au parlement (18 février) un subside de cinq

millions sterling, et ne cacha point qu'ils étaient destinés *à des usages continentaux.*

L'Autriche se levait à son tour. Vers la fin de décembre 1804, un bâtiment venu d'Amérique avec un chargement de coton entra dans le port de Livourne; son équipage était atteint de la fièvre jaune. L'alarme fut bientôt générale dans la Haute-Italie, et, de proche en proche, les États qui semblaient le moins exposés à la contagion, s'empressèrent d'établir sur leurs frontières des cordons sanitaires. L'Autriche en forma aussi sur les siennes. On put croire d'abord qu'elle ne cherchait qu'à se garantir contre l'invasion du fléau; mais il fut bientôt évident que ce n'était qu'un prétexte. L'on apprit qu'elle portait sur l'Adige des masses formidables de troupes et d'artillerie. La France en prit ombrage et demanda des explications (1). Le comte Louis de Cobentzl répondit d'un ton léger qu'il ne s'agissait que d'une simple mesure domestique, d'un armement contre la fièvre jaune, ennemie, dit-il, de tous les gouvernements. Peut-être ces dispositions avaient-elles un caractère purement défensif, et n'avaient-elles été prises que dans la prévision que Napoléon méditait de réunir sur sa tête les deux couronnes de France et d'Italie. Il admit cette interprétation, et voulut rassurer la cour de Vienne. Afin de donner plus d'autorité à ses déclarations, il écrivit lui-même confidentiellement à l'empereur François. Il lui annonça qu'effectivement il

(1) Note de M. de Champagny, 2 janvier 1805.

avait résolu d'ériger en monarchie héréditaire la république Italienne, mais que les deux couronnes seraient immédiatement séparées, qu'il céderait à son frère Joseph tous ses droits au gouvernement de cette contrée, et le proclamerait roi héréditaire. La réponse de l'empereur François II, écrite aussi de sa main (1er février), fut un étalage des plus beaux sentiments. « Personnellement, il n'était animé que du » désir de perpétuer la bonne harmonie existante en- » tre les deux cours, et l'empereur des Français pou- » vait être assuré de l'innocence des cordons sani- » taires. »

Napoléon feignit d'ajouter foi à ces protestations, et suspendit la marche des troupes qu'il avait dirigées sur la Haute-Italie. Mais l'Autriche, loin d'arrêter ses armements, les poussa au contraire avec une ardeur extrême. Elle fit dans toutes ses provinces d'immenses levées d'hommes et de chevaux, et concentra la plus grande partie de ses forces dans le Tyrol et les provinces vénitiennes. Le cabinet des Tuileries fut informé qu'à Vienne l'ascendant du parti modéré et pacifique diminuait de jour en jour. Son chef, l'archiduc Charles, avait beau répéter que la monarchie se perdrait si elle rentrait prématurément dans l'arène des combats, que, l'armée composée de soldats trop jeunes, n'avait pas assez de consistance pour venir se mesurer avec les troupes aguerries qui couvraient les côtes de l'Océan, que le concours des armées prussiennes était d'ailleurs indispensable pour abattre Napoléon : ces sages avis n'étaient plus écou-

tés; les pensées violentes et belliqueuses avaient envahi la cour, et François II lui-même s'était tout-à-fait prononcé pour le parti de la guerre. Le prince Charles ne voulut point, par sa présence dans les conseils de l'empereur, sanctionner une politique que condamnait sa modération : il se démit de ses fonctions de président du conseil de guerre (21 mai 1805), et on lui donna pour successeur le général Baillet de la Tour.

Si des doutes étaient restés encore dans l'esprit de Napoléon sur les intentions hostiles des grandes couronnes, les témérités de la cour de Naples eussent suffi pour les dissiper. Lorsque, après la rupture du traité d'Amiens, nous avions annoncé la résolution d'occuper les provinces d'Otrante et de Brindisi, cette cour avait protesté avec une extrême véhémence et imploré la protection de la Russie. Le premier ministre, le chevalier Acton, s'était écrié d'un ton superbe et irrité que la nation se lèverait en masse pour s'opposer à l'attentat médité contre son indépendance. « Nous marcherons tous, avait-il dit à l'ambassadeur » de France, et le roi se mettra lui-même à la tête » de ses fidèles sujets. » Le roi, qui n'avait point de sujets fidèles et qui s'occupait fort peu des affaires du royaume, ne bougea pas de son palais, et Gouvion-Saint-Cyr put occuper sans obstacle, avec ses 25,000 hommes, les positions désignées. Ce grand coup porté, la reine Caroline parut soumise et résignée. Elle ignorait encore l'accueil que l'empereur Alexandre ferait à ses prières. Mais quand elle sut avec quelle vivacité ce prince avait embrassé sa cause, elle ne se

continŧ plus. Sous le prétexte qu'une flotte autrichienne menaçait les côtes des Calabres, elle fit armer les paysans de ces provinces et recruta partout des soldats (1). Elle négocia en Hollande un emprunt de sept millions de florins. Enfin elle souffrit que nos bâtiments fussent poursuivis et canonnés jusque sous les feux de ses forts par les vaisseaux anglais. La France, irritée et surprise, exigea en termes impérieux le désarmement immédiat des Calabres. La reine eut l'air de céder, mais n'en continua pas moins, sous d'autres formes, ses manœuvres hostiles. N'osant plus recruter pour son compte, elle permit que des émigrés français à la solde de l'Angleterre recrutassent publiquement dans les Deux-Siciles pour les garnisons de Malte et de Gibraltar.

Napoléon ne pouvait s'expliquer un tel excès d'audace : il l'attribua à l'influence exclusive du chevalier Acton. Il crut que si l'on pouvait soustraire la reine à l'ascendant de l'homme qui, depuis vingt-six ans, gouvernait les Deux-Siciles dans le sens exclusif des intérêts anglais, elle finirait par se rattacher, ne fût-ce que pour conserver sa couronne, à la politique de la France. Cette opinion était partagée par l'ambassadeur de France à Naples, M. Alquier. « Il serait désirable, » écrivait-il, « que la reine recouvrât son autorité ; nous » n'aurions plus à surveiller que sa légèreté ; au lieu » qu'aujourd'hui nous avons à combattre l'implacable » animosité du chevalier Acton, vendu à l'Angleterre. »

(1) Dépêche de M. Alquier, 7 octobre 1803.

Mais le point difficile était de renverser un ministre auquel la reine tenait par orgueil non moins que par habitude. « Il est impossible, » écrivait l'ambassadeur, le 10 avril 1804, » d'obtenir, par la voie des insinua-» tions d'usage, le renvoi du premier ministre; car » le roi est le plus entêté des hommes; la reine, la » femme qui a pour nous la plus haute aversion; et » le chevalier Acton, le ministre qui a le plus besoin » de pouvoir (1). »

Napoléon désirait que le chevalier Acton fût remplacé par le marquis de Gallo, qui remplissait à Paris les fonctions d'ambassadeur de Naples. Placé chaque jour en contact avec le chef de la France, M. de Gallo avait appris à connaître l'homme dont son imprudente souveraine s'était déclarée l'ennemie. Autant par raison que par ambition, il blâmait le système dans lequel s'égarait sa cour, et, se sentant soutenu par la France, il se posait en adversaire du chevalier Acton, dont il convoitait la place. Jamais la reine ne lui pardonna d'avoir osé élever ses vues jusqu'à l'héritage du favori, et d'avoir été chercher son appui dans le souverain de la France. Un jour, il lui échappa de dire à M. Alquier : « L'on désire à Paris la démis-» sion d'Acton, et que Gallo le remplace; mais ce » Gallo, je le méprise et je le hais; c'est l'homme le » plus léger, le plus frivole et le plus incapable que je » connaisse; il cache, sous les grands airs qu'il af-» fecte, les misérables ruses dont il a l'habitude;

(1) Dépêche de M. Alquier, du 10 avril 1804.

» charmant ministre des affaires étrangères pour les » révérences, qu'il sait faire à merveille ; mais dans » les affaires, d'une nullité incroyable. S'il revient, » j'aurai le plaisir de le voir traiter comme on traite » un valet ; et s'il est ministre, il baisera la poussière » de mes antichambres. »

La reine ne pouvant se résoudre à sacrifier Acton, il fallut lui faire violence ; et ce fut M. Alquier qui se chargea d'abattre le favori. Malgré la promesse formelle que nous avait faite le gouvernement napolitain de punir et de chasser du territoire les embaucheurs anglais, il continuait de tolérer leur présence dans le royaume. Fort de ce grief, l'ambassadeur de France se rend chez le chevalier Acton, lui reproche en termes amers sa mauvaise foi, ses sentiments hostiles, le menace du courroux de la France, et finit cette scène orageuse par lui déclarer qu'il a résolu de ne plus traiter avec lui. Il informe ensuite le roi de cette résolution, et le prie de lui désigner le ministre avec lequel il devra désormais conférer.

La reine ne se rendit pas d'abord ; elle s'emporta, cria, pleura, et finit par députer vers M. Alquier, pour le supplier de revenir sur sa détermination. Mais l'ambassadeur avait le secret de sa cour ; il fut inflexible. La reine se résigna enfin à une séparation qui ne coûtait plus à son cœur, mais qui coûtait à sa fierté. Elle se réserva du moins comme consolation de lui donner un autre successeur que le marquis de Gallo. Son choix tomba sur un personnage insignifiant, le duc de Luzzi. Le chevalier Acton quitta avec douleur

cette cour de Naples où il avait régné despotiquement pendant tant d'années, et se retira en Sicile.

Ce moment a été décisif dans la vie de la reine. Son avenir n'était pas encore sérieusement compromis. Si, après la retraite d'Acton, elle avait contenu ses ressentiments, et que, mettant tout le passé en oubli, elle se fût livrée sans réserve à la France, la couronne des Deux-Siciles serait restée sur sa tête; elle l'eût léguée intacte à ses enfants. Napoléon avait trop d'intérêt à se concilier tous les souverains légitimes pour se donner à leurs yeux le tort de renverser sans nécessité une vieille dynastie. Voici ce que M. de Talleyrand écrivait le 18 mai 1804 à l'ambassadeur de France : « Attachez-vous à bien faire sentir au nou- » veau ministre qu'enfin la franchise et la confiance » doivent renaître dans les relations de cette cour » avec nous; efforcez-vous d'obtenir qu'elle adopte à » notre égard un système de bonne amitié. »

La partie qui se jouait entre l'empereur et la reine était bien sérieuse. Il y allait, pour le premier, de la conservation de l'Italie; pour la seconde, de sa couronne. Napoléon, qui avait livré tant de combats pour fonder sa suprématie sur la Péninsule, ne reculerait pas assurément devant les bravades de la cour de Naples, et si la reine s'obstinait à lui faire obstacle, elle et sa race seraient frappées et chassées du trône. « Les alarmes que cette cour feint d'avoir aujour- » d'hui, » écrivait, le 3 mars 1804, M. de Talleyrand, « sont bien faibles auprès de celles que devraient réel-

» lement lui inspirer les ressentiments de la France, » si elle s'appliquait à les provoquer. »

Mais la retraite d'Acton, au lieu d'éclairer la reine, l'avait jetée hors de mesure. Tout entière à sa haine, elle se perdait comme à plaisir par les plus étranges témérités de langage, et jamais tête couronnée ne compromit avec plus d'imprudence sa dignité et le repos de ses jours. Lorsqu'elle apprit la mort du duc d'Enghien, elle dit avec un cynisme cruel : « Ce » pauvre diable était le seul des princes français qui » eût de l'élévation et du courage. Je me console tou» tefois de ce qui est arrivé, parce que j'espère que » l'acte sanglant de Vincennes nuira au premier con» sul. »

Toutes ses séductions, elle les réservait pour l'ambassadeur anglais, M. Elliot. Elle entretenait avec Nelson une correspondance intime, et ne prenait aucune décision sans le consulter. Du pont de son vaisseau, l'amiral commandait en maître à Naples. Lui et l'ambassadeur Elliot s'appliquaient à envenimer l'inimitié de la reine contre la France : « Napoléon, lui » disaient-ils sans cesse, avait juré la ruine de sa » maison. Les troupes campées à Otrante et à Brin» disi étaient destinées à faire la conquête de son » royaume. Il ne lui restait qu'un moyen de salut, » c'était de se jeter dans les bras de l'Angleterre et » de la Russie. »

La France était représentée à la cour de Naples par un des hommes qui ont marqué avec le plus d'éclat dans les négociations de cette époque. M. Alquier

avait un esprit d'une finesse exquise et une pénétration qui allait souvent jusqu'à la subtilité. Sa conversation, étincelante de verve, abondait en traits piquants, et il exerçait une séduction irrésistible. Quinteux cependant, bizarre et coquet comme une femme, il n'était plus reconnaissable dès qu'on lui résistait. Il perdait alors tous ses avantages ; il devenait pointilleux, acerbe et railleur impitoyable. La reine, avec laquelle il avait de la ressemblance par le tour piquant et les caprices de son esprit, n'avait pu échapper à l'attrait de ses entretiens (1). Longtemps elle avait fait pour lui plaire toutes les avances qu'une reine peut faire. Mais l'entrée de nos troupes dans le royaume, après la rupture du traité d'Amiens, troubla cet heureux accord et fit de la reine et de l'ambassadeur deux ennemis déclarés. M. Alquier avait eu la vanité de dompter la reine. Quand il la vit lui échap-

(1) Un jour, c'était dans le temps où elle était en coquetterie avec M. Alquier, elle lui dit : « Assurément, il me serait par- » donnable de ne pas aimer Bonaparte; eh bien! je ferais » volontiers 400 lieues pour le voir. Si j'osais me comparer à ce » grand homme, je dirais que j'ai un sentiment commun avec » lui, c'est l'amour de la gloire ; mais il a poursuivi son objet en » grand et il l'a obtenu, au lieu que moi j'ai cherché la gloire » dans les buissons, et je ne suis parvenue qu'à me piquer le » bout des doigts. Quand vous lui écrirez, dites-lui que je ne me » lasse pas d'admirer l'adresse avec laquelle il a su profiter d'un » temps où Frédéric et Catherine ayant disparu du théâtre des » affaires du monde, il n'y a plus sur tous les trônes de l'Europe » que des imbéciles. » (*Correspondance de M. Alquier*, avril 1803.)

per, donner toute sa confiance à l'ambassadeur anglais et à l'amiral Nelson, réserver pour lui seul, naguère l'objet de ses empressements, les dédains, les mots amers et provoquants, il s'en irrita comme d'un échec personnel; le dépit du courtisan délaissé vint s'ajouter aux griefs légitimes de l'ambassadeur de France; sa parole, autrefois souple, gracieuse, séduisante, devint sèche, incisive, arrogante. Au lieu de chercher par sa modération à ramener le calme dans l'âme fougueuse de la reine, il la traita comme une ennemie dont nous ne pouvions plus nous rendre maîtres qu'en rivant ses chaînes. Trop souvent, il eut le tort d'oublier qu'il parlait devant une femme couronnée.

L'armée napolitaine manquait d'un chef qui, par son talent et son dévouement, méritât la confiance de la cour. La reine jeta les yeux sur un militaire émigré français, le comte de Damas, qui était alors à Vienne. Elle le fit venir, et, sous le titre d'inspecteur général des troupes, elle lui en donna le commandement. Tout-à-coup, une activité inaccoutumée se manifesta dans l'administration militaire; des ordres secrets furent envoyés à tous les chefs de corps de compléter leurs régiments; on fit des levées d'hommes et de chevaux dans toutes les provinces. Le cardinal Ruffo, de sanglante mémoire, le même qui, en 1799, avait échangé la mitre contre l'épée, déchaîné contre nos soldats la populace de Naples, étouffé dans le sang et les supplices le parti de la révolution, reparut à la cour, où il fut accueilli et fêté. C'était, assurait-on,

par un ordre secret de la reine que le prélat guerrier était sorti de sa retraite, et il allait partir pour organiser contre les Français le soulèvement des Calabres.

Dans le moment même où ces choses se passaient à Naples, on apprit aux Tuileries que des renforts considérables de troupes, ainsi qu'une grande quantité de brides et de selles, venaient d'être expédiés au corps russe qui occupait Corfou. On sut de plus que des officiers russes, envoyés aux bouches du Cattaro, organisaient des corps réguliers de Monténégrins, et recrutaient même jusque dans l'Albanie. Ces mesures et les armements de la cour de Naples semblaient annoncer qu'il se préparait une expédition dont le but était de chasser les Français de la Basse-Italie. Napoléon sentit qu'il fallait encore une fois arrêter le gouvernement napolitain en le terrifiant. Son ambassadeur eut l'ordre de signifier à la reine que, si un seul détachement russe ou albanais mettait le pied sur le territoire des Deux-Siciles, toutes relations de paix cesseraient aussitôt entre la France et la cour de Naples. De plus, M. Alquier dut sommer cette princesse de renvoyer immédiatement le comte de Damas et de contremander les dernières mesures. Il lui fut interdit d'avoir, réuni sous les drapeaux, un effectif de plus de douze mille hommes. La France était décidée à tout risquer plutôt que de tolérer des armements qui, n'ayant pas été concertés avec elle, étaient nécessairement dirigés contre elle. Il avait été ordonné au général Gouvion-Saint-Cyr de marcher sur Naples,

à la tête de toutes ses forces, si cette cour refusait de désarmer et d'éloigner le comte de Damas.

La reine n'entendit pas sans une émotion profonde les déclarations impérieuses de M. Alquier. Ses premiers mots furent des mots de colère : « J'ignore dit-» elle, les projets des Russes ; mais si vous avez la » guerre avec eux, il me paraît tout simple qu'ils » viennent chercher leurs ennemis partout où ils » pourront les trouver. »

Mais bientôt elle se ravise, et cette fois, elle dissimule; elle nous fait des propositions douces et conciliantes : « On avait pris à Paris de fausses alarmes : » les Russes ne songeaient nullement à opérer une » descente dans le royaume de Naples. L'envoi de » nouvelles troupes à Corfou était motivé par les af-» faires du Levant. La France devait donc être ras-» surée. Le roi s'offrait de lui payer, jusqu'à la fin de » la guerre maritime, une somme annuelle de six » millions. De plus, il s'engagerait à employer toutes » ses forces pour repousser les Russes, s'ils tentaient » d'opérer un débarquement sur les côtes du royaume. » En échange de cet engagement, la France rappelle-» rait ses troupes du royaume de Naples. »

Si ces propositions avaient été faites par une bouche amie, elles eussent été écoutées; mais Napoléon y vit une ruse combinée avec la Russie et l'Angleterre pour nous écarter de la Basse-Italie : il ne leur fit pas même l'honneur de les discuter.

La reine plia sous les menaces de l'empereur : elle suspendit les recrutements; elle retira à M. de Damas

le commandement de l'armée. Mais, incapable de résister au plaisir de nous blesser, même lorsqu'elle s'humiliait, elle fit à ce général des adieux touchants ; elle le combla d'honneurs, de pensions et de décorations. Il se retira en Sicile, où il attendit que les événements lui permissent de mettre de nouveau son épée et ses ressentiments d'émigré au service de la couronne de Naples.

La conduite inconsidérée de la reine, ses dernières violences surtout, donnèrent beaucoup à penser à l'empereur Napoléon. Il avait beau faire la part d'un caractère vindicatif et fougueux, il ne pouvait admettre qu'elle voulût se perdre gratuitement par un système permanent de provocations stériles. Mais quand il eut étudié, pesé, rapproché tous les faits, les témérités de cette princesse lui furent expliquées. Il avait été bien près de la juger une femme insensée; elle ne fut plus à ses yeux qu'une femme indiscrète. Il demeura convaincu qu'elle avait puisé son audace dans les excitations des grandes couronnes, et que la Russie et l'Autriche étaient irrévocablement décidées à lui faire la guerre.

Ainsi le génie de l'Angleterre l'emportait sur le continent : la coalition se dressait de nouveau menaçante et formidable.

En effet, depuis plusieurs mois, les cours de Londres, de Saint-Pétersbourg et de Vienne avaient jeté les fondements d'une vaste ligue et étaient convenues de réunir leurs efforts pour abaisser la France et se partager ses dépouilles. Le mémoire émané du cabinet

britannique qui porte la date du 19 janvier 1805(1), lève à cet égard tous les doutes. Le traité de concert, signé à Saint-Pétersbourg le 11 avril de la même année, entre l'Angleterre et la Russie, ne fit que préciser et développer les dispositions contenues dans le mémoire anglais. La réserve ombrageuse des cabinets n'a point encore permis que le traité du 11 avril fût livré tout entier à la publicité. Toutefois ses clauses principales sont connues, et elles suffisent pour faire apprécier l'esprit et la portée de cette transaction fameuse.

Le traité était divisé en articles patents et en articles secrets.

Par les articles patents, l'Angleterre et la Russie convenaient d'employer les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour former une ligue de tous les États de l'Europe, afin d'obliger la France à souscrire au rétablissement de la paix et de l'équilibre général. Les forces que la coalition s'engageait à mettre en ligne, indépendamment de celles de l'Angleterre, avaient d'abord été fixées à 500,000 hommes; puis, vu le peu d'espoir d'entraîner la Prusse, elles furent réduites à 400,000 hommes.

L'article 2 définissait en termes généraux le but de la ligue; c'était de forcer la France à évacuer le nord de l'Allemagne, la Hollande, la Suisse et toute l'Italie, y compris l'île d'Elbe; de rétablir le roi de Sardaigne dans la possession de ses États, avec un

(1) Koch et Schœll, *Histoire des Traités*, t. VII, p. 358.

aussi grand accroissement de territoire que le permettraient les circonstances; enfin, de fonder en Europe un ordre de choses qui pût garantir efficacement la sûreté et l'indépendance des divers États et prévenir toutes usurpations futures.

Les articles 3 et 4 déterminaient la mesure dans laquelle la Grande-Bretagne devait concourir aux efforts communs. Elle donnait ses vaisseaux pour le transport des troupes, et 1,250,000 livres sterling pour chaque cent mille hommes de troupes réglées.

L'objet précis que se proposaient les alliés n'était parfaitement défini que dans les articles secrets.

La nouvelle coalition ne visait à rien moins qu'à nous dépouiller de toutes nos conquêtes et à nous rejeter, meurtris et humiliés, dans les étroites limites de l'ancienne monarchie. La part faite à l'Autriche pour la séduire et l'entraîner était considérable. On lui restituait la Lombardie, et on lui laissait Venise et ses provinces. On réunissait Gênes, et même éventuellement le Dauphiné ainsi que Lyon au Piémont; la Belgique à la Hollande; les provinces Rhénanes à la Prusse, si elle consentait à entrer dans la ligue. On rétablissait l'archiduc grand-duc à Florence, et le duc de Modène dans sa principauté italienne. L'Angleterre et la Russie n'étaient pas nommées dans ces attributions; mais même, en admettant que d'autres articles restés secrets jusqu'à ce jour n'eussent pas fixé ce qui devait leur revenir, elles n'auraient certes pas manqué, le cas de partage échéant, de réclamer le prix de leur suprême arbitrage, et elles se seraient fait

une large part, comme elles se la sont faite en 1815.

Par l'article premier séparé, l'Angleterre avait mis pour condition du paiement de ses subsides à l'Autriche et à la Suède qu'elles commenceraient la guerre dans le délai de quatre mois, à dater du jour de la signature du présent traité. Un dernier article séparé étendit ce délai jusqu'à la fin de l'année 1805.

Les autres dispositions, toutes fiscales, du traité secret déterminaient la quotité de subsides que l'Angleterre devait payer à ses alliés, en proportion du nombre des troupes qu'ils mettraient en ligne.

L'Autriche n'adhéra définitivement au traité du 11 avril que le 9 août 1805; mais la teneur de ses dispositions prouve qu'elles furent toutes discutées et arrêtées de concert avec elle.

Les alliés avaient annexé au traité du 11 avril un plan général de pacification combiné pour servir de base à une négociation, gagner du temps et entraîner la Prusse: ce plan n'a jamais été publié, et il est extrêmement regrettable de ne le point connaître.

Tel est ce traité du 11 avril, le plus sanglant outrage, si l'on en excepte les transactions de 1815, qui ait été fait à la dignité et à l'indépendance d'un grand peuple. Sans doute la France, provoquée, harcelée, mise au défi par l'Europe conjurée, s'était laissé emporter bien au-delà des bornes que prescrivait une politique prévoyante et contenue. Nous l'avons déploré; ce fut une faute, mais une faute dont

nos ennemis et la fortune elle-même ont été les complices, d'avoir franchi les Alpes et poussé nos aigles jusque sur les rives de l'Adige. Nous ne comprenons que trop les douleurs de la maison d'Autriche chassée de Milan, de Mantoue, de Florence, et ses efforts pour rétablir sa prépondérance dans un pays où elle régnait depuis tant de siècles. Nous nous serions expliqué une ligue et un traité dont l'objet limité et précis eût été de nous écarter de l'Italie. Mais les alliés visaient à un tout autre but : ce qu'ils voulaient, c'était d'abattre partout notre suprématie, de nous enlever toutes nos conquêtes, même celles qui importaient le plus à notre sécurité, et de se les partager. Ils n'étaient point rassasiés par cette masse de territoires qu'ils avaient injustement acquis depuis cinquante ans : ils voulaient encore y ajouter nos dépouilles, nous abaisser ainsi doublement, et dans notre puissance réelle, et dans notre puissance relative. Ce n'était plus là de la politique forte, judicieuse, même dans ses rigueurs ; c'était de l'envie et de la haine, c'était de la cupidité, et la plus effrénée. Les grandes couronnes avaient obéi à des combinaisons de violence et de rapacité qui, dans les relations d'homme à homme, appelleraient sur leurs auteurs l'infamie du supplice. Ils jetaient la France et son chef en dehors de toutes les voies régulières de la politique ; ils provoquaient en eux de légitimes et de terribles vengeances ; ils ne lui laissaient d'autre alternative que les fourches caudines ou la conquête de l'Europe. Le traité du 11 avril 1805 suffirait à lui seul pour absou-

dre Napoléon de tout ce qu'il a tenté depuis pour subjuguer et détruire ses ennemis.

Il ne connaissait pas encore la nature précise des stipulations débattues dans les conseils des alliés; mais il était trop bien informé pour en ignorer la tendance funeste et l'implacable esprit. Ce qui ne lui était pas transmis confidentiellement par le petit nombre de souverains dévonés à sa politique, notamment par les électeurs de Bavière et de Wurtemberg, il le devinait, et, à cet égard, sa sagacité d'Italien fut rarement en défaut. Il y a dans la vie de cet homme extraordinaire des époques vives et tranchées qui en marquent les phases distinctes : celle-ci est de ce nombre. Son âme forte et hardie grandissait dans le péril, et la menace, au lieu de le contenir, l'enflammait. Les alliés avaient fait des affaires d'Italie une question de paix ou de guerre. Cette question, il la tranche d'une main ferme. Il jette audacieusement à ses ennemis les gages du combat. On veut l'arracher de l'Italie; il choisit ce moment pour y étendre, pour y affermir sa domination. A Vienne, à Pétersbourg, à Berlin, on affecte de craindre qu'il ne réunisse sur sa tête les deux couronnes de France et de Lombardie; on s'inquiète du sort de Gênes, de Parme, de Lucques : il va répondre à toutes ces sollicitudes. La couronne de Lombardie, il la placera sur sa tête; Gênes, Parme et Plaisance, il les incorporera à son empire; Lucques et Piombino, il en disposera en faveur de sa sœur Élisa. S'il plaît à l'Autriche et à la Russie de chercher dans ces actes

des prétextes de guerre, soit : une rupture franche et prompte vaut mieux qu'un état prolongé d'incertitudes et d'angoisses : il est préparé à tous les événements.

CHAPITRE XII.

Changements opérés dans l'organisation de la Haute-Italie. — La république italienne transformée en monarchie. — Napoléon se fait décerner la couronne d'Italie. — Voyage et séjour à Milan. — Couronnement. — Audience donnée au prince Cardito. — Sortie violente de Napoléon contre la reine Caroline. — Mission infructueuse du général russe de Wintzingerode à Berlin. — Envoi du général prussien de Zastrow, à Saint-Pétersbourg. — Langage artificieux de l'Autriche. — Incertitude de Napoléon sur les intentions de cette puissance. — Incorporation de Gênes, de Parme et de Plaisance à la France. — Le duché de Piombino érigé en principauté en faveur de la princesse Élisa. — Rappel subit de M. de Nowosilsof. — Napoléon part secrètement de Milan et arrive à Boulogne. — Il se dispose à forcer le passage de la Manche. — Opérations navales. — Premier projet d'expédition contre l'Angleterre. — Mort de l'amiral Latouche-Tréville : l'empereur lui donne pour successeur l'amiral Villeneuve. — Second projet. — Départ de la flotte combinée pour les Antilles. — Nelson la poursuit. — Retour de Villeneuve en Europe. — Sa rencontre avec l'amiral Calder. — Son entrée dans le Ferrol. — L'Autriche se dispose à nous attaquer. — Elle adhère, le 9 août, au traité du

11 avril. — Explications décisives entre M. de Talleyrand et l'ambassadeur comte Philippe de Cobentzl. — Fautes de l'amiral Villeneuve. — Sa sortie du Ferrol. — Il se réfugie dans Cadix. — Fureurs de Napoléon. — Il ajourne l'expédition d'Angleterre et tourne ses armes contre l'Autriche.

La présidence de la république italienne était, comme le consulat, une autorité viagère et provisoire. Les mêmes causes qui avaient forcé Napoléon à rétablir la monarchie en France lui commandaient de la rétablir à Milan. Les destinées de ces deux États étaient désormais inséparables ; leurs institutions ne pouvaient rester dissemblables, ici monarchiques, là républicaines ; il fallait qu'elles se missent en harmonie comme leurs intérêts politiques. Il restait à décider quel serait le souverain qui régnerait sur la Haute-Italie.

La première pensée de Napoléon avait été, comme nous l'avons dit, de placer cette couronne sur la tête de son frère Joseph. Par sa lettre autographe du 2 janvier, il avait fait part de ses intentions à l'empereur d'Autriche. De plus, il avait émis une déclaration portant que le nouveau royaume ne serait jamais réuni à l'empire français, le prince Joseph devant, à l'exemple de Philippe V, renoncer pour lui et ses descendants à la couronne de France.

Le frère de l'empereur répugnait, dit-on, à faire cet acte de renonciation ; il lui en coûtait d'aliéner ses droits éventuels au trône impérial. Il élevait encore d'autres objections ; il se plaignait que l'état italien n'eût point de débouchés maritimes, et demandait

qu'on lui assurât au moins un port sur la Méditerranée. Il insistait aussi pour que le nouveau royaume fût dispensé de payer l'entretien d'une armée française. Ces objections ont pu n'être pas étrangères au parti pris par l'empereur de placer sur sa propre tête la couronne d'Italie. Mais c'est dans la situation générale des affaires, dans l'imminence d'une guerre continentale, qu'il faut chercher le motif véritable de sa détermination. Le moment où les grandes puissances de l'Europe se liguaient pour replacer l'Italie sous la domination des Allemands n'était pas, en effet, celui où il pouvait abandonner à d'autres mains les rênes du jeune et frêle État que ses armes et sa politique avaient fondé à Milan.

Ses volontés étaient des ordres pour le gouvernement lombard. Une députation fut choisie aussitôt et chargée de se rendre en France, pour supplier l'empereur Napoléon de vouloir bien accorder à la Haute-Italie les bienfaits d'un gouvernement monarchique et héréditaire. Le 15 mars 1805, les députés de la république furent reçus par l'empereur en audience solennelle, et, par l'organe du vice-président, M. de Melzi, ils lui offrirent la couronne. La réponse de Napoléon fut un défi jeté à tous ses ennemis et un appel fait au patriotisme de tous les Italiens. Il dit que depuis qu'il avait paru pour la première fois en Lombardie, *il avait toujours nourri la pensée de créer indépendante et libre la nation italienne*; puis il ajouta : « La séparation des deux couronnes, nécessaire » pour assurer l'indépendance de vos descendants,

» serait dans ce moment funeste à votre existence » et à votre tranquillité. Je garderai cette cou- » ronne, mais seulement tout le temps que vos inté- » rêts l'exigeront, et je verrai avec plaisir l'instant » où je pourrai la placer sur une plus jeune tête qui, » animée de mon esprit, continuera mon ouvrage. »

Le 18 mars, l'empereur se rendit au sénat pour lui annoncer son avénement au trône d'Italie. « Nous » avons accepté, dit-il, et nous placerons sur notre » tête cette couronne des anciens Lombards, pour la » retremper, pour la raffermir, pour qu'elle ne soit » point brisée au milieu des tempêtes qui ne cesseront » de la menacer aussi longtemps que la Méditerranée » ne sera pas rentrée dans ses conditions naturelles. »

Autant pour s'assurer par lui-même des dispositions militaires de l'Autriche qu'afin d'impressionner fortement l'imagination des Italiens, il quitta Paris dans les premiers jours du mois de mai, et se rendit à Milan pour s'y faire couronner roi d'Italie. Dans son voyage, il alla saluer cet immortel champ de Marengo, où la victoire et la fortune l'avaient rendu le maître de la France, plus sûrement encore que le coup d'état du dix-huit brumaire. Alexandrie fut l'objet particulier de ses soins; il ajouta à la force et à l'étendue de ses ouvrages, et en fit une des plus formidables places de l'Europe.

Son arrivée à Milan fit éclater d'incroyables transports d'allégresse et d'enthousiasme. Le 26 mai, il fut couronné dans la belle cathédrale de cette ville aux acclamations d'une foule immense accourue de

tous les points de la Péninsule pour contempler les traits de l'homme qui appliquait son génie et sa gloire à lui faire de grandes destinées. Il prit des mains du cardinal Caprara la vieille couronne de fer des rois lombards, cette couronne portée et glorifiée par Charlemagne, et il la mit sur sa tête en prononçant ces mots consacrés par l'usage, mais qui empruntaient de la bouche qui les prononçait et des circonstances un caractère solennel et redoutable : « Dieu me la donne; gare à qui la touche. » (*Dio me la diede; guai à chi la tocca.*)

L'empereur éleva à la dignité de vice-roi d'Italie le fils de l'impératrice, Eugène Beauharnais : c'était désigner à l'amour des populations leur maître futur.

Peu de jours après le couronnement, il se passa une scène étrange qui eut dans toute l'Europe un grand retentissement. La cour de Naples venait d'envoyer à Milan un ambassadeur extraordinaire chargé de complimenter l'empereur-roi. La reine avait hésité avant de consentir à une démarche qui révoltait son orgueil; mais la peur fut plus forte que sa haine, et elle fit choix du prince Cardito pour remplir cette mission. Le prince n'avait jamais partagé les exagérations de sa cour : par la modération de son esprit comme par la distinction de sa personne, il était l'homme peut-être du royaume qui convenait le mieux pour représenter dignement ses souverains à Milan. Soit calcul ou hasard, le jour où cet ambassadeur fut admis à complimenter l'empereur, l'audience pré-

sentait un caractère de solennité plus grand que de coutume : tout ce que la cour impériale comptait de plus illustre était présent et dans l'ignorance de ce qui allait se passer. Quand le prince Cardito eut adressé les félicitations d'usage, l'empereur-roi prit la parole, et, éclatant avec une extrême véhémence contre la reine, il l'accusa de nourrir contre la France des haines implacables ; il dénonça ses intrigues, ses efforts pour mettre l'Italie en feu et soulever toutes les cours du Nord. Il fit plus, il lui reprocha le sang qu'elle avait fait verser à Naples en 1799, et, la comparant à la fille de Jézabel, il la flétrit du nom de moderne Athalie. Personne, sauf peut-être M. de Talleyrand, n'était dans le secret de cette scène ; toute l'assemblée resta frappée de stupeur. C'était la première fois peut-être qu'on voyait un souverain incriminer aussi publiquement et avec des traits aussi amers la conduite d'une reine.

On s'interrogeait sur les motifs qui avaient pu déterminer l'empereur à faire un tel éclat. La malignité cruelle avec laquelle la reine Caroline s'exprimait depuis quelque temps sur sa personne et sur sa politique auraient suffi au besoin pour le justifier. Toutefois c'est à un grief plus récent, d'un caractère plus incisif, qu'il faut attribuer la scène de Milan.

Fort peu de temps avant le départ de l'empereur pour l'Italie, l'ambassadeur de Naples à Paris, le marquis de Gallo, avait, comme de lui-même, mais évidemment d'après les insinuations de la cour impériale, suggéré à ses souverains l'idée d'une alliance entre une des

filles du roi, la princesse Amélie, aujourd'hui reine des Français, et le fils de l'impératrice, Eugène Beauharnais. L'initiative étant venue du marquis de Gallo, il n'y avait pas lieu à faire une réponse officielle. Cependant la reine crut devoir s'en ouvrir elle-même, non à M. Alquier, qui avait été appelé à Milan, mais au premier secrétaire, M. Edouard Lefebvre (1), chargé momentanément de la direction de l'ambassade. Celui-ci, interpellé soudainement sur un sujet aussi délicat, répondit avec un peu d'embarras qu'aucune instruction de sa cour ne l'autorisait à traiter d'un mariage entre une princesse de Naples et le fils de l'impératrice; « il ne pouvait donc soumettre à la » reine que ses opinions personnelles; il lui semblait » que, dans l'intérêt de sa maison et de ses peuples, » elle devrait favoriser une semblable union; Eugène » Beauharnais avait toute l'affection de l'empereur, et » de grandes destinées semblaient promises à ce » jeune homme. » La reine demeura quelque temps sans répondre : un sourire amer parut un moment sur ses lèvres; elle semblait agitée intérieurement par des réflexions pénibles; enfin elle rompit le silence et dit, comme avec effort, qu'elle n'avait aucune objection à élever contre la personne du jeune Beauharnais : « mais il n'avait pas encore de rang dans le » monde; si, plus tard, la Providence l'élevait à la » dignité de prince, les obstacles qui s'opposaient

(1) Père de l'auteur.

» aujourd'hui à une pareille alliance pourraient être » écartés. »

La reine fit une grande faute en refusant une alliance qui aurait épargné à sa maison cette longue suite d'infortunes dans lesquelles nous la verrons bientôt tomber. L'Autriche, qui occupe un rang bien autrement élevé que Naples dans la hiérarchie des couronnes, trouva plus tard sa sécurité dans une alliance de famille avec le chef de la France. Mais aucune maison souveraine n'avait encore donné un tel exemple. La reine Caroline portait dans son cœur une haine invétérée contre la révolution et l'empereur : elle était fille de Marie-Thérèse, et elle craignait moins de tomber du trône que d'abaisser la fierté de son sang jusqu'à jeter sa fille dans les bras d'un Beauharnais.

Napoléon, qui songeait déjà à greffer sa famille sur les vieilles dynasties, et qui portait au fils de l'impératrice un attachement de père, fut extrêmement blessé du refus de la reine, et ce fut autant par dépit personnel que pour contraindre cette femme altière à plier sous sa loi qu'il la traita, dans l'audience accordée au prince Cardito, avec tant de dureté.

Au milieu des fêtes dont Milan était le brillant théâtre, il suivait avec une curiosité ardente le développement de la trame coalitionnaire. Son attention était surtout fixée sur Berlin, et il appliquait sa sagacité à saisir, dans ses nuances les plus délicates, les dispositions secrètes de cette cour. Il n'attendait plus rien des efforts pacifiques du roi ; mais il lui importait extrêmement que ce prince ne déviât pas de la

ligne de neutralité scrupuleuse sur laquelle il s'était placé.

Dans les premiers jours d'avril, le général de Wintzingerode, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, avait été envoyé à Berlin pour protester, disait-on, contre la résolution du roi de faire occuper la Poméranie suédoise dans le cas où Gustave IV s'aviserait de vouloir guerroyer contre le corps français qui occupait le Hanovre. On ajoutait qu'à cette occasion, l'empereur Alexandre avait écrit à Frédéric-Guillaume une lettre dure et menaçante, et déclaré qu'il existait entre la Russie et la Suède des stipulations et garanties réciproques. En effet, les deux puissances étaient déjà liées l'une à l'autre par un traité qui avait été signé le 14 janvier 1805. Mais la mission du général de Wintzingerode avait un autre objet plus secret et d'une bien autre portée : c'était d'attirer graduellement la Prusse, à la faveur d'une proposition insidieuse, dans les rangs de la coalition.

Il avait commencé par prendre tous les dehors de la modération. « L'empereur Alexandre, avait-il dit, » était animé des sentiments les plus pacifiques. Son » vœu le plus ardent était de prévenir l'embrasement » du continent. Loin de lui la pensée de sacrifier la » France à l'Angleterre. Il jugeait les prétentions de » l'une et de l'autre avec l'équité d'un esprit impartial. » Les exigences maritimes de la Grande-Bretagne » trouvaient en lui un juge sévère : il était impatient » d'y mettre des bornes. Mais la France lui inspirait » des alarmes plus grandes encore : l'ambition de

» cette redoutable puissance ne connaissait plus de » frein; elle menaçait tout ce qu'elle touchait; elle » mettait en péril l'indépendance de l'Europe entière; » il fallait absolument l'enfermer dans des digues » qu'elle ne pût franchir; il serait facile d'atteindre » ce but si les souverains s'entendaient et arrêtaient » en commun un plan de pacification générale qui » serait ensuite soumis à l'acceptation de Napoléon. »

L'aide-de-camp de l'empereur Alexandre s'était efforcé, par ce langage persuasif, d'engager insensiblement Frédéric-Guillaume dans une démarche collective contre la France. Quand il s'aperçut que ses discours ne faisaient point impression, il s'en irrita : peu à peu, il se dépouilla de son enveloppe pacifique, prit un langage menaçant, et finit par déclarer au cabinet prussien qu'en cas de guerre, les souverains alliés ne lui reconnaîtraient pas le droit d'interdire à leurs armées le libre passage à travers les duchés de Mecklembourg et d'Oldenbourg. Or, c'étaient surtout ces Etats dont la Prusse nous avait formellement garanti la neutralité par la convention du 1er juin 1804. M. de Wintzingerode avait fait entendre à Berlin ce langage arrogant le 10 avril 1805, et le lendemain même, le 11 avril, la Russie et l'Angleterre avaient signé à Saint-Pétersbourg le traité de concert.

Le roi ignorait certainement que les choses fussent aussi avancées. Il avait des soupçons; il était impossible qu'il n'en eût pas; mais il les chassait comme de mauvaises pensées. Dominé par son amour ex-

clusif de la paix, il prêtait aux autres ses sentiments, ses préoccupations; il ne croyait pas aux passions belliqueuses; il s'exagérait l'influence de ses conseils modérateurs, prenant pour l'expression d'une entière déférence les cajoleries dont il était l'objet de la part de tous les souverains, et ne s'appercevant pas qu'ils n'avaient tous qu'un but, celui de le circonvenir et de l'attirer dans leur camp. Il semblait ignorer qu'un prince a beau commander à une armée de deux cent mille hommes, que, s'il prêche éternellement la paix, on finit par ne plus l'écouter, et que les passions politiques ne connaissent d'autre frein que la menace et la force.

La déclaration du général de Wintzingerode remplit de douleur l'âme de Frédéric-Guillaume. Le bandeau lui tomba des yeux, et, pour la première fois, il vit la guerre inévitable et prochaine.

Il pouvait choisir entre trois partis : s'unir aux alliés contre la France; à la France contre les alliés; ou bien se jeter entre eux en médiateur armé, et, s'il ne pouvait les réconcilier, obéir à la voix de l'équité ou de l'ambition. Chacun de ces trois partis avait ses chances de périls et de grandeur. Mais dès qu'il s'agissait de se décider, le roi hésitait d'abord, puis finissait toujours par reculer. Qu'à la place de ce prince irrésolu et timoré, on suppose le grand Frédéric fermement décidé à maintenir la paix, levant dans ce but cent mille hommes, parlant à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Paris un langage modéré, mais ferme; point de doute qu'il n'eût conjuré la guerre,

ou que du moins il n'eût évité le gouffre dans lequel s'abîmera bientôt sa maison : tant il est vrai qu'il ne suffit pas d'avoir une conscience droite et pure, l'amour du bien et de la paix, pour être un bon roi, qu'il faut encore y joindre un jugement ferme et une âme intrépide, toujours prête à faire le sacrifice de son repos et de la vie aux grands intérêts de son pays!

Au lieu de prévenir le choc des grandes puissances continentales en se jetant courageusement entre elles, Frédéric-Guillaume n'eut qu'une pensée, pensée étroite et stérile, celle d'écarter tout ce qui pouvait compromettre sa neutralité.

Un aide-de-camp de l'empereur Alexandre était venu signifier à Berlin l'intention des alliés de s'ouvrir, en cas de guerre, un passage à travers les duchés de Mecklembourg et d'Oldenbourg. Un aide-de-camp du roi, le général de Zastrow, fut chargé d'aller protester à Saint-Pétersbourg contre une telle prétention. Le général de Zastrow était un homme loyal et ferme; trop bon Prussien pour n'être pas inquiet du prodigieux essor qu'avait pris, depuis quinze ans, la puissance française, il ne croyait pas qu'il fût ni habile ni de bon goût de déclamer sans cesse contre elle et de la dénigrer. Son avis était que, si elle donnait des ombrages à Berlin, la Russie en donnait bien plus encore, et que le roi méconnaîtrait ses vrais intérêts en s'enrôlant sous les bannières de la coalition.

Ce général venait de quitter Berlin quand Frédéric-Guillaume reçut de l'empereur Alexandre une lettre

confidentielle (12 avril), par laquelle ce prince lui annonçait que la France ayant fait à Londres des ouvertures pacifiques, S. M. Britannique lui avait laissé le soin d'y répondre : « En conséquence, il s'était dé-
» terminé à envoyer à Paris son ministre de la justice,
» M. de Nowosilsof, muni des pouvoirs les plus éten-
» dus, afin de négocier et d'arrêter avec le cabinet
» des Tuileries les bases d'une réconciliation générale
» Il désirait que ce négociateur se présentât à Paris
» comme un simple voyageur. Plus tard, il le revêti-
» rait d'un caractère public, la nature des titres qu'a-
» vait pris le chef du gouvernement français l'empê-
» chant pour le moment de s'adresser directement à
» lui dans les formes officielles. Il priait donc le roi
» de demander les passeports nécessaires, afin que
» M. de Nowosilsof pût entrer librement en France et
» en sortir. » L'empereur Alexandre finissait par assurer Frédéric-Guillaume que les propositions dont était porteur M. de Nowosilsof étaient de la plus grande modération, et qu'à son passage à Berlin ce ministre les lui communiquerait.

Cette demande était le piége le plus dangereux que l'astucieux empereur pût tendre à son royal et candide ami. Frédéric-Guillaume s'y laissa prendre : il ajouta une foi entière aux protestations du Czar : il crut sincèrement que la mission dont était chargé M. de Nowosilsof était toute de conciliation et de paix ; et il voulut exprimer lui-même à l'empereur Napoléon la satisfaction qu'il en ressentait. Il lui écrivit à cet effet. Il ne soupçonnait pas qu'en prenant ainsi

sous son patronage le négociateur russe et ses propositions, il se faisait le complice involontaire de nos ennemis.

L'empereur, en recevant cette lettre, ne put se défendre d'un mouvement de défiance. Il répondit de Milan, le 11 mai, qu'il était toujours dans les mêmes dispositions pour la paix, qu'il ne se refuserait à aucune proposition compatible avec l'honneur de sa couronne et le bonheur de ses peuples; mais qu'il mettait peu de confiance dans les sentiments pacifiques de l'Angleterre. Toutefois les passeports demandés furent expédiés à Berlin.

Les dépêches de M. de Zastrow vinrent bientôt détruire les dernières illusions du roi, et lui apprendre à quel point l'empereur Alexandre s'était joué de sa crédulité. Les premiers mots adressés à ce général avaient été des reproches amers! « La Prusse, lui avait dit le prince Czartorinski, « par l'aveugle partialité » qu'elle témoignait à la France et sa politique étroite, » exposait aux plus grands dangers la sécurité et l'indé- » pendance de toute l'Europe. Un tel système, expli- » cable dans les premières années du consulat, n'était » plus aujourd'hui qu'une honteuse abnégation : le » moment était venu d'y renoncer. L'on était décidé » à ne plus laisser les intérêts de l'Europe à la merci » d'une puissance ambitieuse et turbulente : des » propositions allaient lui être faites. L'empereur » Alexandre avait obtenu de l'Angleterre des conces- » sions telles que Napoléon aurait à peine osé les » exiger après des victoires signalées. La dernière

» ressource qui resterait à la suite d'un refus consis-
» terait dans une ligue défensive et conservatrice, sous
» les auspices d'un monarque dont le désintéresse-
» ment, les intentions et les vertus étaient bien pro-
» pres à rassurer tous les États qui consentiraient à
» s'y attacher. Les forces destinées à agir contre la
» France seraient tellement imposantes, qu'il était
» impossible de mettre en doute les succès de la ligue.
» Ces succès ne pourraient être arrêtés que par la
» Prusse, si elle persistait dans son système d'immo-
» bilité. S'échauffant par degrés, le prince avait fini
» par mettre dans sa parole tant d'aigreur et d'amer-
» tume, qu'il avait forcé l'envoyé du roi à rompre
» brusquement la conférence et à se retirer. »

Le lendemain, M. de Zastrow eut l'honneur d'être admis devant l'empereur Alexandre. Les termes furent tempérés par la grâce naturelle et la douceur de ce prince, et aussi par l'attachement personnel qu'il portait aux souverains de Prusse; mais ses pensées, ses sentiments furent les mêmes que ceux exprimés par le prince Czartorinski. M. de Zastrow ayant voulu justifier le système de sa cour par l'exemple de l'Autriche, qui restait immobile: « Vous vous trompez, » lui répondit l'empereur, « la cour de Vienne est déter-
» minée à s'unir à la Russie; nous sommes sûrs
» d'elle. » L'envoyé prussien répliqua que l'Autriche avait en Italie des intérêts qui pouvaient lui mettre les armes à la main, mais que la Prusse n'en ayant aucun, l'empereur Alexandre trouverait bon qu'elle ne prît aucune part à une guerre dont le poids prin-

cipal, si elle faisait la faute de s'y engager, retomberait sur elle.

L'on s'était flatté à Saint-Pétersbourg d'ébranler, par ce début orageux, la fermeté du vieux général prussien : mais comme il ne s'était laissé entamer sur aucun point, on craignit d'être allé trop loin. Tout-à-coup, l'on changea de langage et de manières : les visages qui, la veille, étaient froids et contraints, se détendirent comme par enchantement. L'empereur combla d'attentions l'aide-de-camp du roi ; toutes les portes s'ouvrirent pour lui ; on lui donna des fêtes somptueuses : la métamorphose fut complète. On avait échoué par les moyens violents ; on cherchait maintenant à séduire. On terminait à Saint-Pétersbourg comme avait commencé à Berlin le général de Wintzingerode.

L'empereur Napoléon était trop bien informé pour être dupe de la mission de M. de Nowosilsof. Le 5 juin, M. de Talleyrand écrivait de Milan à M. de Laforest : « L'empereur Alexandre est entraîné : il n'a pas reconnu » que le plan des ministres anglais, en lui offrant le » rôle de médiateur, était de lier les intérêts de l'An» gleterre à ceux de la Russie, et de faire, d'une sim» ple guerre maritime, une guerre continentale dont » la Russie deviendrait le chef. Au moindre mot que » M. de Nowosilsof fera entendre de menaces où de » traités hypothétiques avec l'Angleterre, il ne sera » pas écouté, et la France recourra à son épée.»

Napoléon ne doutait plus que la Russie et l'Autriche ne fussent décidées à lui faire la guerre ; mais il était

dans une complète ignorance sur l'époque où leurs armées entreraient en campagne. L'Autriche réunissait des forces considérables en Italie et dans les provinces limitrophes de la Bavière. Toutefois ces dispositions n'indiquaient pas encore qu'elle fût prête à combattre. Jamais son langage n'avait été plus modéré, plus conciliant : il ne lui échappait pas une parole, pas une plainte dont l'amertume trahît des sentiments de vengeance et de guerre. Elle poussait même la dissimulation jusqu'à blâmer la politique impétueuse de Pitt et la partialité que l'empereur Alexandre montrait pour l'Angleterre.

Lorsque Napoléon lui eut notifié son avénement au trône d'Italie, elle répondit qu'elle avait garanti l'indépendance de la république italienne, et sollicita des explications sur les bornes qu'aurait le nouveau royaume. Mais elle fit ces représentations dans des formes si douces qu'on eût dit qu'elle avait voulu plutôt constater des infractions aux traités existants qu'exprimer des griefs sérieux. Sauf ses armements, elle montrait dans son langage et dans toute son attitude une telle sérénité qu'il était impossible de deviner ses desseins. On ne doutait plus à Paris qu'ils ne fussent très hostiles ; on doutait encore qu'ils fussent en ce moment très belliqueux. Or, cet état d'incertitude était un tourment pour Napoléon. Il était décidé, si les grandes cours du continent lui en laissaient le temps, à exécuter cette année son projet de descente sur les côtes d'Angleterre. Il avait donné ses ordres pour que, dans le courant du mois d'août, toutes ses

forces de terre et de mer fussent réunies sur un point donné, et pussent concourir à forcer le passage de la Manche. Mais si l'Autriche et la Russie faisaient une campagne d'automne, l'expédition n'était plus possible. Napoléon était donc dévoré du désir de connaître les véritables intentions des alliés. Sa pensée en était incessamment préoccupée, et elle s'épuisait à imaginer un moyen de percer ce redoutable mystère. De là sa résolution d'incorporer à son empire le territoire de la Ligurie ainsi que les duchés de Parme et de Plaisance, et de disposer de Lucques et de Piombino en faveur de sa sœur Élisa. Il comptait que ces actes audacieux agiraient profondément sur la cour de Vienne, qu'ils la feraient sortir de son silence, et que, dans son trouble, elle livrerait son secret. Ou elle n'était réellement pas en mesure de faire la guerre cette année, et, dans ce cas, bien loin de protester contre la réunion de Gênes, de Parme et de Plaisance, elle ne songerait qu'à nous rassurer : ou bien elle méditait une rupture prochaine, et sa pensée se trahirait dans son langage comme dans l'étendue de ses armements et le placement de ses corps : dès lors, l'empereur ajournerait l'expédition d'Angleterre et dirigerait ses aigles sur le Danube.

La position de la Ligurie était devenue intolérable. Le commerce, qui fait sa vie et sa richesse, était anéanti, sur mer par les croisières anglaises, sur terre par nos lignes de douane. Gênes étouffait dans son étroite enceinte : il ne lui restait plus en partage que la ruine et la misère. Elle ne pouvait sor-

tir d'une situation aussi déplorable que par une réunion, soit définitive, soit temporaire, à la France. Le sénat n'était plus le maître de ses destinées : elles étaient entre les mains du puissant voisin qui étreignait de toutes parts cette petite république. Napoléon ayant décidé que la Ligurie serait définitivement incorporée à la France, le sénat et le doge Durazzo, gagnés ou convaincus, implorèrent la réunion comme un bienfait. Une députation se rendit à Milan et vint, le 3 juin 1805, déposer au pied du trône impérial le vœu des Génois. L'incorporation de la Ligurie accrut nos ressources maritimes de 6,000 matelots et d'un port admirable.

Le résident de l'Autriche à Gênes voulut protester. Napoléon lui fit dire qu'il se compromettait gravement en faisant un tel éclat : « sa cour était maîtresse » de faire ce qu'elle jugerait convenable ; si elle vou» lait des prétextes de guerre, celui-là pourrait servir » comme tant d'autres ; mais il paraîtrait étrange » qu'il osât prendre sur lui une telle responsabilité. »

L'Espagne avait cédé à la France, par le traité du 21 mars 1801, les duchés de Parme et de Plaisance : mais il avait été convenu que le duc régnant en jouirait le reste de sa vie. Il mourut au mois d'octobre 1802. La France prit alors possession de ces duchés, sans toutefois les incorporer à son territoire, et leur conserva une administration séparée, les tenant en réserve pour les donner sans doute en indemnité au roi de Sardaigne. En 1805, lorsque tous ses engagements avec la Russie eurent été rompus, Napoléon

rendit, le 21 juillet, un décret qui les déclara partie intégrante de l'empire français.

La principauté de Piombino, cédée à la France en 1801, avait été promise à la reine d'Etrurie; mais Napoléon ne put se résoudre à se dessaisir d'un point qui lie la Corse au continent italien. En 1805, il l'érigea en souveraineté et la donna à sa sœur Élisa, mariée au sénateur Bacciochi, tout en y attachant des conditions qui la retenaient sous sa suzeraineté: ce fut une réunion déguisée. Par un acte du 24 juin, il agrandit ce petit état de la ville et du territoire de Lucques, dont les magistrats, humbles interprètes de ses volontés, l'avaient conjuré de leur donner un maître.

M. de Nowosilsof était depuis quelque temps à Berlin où il attendait que le roi fût de retour des eaux d'Alexandersbad pour lui communiquer les propositions qu'il allait soumettre à la France, lorsque de nouveaux ordres de la cour lui enjoignirent de remettre ses passeports et de considérer sa mission comme terminée. La réunion de la Ligurie à l'empire était le motif allégué pour expliquer cette détermination. L'empereur Alexandre, en apprenant le sort de Gênes, avait manifesté un extrême étonnement mêlé de colère: il s'était écrié que Napoléon n'avait voulu attirer près de lui un négociateur russe que pour le rendre témoin de cet acte de violence, et opposer à ses ouvertures pacifiques de nouvelles bravades; « il » avait mieux aimé rappeler son représentant que de » l'exposer à de hautains refus. »

Cette explication manquait de sincérité : Alexandre ne prenait pas aux destinées de la Ligurie l'intérêt qu'il lui témoignait. Mais il n'avait pas calculé l'effet que produiraient sur l'esprit du chef de la France les propositions dont M. de Nowosilsof était porteur. La réunion de Gênes fut pour lui un trait de lumière ; elle lui apparut ce quelle était en effet, un défi de guerre jeté par la France à tous ses ennemis. Si on laissait M. de Nowosilsof poursuivre le cours de sa mission, on s'exposait à ce que Napoléon irrité n'en appelât sur-le-champ aux armes. Or, l'Autriche n'avait pas achevé ses préparatifs ; elle n'avait pas même encore adhéré officiellement au traité du 11 avril ; on comprit à Pétersbourg qu'on s'était trop pressé, et l'on fut heureux de trouver dans l'incorporation de Gênes un prétexte pour rappeler M. de Nowosilsof.

Le cabinet de Berlin fut ou feignit d'être dupe des motifs allégués par la Russie. Il plaignit l'empereur Alexandre ; il s'attendrit sur sa position et exalta plus que jamais sa bonne foi et sa modération. Le baron de Hardemberg, en renvoyant à M. de Laforest les passeports du ministre russe, y joignit quelques phrases tristes et sombres, indices que le roi et ses ministres attribuaient à l'ambition impatiente de Napoléon l'avortement soudain d'une négociation à laquelle, disait-il, se rattachaient tant d'espérances pacifiques.

Du reste, Napoléon n'obtint pas le résultat qu'il attendait des derniers changements opérés en Italie. L'Autriche en fut certainement troublée : mais aucun

signe extérieur ne trahit son émotion. Elle se contenta de nous rappeler le texte des traités qui garantissaient l'indépendance de la Ligurie, de Lucques et de Piombino. Elle continua d'armer, mais en silence. Ses troupes avaient cessé d'être sur le pied de paix, elles n'étaient pas encore sur le pied de guerre! elle avait sur l'Adige, sur l'Inn et dans le Tyrol plus de forces qu'il ne lui en fallait pour assurer sa sécurité; elle n'en avait pas assez pour attaquer. Rien, en un mot, ni dans son langage ni dans ses actes, ne révélait qu'elle fût sur le point de nous déclarer la guerre. M. de La Rochefoucault, notre ambassadeur, était à cet égard dans la plus parfaite quiétude : il ne cessait d'écrire à sa cour : « L'Autriche ne veut pas la guerre; » elle ne la fera pas cette année, par la raison déci- » sive qu'elle n'est pas en état de la faire.»

Il est certain qu'elle avait hésité longtemps avant d'adhérer officiellement au traité du 11 avril. Elle avait demandé avec instance que la guerre fût ajournée au printemps de 1806. « A cette époque seule- » ment, disait-elle, toutes ses dispositions seraient » achevées, l'éducation de ses jeunes soldats com- » plétée, et son armée mieux liée dans toutes ses » parties.» Mais un si long délai ne pouvait s'accorder avec l'impatience de Pitt, qui cherchait le salut de son pays dans l'embrasement du continent. Au mois de juillet 1805, le cabinet de Vienne n'avait pas encore scellé son union avec l'Angleterre et la Russie. M. de La Rochefoucault n'était donc qu'à demi abusé. Napoléon subit dans une certaine mesure l'influence des con-

victions de son ambassadeur: il crut que les irrésolutions de l'Autriche duraient encore, qu'elle ne ferait pas la guerre cette année, qu'il aurait le temps, si la hardiesse et l'habileté de ses amiraux étaient à la hauteur de ses conceptions, de forcer le passage de la Manche et d'aller étreindre sa formidable ennemie sur les rives de la Tamise.

Tant que l'Angleterre resterait debout, abritée et intacte derrière ses remparts flottants, la paix, la paix solide et durable serait impossible. L'Autriche et la Russie, trouvant en elle une alliée toujours prête à soudoyer leurs armées, ne renonceraient jamais à l'espoir de nous lasser et de nous vaincre. Le nœud de toutes les coalitions était à Londres : c'était donc à Londres qu'il fallait aller le trancher. Notre rivale, une fois vaincue et domptée, l'Europe était à nos pieds, notre puissance affermie, et la dynastie napoléonienne à l'abri des vengeances de l'Europe et d'une bataille perdue.

Jamais palme plus glorieuse ne fut offerte à l'ambition d'un homme et d'un peuple. Napoléon entrevoyait le moment où il pourrait fondre sur sa proie et la saisir dans ses serres. Pour atteindre ce grand but, il avait arrêté un plan d'opérations aussi profond que varié dans ses complications infinies. L'organisation d'une immense flottille et d'une armée d'invasion n'en formait que la partie ostensible. Avertie du péril qui la menaçait, l'Angleterre s'était retranchée derrière un rempart d'escadres : elle en avait couvert la Manche. Or, pour tenter un débarquement, il fallait commencer

par déblayer le détroit et s'en rendre maître. Un premier projet avait été conçu au mois de juillet de l'année précédente. Nos escadres se trouvaient dispersées à Toulon, au Ferrol, à Rochefort, à Brest, et tenues en échec par des croisières ennemies. Il s'agissait de débloquer tous ces ports, de faire converger à la fois sur la Manche toutes nos escadres, et de forcer le passage sous la protection de quarante-cinq vaisseaux de ligne. L'exécution de ce plan avait été confiée à l'amiral Latouche-Tréville, qui possédait à un degré éminent toutes les qualités de l'homme de mer, une extrême hardiesse, une activité infatigable, et un esprit fécond et méditatif.

Malheureusement, la mort le surprit à Toulon, le 10 août 1804, au milieu de ses grands travaux, et priva la France de son plus habile amiral. Cette mort imprévue et l'équinoxe d'automme firent ajourner l'expédition. L'empereur écarta le premier projet et lui en substitua un autre beaucoup plus compliqué. Les amiraux Villeneuve, Missiessey et Gantheaume, qui commandaient les escadres de Toulon, de Rochefort et de Brest, devaient, au même moment, s'échapper de leurs ports respectifs, attirer dans la haute mer les flottes ennemies, les égarer dans leur route, les disperser sur toutes les mers du globe, se rallier aux Antilles, puis revenir à toutes voiles dans les mers d'Europe naviguer, sur le Ferrol, débloquer l'amiral Gourdon, se porter sur Boulogne et forcer le passage. Le commandement de l'expédition était confié à l'amiral Gantheaume. L'Angleterre serait

attaquée sur plusieurs points à la fois, en Irlande par une armée de 40,000 hommes, et dans le comté de Kent par l'empereur en personne à la tête de 150,000 hommes. Les mesures étaient prises pour que l'opération pût s'exécuter au printemps de 1805. Mais la guerre qui éclata à la fin de 1804 entre l'Espagne et l'Angleterre modifia encore une fois le plan d'expédition : les proportions en furent agrandies. L'Espagne, précipitée dans nos bras par les violences de Pitt, nous assura, en vertu d'un traité signé le 24 janvier 1805, le concours de trente vaisseaux de ligne et de 5,000 hommes de troupes de débarquement. Ce fut un surcroît de forces considérable. Nous nous trouvâmes en mesure de mettre en ligne quatre-vingts vaisseaux de haut bord. L'Angleterre, forcée d'être partout présente, dans la Manche, dans la Méditerranée, aux Antilles et dans les mers de l'Inde, pliait sous le fardeau de sa propre grandeur : il lui était impossible de réunir, dans un moment et sur un point donnés, une aussi grande masse de vaisseaux que la France.

L'amiral Missiessey appareilla, le 11 janvier 1805, à l'île d'Aix, et, trompant la surveillance de la croisière anglaise qui bloquait Rochefort, il s'élança vers les Antilles.

Cornwallis manœuvra quelque temps pour attirer Gantheaume hors de la rade de Brest et lui livrer bataille. L'amiral français n'osa gagner la haute mer, et rentra dans le port, où un blocus sévère le retint enfermé. L'empereur, mécontent de

son peu d'audace, lui retira la direction de l'expédition, et la confia à l'amiral Villeneuve, qui avait remplacé Latouche-Tréville dans le commandement de l'escadre de la Méditerranée.

Villeneuve était resté longtemps bloqué dans le port de Toulon par la croisière de Nelson; mais celle-ci ayant été poussée par les vents d'ouest dans les eaux de la Sicile, Villeneuve fut dégagé et appareilla le 15 janvier 1805. A peine était-il sorti du port, qu'une violente tempête l'assaillit et le força d'y rentrer. Trois de ses vaisseaux furent séparés de l'escadre et réduits à chercher refuge, l'un, dans un port de l'île de Corse, les deux autres dans celui de Malaga. Nelson apprit la sortie de Villeneuve, mais non sa rentrée à Toulon : il crut qu'il s'était porté sur le golfe de Tarente, où l'empereur, soit qu'il méditât réellement de tenter un nouveau coup de main sur l'Égypte, ou qu'il eût voulu simplement attirer sur ce point l'attention des Anglais, avait préparé un grand armement. L'amiral anglais courut à Naples pour y jeter l'alarme, prévint la Porte Ottomane, parut devant Alexandrie, et, ne rencontrant point son ennemi, établit sa croisière dans les parages de la Sicile, afin de nous barrer le passage. Villeneuve put donc effectuer librement sa nouvelle sortie de Toulon, qui eut lieu le 30 mars 1805. Il se porta d'abord sur Carthagène, où il devait rallier six vaisseaux espagnols : mais, soit déférence à des ordres secrets, ou que véritablement ces vaisseaux ne fussent point en état de prendre la mer, l'officier qui les commandait refusa de se joindre à l'escadre

française, qui continua sa route. A son approche, les vaisseaux anglais qui bloquaient Cadix, trop faibles pour engager la lutte, s'échappèrent en toute hâte, et l'amiral Gravina put sortir du port et se réunir à Villeneuve avec six vaisseaux et 2,000 hommes de troupes. L'escadre combinée se trouva forte de dix-huit vaisseaux de ligne. Elle prit sa direction le 10 avril pour les Antilles. Peu de jours après son entrée dans l'Océan, Villeneuve écrivit à l'empereur une lettre (1) qui lui causa autant de surprise que de mécontentement. Il retira au timide amiral le commandement de l'expédition et le rendit à Gantheaume.

Cependant on avait appris à Londres que les amiraux Villeneuve et Gravina avait quitté les ports de Toulon et de Cadix, et l'on n'avait pu s'y défendre d'une grande inquiétude. Sur quel point s'étaient dirigées leurs escadres et celle de Missiessey? Était-ce vers les Antilles, sur les côtes d'Égypte ou d'Irlande, ou enfin vers les mers de l'Inde? L'amirauté voyait plus juste à cet égard que Nelson. Elle inclinait à penser que leur destination était pour les Antilles. Déjà elle avait lancé, mais inutilement, sur les traces de Missiessey, l'amiral Cochrane. Missiessey toucha, le 20 février, à la Martinique, où il déposa des hommes et des munitions : de là, il se porta sur la Dominique, où il prit aux Anglais le fort de Roseau, et sur la Guadeloupe, où il jeta des renforts et des munitions. Il alla ensuite attaquer et rançonner les îles

(1) Elle n'a jamais été publiée.

anglaises de Nièves, de Saint - Christophe et de Montserrat, revint à la Guadeloupe, vola au secours du général Ferrand, qui était assiégé dans Santo-Domingo par Dessalines, à la tête de 18,000 noirs, dégagea ce général, puis enfin il tourna ses voiles vers la France, et rentra le 20 mai dans le port de Rochefort. Il semblait impossible de conduire une expédition avec plus de célérité et de bonheur: et toutefois l'empereur n'en fut point satisfait. Il avait envoyé Missiessey dans les Antilles, moins pour secourir nos colonies et rançonner, à la manière d'un corsaire, les îles de Nièves, de Saint-Christophe et de Monserrat, que pour attirer dans ces parages les flottes anglaises, faire quelque solide et importante conquête, telle que celle de la Jamaïque ou de la Dominique, et s'y rallier à l'escadre de Villeneuve. Il voyait avec douleur que sa pensée n'était comprise par aucun de ces amiraux. L'un péchait par excès de prudence; l'autre par excès d'activité. Mécontent de Missiessey, il lui ôta son commandement, et le donna au capitaine Lallemand, qu'il fit contre-amiral.

Ce fut seulement à la Martinique que Villeneuve eut une connaissance complète de toutes les parties du vaste plan maritime qui avait pour but l'invasion de l'Angleterre. Il en fut instruit, d'abord par une lettre de l'empereur que lui porta le contre-amiral Magon, ensuite par des instructions définitives qui lui furent envoyées par la frégate *la Topaze*. Elles lui ordonnaient de faire voile sans plus tarder pour l'Eu-

rope, et de gouverner sur le Ferrol, pour y rallier les cinq vaisseaux français de l'amiral Gourdon, et les dix vaisseaux espagnols de l'amiral Grandellana. Du Ferrol, il se porterait sur Rochefort, où il prendrait les cinq vaisseaux de l'amiral Lallemand; sur Lorient, où il trouverait un vaisseau nouvellement lancé; puis, il se dirigerait sur Brest, où l'amiral Gantheaume l'attendrait à la tête de la flotte prête à combattre. Villeneuve ayant quarante vaisseaux et Gantheaume vingt-trois, en tout soixante-trois, l'escadre de lord Cornwallis, inférieure de moitié à celle des Français et des Espagnols, serait ou écrasée ou forcée de fuir. Après avoir opéré leur jonction, les deux amiraux s'avanceraient à toutes voiles sur la Manche, où leur apparition deviendrait le signal de l'embarquement. L'empereur serait de sa personne à Boulogne Il suffirait d'être maître du détroit pendant trois jours pour effectuer le transport sur la rive ennemie de l'armée et du matériel. Un brick, fin voilier, expédié un jour après *la Topaze*, porta à l'amiral Villeneuve des instructions supplémentaires : elles l'autorisaient, dans le cas où l'entrée de la Manche lui présenterait des obstacles insurmontables, à se porter sur Cadix et à s'y réfugier.

Nelson avait appris enfin la véritable destination de la flotte de Toulon. Bien qu'il n'eût avec lui que dix vaisseaux de ligne fatigués par une croisière de deux ans, il n'hésita pas à se lancer sur les traces de Villeneuve. Ce dernier, après avoir touché à la Martinique (14 mai) et chassé les Anglais du fort du

Diamant, venait de prendre sa direction vers le nord quand Nelson parut. Il crut que son ennemi s'était porté sur la Trinité; il l'y suivit; ne l'ayant pas rencontré, il alla le chercher dans les eaux de Grenade, d'Antigoa, dans tous les parages des Antilles. Ne le trouvant nulle part, il ne douta plus qu'il avait été envoyé en Amérique, afin d'y attirer les flottes anglaises, et qu'il était retourné en Europe pour y frapper un grand coup. Il détacha aussitôt le plus fin voilier de son escadre, le brick *le Curieux*, et l'expédia en Angleterre pour instruire l'amirauté du retour de Villeneuve. Dans la persuasion que la flotte combinée s'était portée sur Cadix, il prit la même direction, et arriva à Gibraltar le 19 juillet. Vains efforts: l'escadre n'avait point paru. L'infatigable Nelson ne se découragea point; il s'élança une seconde fois du détroit, poursuivit inutilement son ennemi sur les côtes d'Irlande, et rentra enfin à Portsmouth, où ses concitoyens, émus et enthousiastes, lui firent une réception digne de son courage. Des onze vaisseaux qui composaient son escadre, deux n'étaient plus en état de tenir la mer; les neuf autres allèrent se réunir à la croisière de lord Cornwallis. C'est un beau spectacle qu'il faut savoir admirer, même chez son ennemi, que celui de ce grand homme de mer, traversant deux fois en soixante-dix jours l'Atlantique avec une escadre abîmée, touchant à presque toutes les îles du Vent, n'ayant qu'une idée, qu'une passion, celle de rencontrer et de combattre la flotte combinée qu'il sait plus forte du double que la sienne.

Cependant l'empereur, afin de mieux tromper la vigilance de l'amirauté, avait prolongé son séjour à Milan, où il semblait absorbé par les préoccupations de la politique continentale et l'organisation de la Haute-Italie. Il attendait, pour partir, l'époque où, d'après ses calculs, Villeneuve arriverait dans le golfe de Biscaye. Quand le moment décisif fut venu, il quitta Milan dans le plus grand secret, traversa les Alpes et la France avec une célérité inouïe, ne s'arrêta à Paris que le temps strictement nécessaire pour donner ses derniers ordres, et apparut soudainement, dans la nuit du 2 août, à son camp de Boulogne.

Jamais un peuple guerrier ne mit sur pied une armée plus aguerrie, mieux disciplinée, animée d'un plus fier courage, offrant dans toutes ses parties un ensemble plus compacte et plus harmonieux que celle qui était destinée à soumettre l'Angleterre. Sa force totale, en y comprenant les troupes de Marmont qui devaient partir du Texel et les troupes de débarquement que portaient la flotte combinée et celle de Brest, s'élevait à 167,000 hommes. Elle était divisée en trois corps principaux. Davoust commandait la droite, Ney la gauche, Soult le centre. Dans les derniers jours de juillet, ces trois corps se pressaient sur la côte de Boulogne, dans un espace de quatre lieues, n'attendant pour s'embarquer et partir que l'arrivée de la flotte à l'entrée de la Manche et l'ordre de l'empereur. 2,200 bâtiments de transport, dont 1,300 armés de 3,000 bouches à feu, devaient concourir avec 61 vaisseaux de ligne à protéger le

débarquement. Les mesures avaient été prises pour que, dans l'intervalle d'une seule marée, cette formidable armée pût être transportée de l'autre côté du détroit.

L'Angleterre était dans l'attente d'une attaque soudaine et terrible. Bien qu'elle eût donné à ses armements défensifs un développement extraordinaire, elle n'avait pu mettre sur pied dans les trois royaumes qu'une armée régulière de 92,000 hommes. Le tiers environ était employé à la défense de l'Irlande. Elle ne pouvait donc nous opposer plus de 50,000 soldats exercés et aguerris. Elle avait tâché de suppléer à la faiblesse de son armée régulière en lui donnant pour réserve et points d'appuis des corps nombreux de milices et de volontaires. Le chiffre de ces troupes était considérable ; il dépassait 200,000 hommes : des écrivains anglais l'ont même porté à 300,000. Mais ces corps n'étaient point rompus au rude métier des armes; ils n'avaient jamais vu le feu : ils n'avaient point de forteresses où ils pussent abriter leur inexpérience et s'accoutumer aux cruelles émotions de la guerre. Malgré leur patriotisme, ils ne formaient point un solide boulevard pour l'indépendance nationale. « Je ne sais en vérité, » écrivait l'empereur à son ministre de la marine, le 9 juin, « quelle espèce de » précaution l'Angleterre peut prendre pour se mettre » à l'abri de la terrible chance qu'elle court. Une nation » est bien folle lorsqu'elle n'a point de fortifications, » point d'armée de terre, de se mettre dans le cas de » voir arriver dans son sein une armée de cent mille » hommes d'élite et aguerris. Voilà le chef-d'œuvre

» de la flottille; elle coûte de l'argent; mais il ne faut » être maître de la mer que six heures pour que l'An- » gleterre cesse d'exister. »

La rapidité avec laquelle les avisos de Nelson arrivèrent en Europe, et la marche lente de la flotte combinée sauvèrent l'Angleterre d'un désastre qui peut-être n'aurait eu de comparable dans l'histoire que celui de Carthage après la bataille de Zama. Le brick *le Curieux*, parti des Antilles dix-huit jours après la flotte combinée, entra dans la Tamise huit jours avant que celle-ci eût paru dans le golfe de Biscaye, et annonça le retour de Villeneuve en Europe. L'amirauté prit aussitôt ses mesures pour déjouer les projets de l'empereur. Elle ordonna à l'amiral Calder de réunir sous son commandement les deux escadres qui bloquaient le Ferrol et Rochefort, d'aller à la rencontre de l'escadre combinée, et de lui livrer bataille. Villeneuve venait d'entrer dans le golfe de Biscaye et gouvernait sur le Ferrol quand il vint se heurter contre l'amiral Calder. Le combat s'engagea aussitôt. La brume était si épaisse, que les deux flottes ne purent se distinguer, et se canonnèrent à l'aventure. Le feu, de part et d'autre, n'en fut pas moins très vif, et l'on se fit beaucoup de mal. Deux vaisseaux espagnols, *le Ferme* et *le Saint-Raphaël*, furent démâtés, et, ne pouvant plus tenir le vent, dérivèrent dans la ligne anglaise. Calder de son côté eut deux vaisseaux tellement endommagés qu'ils purent à peine regagner Plymouth. La nuit fit cesser le combat: toutefois les deux escadres restèrent en présence. Ville-

neuve, Gravina, toute la flotte s'attendait à une seconde bataille. Leurs prévisions étaient fondées sur la connaissance des véritables intérêts de l'Angleterre. Mais, à leur grand étonnement, le lendemain matin ils aperçurent la flotte ennemie qui tournait ses voiles vers le nord. Cette retraite précipitée ouvrait à Villeneuve les portes du Ferrol et de Rochefort, et exposait lord Cornwallis et toute l'Angleterre à un immense danger. L'amiral Calder fut accusé par son gouvernement d'avoir, en cette occasion, trahi ses instructions et ses devoirs. Il essaya de se justifier; mais sa retraite restera toujours une faute inexplicable qui n'a été dépassée que par l'ineptie de son adversaire.

Conformément à ses instructions, l'amiral Villeneuve s'était porté sur le Ferrol. Les vents l'ayant forcé de dévier un peu de sa route, il alla relâcher à Vigo, y laissa ses blessés, ses malades et trois vaisseaux espagnols, mauvais marcheurs qui avaient été la cause de son fatal retard, et entra, le 3 août, dans le port du Ferrol, où il rallia les vaisseaux de l'amiral Gourdon et de l'amiral Grandellana. Cette jonction opérée, il se trouva à la tête de trente et un vaisseaux de ligne. Il ne pouvait exister dans son esprit la moindre irrésolution sur ce qu'il avait à faire: les instructions de l'empereur étaient formelles: elles lui commandaient de se porter sans plus tarder sur Brest, de débloquer Gantheaume, et d'arriver à toutes voiles dans la Manche. « Vos forces, lui écrivait Napoléon, seraient beau» coup plus considérables que celles que l'ennemi » pourrait vous opposer, et vous vous dirigerez sur

» Boulogne où nous serons de notre personne.» L'empereur avait poussé la prévoyance jusqu'à lui laisser la liberté de se rendre par le large dans la Manche et d'éviter ainsi la flotte de lord Cornwallis. Dans ce cas, l'escadre de Brest n'eût point concouru à l'expédition; mais les vaisseaux anglais qui la bloquaient se seraient trouvés aussi paralysés.

Villeneuve ne sut pas s'élever à la hauteur des pensées de Napoléon. Au lieu de cingler, sans perdre un jour, une heure, sur Brest, il consuma onze mortels jours à se ravitailler au Ferrol. L'empereur ne comprenait rien à un séjour aussi prolongé dans ce port. Toute sa crainte était que l'amiral ne s'y fût laissé bloquer par Calder et que sa timidité ne l'y retînt enchaîné. « Témoignez à l'amiral Villeneuve mon mé» contentement de ce qu'il perd un temps aussi im« portant, » écrivait-il le 13 août à son ministre de la marine... « Avec dix-huit vaisseaux de guerre français » et douze vaisseaux espagnols, se laissera-t-il blo» quer par treize et même par vingt vaisseaux an» glais ? Qu'on épargne au pavillon la honte d'être » bloqué au Ferrol par une escadre inférieure!.. Les » matelots sont braves, les capitaines animés, les gar» nisons nombreuses ; il ne faut pas se laisser périr » d'inaction et de découragement. » Le lendemain 14, il écrivait encore : « Avec trente vaisseaux, mes ami» raux ne doivent pas en craindre trente anglais, » sans quoi, il faudrait renoncer à avoir une marine... » je dois témoigner plus de confiance en mon armée » navale.... Elle aurait droit de se plaindre que je » l'avilis si j'en agissais autrement... »

Cependant les nouvelles d'Allemagne et d'Italie devenaient de jour en jour plus alarmantes. Depuis que Napoléon avait quitté Milan, l'Autriche avait soudainement démasqué, sinon dans son langage, au moins dans ses actes, ses projets offensifs. Bien qu'elle continuât ses protestations pacifiques, elle armait avec fureur. Elle avait dégarni de troupes la Gallicie, la Moravie, la Hongrie, la Styrie et jusqu'au Frioul, et concentré toutes ses forces sur l'Inn et la Piave. De son côté, la Russie avait rassemblé sur la frontière de la Gallicie une armée de 50,000 hommes qui devait, aussitôt que le moment d'agir serait venu, se diriger par la Moravie sur le Danube. Une seconde armée s'avançait de l'intérieur de l'empire sur les pas de la première. Le général de Wintzingerode, après avoir échoué à Berlin, s'était rendu à Vienne, où la famille impériale lui avait fait un accueil empressé; il venait arrêter avec le gouvernement autrichien les derniers arrangements relatifs à la campagne prochaine.

Un fait très significatif, parce qu'il sortait des habitudes de circonspection du cabinet de Vienne, avait fixé fortement l'attention de Napoléon. M. de Prony, savant français, et un officier supérieur du royaume d'Italie, M. Constanzo, voyageaient dans l'État vénitien avec des passeports en règle : ils furent arrêtés (10 juillet), et leurs papiers saisis et visités.

Tous ces faits rapprochés les uns des autres semblaient annoncer que l'Autriche avait changé de résolution, et qu'après avoir hésité longtemps, elle s'était enfin décidée à faire cette année une cam-

pagne d'automne. Mais elle jouait son jeu avec un art si profond, avec une dissimulation si consommée, que, jusqu'au jour où elle se dévoila tout-à-fait, M. de La Rochefoucault ne cessa d'être la dupe de son langage artificieux. L'empereur ne partageait point toutes les illusions de son ambassadeur (1), et toutefois, jusqu'au 15 août, il conserva un reste d'espoir que l'Autriche ne se prononcerait qu'au printemps de 1806. Il était en proie aux plus violentes anxiétés qui puissent tourmenter l'âme d'un souverain. Chaque jour perdu par Villeneuve lui arrachait des exclamations de douleur et des plaintes amères (2).

(1) M. de Talleyrand, dans une dépêche du 26 août, blâme sévèrement M. de La Rochefoucault de se laisser fasciner par les trompeuses assurances du cabinet de Vienne ; il regarde sa manière de voir comme le fruit de réflexions qui n'ont pas eu le temps de mûrir.

(2) C'est dans un de ces moments d'angoisses qui suivirent la nouvelle de l'entrée de Villeneuve au Ferrol qu'eut lieu cette scène si dramatique racontée par M. le comte Daru à M. Charles Dupin, et reproduite par ce dernier dans son ouvrage *De la force navale de l'Angleterre*, tom. VI, liv. VI, chap. 1, page 244 : « En 1805, M. Daru était à Boulogne, remplissant les fonctions d'intendant-général de l'armée. Un matin, l'empereur le fait appeler dans son cabinet. Daru le trouve transporté de colère, parcourant à grands pas ses appartements et ne rompant un morne silence que par des exclamations brusques et courtes... Quelle marine... quel amiral... quels sacrifices perdus !.. Mon espoir est déçu... Ce Villeneuve, au lieu d'être dans la Manche, il vient d'entrer au Ferrol. C'en est fait, il y sera bloqué... Daru, mettez-vous là... écoutez et écrivez... L'empe-

Il commençait à craindre, si la flotte combinée tardait davantage à paraître, ou qu'il lui fût impossible d'entreprendre l'expédition cette année, ou que les puissances coalisées ne méditassent de l'attaquer au milieu de son aventureuse entreprise. La seule pensée de renoncer à un projet qui lui avait coûté tant

reur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne; il avait vu sur-le-champ l'expédition d'Angleterre avortée, les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour longtemps, pour toujours peut-être. Alors, dans l'emportement d'une fureur qui ne permet pas aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait pris l'une des dispositions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid. Sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de campagne d'Austerlitz. Le départ de tous les corps d'armée depuis le Hanovre et la Hollande jusqu'aux confins de l'ouest et du sud de la France, l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, les mouvements divers de l'ennemi; tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de 200 lieues, des lignes d'opération de 300 lieues de longueur furent suivies d'après les indications primitives, jour par jour et lieue par lieue, jusqu'à Munich.

» Cette dictée de l'empereur à M. Daru avait duré quatre à cinq heures. Partez pour Paris, lui dit-il, en annonçant que vous partez pour Ostende; arrivez dans la nuit, enfermez-vous avec le ministre Dejean; préparez tous les ordres d'exécution pour les marches, les vivres, etc., de manière à ce que tout soit prêt à signer; faites tout vous-même, je ne veux pas qu'un seul commis y mette la main. »

d'efforts et d'argent, dont le succès lui eût livré l'empire du monde, lui était affreuse.

En représailles de l'arrestation de MM. de Prony et Constanzo, il avait fait arrêter en France deux Autrichiens de marque, et, prenant occasion de ces actes, il avait sommé l'Autriche en termes pleins de hauteur de s'expliquer sur le but de ses armements.

« L'empereur veut la paix, avait écrit le 24 juillet » M. de La Rochefoucault à M. le comte de Cobentzl, il » la veut encore, et les faits ont répondu à ses décla- » rations... Il veut la paix, mais sans craindre la » guerre; et, quand on lui demande des éclaircisse- » ments sur les limites du royaume d'Italie, sur Gê- » nes, sur Lucques, Parme et Plaisance, il est auto- » risé à en demander à son tour, et il demande » d'une manière positive quelles sont les intentions » du gouvernement autrichien. Si la réponse n'est pas » satisfaisante et si les faits ne s'accordent pas avec » les déclarations pacifiques, la cour de Vienne ne » devra pas être étonnée de voir marcher en Italie de » nouvelles forces capables de repousser les siennes.»

Afin de percer le mystère dont cette cour s'enveloppait, il fut décidé que M. de Talleyrand tenterait une démarche directe. Le 5 août, il écrivit lui-même au chancelier de Cour et d'État comte Louis de Cobentzl. « M. de Wintzingerode est à Vienne, » lui dit-il, « et n'a pu y être envoyé que dans des vues » sur la nature desquelles la mission tout hostile » qu'il vient de remplir à Berlin et les écarts de la » Russie ne permettent pas de se méprendre...» Puis

il se plaint des troupes considérables que l'Autriche amoncelle dans l'Italie supérieure : « Et pourquoi? » ses possessions y sont-elles menacées? Non : la » France, engagée dans une guerre maritime très coû- » teuse et très difficile, ayant toutes ses forces cam- » pées sur les bords de l'Océan, à trois cents lieues » de l'Autriche, n'a-t-elle pas un intérêt évident à » rester en paix avec toutes les puissances du con- » tinent ?... Que voulait l'Autriche? Abaisser le pou- » voir de la France. Mais d'autres dangers plus immi- » nents appelaient la sollicitude de la cour de Vienne. » Pouvait-elle méconnaître où était son véritable » ennemi? Qu'elle examinât la marche envahissante » de la Russie. Qui pouvait prévoir où s'arrêterait le » torrent, si une fois il était répandu du Bosphore à » l'Adriatique, et du Danube à l'Hellespont? Quel » homme d'État en Autriche pouvait demeurer sans » inquiétudes en considérant les acquisitions que la » Russie avait faites depuis un demi-siècle? Les deux » tiers de la Pologne lui étaient échus en partage. » Elle possédait la Crimée et s'était établie aux bou- » ches du Phase; elle s'étendait dans la Géorgie, s'a- » vançait sur la Perse, occupait les îles Ioniennes, » armait secrètement la Morée, et hâtait, par son as- » cendant et ses intrigues, la dissolution de l'empire » ottoman. Or, c'était de la Russie que viendraient les » dangers pour l'Autriche, et non de la France, qui » n'avait pas même encore le degré de force néces- » saire pour combattre l'ennemi universel.»

M. de Cobentzl répondit à M. de Talleyrand. Sa

lettre, empreinte de douceur et des sentiments les plus pacifiques, ne renfermait pas un mot qui pût laisser soupçonner que sa cour fût au moment de prendre les armes. « Si elle réunissait des troupes en Italie, » c'est que nous-mêmes nous en avions rassemblé dans » ce pays bien au-delà de ce qu'exigeait notre sécu- » rité. Ses armements étaient purement défensifs ; » ils ne pouvaient avoir un autre caractère. Comment » n'aurait-elle pas ressenti de l'inquiétude à la vue » de tous les changements qui s'étaient opérés depuis » quelques mois dans la Haute-Italie? Ce n'était pas à » la France à lui demander des explications sur ses » intentions; c'était à elle au contraire à interroger » la France sur ses projets. »

Quand elle nous tenait ce langage, toute incertitude avait cessé dans ses conseils, et elle venait enfin de signer son union avec l'Angleterre et la Russie. Des discussions fiscales avaient retardé son adhésion à la ligue. Elle s'était plainte, vu l'état délabré de ses finances, que les subsides offerts par l'Angleterre ne fussent pas en proportion avec l'immensité de ses efforts. Elle avait réclamé trois millions sterling (soixante-quinze millions de fr.) pour 1805, et quatre millions sterling (cent millions de francs) pour chacune des années suivantes. Pitt avait marchandé quelques mois avant de consentir à d'aussi grands sacrifices. Mais la Russie, qui avait le dernier mot du ministre anglais, se porta fort par son allié : les subsides exigés par l'Autriche lui furent assurés, et le 9 août 1805, elle adhéra formellement au traité du 11 avril.

C'en était donc fait ; les alliés avaient résolu de nous faire la guerre et de nous la faire cette année. L'important pour eux maintenant, c'était de prolonger nos incertitudes, d'endormir notre vigilance et de gagner un mois en négociations, afin de donner aux Russes le temps d'arriver sur le Haut-Danube avant nous. En conséquence, la cour de Vienne nous fit une proposition pleine de duplicité; elle nous offrit sa médiation pour « concilier, disait-elle, nos différends » avec la Russie et l'Angleterre, et elle espérait que la » Prusse voudrait bien concourir à cette grande œuvre » pacification. »

L'empereur Alexandre, de moitié dans cette ruse profonde, feignit d'accepter avec un grand empressement la médiation de son allié. Il déclara (1) qu'afin de combiner avec des négociations de paix un armement puissant de médiation et d'observation, il avait résolu de faire avancer deux armées de 50,000 hommes chacune à travers la Gallicie vers le Danube.

Napoléon apprit à Boulogne l'offre perfide que lui faisait le cabinet de Vienne. Trop pénétrant pour tomber dans le piége, il fit répondre que, n'ayant cessé, depuis un an, de recevoir des outrages du cabinet russe, il n'était plus permis d'espérer que les bons offices de S. M. impériale pussent être employés avec fruit.

Il ignorait encore que l'Autriche eût adhéré à la coalition. M. de La Rochefoucault continuait d'être sous le charme; il persistait à écrire qu'elle n'entrepren-

(1) Note du 31 août.

drait rien cette année. L'empereur était dévoré d'anxiétés. Il résolut d'en finir. Le 15 août, M. de Talleyrand invita le comte Philippe de Cobentzl à passer chez lui, et il lui dit : « L'empereur Napo-
» léon va réaliser son projet contre l'Angleterre.
» 150,000 hommes sont au moment de s'embarquer :
» mais l'opération devient impossible si l'Autriche
» menace de porter la guerre dans le Midi. Elle a
» 72,000 hommes dans l'État vénitien, tandis que la
» France en a à peine 50,000 répartis dans toute
» la Péninsule. L'empereur ne peut admettre un
» état intermédiaire entre l'état de paix et l'état
» de guerre. Si l'Autriche veut la paix, tout, en Au-
» triche, doit être remis sur le pied de paix. Un délai
» de quinze jours lui est donné pour se décider. Si
» elle refuse de désarmer, l'empereur Napoléon lèvera
» tous ses camps, appellera son armée de réserve, et
» le continent sera en feu. Dans une position pareille,
» l'archiduc Charles n'hésiterait pas, ce prince étant
» trop bon militaire pour ne pas se comporter de la
» même manière. Se trouvant obligé de repousser la
» force par la force et de pourvoir à la sûreté de ses
» frontières, l'empereur ne commettra pas la faute
» d'attendre que les Russes se soient réunis aux Au-
» trichiens contre lui. »

Il y avait peu de jours que cette déclaration venait d'être faite à l'ambassadeur d'Autriche quand Napoléon fut informé que Villeneuve avait enfin appareillé le 13 août du port du Ferrol et s'était dirigé vers le Nord. Conformément à ses ordres, l'amiral Gantheaume

était venu prendre ses positions dans la rade, et toute son escadre était prête à assaillir la flotte de lord Cornwalis aussitôt que l'approche de Villeneuve lui serait signalée. Si la flotte combinée parvenait à disperser et à écraser les escadres de Calder et de Cornwallis, l'empereur, malgré l'imminence d'une guerre continentale, forçait le passage de la Manche. Déjà une grande partie de l'armée et du matériel était embarquée et sous voile La flottille n'attendait plus que les derniers ordres pour lever l'ancre. Napoléon eût-il exécuté son entreprise telle qu'il l'avait conçue? lui aurait-il conservé ses grandes proportions, et s'y serait-il engagé tout en tieret à fond? Nous ne pouvons le croire : notre raison se refuse à admettre qu'il eût laissé la France veuve de son empereur et de son armée, exposée à l'invasion de 500,000 ennemis. Ce que son audace aurait pu tenter dans les premiers jours du mois d'août n'était plus praticable dans les derniers jours de ce même mois. Il venait de poser à l'Autriche l'alternative de désarmer ou de tirer l'épée. Il ne se fût pas élancé sur la rive anglaise avant d'avoir reçu de Vienne une réponse rassurante. De son côté, l'Autriche, engagée sans retour, ne pouvait plus reculer; elle était à bout de dissimulation; le temps d'agir était venu : le gouvernement anglais ne lui avait promis ses subsides qu'à la condition qu'elle viendrait l'arracher aux périls d'une invasion en marchant sans plus tarder sur le Rhin. L'expédition n'était donc plus possible. Mais l'empereur eût

mis certainement à profit la supériorité de ses forces dans la Manche pour faire éprouver à son ennemi un de ces grands désastres qui laissent des traces ineffaçables. Il eût écrasé ses flottes, abîmé sa flottille, peut-être incendié les villes de la côte et les chantiers de Portsmouth. Ces grands coups pouvaient être frappés soudainement, en quelques jours, et ils l'eussent consolé de tous les sacrifices que lui avait coûtés la flottille.

Il attendait à Boulogne avec une impatience fiévreuse l'arrivée de Villeneuve devant Brest ou à l'ouvert de la Manche : les heures, les jours s'écoulaient, et l'escadre combinée n'apparaissait point. Il ne pouvait s'expliquer ce fatal retard et se consumait dans une attente douloureuse, quand il en fut tiré par une nouvelle inouïe, accablante.

Après le combat du cap Finistère, l'amiral Calder était allé se réunir à lord Cornwallis, qui, par cette jonction, s'était trouvé à la tête de quarante vaisseaux de ligne. Mais les deux escadres de Villeneuve et de Gantheaume présentant un effectif de cinquante-quatre vaisseaux de haut bord, toutes les chances de vaincre étaient de leur côté. Dans ce péril extrême, lord Cornwallis détacha Calder de son escadre avec vingt vaisseaux, et lui ordonna de se porter sur le Ferrol pour y bloquer la flotte combinée si elle s'y trouvait encore, et la combattre s'il la rencontrait. La témérité des amiraux anglais fut justifiée par la timidité de leur adversaire, auquel on eût dit que la fortune avait confié le salut de la Grande-Bretagne.

Villeneuve avait appareillé, comme nous l'avons dit, du Ferrol le 13 août et pris sa route vers le nord. Il y avait quelques jours qu'il naviguait dans cette direction, lorsque ses avisos signalèrent une escadre ennemie: c'était celle de Calder. Tout-à-coup, l'amiral français tourne ses voiles vers le sud, longe, hors de vue, les côtes du Portugal, gouverne sur Cadix, et va se jeter dans ce port, le 21 août, le jour même où Gantheaume, avec toute sa flotte, l'attendait à Brest. L'amiral Calder, qui marchait à sa rencontre, fut informé par ses avisos de la direction qu'avait prise l'amiral français; il se mit à sa poursuite, arriva trop tard pour l'atteindre, mais rallia l'escadre de Collingvood, qui, à l'approche de Villeneuve, s'était réfugiée sous le canon de Gibraltar. Il réunit ainsi sous ses ordres vingt-cinq vaisseaux de ligne avec lesquels il établit un blocus sévère devant le port de Cadix. Villeneuve et ses trente-trois vaisseaux s'y trouvèrent enfermés, et toute chance de frapper un grand coup dans la Manche s'évanouit.

A cette nouvelle, l'empereur reste interdit; puis bientôt sa fureur éclate en imprécations contre l'inepte amiral qui lui arrache le fruit de ses savantes et dispendieuses combinaisons. Dans son premier mouvement, il l'accuse de trahison; il veut le faire mettre en jugement; il énumère lui-même les chefs d'accusation. Peu à peu cependant sa colère se calme : sa proie maritime lui échappe; le continent lui en offre une autre, et, rapide comme l'aigle, il va fondre sur elle et l'étreindre.

Il ne connaissait point encore les intentions des alliés; il ne croyait pas qu'ils fussent au moment de l'attaquer : il résolut de les prévenir, de voler sur le Danube à la tête de toutes ses forces, de joindre les Autrichiens et de les écraser avant l'arrivée des Russes. Le 23 août (1), il avait ordonné à tous les chefs de corps de se tenir prêts, soit pour forcer le passage de la Manche, soit à marcher contre l'Autriche si

(1) *Lettre du major-général Berthier au général Marmont.*
23 août.

« Je vous préviens, général, que l'escadre de l'empereur est » partie du Ferrol le 14 août avec l'escadre espagnole : si ces » escadres combinées arrivent dans la Manche, l'empereur fait » de suite l'expédition d'Angleterre; mais si, par des circon- » stances de vents contraires, ou enfin par le peu d'audace de » nos amiraux, elles ne peuvent se rendre dans la Manche, » l'empereur ajournera l'expédition à une autre année parce » qu'elle n'est plus possible. Mais je dois vous prévenir que » dans la situation actuelle où s'est placée l'Europe, l'empereur » sera obligé de dissoudre les rassemblements que l'Autriche » fait dans le Tyrol, avant de tenter l'expédition en Angleterre. » Dans ce cas, l'intention de Sa Majesté est que, vingt-quatre » heures après que vous en aurez reçu un nouvel ordre de » moi vous puissiez débarquer, et que, sous le prétexte de vous » mettre en marche pour prendre vos cantonnements, vous ga- » gniez plusieurs jours de marche, sans qu'on sache ce que vous » voulez faire; mais dans le fait, vous devez gagner Mayence.

. . . .

» Je vous recommande, sur tout cela, le secret le plus impé- » nétrable; car si le cas arrive, l'empereur veut se trouver » dans le cœur de l'Allemagne avec 300,000 hommes sans qu'on » s'en doute. »

l'expédition ne pouvait se faire. Le 23 août, il était encore dans l'attente de l'arrivée de Villeneuve. Mais le 28, toute incertitude avait cessé dans son esprit : il connaissait l'entrée de l'amiral dans le port de Cadix. Ce jour-là même, il fait expédier à ses généraux les ordres de départ. Ses corps d'armée échelonnés, depuis Brest jusqu'au Texel, s'ébranlent d'un même mouvement : tous se lèvent et se précipitent, comme autant de torrents, sur le Rhin.

CHAPITRE XIII.

Les coalisés et la France se disputent l'alliance de la Prusse. — Mission de Duroc à Berlin. — Napoléon propose au roi de lui céder le Hanovre. — Sa lettre à ce prince. — Instructions remises à Duroc. - M. de Hardemberg appuie les offres de la France. — Frédéric-Guillaume est sur le point de les accepter. — Mouvement rétrograde. — Dépit de Napoléon. — Projet secret des alliés de violenter la Prusse. — Noble résistance du roi. — Agitation des esprits à Berlin : opinion de l'armée.

L'Angleterre, la Russie et l'Autriche avaient reconnu, en jetant les fondements de la ligue, qu'elles ne pourraient avoir un succès complet qu'autant qu'elles parviendraient à y faire entrer la Prusse. Elles avaient donc résolu de tout oser, même la violence, pour l'arracher à son immobilité et l'entraîner sur les champs de bataille. Le plan qu'elles avaient arrêté dans ce but était conçu avec autant d'habileté que d'audace, et il prouve à quel degré d'abaissement le roi, par sa politique molle et vacillante, s'était laissé déchoir dans l'esprit des souverains.

Une première armée russe devait venir se placer

sur la frontière de la Pologne prussienne, la forcer, s'il était nécessaire, et s'avancer par la Silésie sur le Danube. Puis, une seconde, formée de 45,000 Russes, Suédois et Anglais, débarquerait dans la Poméranie suédoise et aux bouches du Weser et ferait irruption dans le Hanovre. Il s'agissait d'envelopper la Prusse dans un réseau de troupes, de mettre successivement en œuvre les séductions et les menaces pour émouvoir le roi et s'en rendre maître. Les alliés espéraient qu'ainsi pressé et circonvenu, ce prince dévierait de son système, et que, autant par peur que par secrète sympathie pour eux, il finirait par passer dans leur camp. En tout cas, ils comptaient bien que jamais il n'oserait se lier avec la France et qu'ils n'auraient à redouter de sa part aucune diversion.

Frédéric-Guillaume ne soupçonnait pas encore la trame ourdie contre sa faiblesse; il savait seulement que les alliés projetaient une expédition dans le Hanovre, et l'appréhension d'un tel événement avait suffi pour le jeter dans un grand trouble. Il déclara à la Russie et à l'Angleterre qu'il avait formellement résolu d'interdire à toutes espèces de troupes étrangères l'entrée dans les États du nord de l'Allemagne autres que les possessions allemandes du roi d'Angleterre. Ainsi, de l'aveu même du roi, la ligne de neutralité qui s'étendait depuis la Poméranie prussienne jusqu'à l'Oost-Frise se trouvait brisée sur un point: Cuxhaven, port principal du duché de Brême, était une issue par laquelle les alliés pouvaient débarquer librement et pénétrer dans l'électorat. Napoléon

s'en alarmait : il se plaignait que la Prusse ne se crût pas dans l'obligation de fermer tout le nord de l'Allemagne, y compris le Hanovre, aux agressions de ses ennemis. M. de Laforest eut l'ordre de s'en expliquer avec M. de Hardemberg, et de s'appuyer du texte même de la convention du 1er juin 1804.

M. de Hardemberg répondit que le roi n'ayant point empêché la France de prendre possession du Hanovre, il ne pouvait, avec quelque ombre de justice, empêcher l'Angleterre de débarquer des troupes sur une côte appartenant à son souverain. Il ajouta que si la France avait consenti, dans le temps, à remettre ce territoire en dépôt entre les mains du roi, S. M. le défendrait aujourd'hui avec toutes ses forces contre l'Angleterre. Ces regrets semblaient l'expression voilée d'une pensée plus ambitieuse. Tandis que les alliés méditaient de violenter Frédéric-Guillaume, Napoléon résolut à son tour de tenter un effort suprême pour disputer ce prince à ses ennemis et l'attacher à sa cause. Depuis six ans, le roi convoitait ardemment le Hanovre sans avoir le courage de s'en saisir. Napoléon prit une grande détermination, ce fut de le lui offrir, non à titre de dépôt, mais pour être incorporé définitivement à la monarchie. S'il parvenait à le lui faire accepter, la Prusse serait irrévocablement engagée dans les liens de la France ; elle deviendrait l'irréconciliable ennemie des Anglais, et notre cause serait gagnée en Europe. En conséquence, l'ordre fut expédié à M. de Laforest de proposer formellement au roi une alliance dont la cession du Hanovre serait la

condition et le gage. Mais, connaissant l'esprit craintif de Frédéric-Guillaume, l'empereur voulut que son ministre ne s'avançât dans cette délicate négociation qu'avec des ménagements infinis. M. de Laforest devait surtout s'étudier à bien convaincre le roi que le but immédiat de l'alliance devait être d'imposer à la Russie et à l'Autriche et de maintenir la paix sur le continent.

L'offre du Hanovre impressionna fortement l'esprit de M. de Hardemberg. Bien que ses inclinations le portassent vers l'Angleterre, il comprit la grandeur d'une telle combinaison, et embrassa l'espoir de confondre sous le même sceptre ses deux patries, l'une qui lui avait donné le jour, l'autre à laquelle il avait dévoué sa vie et qui l'avait récompensé en le couvrant d'honneurs. Il avoua que la Prusse désirait passionnément la possession du Hanovre. « Personnellement, il mettrait sa gloire à signaler son ministère par une opération qui redresserait la défectuosité la plus monstrueuse du système géographique de la monarchie. Mais le roi voudrait obtenir l'électorat d'une manière qui ne laisserait aucune tache à sa mémoire. Ce prince avait une conscience pleine de scrupules qui lui défendait ce que lui conseillait son intérêt. » Sans se dissimuler cet obstacle, M. de Hardemberg ne le crut pas insurmontable. D'après ses conseils, M. de Laforest rédigea un mémoire dans lequel se trouvaient groupés avec beaucoup d'art les arguments les plus propres à convaincre l'esprit de Frédéric-Guillaume.

« La paix du continent, disait-il, serait le fruit de
» l'alliance, parce que jamais l'Autriche et la Russie
» n'oseraient leur faire la guerre. Unies ensemble, la
» France et la Prusse deviendraient les arbitres de
» l'Europe. La Prusse s'enrichirait d'une possession
» magnifique qui mettrait sous ses lois les bouches de
» l'Elbe et du Weser, et compléterait son territoire
» en lui assurant sur sa frontière occidentale une ex-
» cellente ligne de défense. La gloire de son règne,
» l'intérêt de ses peuples, la nécessité de maintenir
» l'équilibre avec ses voisins, tout commandait au
» roi d'incorporer le Hanovre à sa monarchie. La
» modération ne consistait pas à demeurer station-
» naire, quand tout grandissait autour de soi, et c'était
» déchoir que de rester au-dessous des autres. La
» Russie, l'Autriche, l'Angleterre, la France elle-même,
» avaient considérablement accru leur puissance : la
» Prusse, placée au premier rang par le génie de Fré-
» déric II, allait descendre au second si elle ne s'éle-
» vait à son tour. »

La lecture de ce mémoire produisit un grand effet sur le roi. Jamais l'ambition n'avait livré de si rudes combats à sa conscience timorée : il était ébranlé, et toutefois il n'osait céder à ses désirs secrets. Il répugnait à dépouiller par la force les Brunswick-Lunébourg dont il était le parent ; il craignait d'encourir les reproches de tous les honnêtes gens s'il sortait de la neutralité pour se livrer à des vues cupides dont il s'était toujours défendu comme d'un crime. Avant de lâcher le frein

à sa timide ambition, il consulta M. de Hardemberg. « Puis-je, lui demanda-t-il, sans manquer aux règles » de la morale, sans perdre en Europe l'estime des » gens de bien, sans être noté dans l'histoire comme un » prince sans foi, puis-je me départir, pour avoir le » Hanovre, du caractère que j'ai maintenu jusqu'ici? »

M. de Hardemberg lui répondit que la morale d'un souverain n'était pas celle d'un particulier; qu'il s'agissait de l'opération la plus propre à maintenir sa monarchie au rang qu'elle devait occuper dans le monde, à conjurer l'orage qui menaçait le continent, et à forcer l'Angleterre à la paix. Ce furent surtout ces derniers motifs qui décidèrent Frédéric-Guillaume. Il savait bien que l'Autriche et la Russie avaient résolu de nous faire la guerre, mais il ignorait qu'elles fussent sur le point d'ouvrir la campagne. Il crut qu'en s'unissant à Napoléon il leur inspirerait une salutaire terreur et déjouerait leurs desseins. Il fit donc savoir au cabinet des Tuileries qu'il était prêt à signer l'alliance sur les bases proposées. Mais il exigea, comme conditions préalables, que la France s'engageât à respecter l'indépendance de la Suisse, de la Hollande et des États de la Péninsule qui ne faisaient partie ni du territoire français ni du royaume d'Italie. En insistant sur cette clause, le roi avait surtout en vue de garantir la couronne de Naples, au sort de laquelle il savait que s'intéressait vivement l'empereur Alexandre. Il demanda aussi que les deux couronnes de France et d'Italie fussent immédiatement séparées.

M. de Hardemberg croyait toucher au succès de cette importante négociation : il était heureux et fier. En communiquant à M. de Laforest les dernières propositions du roi, il lui dit (13 août) « : Dans une affaire » aussi grave, il faut aller vite ; il le faut surtout avec le » roi, homme scrupuleux qui ne connaît de politique » que celle qui ne blesse point ses devoirs comme » homme (1). »

Napoléon ne perdit pas un jour : le 23 août, il dépêcha en toute hâte de Boulogne à Berlin son grand maréchal du palais pour qu'il communiquât directement ses intentions au roi et mît la dernière main à l'œuvre de l'alliance. Duroc n'était pas seulement chargé de porter à Frédéric-Guillaume les paroles confidentielles de l'empereur ; il devait aussi lui remettre une lettre autographe, dans laquelle ce prince lui exprimait avec chaleur son désir d'agrandir la Prusse et d'en faire une barrière redoutable contre la Russie. « Ce n'est point de la France, lui écrivait-il, qu'on doit » avoir peur, mais de cet empire dont les bras s'éten- » dent de la Baltique à la Méditerranée, qui domine à » Constantinople, qui n'a pour ainsi dire qu'à vouloir » pour y régner et auquel il suffirait de quelques victoi- » res pour faire craindre à l'Europe un débordement » semblable à ceux qui l'ont autrefois dévastée. Les » armées autrichiennes sont ses postes avancés ; elle » arrivera tard ; elle se montrera peut-être avec mé-

(1) Dépêche de M. de Laforest, 13 août 1805. Dépôt des archives des affaires étrangères.

» nagements sur les champs de bataille, et, si elle » réussissait à épuiser la France et l'Autriche, il est » facile de juger sur qui elle porterait ses coups. C'est » donc sur la Russie que l'Europe et la Prusse en par- » ticulier doivent avoir les yeux. »

Mais c'est principalement dans les instructions remises à Duroc que se développe toute la pensée de l'empereur. « Vous direz au roi, lui dit-il, que la Ba- » vière est menacée, que plus de vingt régiments au- » trichiens sont dans le Tyrol, quand je n'ai personne » en Suisse, et que je n'ai pas un instant à perdre; » qu'il est nécessaire que pendant qu'on négociera le » traité, la Prusse fasse un mouvement sur la Bohême » ou du moins une verte déclaration à l'Autriche...

» Je ne veux pas qu'il soit question de Naples; cela » ne regarde pas la Prusse.

» Je ne puis garantir pour le moment l'indépen- » dance des républiques batave et helvétique; mais je » garantirai l'intégrité de la Hollande et l'exécution de » l'acte de médiation de la Suisse. Je n'entends pas » non plus renoncer à la couronne d'Italie.

» Je consens à ce qu'il soit stipulé qu'en cas de con- » quêtes en Allemagne, la France n'en conserverait » aucune.

» Je n'exige pas que la Prusse se mette en guerre » ouverte ni avec l'Angleterre ni avec l'Autriche, mais » qu'elle parle vigoureusement à cette dernière puis- » sance, et que même elle l'inquiète par des mouve- » ments en Silésie, et sur la Bohême.

» Vous ajouterez que j'aurais laissé l'Autriche tran-

» quille, mais que je ne puis la laisser continuer ses » préparatifs. Je ne passerai pas l'hiver dans les an» goisses d'une guerre imminente. J'ai encore trois » mois; je ferai une campagne d'automne, à moins » que les troupes autrichiennes ne rentrent dans leurs » garnisons de paix. Ayant ainsi dispersé les rassem» blements de l'Autriche avant la fin du mois de jan» vier, nous verrons ce que fera la Russie : nous se» rons alors deux contre elle. Vous direz au roi que » j'ai 80,000 hommes de bonnes troupes à son ser» vice; mais vous n'entrerez dans aucun détail pour » ne point faire trop peur à Frédéric-Guillaume.

» Deux traités seraient signés en même temps, l'un » patent, l'autre secret. Par le premier, qui ne serait » qu'un voile, la Prusse s'engagerait à rester neutre, » et recevrait le Hanovre en dépôt. Par le second, » qui serait le traité sérieux, elle s'engagerait, le cas » échéant, à faire la guerre de concert avec la France, » et recevrait l'électorat en toute souveraineté. »

L'empereur avait trop bien auguré de l'ardeur ambitieuse qui s'était soudainement emparée de la cour de Berlin. L'espoir de prévenir l'embrasement du continent, bien plus que l'appât du Hanovre, avait poussé Frédéric-Guillaume dans les voies de l'alliance. Mais les événements se jouaient de sa crédulité. Cette guerre, objet de son effroi, était aujourd'hui inévitable et flagrante. Le parti ennemi de la France, qui avait des interprètes chaleureux et tout-puissants dans les plus chères intimités de ce prince, avait pénétré le secret de la négociation sur le Ha-

novre, et mis en jeu tous les ressorts de l'intrigue pour la faire échouer. Rien n'était épargné pour alarmer Frédéric-Guillaume sur l'ambition de l'empereur. On lui prêtait les projets les plus gigantesques, les violences les plus audacieuses. « Son plan, » disait l'insinuant M. de Metternich, était de porter » la main sur d'augustes couronnes et de les distri- » buer à ses frères. Les Bourbons de Naples seraient » expulsés ; ceux d'Espagne subiraient le même sort. » La Hollande et la Suisse recevraient des rois de sa » main, et c'est ainsi qu'en bouleversant l'ordre mo- » narchique de l'Europe, il formerait autour de lui » un vaste système fédératif dont il serait le centre. »

De leur côté, l'empereur Alexandre et le cabinet de Vienne continuaient la comédie qu'ils jouaient depuis six mois avec une dissimulation si profonde. « Leur » vœu le plus ardent, disaient-ils, était de conserver la » paix. Mais ils voulaient être rassurés sur le sort des » États d'Italie qui étaient encore indépendants : que » Napoléon consentît à leur donner les garanties de- » mandées, et aussitôt ils désarmeraient. » Le roi, suivant son habitude, se laissait abuser par ces protestations mensongères.

Dans sa quiétude pacifique, il n'avait pris aucune précaution contre l'éventualité d'une guerre. Tandis que des troupes russes se rassemblaient sur sa frontière du nord, que d'autres allaient débarquer à Straslund et aux bouches du Weser, sa monarchie était au repos et désarmée. Ses troupes, dispersées dans les diverses provinces de la monarchie, ne formaient sur aucun

point une masse compacte et résistante. Pas un soldat en semestre n'avait été rappelé sous les drapeaux. Les places fortes n'avaient que des garnisons et un matériel incomplets. En un mot, tous les ressorts de la puissance militaire de la Prusse étaient détendus. La guerre, péril soudain, l'eût trouvée sans défense et impuissante. Le roi, arraché à ses rêves pacifiques par la perspective de tant de dangers, se rejeta violemment en arrière. Le Hanovre perdit toute valeur à ses yeux dès qu'il fallait l'acheter au prix d'une guerre avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche. A ces considérations vinrent se joindre les irrésistibles influences de sa famille et du palais.

La reine, secrètement dévouée à l'empereur Alexandre et qui tremblait de perdre son ascendant sur le roi s'il s'éloignait d'elle; le prince Louis, désireux de plaire à la belle reine; les courtisans, qui n'ont d'existence que dans les antichambres; la noblesse militaire dont toutes les sympathies étaient pour nos ennemis; tous s'unirent pour retenir Frédéric Guillaume sur la pente qui l'entraînait vers nous.

« Il est évident pour moi, écrivait le 3 septembre » M. de Laforest, que le concours de différentes » causes rend au roi une impulsion très circonspecte : » je voyais plus de résolution il y a quelques jours. » La crainte d'une guerre a été trop rapprochée de » ses yeux : les communications de Pétersbourg l'in» timident : celles de Vienne lui persuadent que le » calme renaîtrait si l'empereur consentait à rassurer

» tout le monde. Le Hanovre tente toujours M. de Har-
» demberg; mais le roi commence à y attacher moins
» de prix. »

Duroc arriva à Berlin le 1er septembre et fut admis aussitôt à l'audience du roi. Il lui exposa les grandes vues de l'empereur, les vœux que formait ce prince pour la prompte conclusion d'une alliance intime entre les deux États, et son désir ardent de fortifier la monarchie prussienne. A la contenance froide et embarrassée de Frédéric-Guillaume, le grand maréchal comprit que les dispositions étaient changées. Le roi convint que la réunion des forces de la France et de la Prusse serait capable de maintenir la tranquillité générale. « Mais il ne désespérait pas encore de main-
» tenir la paix. L'Autriche ne voulait pas la guerre;
» elle y était poussée par la Russie. La situation de
» la Prusse était bien délicate; elle lui imposait une
» réserve extrême. Sans doute l'acquisition du Ha-
» novre ajouterait beaucoup à la force de la monar-
» chie, mais cet avantage ne se présentait que dans
» une perspective éloignée; l'électorat était dans ce
» moment épuisé. En cas de guerre avec la Russie et
» l'Autriche, les plus belles, les plus riches provinces
» de la Prusse seraient les premières exposées aux
» vengeances des alliés. Personnellement, il était
» persuadé que la guerre pouvait être encore évitée,
» si l'empereur Napoléon consentait à rassurer les
» grandes couronnes relativement aux États de la
» Péninsule qui n'appartenaient ni à la France ni au
» royaume d'Italie. »

Le baron de Hardemberg, pressé par M. Delaforest et le grand maréchal de s'expliquer sur les causes mystérieuses de ce mouvement rétrograde, dit que la lettre de l'empereur avait laissé dans l'esprit du roi l'impression fâcheuse que nous voulions l'engager de suite dans la guerre, tandis qu'il n'avait jamais pensé qu'à maintenir la paix, en portant à Pétersbourg et à Vienne des paroles fermes et rassurantes. Avant toutes choses, le roi insistait sur les garanties relatives aux États d'Italie. Il n'attachait pas moins d'importance à ce que la république batave, la Suisse et l'empire germanique fussent maintenus dans leur intégrité et leur indépendance. « J'ai eu beau, » écrivait, le 7 septembre, le grand maréchal, « parler au » roi des avantages que la possession du Hanovre pro- » curerait à la monarchie, répéter jusqu'à satiété » que la politique de la France était d'élever la Prusse ; » il ne m'a pas été difficile de me convaincre que le traité » serait accroché aux garanties que l'on veut entières » sur les États d'Italie, la Hollande et la Suisse. Il ne » nous reste plus qu'une chance, c'est d'amener le roi » à faire la guerre à force de lui persuader qu'on veut » la paix, ou, si cela ne se peut, de prolonger la né- » gociation, afin de donner aux mesures militaires de » l'empereur le temps d'arriver à leur maturité. »

Frédéric-Guillaume, qui avait la fureur des médiations, ordonna au comte d'Haugwitz de se rendre immédiatement à Vienne, et de tâcher de maintenir un état pacifique dont personne ne voulait plus et qui croulait de toutes parts.

Napoléon s'était cru au moment de s'emparer de ce prince, et il le voyait encore une fois échapper à ses vives étreintes; il fit un dernier effort pour le ressaisir et relever son courage. « L'on se persuade à Ber-» lin qu'il est possible d'éviter la guerre, » écrivit, le 10 septembre, sous la dictée de l'empereur, M. de Talleyrand au grand maréchal; « mais l'on ignore » donc ce qui se passe : elle est inévitable; elle est im-» minente. Une très forte armée autrichienne est sur » l'Adige; déjà les vedettes sont posées; le service se » fait comme en temps de guerre. De son côté, l'ar-» mée française est en marche. La guerre est donc » certaine, et si le roi de Prusse espère que des pour-» parlers pourront encore conduire à une concilia-» tion, il se fait une dangereuse illusion. La paix eût » été maintenue, si des explications avaient suffi pour » la conserver.

» Il en coûtait beaucoup à l'empereur de renoncer » à son expédition contre les Anglais, mais il fallait » courir au plus pressé. En admettant que l'Autriche » pût être amenée à cesser ses préparatifs et qu'elle » promît de désarmer, qu'arriverait-il? L'automne » serait fort avancé avant qu'elle eût même com-» mencé son désarmement; elle le ferait traîner en » longueur; elle gagnerait du temps, ce qu'elle devait » le plus désirer. Cependant la Russie continuerait » ses armements avec une activité plus grande, et au » printemps la France se trouverait avoir affaire à » deux grandes armées réunies.

» Si l'empereur Napoléon se portait sur l'Inn dès à

» présent, et qu'il fît essuyer quelque échec à l'armée » autrichienne, il arriverait de deux choses l'une : ou » il attirerait sur lui la plus grande partie des forces » russes, et, dans ce cas, la guerre se ferait sur le » territoire autrichien, ce qui débarrasserait la Prusse ; » ou bien la Russie, effrayée de l'immense consom- » mation d'hommes qu'elle serait forcée de faire pour » tenir tête, d'une part aux Français déjà arrivés dans » les provinces autrichiennes, et de l'autre à la » Prusse, prendrait des sentiments de modération : » alors, avec de la sagesse, on parviendrait à conclure, » dans le courant de l'hiver, un traité qui arrangerait » tout. La cession du Hanovre à la Prusse serait re- » connue ; la Bavière obtiendrait une extension de » territoire, et la maison d'Autriche subirait un affai- » blissement notable.

» Tels seraient, selon toutes les probabilités, les » résultats d'une guerre faite à temps, guerre dans » laquelle la Prusse n'aurait pesé que par son poids » moral et par d'habiles démonstrations. En diffé- » rant au contraire, il était certain qu'on aurait une » grande guerre au mois de mai, et la Prusse se trou- » verait seule aux prises avec la Russie, pendant que » l'Autriche serait seule aux prises avec la France. » La différence de ces deux systèmes ne pouvait man- » quer d'être faite à Berlin par les hommes de » l'art.

» Toute temporisation serait donc funeste. » Tout faisait une loi à l'empereur Napoléon et » à la Prusse, si celle-ci voulait le Hanovre,

» de compter les instants, de n'en laisser échapper
» aucun et de prévenir leurs ennemis. La question
» n'était plus comment on pouvait éviter la guerre,
» elle était inévitable, mais si l'on ferait une guerre
» facile, courte et heureuse, ou si l'on s'exposerait à
» en avoir une longue, opiniâtre, et dont le succès
» serait douteux. Or, cela dépendait entièrement de
» l'époque à laquelle on la commencerait.

» En ce qui touchait les garanties demandées, l'em-
» pereur Napoléon prendrait l'engagement de n'ac-
» croître, par l'incorporation d'aucun État, l'empire
» français, ni le royaume d'Italie; mais il se réservait
» la faculté de chasser la reine de Naples, afin d'obte-
» nir sur ce point du globe une tranquillité incompa-
» tible avec l'existence d'une cour tracassière et livrée
» sans frein à toutes les passions de l'Angleterre. Seu-
» lement, il promettait que le royaume de Naples ne
» serait point réuni à la France.

» Quant à la Suisse, l'empereur ne pouvait pas lui
» laisser un genre d'indépendance qui lui permettrait
» de changer l'acte de médiation qui la gouvernait et
» même de s'en écarter.

» Il en était de même de la Hollande : abandonner
» cette république à elle-même, c'était la livrer au com-
» merce et à l'influence de l'Angleterre. La France l'éva-
» cuerait à la paix et s'engagerait formellement à ne
» point l'incorporer, non plus que la Suisse, à son
« territoire. »

Ainsi, le jour où cette curieuse dépêche fut envoyée au grand maréchal, l'empereur était encore dans une

complète ignorance des desseins des alliés. La veille de ce même jour, le 9 septembre, les Autrichiens avaient passé l'Inn et envahi la Bavière.

Duroc ne fit point usage de ses dernières instructions. Lorsqu'elles lui parvinrent, la cour de Berlin avait définitivement écarté tout projet d'alliance. Aux nouvelles instances du grand maréchal il opposa les engagements antérieurs qui le liaient à la Russie. « Il ne voulait pas, disait-il, les violer ; l'équité exi- » geait qu'il attendît que l'empereur Alexandre lui » offrît une occasion légitime de rupture. Il venait » d'expédier un courrier à Pétersbourg et à Vienne : » sa médiation était offerte dans des termes qui lui » faisaient espérer que, cette fois, elle ne serait pas » rejetée. »

Enfin, il fit savoir aux plénipotentiaires français que ses prétentions se réduisaient à demander que l'empereur lui remît le Hanovre en dépôt : il prendrait l'engagement de nous le restituer après la paix. Quant à la guerre présente, il avait irrévocablement résolu d'observer la plus stricte neutralité. Après s'être avancé presque jusqu'à l'alliance, Frédéric-Guillaume s'était brusquement replongé dans son incurable inertie : en moins d'un mois, il avait parcouru toutes les phases du mouvement en avant et du mouvement rétrograde.

Ces nouvelles affligèrent profondément l'empereur, mais ne lui causèrent aucune surprise. Depuis trois ans, il avait appris à connaître le souverain qui régnait sur la Prusse ; il avait pénétré dans tous les replis de

cette âme honnête, mais timorée. Si quelque chose l'eût étonné, c'eût été que ce prince eût persévéré dans une grande et courageuse résolution. M. de Hardemberg ne fut pas le dernier à déplorer la timidité de son maître. « Le personnel du souverain est tout » dans ces sortes d'affaires, » dit-il au grand maréchal avec une expression de découragement : « Frédéric II » n'eût pas hésité à profiter de l'occasion pour agrandir » la monarchie : mais la conscience du roi est si dé- » licate, que les plus grands avantages ne sauraient » le porter à être agresseur. » Il aurait dû dire qu'il était si craintif, qu'au moindre symptôme de collision avec un seul de ses voisins, il reculait effrayé. Le ministre faisait les honneurs de la conscience scrupuleuse de son maître pour voiler les défaillances de sa pensée.

Certes, il était bien dur de renoncer à l'alliance de la Prusse ; mais, parce que cette puissance mobile et peureuse n'osait nous suivre sur les champs de bataille, il ne nous était pas interdit de vaincre. Son refus de s'unir à nous était une amère déception, non un péril. L'important était qu'elle ne se mît pas du bord de nos ennemis, que, sous aucun prétexte, elle ne leur permît de pénétrer ni sur son territoire, ni sur aucun de ceux qu'elle avait garantis contre toute agression étrangère. Le plan d'opération conçu par Napoléon ne pouvait réussir qu'autant que le passage à travers la Pologne prussienne et la Silésie resterait fermé aux armées russes. Le roi insistait de nouveau pour que le Hanovre lui fût remis à titre de dépôt. A cette condition, il promettait d'en fermer l'entrée aux

Russes et aux Anglais. Réduite à ces simples termes, la neutralité de ce prince nous était encore profitable. L'empereur le prit au mot et fit expédier de nouveaux ordres à Duroc. Le 20 septembre, M. de Talleyrand écrivit au grand maréchal : « Si les scrupules du roi » ne peuvent être vaincus, si la gloire ni l'intérêt ne » le touchent plus, si enfin il n'y a plus un mot à placer » pour l'alliance, vous êtes autorisé à conclure un » traité de neutralité dont la remise du Hanovre, à titre » de simple dépôt pendant toute la durée de la guerre » maritime, serait la condition fondamentale. » Un projet de traité était joint à ces instructions. Le roi s'engagerait (article VI) à nous verser six millions par an jusqu'au jour où cesserait l'occupation de l'électorat par ses troupes. Il promettrait (article VII) de garantir la république batave contre toute attaque de la part de l'Angleterre et de ses alliés. Il reconnaîtrait (article XI) n'acquérir par ce dépôt aucun titre à la propriété de l'électorat, et la France ne perdrait aucun des droits que la conquête lui avait donnés.

Il était dans le caractère de Frédéric-Guillaume de ne plus souhaiter les choses qu'il avait le plus ardemment désirées, dès qu'elles devaient lui coûter le moindre effort d'énergie. Il venait d'apprendre que l'armée anglo-suédo-russe était sur le point de débarquer à Straslund et aux bouches du Weser, et la peur de s'attirer les ressentiments des coalisés le fit encore une fois reculer. « Il n'était plus temps, » dit-il, de prendre ces mesures, et il préférait s'abs- » tenir d'un engagement qui l'entraînerait à des actes

» de guerre immédiate. » Il parut aussi fort surpris que la France attachât des conditions fiscales à un simple dépôt. « L'administration avait des charges » fort lourdes ; les revenus du pays suffisaient à peine » pour les satisfaire. Fallait-il donc qu'il payât de son » trésor le stérile honneur de garder une province » ruinée qu'il lui faudrait remettre, à la paix, entre » les mains de la France. »

Au lieu du traité proposé, il ne voulut plus signer qu'une simple convention semblable à celle qui avait été conclue après la paix de Bâle. « On comprendrait » le Hanovre dans la ligne de neutralité, et l'adminis- » tration qui existait dans ce pays avant l'occupation » serait rétablie. » Ainsi le roi, troublé par la peur du moindre choc, en était venu à nous faire l'étrange proposition de renoncer à tous nos droits sur le Hanovre.

Cependant l'empereur Alexandre avait quitté sa capitale : mais au lieu de rejoindre celles de ses armées qui se dirigeaient sur la Moravie, il s'était rendu à Wilna. Ce voyage se rattachait à l'espèce de complot que les alliés avaient ourdi contre l'indépendance de la Prusse. Ils supposaient que le roi inclinait secrètement à embrasser leur cause, et que la peur de s'attirer les ressentiments de la France était l'unique cause qui le retenait encore dans l'immobilité. Un point jugé capital à leurs yeux, c'était que les Russes s'ouvrissent un passage à travers la Silésie, afin d'arriver avant les Français sur le haut Danube. Ils s'étaient flattés que si cette armée manifestait la résolution de

forcer le passage, le roi simulerait d'abord un grand mécontentement, mais qu'au fond du cœur, il s'applaudirait d'une violence qui lui épargnerait l'embarras d'une décision. L'empereur Alexandre et son ministre à Berlin, M. d'Alopéus, s'étaient partagé les rôles : l'un, le ministre, devait énoncer les déclarations hautaines : l'empereur s'était réservé la tâche plus douce d'apaiser un premier mouvement de colère. Ce prince s'était donc rapproché des frontières de Prusse, d'où il comptait demander une entrevue à Frédéric-Guillaume.

Les alliés s'étaient complétement abusés. Sans doute le roi éprouvait personnellement une vive sympathie pour l'empereur Alexandre, et la reine s'appliquait à nourrir ce penchant. Il est vrai encore que la politique entreprenante de Napoléon inspirait à Frédéric - Guillaume un secret effroi. Mais ces sentiments divers n'aveuglaient point son jugement. S'il craignait les emportements du génie fougueux qui gouvernait la France, il redoutait bien plus encore les projets du cabinet de Saint-Pétersbourg. Il savait qu'après tout la France avait la volonté et le pouvoir d'agrandir la Prusse, tandis que la Russie était dévorée du désir de s'étendre jusqu'à la Vistule, peut-être même jusqu'à l'Oder : voilà le motif véritable qui l'avait empêché jusqu'ici de céder aux instances du Czar. Au milieu des tourments que lui causaient à la fois Paris et Pétersbourg, il s'était réfugié dans la neutralité comme dans un port de salut; il s'y était attaché avec toute la fermeté négative dont Dieu l'avait doué.

Quand toutes les mesures eurent été prises pour faire violence à la Prusse et lui dicter la loi, M. d'Alopéus annonça que, tel jour, les troupes de son maître passeraient la frontière pour marcher contre les Français vers les provinces méridionales de la monarchie. Dans le même moment où le ministre russe faisait cette arrogante déclaration, l'empereur Alexandre écrivait au roi une lettre autographe par laquelle il le suppliait, au milieu des plus chaleureuses protestations d'amitié, de permettre que son armée traversât la portion des États prussiens qui conduisait le plus directement sur l'Inn, le plan des alliés ne pouvant réussir qu'autant que les Russes auraient sur les Français l'avantage des plus courts rayons. A cette demande était jointe celle d'une entrevue.

L'Autriche, de son côté, joignait ses prières à celles du czar. Le général comte de Merfeldt qu'elle venait d'envoyer à Berlin, pressait le roi de réunir ses armées à celles de la coalition, ou du moins de consentir à ce que le Mecklembourg, la Poméranie suédoise et le Hanovre fussent accessibles aux opérations des alliés.

Jusqu'alors, les grandes cours de l'Europe ne s'étaient point écartées, dans leurs rapports avec Frédéric-Guillaume, des égards dus au souverain d'une puissante monarchie. Ces respects trop souvent exagérés, et le concours de tant d'efforts tentés pour le gagner, avaient exalté en lui le sentiment de son importance. Cet homme, naturellement doux jusqu'à l'apathie, n'était plus capable de modération dès qu'il

croyait entrevoir l'intention de le traiter en souverain du second ordre. La déclaration de M. d'Alopéus l'humilia profondément : elle le fit descendre de cette sphère élevée de considération où il s'était cru jusqu'alors à l'abri de toute atteinte. Quand il se vit rabaissé au niveau de ces princes, vassaux des grandes puissances, qu'elles traînent à leur suite, qu'elles foulent et plient despotiquement à tous leurs caprices sans jamais daigner les consulter, sa douleur fut amère. Le procédé de la Russie lui rendit l'énergie de la colère, non d'une colère feinte et passagère, mais d'une colère vraie. Il répondit à l'empereur Alexandre que, ni par la Silésie, ni par la Prusse méridionale, ni par le Mecklembourg, il ne souffrirait qu'un seul détachement de troupes coalisées osât forcer le passage. Il fit la même réponse au comte de Merfeldt. Quant à l'entrevue sollicitée par l'empereur Alexandre, il répondit en termes vagues qu'il s'empresserait de s'y rendre si cette entrevue avait pour objet de concilier les différends des puissances en guerre et de rétablir la paix.

Son énergie, cette fois, ne s'évapora pas en vaines paroles; elle passa dans les actes. Il ordonna une levée extraordinaire de 80,000 hommes, rappela sous les drapeaux tous les semestriers, et forma quatre grandes armées, l'une en Silésie, l'autre sur les frontières de la Russie, une troisième dans le Mecklembourg; la quatrième était destinée à défendre le centre de la monarchie. La direction et le placement de tous ces corps indiquaient que ce n'était point

contre la France qu'on se mettait en défense, mais contre la Russie.

L'armée, où régnait déjà une grande exaltation, applaudit à ces mesures. Elle n'avait encore de préférence décidée pour aucun parti. Si la plupart des chefs de corps et les états-majors portaient une haine secrète et envieuse au drapeau français, le soldat et les sous-officiers ne déguisaient pas les sympathies que leur inspirait la cause de la révolution, et leur admiration pour le grand homme qui la représentait. Mais un sentiment dominait toutes ces tendances, c'était la crainte de tomber dans le mépris du monde. L'armée brûlait d'agir; son immobilité lui pesait; elle en était honteuse comme d'un acte d'impuissance. Entourée de tous côtés d'armées actives, se regardant comme dépositaire de l'héritage de gloire laissé par le grand Frédéric, elle blâmait le système du roi et voulait se battre, uniquement pour prendre sur les champs de bataille sa part d'activité et de périls. Dans l'état d'excitation singulière où les événements avaient jeté les esprits, tout dépendait du moindre incident Le roi faisait dire à la France qu'à la première agression de la Russie, il signerait l'alliance; à la Russie, que si Napoléon se permettait la plus légère infraction à la neutralité, il marcherait avec elle. Telle était la situation des choses à Berlin, au moment où s'ouvrit la campagne sur le Danube.

CHAPITRE XIV.

Plan de campagne des alliés.— Inutilité de leurs efforts pour entraîner dans leur cause les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et le grand duc de Bade. — Ces princes disposés à s'unir à la France. — Angoisses de l'électeur de Bavière : opposition de l'électrice. — Plan d'opérations en Italie. — Situation de la cour de Naples. — Ses engagements secrets avec nos ennemis. Napoléon désire qu'elle embrasse la neutralité. — Tentative de conciliation faite par le premier secrétaire d'ambassade, M. Édouard Lefebvre. — Dépit qu'en conçoit l'ambassadeur M. Alquier. —Traité de neutralité signé le 21 septembre 1805. — Évacuation du royaume de Naples par les Français.— Gouvion-Saint-Cyr se dirige sur la Haute-Italie. — Les Autrichiens envahissent la Bavière. — Retraite de l'électeur et de son armée à Wurtzbourg. — Fautes du feld-maréchal Mack.— Plan de campagne conçu par Napoléon.— Il dirige ses corps d'armée sur le Danube. —Violation de la neutralité du territoire d'Anspach. — Irruption des Français en Souabe. — L'armée du feld-maréchal Mack, cernée à Ulm, met bas les armes. — Campagne d'Italie.— Bataille de Caldiero. — Retraite de l'archiduc Charles. — Masséna le poursuit. — Le prince Charles se retire sur l'Isonzo.

Le plan d'opérations des alliés, conçu sur une échelle immense, embrassait l'Allemagne et l'Italie ; il s'étendait des bouches du Weser jusqu'au golfe

de Tarente. Afin de diviser notre attention et nos forces, ils se proposaient de nous attaquer sur tous les points à la fois. Tandis que leurs armées principales opéreraient en Souabe et en Lombardie, ils comptaient, par des expéditions secondaires, l'une dont nous avons déjà parlé, dans le nord de l'Allemagne, l'autre dans le royaume de Naples, nous inquiéter sur nos flancs.

L'armée d'Allemagne, destinée à frapper les grands coups, devait être portée à 230,000 hommes. L'Autriche et la Russie concouraient, chacune pour la moitié, à sa formation. Déjà, 85,000 Autrichiens commandés officiellement par l'archiduc Ferdinand, et en réalité par le feld-maréchal Mack, étaient rassemblés sur les bords de l'Inn, n'attendant plus qu'un ordre de Vienne pour franchir le fleuve et marcher sur Munich. Deux armées russes, la première de 56,000 hommes sous les ordres de Kutusof, la seconde de 60,000 hommes commandée par Buxhowden, s'avançaient à travers la Gallicie et la Pologne pour se réunir sur le haut Danube à l'armée du feld-maréchal Mack.

Il y avait deux points que les alliés avaient jugés indispensables au succès de leur plan. Le premier était que les corps d'armée destinés à agir en Souabe ne se présentassent que réunis et en masse sur les champs de bataille; le second, d'obtenir de gré ou de force l'appui de la Bavière, du Wurtemberg et du grand duché de Bade.

En effet, les 85,000 hommes du feld-maréchal Mack

étaient insuffisants pour se mesurer avec la grande armée qui s'avançait des bords de l'Océan : ils n'étaient que l'avant-garde de la coalition. La prudence leur commandait de ne commencer les opérations qu'après avoir effectué leur jonction avec les Russes.

En ce qui touchait les cours électorales, elles mettraient au service du parti en faveur duquel elles se déclareraient 40,000 bons soldats, un grand nombre de places forces, et toutes les ressources de pays riches et abondants : c'était un poids considérable jeté dans la balance. Leur résolution, quelle qu'elle fût, ne pouvait manquer d'exercer une influence considérable sur la politique de la Prusse. Par crainte non moins que par ambition, les princes électeurs inclinaient vers la France. L'Autriche n'avait qu'un seul moyen de s'assurer leur coopération, c'était de les violenter en faisant soudainement irruption sur leur territoire. Mais si l'armée de Mack s'avançait sur Munich, Stuttgard et Carlsruhe, elle élargissait l'intervalle qui la séparait des Russes; elle courait au-devant de son formidable ennemi; elle se livrait à ses coups, et si elle succombait, ce qui était pour ainsi dire inévitable, la monarchie était découverte et la coalition frappée au cœur. Le parti le plus sage était certainement d'attendre Kutusof. Le concours des électeurs de Bavière, de Wurtemberg et du grand duc de Bade était pour les alliés d'une moindre importance que la jonction de leurs armées : tel était l'avis du prince Charles. Il fallait nécessairement sacrifier l'une des

deux combinaisons : la cour de Vienne voulut les concilier, et cette prétention l'a perdue.

Afin de retarder nos premiers mouvements, elle nous avait proposé, comme nous l'avons dit, sa médiation; elle avait espéré que Napoléon ne lèverait ses camps de l'Océan que lorsqu'il aurait appris l'entrée des Russes dans la Gallicie, et que ceux-ci auraient le temps de rejoindre les Autrichiens avant l'arrivée des Français ; mais tous ses calculs avaient porté à faux. Napoléon, par son activité, avait déjoué la ruse de ses ennemis. Mack n'avait pas encore passé l'Inn, ni Kutusof la frontière de la Gallicie, et déjà nos colonnes s'avançaient à marches forcées sur le Rhin : elles avaient de nombreux jours d'avance sur les Russes; elles étaient ainsi en mesure d'arriver avant eux sur le haut Danube, de fondre sur l'armée autrichienne et de l'accabler.

De son côté, l'électeur de Bavière résistait avec une fermeté invincible aux menaces, aux prières, à toutes les offres brillantes par lesquelles l'Autriche s'efforçait de l'intimider ou de le séduire. La France, depuis six ans, avait couvert ce prince de son amitié : elle avait saisi toutes les occasions d'ajouter à l'éclat et à la puissance de sa maison : la France n'avait point fait un ingrat. L'électeur l'aimait comme une seconde patrie. Avant la révolution, il avait servi dans ce pays comme colonel d'un régiment. A l'attrait des souvenirs de sa jeunesse se joignait un sentiment profond de reconnaissance pour l'empereur Napoléon.

Mais l'électrice professait des principes et des sentiments tout contraires. Sœur de l'impératrice de Russie et de la reine de Suède, elle partageait l'aversion qu'inspiraient à toutes les dynasties légitimes la révolution et l'empereur. Son opposition n'était ni calme ni résignée, mais véhémente et pleine d'orages. Elle sortait de la sphère de ses devoirs d'épouse et de mère de famille; et se mêlait à toutes les intrigues de la diplomatie coalitionnaire: elle recevait les confidences des ministres de Russie et de Suède, se faisait leur interprète passionnée auprès de l'électeur, et, afin de vaincre ses résistances, elle joignait aux froids raisonnements de la politique les supplications, la colère et les pleurs. Ces persécutions incessantes remplissaient la vie du prince Maximilien de troubles et d'amertume; sa santé même en était altérée.

Quand la France sollicita son alliance, son premier mouvement fut de refuser : tout l'effrayait, et les larmes de sa femme, et l'éloignement de nos troupes et les vengeances de l'Autriche. D'abord il demanda à Napoléon de le laisser neutre jusqu'à l'arrivée de l'armée française; puis, que l'alliance ne fût signée que si les Autrichiens violaient son territoire; enfin, qu'elle fût subordonnée à l'accession de la Prusse. Mais l'empereur ne pouvait admettre de délais: il voulait que la cour de Munich s'engageât immédiatement et sans retour. Le prince céda, ou plutôt il ne céda qu'à demi; il autorisa son ministre de confiance, M. de Montgelas, à signer, le 24 août, avec M. Otto un traité d'alliance provisoire qu'il se réserva de ratifier plus tard.

A peine eut-il signé ce traité, que son âme fut assaillie de terreurs. « Les Autrichiens, » écrivait-il le 5 septembre à M. Otto, « ont déjà placé leurs pontons » le long de l'Inn ; je m'attends à chaque instant à les » voir entrer en Bavière. Je ne doute pas que Ruol, le » ministre d'Autriche, ne me fasse demander si je » veux être pour ou contre eux. Si je lui réponds que » j'ai fait un traité d'alliance avec la France, mes » troupes et mon pays sont perdus. »

L'Autriche n'ayant pu vaincre la résistance de l'électeur par la persuasion et la menace, il ne lui restait plus qu'à l'enchaîner par la force. Elle aurait dû dissimuler ses desseins jusqu'au moment de les exécuter, et, l'heure venue, fondre soudainement sur Munich, s'emparer d'une main ferme de cette cour, puis, sans s'inquiéter du parti que prendraient l'électeur de Wurtemberg et le grand-duc de Bade, attendre en Bavière l'arrivée des Russes. Au lieu de procéder avec cette audace, elle voulut concilier le respect des formes avec la violence des actes. Le 6 septembre, elle envoya sommer l'électeur par le prince de Schwartzenberg, de réunir ses drapeaux aux siens, sous peine, en cas de refus, d'être traité en ennemi.

Le prince Maximilien ne vit qu'un moyen d'échapper à sa cruelle situation ; ce fut d'abuser l'empereur d'Autriche. Il adressa directement à ce prince une lettre autographe remplie des plus vives protestations de sa volonté de s'unir à lui ; mais il lui représenta que son fils voyageait en France, qu'il compromettrait la sûreté de son enfant s'il se déclarait trop tôt, et il le

supplia de lui permettre de garder toutes les apparences de la neutralité jusqu'au retour de ce jeune homme. Il devait craindre qu'une telle démarche ne fût mal interprétée par la France, jugée peut-être comme une trahison : il voulut se justifier lui-même auprès de M. Otto. « Je suis le plus malheureux des » hommes, lui écrivit-il le 8 septembre, ne m'en » veuillez pas ; Dieu sait que je ne suis pas faux ; ma » situation est des plus pénibles. Vous savez que le » prince de Schwartzenberg était autorisé à traiter ; » je n'avais donc plus l'excuse d'envoyer quelqu'un à » Vienne.... Manquer de parole, paraître double aux » yeux de l'empereur, mon protecteur, est ce qui me » mettra, j'espère, bientôt au tombeau.... Les Au- » trichiens devaient entrer aujourd'hui en Bavière.... » Mes troupes n'étaient pas encore rassemblées.... Je » n'étais pas sûr de pouvoir partir... Ma tête n'y était » plus.... Plus calme qu'hier, je sens toute l'horreur » de ma situation. J'ai écrit ce matin à l'empereur » d'Allemagne ; je lui ai dit que mon fils était en » France ; qu'il était perdu s'il ne m'accordait la neu- » tralité ; je la lui ai demandée à deux genoux ;... si » vous aviez pu voir ce que j'ai souffert ces deux » jours, vous auriez eu pitié de moi (1). »

La crise est à son paroxysme ; la cour de Munich est sur le point de nous échapper. M. Otto court chez l'électeur, lui peint l'état d'oppression et d'ignominie

(1) Correspondance de M. Otto (Dépôt des Archives). Pelet de la Lozère, Opinions de Napoléon.

qui l'attend s'il reste un jour de plus à Munich : il l'émeut, il le trouble, et finit par le décider à fuir et à aller se placer sous la protection du premier et du deuxième corps qui s'avancent. Dans la nuit du 8 au 9 septembre, Maximilien abandonne son palais, sa capitale, et se retire avec sa cour, ses ministres et ses troupes, à Wurtzbourg. Le lendemain 9 septembre, les Autrichiens passèrent l'Inn et inondèrent la Bavière; il était trop tard.

Les ministres d'Autriche, de Russie et de France, suivirent l'électeur dans son nouvel asile et recommencèrent à se le disputer. Mais la rupture entre les cours de Vienne et de Munich était éclatante, consommée. Il ne s'agissait plus que de légaliser par les traités une situation nettement tranchée. D'ailleurs, Bernadotte et Marmont accouraient, l'un du Hanovre, l'autre de la Hollande. Leur présence mit un terme à toutes les irrésolutions du prince Maximilien : ses troupes opérèrent leur jonction avec les nôtres, et, le 12 octobre, il ratifia le traité provisoire qui avait été signé le 24 août à Munich. Par ce traité, l'empereur prit l'engagement de n'exiger aucune cession de territoire au-delà du Rhin et d'user, au contraire, de toute son influence pour étendre et arrondir convenablement le territoire bavarois. Afin de sauver l'honneur de l'électeur, il fut convenu, en vertu d'une disposition secrète, que le traité d'alliance serait daté de Wurtzbourg, le 23 septembre.

La levée du camp de Boulogne, qui avait précédé de douze jours le passage de l'Inn par les Autrichiens,

et la retraite de l'électeur de Bavière avaient complétement disloqué le plan des alliés. Mack n'avait plus de motifs pour s'engager plus avant. Au lieu de suspendre un mouvement qui n'avait plus de sens, il traversa la Bavière, courut jusqu'en Souabe, prit position sur l'Iller, entre Ulm et Memmingen, fit occuper les défilés de la forêt Noire, et poussa ses têtes de colonnes jusqu'à Stokack, marchant ainsi à la rencontre de son formidable ennemi, et étendant sans nécessité la distance qui le séparait des Russes.

L'Autriche s'était chargée toute seule de nous chasser de la Haute-Italie : aussi avait-elle concentré sur ce point ses plus grandes forces. 120,000 hommes campés sur la rive gauche de l'Adige étaient prêts à s'élancer de Vérone et à nous refouler au-delà du Mincio. L'archiduc Charles avait désapprouvé hautement la politique suivie par sa cour : il s'en était séparé avec éclat. Mais quand l'heure des combats fut venue, il mit au service de son pays son épée et ses talents ; le conseil aulique lui offrit et il accepta le commandement de l'armée d'Italie.

Une autre armée autrichienne forte de 35,000 hommes, commandée par l'archiduc Jean, occupait le Tyrol ; sa destination était de lier les communications de l'armée d'Allemagne avec celle d'Italie, et, selon l'occurrence des événements, de seconder les opérations de l'une ou de l'autre.

Les alliés avaient eu un moment la pensée de forcer le passage de la Suisse et de pénétrer par cette issue en France. Mais ayant modifié leur plan de

campagne, ils n'avaient plus d'intérêt à violer le territoire helvétique. La république fédérale réclamait le droit de rester neutre, et, à l'instigation de la France, elle avait appelé sous les armes tous les contingents des cantons ; elle en avait hérissé la frontière qui regarde le Tyrol. Les alliés évitèrent de s'attirer gratuitement sur les bras un nouvel ennemi. S'ils remportaient sur la France des succès décisifs, ils sauraient bien renverser une barrière qui n'aurait plus que d'impuissants défenseurs. D'un commun accord, toutes les puissances reconnurent la neutralité de la Suisse.

Napoléon avait opposé Masséna à l'archiduc Charles. Les exigences de son plan de guerre l'avaient mis dans l'impossibilité de rassembler sur l'Adige des forces proportionnées à celles des Autrichiens. Le 8 septembre, Masséna n'avait encore sous sa main que 30,000 hommes ; mais toutes les mesures étaient prises pour qu'avant peu de temps il en eût 50,000 : des renforts lui arrivaient de tous côtés. Ses instructions lui commandaient de se borner pour le moment à s'emparer de Vérone, à prendre devant cette place une forte position défensive, la droite appuyée à l'Adige et la gauche aux montagnes, et à attendre les événements. Napoléon avait calculé que l'archiduc Charles n'entreprendrait rien de décisif avant de connaître l'issue des premiers chocs qui allaient avoir lieu en Allemagne, et qu'aussitôt qu'il apprendrait la situation critique de Mack, il serait forcé d'envoyer au secours de ce feld-maréchal une partie de ses

meilleures troupes. Alors la disproportion qui existait entre les forces des deux armées en Italie cesserait, et Masséna pourrait prendre l'offensive.

Le corps d'armée sur lequel l'empereur avait le plus compté pour renforcer ce maréchal était celui de Gouvion Saint-Cyr qui occupait la presqu'île d'Otrante. Sa force était de 25,000 hommes ; mais il était lui-même fort compromis.

La reine de Naples s'était liée définitivement avec nos ennemis (1). Ni les prières ni les menaces n'avaient pu retenir cette téméraire princesse sur la pente qui l'entraînait vers les abîmes. 14,000 Russes et 6,000 Anglais devaient partir simultanément de Corfou et de Malte, débarquer dans le golfe de Naples, se réunir aux troupes napolitaines, former une masse de 50 à 60,000 hommes, écraser ou pousser devant eux les troupes de Gouvion Saint-Cyr, insurger les populations des Apennins, marcher sur le Pô inférieur et lier leurs mouvements à ceux de l'archiduc Charles. Un général russe, M. de Lascy, était arrivé à Naples vers le commencement de juin. Quelque soin qu'il eût pris pour cacher ses démarches à la surveillance de l'ambassade de France, le secret de sa mission avait transpiré. : on avait su qu'il était

(1) Une pièce sortie de la chancellerie autrichienne et qui a été rendue publique, le procès-verbal de la conférence tenue le 16 juillet 1805, à Vienne, entre le général Russe de Wintzingerode et les généraux autrichiens, atteste que le gouvernement des Deux-Siciles ne devait pas seulement favoriser le débarquement des alliés, mais concourir activement aux grandes opérations.

chargé de sonder le golfe et de déterminer, de concert avec la cour de Naples, le point sur lequel les troupes russes et anglaises devaient opérer leur débarquement.

Ainsi, c'en était fait, la reine s'était enrôlée sous les bannières de la coalition. Eût-il été possible de rompre ces nœuds? Restait-il encore quelques chances, sinon de l'avoir pour alliée, du moins de ne pas l'avoir pour ennemie? La chose est douteuse; en tout cas, ce n'était pas à M. Alquier qu'il eût fallu laisser la tâche si délicate d'opérer un rapprochement; cet ambassadeur avait porté dans sa mission trop de violence et de fiel. Sa sagacité même était un danger de plus : il ne pouvait plus être un instrument de conciliation, et l'on eût dit qu'il n'avait été maintenu dans son poste que pour envenimer les passions indomptées de la reine, et la pousser à quelque extrémité qui la perdît sans retour. Pour essayer de ramener la confiance dans cette âme fougueuse et ulcérée, il eût fallu un négociateur nouveau qui réunît la douceur et le charme de la parole à la pénétration et à la fermeté.

Le premier secrétaire d'ambassade, M. Édouard Lefebvre, ne se faisait point illusion sur le caractère de la reine : il savait combien était profonde son aversion pour la France, quelle témérité elle portait dans la direction de sa politique : mais elle était mère ; il pensait qu'à ce titre elle pourrait se laisser toucher. Chargé de la direction de l'ambassade pendant le voyage de M. Alquier à Milan, il avait tenté de loua-

bles efforts pour dissiper les préventions de cette princesse et lui inspirer une conduite plus mesurée. Il s'était attaché à la convaincre que l'empereur Napoléon n'avait point le dessein de détrôner sa famille, que si elle lui revenait sincèrement, loyalement, il oublierait tous ses torts et lui assurerait son amitié. Il ne lui dissimula pas que si elle persévérait dans la funeste voie où elle était engagée, elle se perdrait infailliblement; qu'en vain tenterait-elle de nous échapper ou de nous braver; qu'elle ne pourrait être sauvée, ni par la Russie qui était trop loin, ni par l'Autriche qui était trop timide, ni par l'Angleterre qui ne pouvait mettre à son service que ses vaisseaux. Pendant cet entretien, la reine était occupée à parfiler de l'or. Quand M. Lefebvre eut cessé de parler, elle leva la tête et tourna vers lui ce visage sillonné moins encore par le temps que par les soucis du trône : son regard avait en ce moment quelque chose de dur et de sinistre qui semblait dire que toutes ces explications arrivaient trop tard. M. Lefebvre voulut se retirer, mais la reine le retint et lui fit comprendre que ses sages conseils l'avaient émue et troublée. Elle parla avec amertume des Anglais : elle dit qu'elle avait peu d'estime pour cette nation de marchands, et finit par laisser pressentir qu'elle n'était pas éloignée de changer de système. Les voies semblaient ouvertes à un rapprochement, quand M. Alquier revint de Milan ; c'était le 5 juillet.

L'empereur n'avait encore que de vagues soupçons sur la nature et l'étendue des engagements que la cour

des Deux-Siciles avait pu former avec ses ennemis. Peut-être, dans sa pensée, l'arrêt fatal était-il déjà porté contre les Bourbons de Naples; mais c'était une mesure extrême qu'il entrait dans ses intérêts d'ajourner. Le plus pressant pour le moment était d'utiliser le corps de Gouvion Saint-Cyr et de l'envoyer au secours de Masséna. Il lui importait donc extrêmement que la cour de Naples restât neutre dans le conflit qui allait s'ouvrir, et M. Lefebvre, en tentant une démarche de conciliation, avait prévenu ses plus secrets désirs. Aussi, la dépêche de cet agent qui contenait le récit de son entretien avec la reine, fixa-t-elle l'attention de l'empereur. M. de Talleyrand en écrivit aussitôt à M. Alquier; il le pria de l'informer sans retard si les dispositions de la reine étaient telles que l'avait mandé le chargé d'affaires. Cette lettre parvint à l'ambassadeur dans la nuit même qui suivit son retour à Rome. Sa réponse ne se fit pas attendre : piqué que son secrétaire d'ambassade se fût fait l'instrument d'un rapprochement qu'il n'avait pu ou qu'il n'avait pas voulu opérer, il répondit que M. Lefebvre avait été trompé, que la reine n'était pas changée, qu'elle était, comme il l'avait toujours peinte, implacable contre la France et son empereur et livrée sans retour à nos ennemis.

Le lendemain, il se rendit au palais où il eut avec cette princesse une scène d'une violence extrême : il lui reprocha durement ses relations avec nos ennemis, et finit par lui prédire qu'elle attirerait sur sa tête et sur sa maison le juste courroux de l'empereur.

Selon son habitude, la reine s'emporta et pleura.

M. Alquier était convaincu que l'intérêt de la France exigeait que la dynastie des Bourbons de Naples descendît du trône. « Si les choses sont mal ici, » écrivait-il le 31 août, « le mal est dans les maîtres. Il n'y a » rien non plus à attendre du prince héréditaire : l'a-» venir est fermé pour nous, on sera constamment » opposé à notre système ; il est donc désirable que » le gouvernement de ce pays passe en d'autres » mains (1). »

Dans l'état présent des choses, rien n'était plus propre à contrarier les plans militaires de l'empereur que l'éclat imprudent que venait de faire M. Alquier. Il fallait prendre un parti et surtout se hâter. M. de Talleyrand invita l'ambassadeur de Naples, le marquis de Gallo, à passer chez lui, et lui présenta à signer une convention toute rédigée, lui déclarant qu'il fallait choisir sur l'heure entre la guerre et la neutralité. Le marquis de Gallo avait été laissé par sa cour dans une ignorance absolue des engagements qu'elle avait contractés avec l'Angleterre et la Russie : il n'osa prendre sur lui la responsabilité d'un refus, et signa, le 21 septembre, le traité qui lui était imposé.

En vertu de cet acte, l'empereur s'engageait à évacuer immédiatement le royaume de Naples. De son côté, le roi des Deux-Siciles promettait de rester neutre dans la présente guerre, et, si quelque corps de troupes appartenant à l'une des parties belligérantes se

(1) Dépôt des Archives des affaires étrangères.

présentait pour débarquer sur son territoire de s'y opposer de toutes ses forces. Le roi s'engageait en outre (article secret) à ne jamais reconnaître la souveraineté des Anglais sur l'île de Malte, à moins que la France ne la reconnût elle-même, et à tenir écarté de ses conseils le chevalier Acton.

Quand la reine eut pris connaissance du traité que son ambassadeur venait de signer à Paris, elle tomba dans un sombre abattement. Sa position était cruelle. Depuis plusieurs mois, elle s'était liée avec l'Angleterre et la Russie : elle avait conjuré ces puissances de venir la délivrer de la présence des Français ; elles avaient accueilli ses vœux, rassemblé à grands frais des troupes à Corfou et à Malte : ces troupes étaient sur le point de s'embarquer ; et, sans y avoir été préparée, elle apprend que Napoléon vient soudainement, violemment, de l'enchaîner par un traité de neutralité : ou plutôt, ce n'est point la neutralité qu'il lui a imposée, c'est l'alliance abhorrée de la France ; c'est la guerre contre ces mêmes alliés auxquels elle a déjà engagé sa foi ; car il est évident qu'ils ne se laisseront point arrêter par le traité du 21 septembre, qu'ils poursuivront l'exécution de leurs desseins, et la mettront bientôt dans l'alternative de se joindre à eux ou de les combattre. D'un autre côté, si elle désavoue le marquis de Gallo, elle se met en guerre avec la France, et la guerre, c'est l'occupation de sa capitale, la perte de sa couronne, l'exil et toutes ses douleurs. Le général Gouvion Saint-Cyr avait reçu l'ordre, dans le cas où le gouvernement napolitain re-

fuserait de ratifier le traité du 21 septembre, de marcher immédiatement sur Naples : il devait s'emparer des forts et des arsenaux, disperser et dissoudre l'armée royale, abattre le gouvernement et organiser une régence provisoire. Ainsi, d'un côté le parjure, le déshonneur, de l'autre la ruine de sa maison. La reine passa de longs jours dans de cruelles angoisses : elle ne pouvait se décider; enfin l'amour de ses enfants l'emporta : elle courba la tête sous la loi de la force : le 19 octobre, le roi de Naples ratifia le traité du 21 septembre. Aussitôt cet acte consommé, Gouvion Saint-Cyr quitta le midi de l'Italie et vola au secours de Masséna.

L'Autriche, en envahissant la Bavière, avait pris l'initiative des hostilités. Le 23 septembre, Napoléon se rendit au sénat et lui annonça que tout espoir de maintenir la paix était détruit, que la guerre était commencée et qu'il allait partir pour se mettre à la tête de son armée. Il termina son discours par ces belles et électriques paroles : « Français, votre em-» pereur fera son devoir, mes soldats feront le leur, » vous ferez le vôtre. »

Il compléta par une série de mesures son système d'armements : il demanda au sénat 80,000 conscrits sur la levée de 1806. C'était là une grave innovation : au corps législatif seul appartenait le droit de décréter les levées de conscription ; mais ce corps n'était point rassemblé : la crise était imminente, les besoins urgents : avant tout, il fallait pourvoir à la sûreté du

pays. La loi de salut fit taire la constitution, et le sénat accorda ce que lui demandait son empereur. Trois corps d'armée de réserve furent organisés, le premier dans les départements de la Somme et de l'Escaut, les deux autres à Mayence. Un décret remit en vigueur, sous le nom de cohortes et de légions, l'institution des gardes nationales. Les cohortes durent s'organiser sur toute la ligne de nos frontières continentales, depuis le Pas-de-Calais jusqu'au lac de Genève. C'était une force défensive de 100,000 hommes qui, le cas échéant, nous permettait de mobiliser au-dehors toutes nos troupes régulières.

L'armée destinée à opérer en Allemagne présentait un effectif de 190,000 hommes et était divisée en sept corps. La réunion des Bavarois, des Wurtembergeois, des troupes de Bade et de Hesse-Darmstadt la porta plus tard à 220,000 hommes. Le premier corps qui occupait le Hanovre, sous les ordres du maréchal Bernadotte, dut se diriger par Gœttingue sur Wurtzbourg. Le général Marmont, qui commandait le deuxième corps, dut se porter de la Hollande aussi sur Wurtzbourg, en passant par Utrecht et Mayence. Les troisième, quatrième, cinquième et sixième corps qui formaient le camp de Boulogne, le septième corps qui était à Brest, enfin la garde et les réserves de cavalerie, furent dirigés sur Haguenau, Strasbourg et Schelestadt.

La pensée fondamentale du plan conçu par l'empereur était d'arriver à l'improviste avec toutes ses forces sur le haut Danube, d'y surprendre l'armée du feld-maréchal Mack, avant qu'elle se fût repliée sur

les Russes, de la prendre à revers, de la couper de Vienne et de Kutusof, et de l'écraser avant l'arrivée de ses auxiliaires. Le succès de ce plan dépendait surtout de la précision avec laquelle Bernadotte et Marmont exécuteraient leurs mouvements.

Conformément aux ordres de l'empereur, Bernadotte évacua le Hanovre dans les premiers jours de septembre, à l'exception de la forteresse de Hameln où il laissa une garnison de 3,000 hommes afin de constater les droits de la France sur l'électorat. Pour mieux dissimuler la direction de son corps, il annonça à l'électeur de Hesse-Cassel qu'il ramenait ses troupes en France, que le corps de Marmont venait le remplacer, et il lui demanda le passage sur son territoire. Mais, au lieu de se diriger sur le Rhin, il se porta vivement sur Wurtzbourg où l'attendaient l'électeur de Bavière et son armée, et où bientôt il fut rejoint par le deuxième corps, ce qui porta la totalité des forces réunies sur ce point à 62,000 hommes. Il en prit le commandement et continua sa marche sur le Danube.

Davoust (troisième corps) passa le Rhin, le 26 septembre, à Manheim, et se dirigea sur Œttingen. Le même jour, Soult (quatrième corps) et Ney (sixième corps) effectuèrent leur passage, l'un à Spire, l'autre vis-à-vis de Carlsruhe, et se portèrent sur Donawerth et Dillingen. Les parcs d'artillerie et les magasins furent dirigés sur Nordlingen.

Ainsi, tandis que le feld-maréchal Mack se laissait

emporter jusqu'en Souabe, l'armée française, pivotant sur sa droite, reliait son mouvement à celui de Bernadotte et manœuvrait pour passer le Danube derrière les Autrichiens et les couper des Russes. Afin de leur cacher son dessein, Napoléon simula une attaque sur leur front. Murat, à la tête de 7,000 chevaux, et Lannes avec le cinquième corps, passèrent le Rhin le 27 septembre, et se portèrent droit devant eux sur Renchen et Hornberg, comme s'ils voulaient forcer les défilés de la forêt Noire. Mack donna dans le piége ; il ne s'aperçut pas que cette démonstration n'était qu'un rideau destiné à masquer le grand mouvement de conversion de notre armée, et il persista à garder ses positions.

L'empereur avait quitté Paris le 25 septembre et passé le Rhin le 1er octobre. Il se porta avec sa garde, le corps de Lannes et la cavalerie de Murat, sur Stuttgard, où il se livra à de fausses manœuvres, dans le but de dérober à l'ennemi la marche de ses colonnes sur Donawerth.

Uni par le sang à l'empereur Alexandre, l'électeur de Wurtemberg avait évité jusqu'alors de prendre couleur. C'était au plus heureux et au premier occupant à le faire décider. Comme il désirait se ménager avec tout le monde, il voulut constater qu'il avait fallu lui faire violence pour l'entraîner ; en conséquence, il fit fermer les portes de sa capitale aux troupes du maréchal Ney qui durent les enfoncer avec du canon. L'arrivée de l'empereur fit cesser une comédie dont personne n'était dupe. Il signa, le 5 oc-

tobre, avec l'électeur un traité d'alliance par lequel ce prince s'engagea à lui fournir, pendant toute la durée de la guerre, un contingent de 8,000 hommes.

La réunion du premier, du deuxième corps et des Bavarois à Wurtzbourg aurait dû ouvrir les yeux au feld-maréchal Mack; mais il persista dans son aveuglement : il crut que Bernadotte n'avait été placé à Wurtzbourg que pour surveiller et contenir la Prusse, et le bandeau ne commença à lui tomber des yeux que lorsqu'il apprit l'arrivée de ce maréchal à Eichstedt et à Donawerth.

La route directe de Wurtzbourg à Eichstedt traverse le margraviat d'Anspach, qui appartenait à la Prusse. Napoléon avait à résoudre une question bien délicate, question qui avait deux faces, l'une militaire, l'autre politique. Bernadotte, trouvant sur son passage le territoire d'Anspach, devait-il le forcer, ou faire un détour par Nuremberg? Dans le premier cas, la neutralité de la Prusse était violée; mais le plan de l'empereur s'exécutait avec une précision merveilleuse : Bernadotte arrivait à temps sur les derrières de Mack, qui, saisi à l'improviste dans ses cantonnements sur l'Iller et coupé de Kutusof, se trouvait placé entre les fourches caudines ou une fuite précipitée à travers le Tyrol. Dans le second, nous évitions tout démêlé avec la Prusse, mais l'unité de marche de nos colonnes était rompue : Bernadotte perdait un jour ou deux, et ce retard suffisait peut-être pour sauver Mack et son armée : Napoléon se voyait arracher le

fruit de ses savantes et rapides manœuvres : sa proie lui échappait.

Une politique sage et contenue conseillait le premier parti ; la passion de vaincre conseillait le second. Il était beau sans doute d'anéantir en quelques jours une armée de 80,000 hommes, de pénétrer d'un seul coup jusqu'au cœur de son ennemi ; mais il était désastreux de sacrifier à ce résultat des relations pacifiques et amicales avec une puissance comme la Prusse. Il y allait de notre sécurité présente, plus tard peut-être de notre existence.

Ainsi, deux hommes se trouvaient en quelque sorte aux prises dans la personne de Napoléon, l'homme d'état et l'homme de guerre : c'est l'homme d'état qui succomba. Il avait pris la mesure du roi, et il savait tout ce qu'il pouvait oser. «L'intention de l'empereur,» écrivit le major-général au maréchal Bernadotte, le 28 septembre, « est que vous vous dirigiez sur Eich-» stedt avec votre corps d'armée en suivant la route » d'Anspach, que vous soyez arrivé le 8 octobre à » Eichstedt, et que le général Marmont soit arrivé le » 7 à Truchsingen. »

Sans doute, Napoléon pouvait alléguer pour sa justification l'isolement du margraviat, jeté, pour ainsi dire, au milieu des forces belligérantes, l'impossibilité qu'il fût respecté, quand de la violation de son territoire dépendait le triomphe ou le salut d'une armée ; la nécessité où s'était trouvée la Prusse, dans la dernière guerre, d'en livrer le passage à tous les belligérants ; enfin, l'exemple récent des Bavarois, qui, en

se retirant sur Wurtzbourg, avaient, les premiers, traversé la principauté, et celui d'une colonne autrichienne qui les y avait poursuivis. Mais, d'un autre côté, il aurait dû tenir compte des penchants secrets qui poussaient Frédéric-Guillaume vers l'empereur Alexandre, de l'ascendant que la reine exerçait sur le roi, de la force de jour en jour plus grande que prenait à Berlin la faction coalitionnaire. Il devait s'attendre qu'elle s'emparerait de la violation du territoire d'Anspach pour exaspérer les esprits contre nous, et, d'une combinaison stratégique, en faire un dessein prémédité d'infliger un mortel affront à l'honneur de la couronne. L'exemple donné par les Bavarois et les Autrichiens ne l'autorisait point à les imiter. La Prusse était placée trop haut pour qu'un électeur de Bavière, fuyant à travers son territoire, pût la compromettre dans l'estime du monde : le détachement autrichien pouvait objecter l'ardeur de la poursuite. Mais l'empereur Napoléon donnant froidement, silencieusement à l'un de ses maréchaux placé à la tête d'un corps de 60,000 hommes, l'ordre de fouler aux pieds la neutralité du margraviat, voilà ce qui était grave, voilà ce qui, dans le langage de nos ennemis, pouvait passer pour un outrage sanglant. Nous n'aurons que trop tôt l'occasion de raconter les suites de ce déplorable incident.

Du 6 au 8 octobre, 180,000 hommes traversèrent le Danube sur quatre points différents ; Bernadotte et les Bavarois à Ingolstadt ; Davoust et Marmont à Neubourg ; Soult, Lannes, Ney, Murat et la garde à Do-

nawerth et à Dillingen. Le général Kienmayer était chargé de la garde des ponts du Danube : surpris soudainement par l'irruption des colonnes françaises, il n'eut que le temps de fuir au plus vite et de se rejeter avec 12,000 hommes au-delà de l'Iser.

Il s'agissait de prendre à revers l'armée autrichienne, et de lui fermer les routes de la Bavière et du Tyrol. Bernadotte se porta par une marche rapide d'Ingolstadt sur Munich; Marmont et Soult s'avancèrent sur Augsbourg ; Lannes, Murat et Napoléon en personne sur Zusmershausen. Le maréchal Ney fut laissé sur la rive gauche du fleuve avec 40,000 hommes. Le torrent eut bientôt inondé tout le pays situé entre Ulm et Augsbourg, et intercepté les routes de la Bohême et de la Bavière. Une issue restait encore au feld-maréchal Mack pour s'échapper : c'était la route du Tyrol, qui avait l'avantage de le relier aux archiducs Jean et Charles. Mais il n'admit pas que ce fût l'empereur en personne qui se précipitait sur ses derrières; il crut n'avoir affaire qu'au corps de Bernadotte : il s'obstina à garder ses positions sur l'Iller, fit volte-face, rappela à lui les corps qui occupaient les défilés de la forêt Noire, appuya sa droite à Memmingen, sa gauche à Ulm, et s'avança contre les colonnes françaises qu'il supposait être celles du premier et du deuxième corps. Le général Auffenbourg, à la tête de douze bataillons de grenadiers, ouvrait la marche. Arrivé à Wertingen, ce corps d'avant-garde vint se heurter contre la cavalerie de Murat, qui se portait sur Zusmershausen : les Français l'assaillirent avec furie,

lui prirent toute son artillerie et 4,000 grenadiers; au bout de quelques heures, ce fut un corps anéanti.

Le combat de Wertingen ouvrit enfin les yeux au feld-maréchal Mack. Mais au lieu d'embrasser sur l'heure un parti décisif, de s'échapper par le Tyrol, ou de nous livrer une grande bataille, il persista à rester dans Ulm. Sa position s'aggravait d'heure en heure : enfin il résolut de s'ouvrir le chemin de la Bohême. Il porta 10,000 hommes sur Guntzbourg pour contenir le maréchal Ney, et fit attaquer par 25,000 hommes la position d'Albeck, qui commande la route de Bohême. 6,000 hommes seulement, sous les ordres de Dupont, défendaient les hauteurs d'Albeck. Assailli au village d'Hasslac par une force quadruple de la sienne, ce général fit des prodiges. Sa mission était aussi grande que périlleuse : s'il eût fléchi, il aurait découvert la route de la Bohême, et l'armée autrichienne nous eût échappé tout entière. Il prit une contenance fière, se multiplia par son activité et son courage, força l'ennemi à rentrer dans la place, et, la nuit venue, il reprit les positions qu'il occupait la veille à Albeck.

Tandis que l'empereur pressait au centre et sur sa droite l'investissement d'Ulm, il prolongeait sa gauche jusqu'à la route du Tyrol et fermait à l'ennemi sa derniere voie de retraite. Le 11 octobre, le maréchal Soult arriva sous les murs de Landsberg, y défit le régiment de cuirassiers du prince Ferdinand, s'empara sans coup férir de la place, se porta de Landsberg sur Memmingen, qui lui ouvrit ses portes; puis,

sans s'arrêter, il poussa ses colonnes sur Ohcsenhausen, Biberach et Achstetten, et, par ces manœuvres rapides, il compléta, du côté du Tyrol, l'investissement d'Ulm.

Cependant les Russes s'approchaient ; déjà leurs têtes de colonnes avaient dépassé Lintz ; 33 bataillons détachés, comme l'avait prévu Napoléon, de l'armée du prince Charles, accouraient au secours de Mack, sous les ordres du général comte de Merfeldt. Toutes ces forces, réunies à celles du général Kienmayer, pouvaient composer un effectif de 80,000 hommes. L'empereur comptait bien que Mack aurait mis bas les armes avant qu'elles eussent débouché en Bavière : néanmoins sa prévoyance admit toutes les éventualités. Davoust et Bernadotte furent chargés, avec 55,000 hommes, d'occuper la Bavière et d'arrêter Kutusof s'il se présentait avant que la place d'Ulm eût capitulé.

La ligne française qui enveloppait cette place formait un arc immense dont le Danube était la corde, et dont le sixième corps (Ney) et le quatrième (Soult) tenaient les deux extrémités : l'empereur, avec le gros de son armée, était au centre. Le 12, il resserra la ligne du blocus, et, le 14, il fit attaquer la place sur tous les points.

La position de Mack était désespérée : 60,000 hommes etaient entassés dans une ville qui ne possédait de munitions et de vivres que pour une garnison ordinaire. Déjà les subsistances commençaient à devenir rares, et les fourrages manquaient absolument. Il fal-

lait prendre un parti, s'ouvrir un passage l'épée à la main vers la Bohême ou vers le Tyrol, sacrifier, s'il le fallait, une moitié de l'armée pour sauver l'autre, ou se rendre. Le premier parti n'était exécutable qu'autant que Mack y emploierait tous ses corps: mais il prit une résolution étrange; il décida que l'archiduc Ferdinand, avec 25,000 hommes seulement, tenterait de forcer le passage d'Albeck et que le reste se dévouerait à la défense de la place. Afin de faciliter la sortie du prince et d'occuper les troupes du maréchal Ney, Mack fit occuper l'abbaye d'Elchingen, sur la rive gauche du fleuve, par 15,000 hommes sous les ordres du général Laudon. Ce corps ne put s'y maintenir. Le 14, au matin, Ney fondit sur lui avec une vigueur incomparable, et, après trois heures de combat, le contraignit de rentrer dans la place. L'archiduc Ferdinand fut plus heureux : le 14, à la pointe du jour, il fondit, à la tête des divisions Verneck et Hohenzollern, sur le corps du général Dupont, qu'il mit en grand péril : cette troupe d'élite allait succomber sous le nombre lorsque l'empereur envoya Murat à son secours : ce maréchal arriva à temps pour dégager Dupont, mais trop tard pour fermer aux deux divisions autrichiennes la route de la Bohême. Elles s'échappèrent et gagnèrent Heidenheim, poursuivies sans relâche par la cavalerie de Murat, les troupes de Dupont et les grenadiers d'Oudinot.

La ville d'Ulm est dominée, sur la rive gauche, par le Michelsbourg et le Frauenberg, qui avaient été con-

verts d'ouvrages et d'artillerie : une fois ces positions enlevées, la ville était à nous. Le 15 octobre, l'empereur les fit attaquer avec furie, et, au bout de quelques heures de combat, l'ennemi, vaincu, frappé de terreur, nous les abandonna. Toute l'armée demandait l'assaut : Napoléon retint la fougue de ses soldats, et les fit replier sur les hauteurs qu'ils venaient de conquérir avec tant de courage. C'en était fait de l'armée autrichienne : toute voie de salut lui était fermée; il fallait mourir ou se rendre.

Le 16, après avoir fait la démonstration d'un assaut, l'empereur envoya le colonel Philippe de Ségur sommer le feld-maréchal Mack de livrer les clefs de la place ; mais celui-ci, toujours abusé, croyait que les Russes n'étaient plus qu'à quelques marches d'Ulm : il hésitait ; il annonçait la résolution de ne se rendre que si, au bout de huit jours, il n'était pas secouru. L'empereur n'en accordait que six ; il était impatient d'en finir : la pluie tombait par torrents, et depuis plusieurs jours son armée se battait et couchait dans la boue. Afin d'abréger les négociations, il fit prier le prince de Lichstenstein de venir conférer avec lui dans sa tente. Il lui démontra que la position du feld-maréchal Mack et de son armée était désespérée, que les Russes étaient encore loin, que, fussent-ils sur les frontières de la Bavière, nous avions dans ce pays des forces suffisantes pour les contenir, qu'enfin, si on l'y forçait, il traiterait l'armée autrichienne comme il avait traité la garnison de Jaffa.

Rien ne fut résolu ce jour-là : le lendemain, nou-

velle sommation de se rendre : il fut déclaré au feld-maréchal Mack que tout était prêt pour l'assaut, et que s'il ne se rendait pas immédiatement nos canons allaient foudroyer la ville. Mack céda enfin et signa une capitulation en vertu de laquelle il fut convenu que si, jusqu'au 25 octobre avant midi, il se présentait des troupes russes ou autrichiennes pour débloquer la place, la garnison aurait la faculté de se retirer avec armes et bagages et de se réunir à ces troupes. Dans le cas contraire, la place serait remise à l'armée française avec tous ses magasins et toute son artillerie ; la garnison rendrait ses armes ; les soldats et sous-officiers seraient envoyés en France comme prisonniers de guerre ; les officiers seraient renvoyés en Autriche, sur parole.

De toute cette belle armée destinée à couvrir les États héréditaires, 25,000 hommes seulement avaient pu s'échapper du réseau formidable dans lequel Napoléon l'avait saisie et enveloppée. L'Autriche n'eut pas même la consolation de sauver ce précieux débris. Murat, Dupont et les grenadiers d'Oudinot atteignirent et défirent, à Langueneau, l'arrière-garde des divisions Verneck et Hohenzollern, les battirent de nouveau à Neresheime et leur prirent, le jour même où Mack capitulait, tous leurs fourgons et leurs canons. Enfin, le 19, ils les entourèrent près de Nordlingen et les obligèrent, par la capitulation de Trochtelfingen, à se rendre à discrétion. Le prince Ferdinand échappa à ce dernier désastre. Après le combat d'Albeck, il s'enfuit à toute bride, avec

2,000 chevaux, sur Donawerth par Alen et Nordlingen, passa l'Altmuhl et se réfugia en Bohême.

Lorsque l'empereur eut appris le sort des divisions Verneck et Hohenzollern, il invita le feld-maréchal Mack à se rendre en personne dans son camp; il mit sous ses yeux la capitulation de Trochtelfingen, l'initia à la position de tous ses corps, lui montra la Bavière occupée par 60,000 hommes, les débouchés du Tyrol gardés par les troupes du maréchal Soult, l'impossibilité que, sur aucun point, Ulm pût être débloquée dans le délai convenu; il finit par conclure qu'il était inutile de prolonger les angoisses et les privations de cette ville et de l'armée autrichienne. Mack, troublé, fasciné, céda à ces démonstrations et livra les clefs de la place. Ce fut une grande faute : non que la première capitulation lui laissât la moindre chance d'être secouru; mais elle arrêtait jusqu'au 25 octobre la marche de l'armée victorieuse; elle l'enchaînait aux pieds des murailles de la ville, sur un terrain ravagé et fangeux; elle donnait à la seconde armée russe qui traversait en ce moment la Gallicie, et à l'archiduc Charles, le temps d'effectuer leur jonction, peut-être même de nous prévenir à Vienne. Ces résultats eussent été d'une grande importance; avec un peu plus de fermeté, il eût été assuré de les obtenir.

Le 20, au matin, 33,000 Autrichiens défilèrent et déposèrent leurs armes aux pieds de l'empereur et de son armée ivre d'orgueil et de joie. Parmi les trophées, on comptait quarante drapeaux et soixante pièces de ca-

non attelées. Napoléon, placé sur une éminence, avait appelé près de lui Mack et les autres généraux ennemis : il les accueillit avec les égards dus au malheur, conversa longtemps avec eux, puis il prononça ces paroles menaçantes : « Je donne un conseil à mon frère l'em» pereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix ;
» c'est le moment de se rappeler que tous les empires
» ont un terme : l'idée que la fin de la dynastie de la
» maison de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer. Je
» ne veux rien sur le continent ; ce sont des vaisseaux,
» des colonies, du commerce que je veux, et cela
» vous est avantageux comme à nous. »

On lui a reproché ces paroles comme une insulte cruelle jetée, dans un délire d'orgueil, à la face de son ennemi vaincu. L'histoire, plus équitable, n'y verra qu'une manœuvre de guerre, un moyen d'intimider l'empereur d'Autriche, et de le contraindre, par l'appréhension d'une plus grande infortune, à se séparer de la Russie et à demander la paix.

Le général comte de Giulay fut autorisé à se rendre directement à Vienne, pour instruire son souverain de la situation dans laquelle il avait laissé les choses, et des dispositions personnelles de l'empereur Napoléon à ouvrir des négociations.

Dans le plan primitif arrêté entre les coalisés, c'était en Italie que l'Autriche se proposait de frapper les grands coups : aussi avait-elle réuni sur l'Adige l'élite de ses troupes. L'armée du prince Charles était magnifique. Le prince devait prendre l'offensive, nous chasser de la rive droite de l'Adige, nous rejeter

au-delà de la Chiesa, et investir Mantoue. Mais l'irruption soudaine de l'armée de Boulogne en Souabe, et l'obligation où s'était trouvé l'archiduc d'envoyer trente-trois bataillons au secours de Mack, avaient paralysé ses mouvements. La campagne d'Italie n'était plus qu'un accessoire de celle d'Allemagne. Par une convention tacite, Masséna et le prince Charles restèrent en présence et ajournèrent leurs chocs jusqu'à la connaissance des événements de Souabe. Masséna se borna, comme le lui ordonnaient ses instructions, à s'emparer du pont de Vérone, afin de se trouver en mesure d'opérer, quand il en serait temps, sur les deux rives de l'Adige.

Le 28 octobre, il apprit les victoires de l'empereur, le désastre de Mack, la capitulation d'Ulm, et annonça ces grands événements à son armée, dont ils enflammèrent l'ardeur. Prévoyant que l'archiduc allait voler à la défense de Vienne, il résolut de fondre sur lui, et de jeter le désordre dans sa retraite. Une suite de collines en forme de gradins, dont le village de Caldiero forme le centre, coupe la grande route de Vérone à Vicence et s'étend depuis Colognola jusqu'au Bas-Adige. L'archiduc les avait couvertes d'ouvrages liés entre eux par des retranchements fraisés et palissadés. Le 29, au matin, Masséna, bien qu'il n'eût que 50,000 hommes à opposer à 80,000 retranchés derrière ces remparts formidables, se précipita à la tête des colonnes du centre, sur Caldiero, tandis que ses deux ailes, conduites, la droite par Verdier, la gauche par Molitor, manœuvrèrent pour déborder

les deux ailes de l'ennemi. La lutte fut terrible et dura trois jours. Nos soldats, stimulés par le récit des grandes choses que venait d'accomplir l'armée d'Allemagne, impatients de lui opposer leurs propres trophées, se ruèrent avec furie sur les retranchements de Caldiero. Mais, dans les journées du 29 et du 30 octobre, leur courage vint se briser contre ces terribles redoutes. De leur côté, Verdier et Molitor ne purent déborder les ailes de l'ennemi. Mais le 31, Verdier, plus heureux, réussit enfin à forcer le passage de l'Adige, en sorte que l'armée française se trouva maîtresse des deux rives. La nuit vint mettre un terme à cette longue et meurtrière bataille. Masséna et l'archiduc s'attribuèrent l'un et l'autre la victoire, bien qu'il n'y eût ni vainqueurs ni vaincus, mais une déplorable effusion de sang. Ces trois jours nous coûtèrent environ 6,000 hommes. Napoléon n'en avait pas sacrifié autant pour anéantir toute l'armée de Mack.

Le 1er novembre, l'archiduc commença son mouvement de retraite, et Masséna s'élança à sa poursuite avec la fougue qui le caractérisait. Le prince traversa au pas de course Montebello, nous arrêta un jour à Vicence, pour faire reposer son armée, épuisée par cinq jours de combats et de marche, franchit la Brenta, passa à Trévise sans s'arrêter, jeta dans Venise dix-huit bataillons, sous les ordres du général Bellegarde, et ne ralentit sa course qu'après avoir mis la Piave entre lui et son ennemi. Il espérait que Masséna n'oserait s'engager plus avant, ayant derrière

lui les dix-huit bataillons de Bellegarde : mais ce maréchal fit masquer Venise par la division Verdier, qui fut plus tard relevée par le corps de Gouvion Saint-Cyr, ne laissa pas un instant de repos à l'archiduc, franchit la Piave après lui, le poursuivit jusque sur le Tagliamento, et, par cette marche rapide et brillante, se maintint constamment sur la ligne des opérations de la grande armée.

CHAPITRE XV.

Impression déplorable produite à Berlin par la nouvelle de la violation du territoire d'Anspach. — Soulèvement des esprits. — Intrigues du parti coalitionnaire : le roi cède aux passions déchaînées : il arme contre la France. — Arrivée soudaine de l'empereur Alexandre à Berlin. — Effet produit sur le roi par la nouvelle du désastre de Mack. — Arrivée de l'archiduc Antoine à Berlin. — Convention signée le 3 novembre à Potsdam. — Mission de M. d'Haugwitz auprès de l'empereur Napoléon. — Visite au tombeau du grand Frédéric : adieux. — Opérations navales. — Bataille de Trafalgar.

Les joies du triomphe que l'empereur venait de remporter à Ulm ne devaient pas être sans mélange d'amertume. Presque au même moment où ses armes détruisaient l'avant-garde de la coalition, la fortune lui faisait expier cruellement ses faveurs ; elle le frappait à la fois à Berlin, dans sa politique, et à Trafalgar, dans sa marine.

L'empereur Alexandre avait appris à Brezecs le refus de Frédéric-Guillaume d'accorder aux Russes

le passage à travers la Silésie. Il ne s'était pas attendu à tant de fermeté de la part de ce prince: il eut peur de l'avoir blessé, et il lui écrivit aussitôt une lettre remplie des protestations les plus vives de son respect pour l'indépendance de son territoire, désavoua toute parole qui aurait pu offenser sa délicatesse, et le pria, avec de nouvelles et plus vives instances, de lui accorder une entrevue. Le jeune prince Dolgorouki, un de ses aides de camp, fut chargé de porter cette lettre à Berlin.

L'énergie de Frédéric-Guillaume avait été épuisée par sa ferme et loyale réponse à l'empereur Alexandre, et il n'était pas sans ressentir un fond d'inquiétude de l'effet qu'elle avait pu produire. La lettre du czar lui causa une vive et secrète joie. Mais, attentif à n'altérer par aucune démarche compromettante ses rapports de neutralité amicale et pacifique avec l'empereur Napoléon, il déclina pour la seconde fois l'entrevue demandée. Il venait de congédier le prince Dolgorouki, et se croyait enfin sorti des passes dangereuses au milieu desquelles il lui fallait gouverner, quand un courrier de la régence d'Anspach vint lui apprendre que le maréchal Bernadotte avait méconnu la neutralité du margraviat et forcé le passage.

Depuis six mois, ce prince avait mis son honneur à repousser tous les efforts tentés de part et d'autre pour l'entraîner sur les champs de bataille : il n'avait pas failli un seul jour, du moins dans ses actes officiels, au système d'impartiale neutralité dont il avait fait le principe régulateur de sa politique : il avait le

droit de compter qu'à leur tour les puissances belligérantes éviteraient de porter la moindre atteinte à l'indépendance de son territoire. Il est donc certain que la violation du territoire d'Anspach recevait de la situation délicate dans laquelle se trouvait ce prince une extrême gravité. En l'apprenant, il fut saisi de douleur et de colère : son premier mouvement fut d'arrêter la marche des corps qui se rendaient en Poméranie et dans la Pologne prussienne, et de leur donner une direction offensive contre la France. Pendant plusieurs jours, les portes de son palais furent interdites à M. de Laforest et au grand-maréchal : l'on alla même jusqu'à mettre en délibération s'il ne leur serait pas signifié de quitter sur-le-champ Berlin. L'émotion, gagnant de proche en proche, envahit bientôt les salons et l'armée. Hier encore, l'opinion semblait pencher vers la France : c'est la France qu'elle prend aujourd'hui pour l'objet de sa haine. Partout, l'on n'entend plus qu'un cri, cri de fureur et de guerre contre nous. Le duc de Brunswick, jusqu'alors si réservé, le vieux maréchal de Mollendorff, l'un des partisans les plus prononcés de l'alliance française, mêlent leurs clameurs à celles des jeunes officiers, et disent bien haut qu'il faut nous demander raison de l'affront qui vient d'être fait à l'honneur de la monarchie. Au milieu de cette exaltation, les amis de la paix, les esprits sages et maîtres d'eux-mêmes n'osent élever la voix.

Le chef du cabinet, le baron de Hardemberg, avait administré les deux margraviats d'Anspach

et de Bayreuth ; cette circonstance nous devint funeste. Il se regarda comme personnellement outragé par la violence qui venait d'être faite à la première de ces principautés. Peut-être aussi voulait-il se faire pardonner par la reine ses récents efforts en faveur de l'alliance française : il s'embla prendre à tâche d'envenimer la passion publique, et, à dater de ce jour fatal, il devint à Berlin l'adversaire le plus véhément de nôtre politique.

Napoléon avait écrit au roi, au sujet de l'affaire d'Anspach. Au lieu de se confondre en excuses ou de tout rejeter sur le maréchal Bernadotte, il avait affecté de traiter la violation du margraviat comme une chose de mince importance. Cette lettre produisit un effet déplorable : elle ajouta à l'exaspération de Frédéric-Guillaume et de ses ministres, qui crurent y voir une nouvelle marque de dédain. « Le roi de » Prusse n'est point un roi de Naples, dit M. Hardemberg à M. de Laforest, et s'il avait la faiblesse » de s'y résigner, tout ce qu'il y a d'hommes d'hon» neur en Prusse lui rappelleraient la dignité de son » rang. »

Comme il était aisé de le prévoir, le parti coalitionnaire ne manqua pas d'exploiter à son profit l'événement d'Anspach. Le roi n'avait pas cessé de dire qu'il se prononcerait contre le premier qui attaquerait sa neutralité. Les ministres de Russie, d'Autriche et d'Angleterre vinrent, pour ainsi dire, le sommer de tenir sa parole. C'était un tel concours d'efforts, de déclamations et de séductions qu'un esprit plus ferme

que le sien y eût difficilement résisté. A ce déchaînement universel, le grand maréchal et M. de Laforest opposèrent les seuls arguments qui pouvaient atténuer les torts de Napoléon. Ils rappelèrent que, dans la dernière guerre, le père du roi, Frédéric-Guillaume II, voulant épargner à ses principautés de Franconie une violation en quelque sorte inévitable, avait pris le parti d'en délivrer le passage à tous les belligérants, n'y mettant d'autre condition que de ne pas s'y arrêter et de payer tous les frais du passage. » L'empereur avait dû croire qu'il en serait de même » dans la guerre présente.» Ils insistèrent surtout avec beaucoup de force sur ce fait, que les Bavarois et les Autrichiens avaient, les premiers, violé le territoire du margraviat. « C'était donc comme un pays ouvert » à tout le monde : la France devait-elle seule le res- » pecter, quand ses alliés et ses ennemis l'avaient » violé avant elle ? » Assurément, ces explications étaient de nature à faire impression : en des temps plus calmes, on les eût écoutées. Le roi, plus que personne, était en mesure de les apprécier ; car, à l'exemple de son père, il avait eu la pensée d'accorder le libre passage des deux margraviats aux troupes belligérantes. Ce furent ses ministres, ce fut surtout M. de Hardemberg, qui s'y opposèrent ; mais en ce moment, les esprits étaient trop exaltés pour que l'événement d'Anspach leur apparût sous son véritable jour.

Débordé par le torrent des passions vraies ou fausses déchaînées autour de lui, Frédéric-Guillaume,

dévia, pour la première fois, de la ligne de circonspection dont jamais, jusqu'ici, il ne s'était écarté. Attitude, langage, conduite, tout en lui changea soudainement. Dans un conseil tenu à Potsdam, il fut décidé que la Prusse tiendrait compte à la Russie de l'avantage que la France venait de prendre en traversant le margraviat d'Anspach. Vraisemblablement, la crainte qu'on exigeât de lui un acte de condescendance détermina le roi à l'offrir volontairement. Le général Kalkreuth fut dépêché à Pulawy pour annoncer à l'empereur Alexandre que le roi l'autorisait à faire passer ses troupes à travers la Haute-Silésie et le Lauenbourg. Par suite de cette mesure, 36,000 Russes se dirigèrent par Varsovie sur la Silésie. Dans le cas où le roi se déclarerait contre la France, ils devaient se réunir au corps d'armée commandé par le maréchal de Mollendorff. Vers le milieu du mois de novembre, 18,000 Russes sous les ordres du comte de Tolstoy, et 12,000 Suédois débarquèrent à Stralsund, et se dirigèrent par le Lauenbourg sur le Hanovre.

Le roi fit plus encore : il annonça à la France (14 octobre 1805) qu'il se regardait désormais comme dégagé vis-à-vis d'elle de toute obligation antérieure, en ce qui touchait la neutralité du nord de l'Allemagne, et que, ne pouvant plus s'en rapporter qu'à lui-même du soin de veiller à la protection de ses peuples, il allait faire prendre à son armée les positions que réclamait leur sécurité; c'est-à-dire que ce n'était plus contre la Russie, mais contre nous qu'on allait prendre des précautions défensives.

Enfin, le roi mit le comble à ses imprudences en annonçant sa résolution de faire occuper militairement l'électorat. Le 26 octobre, un détachement de ses troupes entra dans ce pays. Toutefois, comme on voulait se donner l'air de nous braver sans s'exposer aux dangers d'une rupture prématurée, on nous assura qu'on désirait continuer d'entretenir avec nous des relations de bonne harmonie, ce qui était bien difficile à comprendre; car comment occuper le Hanovre sans en expulser la garnison française qui gardait la place de Hameln? Il était évident que Frédéric-Guillaume et son gouvernement étaient déjà, de cœur et d'intention, dans le parti de la ligue.

Quand Napoléon apprit que la Prusse se préparait à lui enlever le Hanovre, il écrivit, indigné, à M. Otto, le 24 octobre : « Je ne pense pas que les Prussiens aient » l'audace de se porter en Hanovre pour y arracher » mes aigles : cela ne pourrait se faire qu'avec du » sang. Les drapeaux français n'ont jamais souffert » d'affront ; je ne tiens pas au Hanovre, mais je tiens » plus à l'honneur qu'à la vie.» Il fit de suite expédier au général Barbon, qui commandait la place, l'ordre de résister aux Prussiens s'ils osaient le sommer de la rendre.

Cependant tous les ressorts étaient mis en œuvre par la faction coalitionnaire pour échauffer l'opinion, et, par l'opinion, réagir sur Frédéric-Guillaume et l'entraîner. « La Prusse, disaient les chefs du parti, en se » jetant hardiment dans la mêlée, donnerait la victoire » aux alliés et assurerait leur salut et le sien : si, au

» contraire, elle laissait l'Autriche et la Russie suc» comber, elle préparerait sa chute prochaine et sa » honte; car Napoléon, après avoir terrassé la ligue, » demanderait compte au roi de son attitude mena» çante, et lui ferait expier cruellement les inquiétu» des qu'il lui aurait données. » Des écrits sortaient de toutes les presses pour reprocher à ce prince son immobilité: c'était un concert étourdissant de conseils, d'excitations, de prédictions sinistres. Ces écrits, inspirés, les uns par des passions soudoyées, les autres par un patriotisme exalté, circulaient des bords de la Baltique jusqu'aux extrémités du Tyrol, et y excitaient une fermentation impossible à décrire (1).

(1) Parmi ces productions, qui dorment aujourd'hui dans la poussière, il en est une qui mérite d'en être tirée, parce qu'elle a contribué à développer dans le cœur des peuples allemands ces germes de haine que nous verrons éclater plus tard contre nous avec tant de fureur, et qu'elle leur a appris le secret de nous vaincre en s'unissant.

L'ouvrage, qui avait pour titre *Fragment d'un chapitre inédit de Polybe*, était supposé avoir été trouvé dans la bibliothèque d'un couvent des moines du mont Athos. L'auteur était ce même comte d'Entraigues, émigré français que l'empereur Alexandre avait honoré de sa protection et attaché à son ambassade à la cour de Dresde.

Annibal est retiré chez Antiochus de Syrie, lorsque Philippe, qui règne sur la Macédoine, menacé d'être attaqué par les Romains, députe vers le roi de Syrie, pour le déterminer à faire alliance avec lui contre l'ennemi commun.

Antiochus, c'était le roi de Prusse. L'empereur d'Autriche était caché sous le nom de *Philippe de Macédoine*. *Arsace*, roi des Parthes, c'était l'empereur Alexandre. On devine bien que

Mais le comte d'Haugwitz, envoyé à Vienne pour y porter des conseils pacifiques, était venu rendre compte de son infructueuse mission. Consulté par le roi sur la conduite à tenir en de telles circonstances, il émit l'opinion qui fut partagée par le duc de Brunswick et le maréchal de Mollendorff, qu'il était trop tôt

ces *Romains* contre lesquels le monde entier se ligue, ce sont les Français.

Antiochus (Frédéric-Guillaume), incertain du parti qu'il doit prendre, désire avoir l'avis d'Annibal, qui est introduit dans le conseil; irréconciliable ennemi de la puissance romaine, il conseille à Antiochus de ne point abandonner Philippe (l'empereur d'Autriche), dans une circonstance qu'il regarde comme décisive, et il s'efforce de lui prouver que la chute du roi de Macédoine entraînera infailliblement la sienne. « Avilir les rois, dit-» il, est devenu un des systèmes du sénat de Rome : il entre » dans sa politique, quand il les a déshonorés, de les laisser peser » de tout le poids de leur honte sur les peuples qu'il gouverne » et de les étouffer d'ignominie et de mépris : tous les rois de » l'Asie, il a résolu de les détruire successivement et d'employer » à la ruine de celui qu'il attaque le second les forces de la puis-» sance qu'il a vaincue la première, et de fondre sur la troisième » avec les moyens réunis des deux autres. »

Annibal finit par inviter tous les rois de l'Asie, au nom de leur propre salut, à ajourner leurs jalousies et à invoquer l'appui du grand roi des Parthes (l'empereur Alexandre), qui, dit-il, ne veut que la gloire de l'Asie et l'indépendance de ses rois.

Le duc de Brunswick, caché sous le nom d'*Ariathès*, prince de Cappadoce, et le comte d'Haugwitz sous celui d'*Héraclide de Byzance*, tous les deux partisans reconnus de la France, sont traités fort sévèrement dans cette brochure où des images vives et fortes, et une éloquence brûlante, ne pouvaient manquer de soulever toutes les passions de l'Allemagne.

ou trop tard pour se prononcer, et qu'il fallait attendre le résultat des premiers chocs. « Le moment ne » pouvait tarder, car les Français faisaient de grands » progrès sur tous les points : déjà ils avaient inondé » la Souabe, et les armées étaient en présence. » Cet avis flattait les penchants du roi à l'inaction ; il l'emporta sur celui des partisans de la guerre immédiate.

Visiblement, l'impression produite sur le roi par l'événement d'Anspach commençait à s'affaiblir. Rendu au calme de la réflexion, il sentait qu'il était insensé de faire d'un tel grief une cause de rupture avec la France. Sans le dire hautement, il n'était plus occupé qu'à concilier ce qui était dû à sa dignité avec le maintien de la paix. Ainsi, il renonça au projet annoncé d'occuper militairement le Hanovre : il se contenta de prendre possession du duché proprement dit, laissant le reste de l'électorat accessible aux attaques des Anglais, des Russes et des Suédois : or, les choses ne valent qu'autant qu'elles sont entières, et ce système de demi-mesures, qui avait pour but de ne heurter violemment personne, n'était propre qu'à lui attirer l'inimitié et le mépris de tous. « L'empereur saura » bien reprendre le Hanovre, si on l'y force, dès qu'il » en aura fini avec les Autrichiens, ce qui ne peut » tarder, écrivait M. de Talleyrand, le 24 novembre. » Si la Prusse occupe le Hanovre pour en interdire » l'entrée aux Russes et aux Suédois, l'occupation » sera regardée comme un service rendu ; mais si, en » s'emparant de l'électorat, elle en permet le passage » à nos ennemis pour bloquer Hameln et attaquer la

» Hollande, ce sera la guerre. » Chatouilleux sur le point d'honneur et faible à la fois, Frédéric-Guillaume ne savait ni dévorer ses ressentiments ni se venger.

Cependant le parti qui poussait violemment ce prince dans les bras de la coalition le voyait avec douleur retomber dans ses habitudes d'immobilité : il sentait que, pour réveiller sa colère assoupie, il ne fallait rien moins que la présence et l'ascendant de l'empereur Alexandre. Il n'y avait pas un moment à perdre : les événements militaires marchaient avec une rapidité effrayante : si l'Autriche était frappée d'un grand désastre avant qu'on eût arraché à Frédéric-Guillaume une résolution énergique, il faudrait désespérer d'obtenir jamais sa coopération. Des courriers furent donc expédiés dans le plus grand secret à l'empereur Alexandre, pour le presser de se rendre à Berlin : on l'assurait que sa présence donnerait une impulsion décisive aux conseils guerriers et entraînerait le roi.

Alexandre s'abandonna à cette inspiration : il quitta Pulawy, et arriva d'un trait, sans être attendu, le 25 octobre, à Berlin. En descendant de voiture, il se jeta dans les bras de Frédéric-Guillaume, qui était venu le recevoir au pied du grand escalier de son palais, et l'embrassa plusieurs fois. La reine était dans la salle des gardes ; il l'embrassa aussi, et lui dit avec une vivacité de sentiment qui fut remarquée que mille obstacles avaient retardé son impatience : la reine parut fort émue.

L'empereur Alexandre n'avait rien de la timidité mélancolique du roi : brillant, vif et plein de grâces,

il avait, au plus haut degré, cette assurance que donnent le trône et l'habitude des hommages. Un tour d'esprit chevaleresque, qu'il portait jusque dans sa politique, donnait à sa parole un air de franchise qui lui gagnait tous les cœurs. Mais, sous un air d'abandon, il cachait, comme nous l'avons dit, un esprit toujours maître de lui et plein de finesse. Avait-il une difficulté à résoudre, un point favori à emporter, personne ne savait mieux que lui l'art de toucher et de convaincre. Dans la circonstance présente, il ne négligea rien pour gagner le roi, la cour et l'armée : son succès passa ses espérances. A sa vue, toutes les âmes s'émurent, tous les courages s'exaltèrent, et le cri de guerre, un moment apaisé, retentit de nouveau dans les salons et les casernes. La politique emprunta à la galanterie toutes ses fascinations : la reine, troublée, subjuguée, se mit à la tête de la faction belliqueuse, et embrassa ce rôle avec l'ardeur déréglée que les femmes mettent dans leurs passions.

On venait d'emmener à Potsdam l'illustre voyageur pour le dérober, disaient les ministres, à l'atmosphère trop exaltée de Berlin, mais, dans le fait, pour soustraire à l'œil attentif des envoyés de France le mystère des négociations qui allaient s'ouvrir, quand tout-à-coup une nouvelle terrible, accablante, celle de la capitulation d'Ulm, vint glacer tous ces transports guerriers.

L'arrivée de l'archiduc Antoine et ses récits mirent le comble à la douleur des souverains : sans révéler toute l'étendue des malheurs de l'Autriche, il

en dit assez pour faire comprendre au roi que s'il ne se hâtait de voler au secours de cette monarchie, elle succomberait infailliblement, que tout équilibre serait rompu en Europe, et que la Prusse ne tarderait pas à tomber elle-même sous la dictature du maître de la France. Mais ces paroles de désespoir, au lieu de relever les courages, n'excitèrent que des sentiments de terreur. Le roi, épouvanté, refusa de se déclarer de suite : il allégua la dispersion de ses corps d'armée, l'insuffisance de son matériel de guerre, les dangers incalculables qu'il appellerait sur son royaume désarmé s'il se prononçait immédiatement : il réclama un délai.

En vertu d'une convention qui fut signée, le 3 novembre, à Potsdam, il fut arrêté entre le roi, l'empereur Alexandre et l'archiduc Antoine, que la Prusse interviendrait, comme médiatrice armée, entre la France et les puissances coalisées, qu'elle soumettrait à l'empereur Napoléon les bases d'une pacification générale, et que, si, le 15 décembre 1805, il ne les avait pas acceptées, elle se déclarerait contre lui et réunirait ses armes à celles des alliés.

Pour prix de sa coopération éventuelle, la Prusse avait demandé que le roi d'Angleterre lui cédât le Hanovre et acceptât en échange toutes les principautés qu'elle possédait en Westphalie. Le ministère anglais ne voulut point souscrire à une telle condition ; mais il promit de céder au roi, dans le cas où ce prince ferait la guerre à la France, la partie de l'électorat qui est comme enclavée dans le royaume de Prusse.

Frédéric-Guillaume se crut trop heureux d'avoir échappé, par la convention de Potsdam, aux obsessions de la reine, de l'empereur et de l'archiduc Antoine. Pour lui, un péril ajourné était un péril évité : il avait six semaines de paix assurée : dans cet intervalle, que d'événements, que de péripéties pouvaient s'accomplir! Probablement, la fortune aurait prononcé : ou les alliées auraient ressaisi l'avantage, ou leur humiliation serait consommée. Dans le premier cas, la Prusse pourrait intervenir, sans s'exposer à de trop grands dangers ; dans le second, elle saurait bien se faire pardonner des desseins qui, n'ayant pas été suivis d'exécution, pouvaient toujours être niés hardiment.

De grandes mesures militaires n'en furent pas moins arrêtées, comme si l'on était décidé à nous faire la guerre. Les troupes qui étaient sur la frontière russe durent revenir à marches forcées et se porter en Silésie. On forma trois armées principales, l'une de 20,000 hommes, dans la Westphalie, sous les ordres de l'électeur de Hesse ; la seconde, en Franconie, de 60,000 hommes, commandée par le prince de Hohenlohe; la troisième, de 50,000 hommes, destinée à couvrir la Basse-Saxe, et à la tête de laquelle devait être placé le duc de Brunswick. Trois autres armées dites de réserve, commandées par le feld-maréchal Mollendorff, par le duc Eugène de Wurtemberg et par le général Ruchel, se rassemblèrent dans les marches et en Silésie.

La Russie, la Suède et l'Angleterre combinèrent avec la Prusse les mouvements de leurs troupes dans

le nord de l'Allemagne, afin que, selon l'occurrence des événements, elles pussent se prêter un mutuel appui. Les troupes russes et suédoises qui avaient débarqué à Stralsund passèrent l'Elbe, et le comte de Tolstoï, qui les commandait, transporta son quartier-général à Lunebourg. De son côté, la Prusse retira ses troupes de l'électorat et les dirigea sur la Franconie.

Cependant le comte d'Haugwitz venait de recevoir l'ordre de se rendre au quartier-général de Napoléon, pour lui faire connaître les bases de pacification proposées par le roi. Quelles étaient au juste ces bases ? Comme elles n'ont point encore été officiellement publiées, on en est réduit aux assertions d'un écrivain prussien, M. Schœll, que sa position a mis à même de beaucoup savoir, mais qui n'a pas tout su. Ces conditions étaient, s'il faut l'en croire, le rétablissement de l'état de choses fixé par le traité de Lunéville, l'évacuation de l'Italie, de la Suisse et de la Hollande par les troupes françaises, la séparation des deux couronnes de France et d'Italie, et enfin une meilleure frontière pour l'Autriche. Il ne dit pas s'il s'agissait de la ligne du Mincio ou d'une simple rectification de celle de l'Adige.

Quelques paroles de M. de Hardemberg donneraient à penser que l'historien des traités de paix n'aurait reçu que des informations incomplètes, que le plan de médiation n'était pas restreint aux intérêts du continent, qu'il était beaucoup plus étendu et s'étendait éventuellement aux intérêts maritimes. « La paix con-

» tinentale, dit ce ministre, le 26 octobre, à M. de La-» forest, ne serait solide qu'autant qu'elle aurait pour » garantie la paix maritime ; telle est l'opinion du roi » et de l'empereur Alexandre. Du reste, la Prusse fera » des propositions compatibles avec l'honneur, la » gloire et les intérêts de l'empereur Napoléon. » De son côté, M. d'Haugwitz confia, le 11 novembre, au chevalier de Bray, ministre de Bavière, qu'il proposerait à l'empereur, ou la paix du continent qui lui laisserait la faculté de poursuivre ses opérations contre l'Angleterre, ou la paix générale.

Ce qui est évident, c'est que les conditions dont ce ministre était porteur n'avaient point la rigueur inflexible d'un ultimatum, qu'une grande latitude lui avait été laissée, et que ses prétentions devaient hausser ou baisser selon que la fortune de nos armes aurait elle-même grandi ou fléchi dans l'intervalle.

Le cabinet de Vienne, impatient de compromettre le roi dans sa cause et cherchant partout des moyens de relever le courage de ses peuples, annonça que la Prusse venait d'adhérer à la ligue et allait marcher contre les Français. Que cette déclaration fût une indiscrétion ou un mensonge, Frédéric-Guillaume en fut très mortifié. M. Lombard, qui s'identifiait avec tous les ressentiments comme avec toutes les joies de son maître, qualifia d'infâme le procédé de l'Autriche, jura que le roi était libre de tout engagement et qu'il n'avait accepté qu'un rôle de pacificateur.

Trois jours avant la conclusion du traité de Potsdam, le 31 octobre, Duroc vint prendre congé du roi.

Napoléon, en le rappelant près de sa personne, l'avait chargé de dire à Frédéric-Guillaume qu'il voulait lui écrire, mais qu'il n'osait plus le faire, étant vaguement instruit que ses ennemis levaient la tête à Berlin et triomphaient, qu'il avait toujours été un ami sincère du roi, que l'affaire d'Anspach ne pouvait être de nature à faire deux ennemis de deux amis, que du reste il était incapable de plier sous les menaces.

L'empereur Alexandre se disposait à rejoindre son armée. Avant de quitter ses hôtes illustres, il voulut visiter le tombeau du grand Frédéric, placé dans l'église de la garnison, à Potsdam. Il s'y rendit dans la nuit du 3 au 4 novembre, accompagné du roi et de la reine. Tout, dans cette scène aux flambeaux, l'heure, le lieu, les personnages, les circonstances terribles qui l'inspiraient, contribuaient à lui donner un caractère solennel et saisissant. A la vue du tombeau, les souverains prosternés parurent agités d'une émotion profonde : l'empereur Alexandre s'abandonna à un mouvement de sensibilité exaltée, s'approcha du cercueil où reposent les cendres du grand homme et le baisa avec respect ; puis, aussitôt après, il se jeta avec attendrissement dans les bras du roi et de la reine, leur jura une éternelle amitié, et partit pour voler à la tête de son armée.

Napoléon marchait sur Vienne lorsqu'il fut informé de la situation des choses à Berlin : il en fut ému, mais non intimidé : il comptait sur son génie, sur la bravoure de son armée, sur sa fortune pour étouffer

la coalition avant que Frédéric-Guillaume ait osé se prononcer.

C'est presque dans le même moment qu'il reçut une autre nouvelle bien plus accablante, celle du désastre de Trafalgar. L'ordre des faits, non moins que la grandeur de cet événement, nous oblige à détourner un instant notre attention des affaires d'Allemagne pour les reporter sur les opérations navales.

Les forces agglomérées dans le port de Cadix, depuis que l'amiral Villeneuve était venu imprudemment s'y jeter, présentaient un total de quarante vaisseaux de diverse grandeur. Il s'agissait d'utiliser cette formidable flotte. Napoléon répugnait à la laisser entre les mains d'un allié débile, incertain, que son impuissance, bien plus que ses sympathies, enchaînaient à sa politique. Il trouvait plus profitable et plus sûr à la fois de la faire venir à Toulon et de s'en servir pour frapper quelque grand coup, soit à Naples, soit à Malte, ou enfin sur les côtes d'Egypte. Il avait donc ordonné que la flotte sortît du port de Cadix aussitôt que les vents et l'éloignement des croisières ennemies le lui permettraient. Avant d'entrer dans le port de Toulon, elle devait rallier six vaisseaux espagnols qui étaient inactifs dans le port de Carthagène, et aller débarquer sur les côtes du royaume de Naples 10,000 hommes de troupes qu'elle avait à bord, et qui étaient destinés à renforcer le corps d'armée du général Gouvion Saint-Cyr.

La position de l'amiral Villeneuve était cruelle ; il connaissait toutes les circonstances qui avaient suivi

son entrée à Cadix, la colère de l'empereur, sa résolution de lui donner un successeur. En effet, l'amiral Rosily était déjà désigné pour le remplacer. Villeneuve était l'ami, la créature de Decrès : on dit que ce ministre l'instruisit confidentiellement de sa disgrâce, et lui donna le conseil de regagner la confiance de l'empereur par une action d'éclat. Il aurait fait plus, assure-t-on ; il lui aurait ménagé une occasion de combattre et de vaincre en retardant le départ de l'amiral Rosily.

Villeneuve embrassa avidement l'occasion de se réhabiliter. Le 19 octobre, il mit à la voile et se dirigea sur le détroit de Gibraltar Il ne connaissait point la force de l'escadre anglaise qui croisait dans ces parages ; il la croyait tout au plus de vingt et un vaisseaux de ligne, et comme il en avait trente-trois, dix-huit français et quinze espagnols, il s'avançait avec confiance, ne doutant pas un moment de l'issue du combat. Il avait sous ses ordres 22,000 hommes d'équipages, cinq amiraux dont deux français, Magon et Dumanoir, et trois espagnols, Gravina, Cisneros et Heva, des capitaines pleins d'expérience et de feu, l'honneur des deux marines.

La flotte anglaise, moins nombreuse que la flotte combinée, ne comptait que vingt-sept vaisseaux de ligne ; mais Nelson la commandait. Elle avait en outre l'avantage qui résulte de la conformité d'une même langue, et elle comptait un plus grand nombre de vaisseaux de 120 canons.

Le 21 octobre au matin, le lendemain du jour où

Mack et son armée avaient mis bas les armes, les flottes ennemies se trouvèrent en présence à huit lieues du cap Trafalgar. Aussitôt les deux amiraux en chef disposèrent leur ordre de bataille : Villeneuve rangea ses vaisseaux sur une seule ligne, mais si fortement serrée, bien qu'elle eût une lieue d'étendue, que plusieurs de ses bâtiments se doublèrent et ne purent manœuvrer.

Nelson adopta un ordre de bataille tout opposé : il divisa sa flotte en deux colonnes, l'une de quinze vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Collingwood, l'autre qu'il se chargea de conduire en personne ; et après avoir adressé à ses capitaines et soldats ces simples et laconiques paroles : « L'Angleterre compte que, dans ce » jour, chacun fera son devoir, » il lança ses colonnes comme des flèches sur le centre de la ligne franco-espagnole. Prévoyant que cette ligne serait si étendue que la tête ne pourrait soutenir la queue, il avait résolu de fondre avec toutes ses forces sur le centre et la gauche, et de les accabler avant que l'amiral Dumanoir, qui commandait la droite, eût eu le temps de les secourir. Monté sur *le Victory*, à la tête de sa colonne, il engagea lui-même le combat en se portant droit sur *le Bucentaure*, monté par l'amiral Villeneuve, qui tenait le centre. Au bout de quelques heures, la ligne française fut rompue par son milieu : les divisions du centre, assaillies avec furie par les vaisseaux de Nelson, perdirent leur ligne de bataille et n'offrirent bientôt plus qu'un affreux théâtre de carnage et d'incendie. Mais ce premier succès coûta bien

cher à l'ennemi ; au moment où Nelson se portait sur Villeneuve, le capitaine Lucas, qui montait *le Redoutable*, força de voiles, couvrit *le Bucentaure* et engagea avec *le Victory* une lutte terrible au milieu de laquelle l'amiral anglais tomba frappé d'un coup mortel.

Tandis que la colonne de Nelson enfonçait le centre de notre ligne, celle de Collingwood enveloppait nos divisions de gauche, les coupait du centre, les enfermait dans un cercle de feu et les foudroyait. Notre aile droite, rejetée en dehors du champ de bataille et n'ayant pas un seul ennemi à combattre, se trouva paralysée, et lorsqu'elle arriva pour secourir le centre et la gauche, c'en était fait, les grands coups étaient portés et la ruine de la flotte consommée.

Voyant la bataille perdue sans ressource, l'amiral Dumanoir s'éloigna avec quatre vaisseaux et gagna la haute mer ; mais, pour comble d'infortune, il alla tomber au milieu de l'escadre de l'amiral Stracham, à la hauteur du cap Ortegal, et fut pris avec ses vaisseaux. Jamais désastre maritime ne fut aussi complet que celui de Trafalgar. De cette belle et redoutable flotte, sur laquelle Napoléon avait placé de si grandes espérances, qu'il avait formée, entretenue avec tant de soins et de frais, il ne resta plus que le tiers. La conservation de ce précieux débris fut due au courage et au sang-froid de l'amiral Gravina : bien qu'atteint d'une blessure mortelle, il n'en continua pas moins de présider aux manœuvres,

et ramena à Cadix cinq vaisseaux français et six espagnols. Tous les autres furent brûlés, coulés à fond ou forcés de s'échouer sur la côte d'Espagne; quatre seulement, fort endommagés, furent conduits par les Anglais à Gibraltar. Des 22,000 hommes embarqués sur la flotte, 18,000 furent perdus pour la France et l'Espagne; tout ce qui échappa à la mitraille des Anglais, à l'incendie ou aux flots, devint la proie des pontons. Deux amiraux, Gravina et Magon, honorèrent leur défaite par une mort glorieuse.

Moins heureux, Villeneuve eut la douleur de survivre à tant de braves et à la ruine de sa flotte. Enveloppé de toutes parts et comme enchaîné sur son vaisseau démâté, il fut réduit à se rendre aux Anglais, qui le retinrent quelque temps prisonnier; puis bientôt, comme s'ils ne le jugeaient pas digne de le garder, ils le renvoyèrent en France. L'empereur lui défendit de venir à Paris, et lui fixa la ville de Rennes pour résidence. Objet des dédains de l'Anglais, repoussé par son souverain, ce malheureux homme tomba dans un sombre désespoir; sa raison s'égara, et il manifesta l'intention de se détruire : on lui enleva ses armes; mais sa résolution était prise; dans la matinée du 26 avril 1806, on le trouva mort dans sa chambre; il s'était percé le cœur avec une épingle.

La bataille de Trafalgar mit le comble à la puissance britannique; elle lui livra l'empire exclusif de la mer. Mais toute cette gloire, toute cette puissance, ne la consolèrent point de la mort de Nelson; elle pleura ce grand homme, elle lui fit des funérailles de

souverain, et déposa ses précieux restes dans les caveaux de Westminster.

Lorsque Napoléon apprit le désastre qui venait d'accabler sa marine, il en mesura de suite l'étendue et s'écria avec douleur : « Je ne puis être partout. » Il n'en sentit que plus fortement la nécessité de terrasser la coalition et de balancer l'omnipotence des Anglais sur mer par une suprématie absolue sur le continent.

CHAPITRE XVI.

Kutusof arrive sur l'Inn.—Il se replie sur Buxhowden.—Napoléon le poursuit. — Sa marche sur Vienne. — Opérations dans le Tyrol et dans le Vorarlberg. — Occupation de ces pays par les Français.—Retraite de l'archiduc Jean.—Passage de l'Inn par l'armée française. — Occupation de Salzbourg. — Combats de Mariazell et de Dierustein. — Entrée des Français à Vienne. — Retraite de Kutusof sur Znaim. — Combat d'Hollabrunn. — Jonction de Kutusof et de Buxhowden. — Napoléon à Brünn. — Alexandre et François II à Olmutz.— Les armées en présence.—Dangers de la situation de Napoléon.—Attitude hostile de la Prusse. — Mouvements des armées prussiennes. — Débarquement des troupes russes, suédoises et anglaises dans le nord de l'Allemagne. —Arrivée de M. d'Haugwitz au camp de Napoléon.—Courte entrevue entre ce ministre et l'empereur.—Nécessité pour Napoléon de vaincre.—Simulacre de négociations. — Envoi de MM. de Giulay et de Stadion auprès de l'empereur Napoléon. — Mission du général Savary auprès de l'empereur Alexandre. — Entrevue du prince Dolgorouki avec l'empereur Napoléon. — Position des deux armées. — Bataille d'Austerlitz. — L'empereur d'Autriche demande la paix. — Entrevue de ce prince avec l'em-

pereur Napoléon, au bivouac de Sarutchitz. — Ruse de l'empereur Alexandre. — Conclusion d'un armistice. — Départ de l'empereur Alexandre pour ses États. — Retraite des Russes.—Proclamation de Napoléon à ses soldats.

Cependant l'armée française recueillait les fruits de ses victoires en Souabe et pénétrait dans le cœur des États héréditaires. Les combinaisons de l'empereur avaient été si habiles, ses coups si prompts et si terribles, qu'ils avaient bouleversé le plan des alliés, rompu leur ligne d'opérations et jeté dans tous leurs mouvements une extrême confusion. Les armées de Kutusof, de Buxhowden, des archiducs Charles et Jean et de Merfeldt, réunies aux corps de Kienmayer et aux levées de Bohême et de Hongrie, composaient encore une masse considérable de troupes; mais toutes ces forces étaient éparses, disjointes, séparées les unes des autres par de grandes distances et déjà démoralisées par la défaite de Mack. L'armée de Napoléon, au contraire, bien qu'elle s'étendît sur une ligne immense, ne formait qu'un seul corps lié fortement dans toutes ses parties et se mouvant avec un admirable ensemble sous la main de son chef.

Lorsque le prince Charles apprit la catastrophe d'Ulm, sa première pensée fut de courir à la défense de Vienne par les défilés de la Carinthie et de la Styrie. Il comptait rallier dans sa marche les corps de Kienmayer, de Merfeldt et de l'archiduc Jean, opérer sa jonction avec Kutusof à Saint-Polten ou à Vienne, etc., contenir les Français jusqu'à l'arrivée de

la seconde armée russe. Mais il avait affaire à un ennemi trop vigilant pour s'endormir sur ses lauriers. Aussitôt que Napoléon eut pris possession d'Ulm, il précipita ses colonnes sur Vienne par la vallée du Danube. Il voulait tout à la fois atteindre l'armée de Kutusof, la couper de Buxhowden, qui s'avançait par la Gallicie, et la détruire, rester maître, sur tous les points, des lignes les plus courtes, empêcher les princes Charles et Jean, ainsi que les généraux de Merfeldt et Kienmayer, de recomposer le faisceau brisé de leurs forces, les prévenir partout, à Salzbourg, à Léoben, à Saint-Polten et à Vienne, et les obliger à faire un long circuit par la Hongrie pour rejoindre Buxhowden.

Mais au moment de s'engager dans les États héréditaires, il jugea prudent d'assurer ses derrières et ses flancs.

Le Tyrol, semblable à un immense bastion élevé par la nature entre l'Allemagne et l'Italie, commande toute la vallée du Haut-Danube; il nous importait absolument de dégager ce pays des troupes ennemies qui l'occupaient et de nous en emparer nous-mêmes. Le corps du maréchal Ney et la division bavaroise du général Deroy, eurent l'ordre d'y pénétrer et d'en chasser l'archiduc Jean. Augereau, qui arrivait de Brest avec 16,000 hommes, eut mission d'occuper le Voralberg et de faire mettre bas les armes à la division Jellachich, qui s'y était réfugiée. Une fois maître du Tyrol, le maréchal Ney se lierait par sa droite à Masséna, et par sa gauche à la grande armée, en sorte que, sur

tous les points de la ligne d'opérations nos corps marcheraient de front et se prêteraient un mutuel appui.

Entraîné dans le mouvement de retraite du prince Charles, l'archiduc Jean s'était replié sur le Brenner, où il attendait vainement la division Jellachich et celle du prince de Rohan, qui opéraient simultanément dans le Vorarlberg. Ney s'élança d'Ulm avec 10,000 hommes, enleva avec une audace incomparable le fort de Scharnitz, qui est une des portes du Tyrol du côté de l'Allemagne, se porta rapidement sur le Brenner, et rendit ainsi impossible la jonction de Jellachich et du prince de Rohan avec l'archiduc Jean. Le premier, enveloppé à Feldkirc par les troupes du maréchal Augereau, capitula le 14 novembre. Quant au prince de Rohan, il s'enfuit vers l'Italie, et vint tomber dans la ligne des mouvements de Masséna : enveloppé de tous côtés par des forces supérieures, il mit bas les armes, le 25 novembre, et se rendit à discrétion.

Tandis que Ney et Augereau s'emparaient de Scharnitz et de Feldkirc, la division Deroy forçait les défilés de l'Over et de Saint-Jean, mettait le siége devant Kufstein, et s'en emparait. L'archiduc Jean abandonna lui-même, le 15 novembre, les positions qu'il avait prises au Brenner et se retira par Klagenfurth sur la Styrie.

Kutusof était au moment de pénétrer en Bavière quand il apprit que la place d'Ulm venait de capituler et que Napoléon s'avançait sur lui avec toutes ses forces. Aussitôt il suspend la marche de ses colonnes,

se retourne, et ne songe plus qu'à échapper aux coups de son terrible ennemi en se repliant sur l'armée de Buxhowden.

Le 22 octobre, Napoléon prit possession d'Augsbourg, dont il fit une grande place de dépôt, et le 24, de Munich. Le 28, ses corps d'armée passèrent l'Inn, Bernadotte et Marmont à Wasserbourg, Davoust, Soult et Murat à Mülhldorff, Lannes à Braunau. Bernadotte et Marmont reçurent l'ordre de se porter sur Salzbourg et de s'emparer des débouchés de la Carinthie. Le général de Merfeldt occupait Salzbourg avec les trente-trois bataillons que l'archiduc Charles avait détachés de son armée et envoyés au secours de Mack. Trop faible pour nous tenir tête, il battit en retraite, le 29, et nous laissa maîtres de Salzbourg. De son côté, Kutusof, préoccupé d'une seule idée, celle de rétrograder jusqu'en Moravie, pour s'y réunir à Buxhowden, nous abandonna successivement toutes les lignes de défense que présentent les nombreux affluents du Danube, tels que la Salza, la Traunn et l'Ens.

Braunau, qui commande le cours de l'Inn; Lintz, qui s'élève au confluent de la Traunn et du Danube, et qui est la clef de la Haute-Autriche, n'étant plus soutenues, tombèrent d'elles-mêmes. L'empereur y mit de fortes garnisons, et elles devinrent ainsi d'excellentes bases d'opérations.

Afin de couvrir son flanc gauche et de rester maître des deux rives du Danube, il réunit en corps d'armée, sous les ordres du maréchal Mortier, les divisions

Gazan, Dupont et Dumonceau, formant un effectif de 30,000 hommes, et les fit passer sur la rive gauche du Danube. Le maréchal devait surtout s'attacher à inquiéter Kutusof sur sa ligne de retraite, manœuvrer pour le couper de la Moravie et le forcer à nous livrer Vienne. Il lui était expressément recommandé de se tenir constamment à la hauteur des têtes de colonnes de la grande armée.

Napoléon était encore à Lintz lorsque le comte de Giulay y arriva, porteur d'un message de paix. « L'em- » pereur son maître, dit-il, avait pris confiance dans » les vœux pacifiques exprimés par l'empereur Na- » poléon le jour de la reddition d'Ulm : impatient » de mettre un terme au fléau qui désolait ses peu- » ples, il proposait d'ouvrir sans délai des négocia- » tions et d'y préluder par la conclusion d'un ar- » mistice. » L'empereur d'Autriche courbait-il la tête sous les décrets de la fortune? Effrayé des dangers qui menaçaient sa capitale et sa maison, voulait-il désarmer à tout prix un vainqueur irrité? ou plutôt, son but n'était-il pas d'arrêter, à la faveur d'une suspension d'armes, la marche de nos armées, de faciliter la jonction de Kutusof, de Buxhowden et des archiducs Charles, Jean et Ferdinand, et de donner à la Prusse le temps d'envahir la Bavière avec 100,000 hommes? La situation militaire de l'Autriche autorisait à penser que la mission du comte de Giulay n'était qu'une ruse de guerre.

Napoléon fit répondre qu'il n'accorderait une suspension d'armes qu'aux conditions suivantes : « Les

» Russes évacueraient immédiatement le territoire au-
» trichien et se retireraient en Pologne. L'Autriche
» contremanderait toutes ses levées extraordinaires;
» elle prendrait l'engagement de céder les anciennes
» provinces vénitiennes et le Tyrol. » Le comte de
Giulay alla porter cette accablante réponse à l'empereur François, qui l'attendait, plein d'anxiété, à l'abbaye de Mœlck.

Depuis Vicence jusqu'au Tagliamento, l'archiduc Charles n'avait tenté aucun effort pour arrêter Masséna. Cependant, arrivé sur la rive droite de cette rivière, il se retourna brusquement et attaqua les Français, le 12 novembre, au village de Valvasone. Ce mouvement parut au maréchal l'indice d'une grande bataille; il s'y était préparé; mais, dans la nuit, l'archiduc décampa : il venait d'apprendre notre marche rapide sur Vienne et la retraite précipitée de Kutusof; il ne pouvait plus espérer de prévenir Napoléon ni à Salzbourg, ni à Saint-Polten, ni même à Vienne. Il ne lui restait plus qu'à forcer de marches pour rejoindre, par la Hongrie, Kutusof et Buxhowden avant qu'ils fussent aux mains avec l'armée française. Il reprit donc sa course, et se porta vivement sur Laybach, sans faire la moindre tentative pour nous disputer l'Isonzo. Arrivé à Cily, il recueillit, le 19 novembre, les débris de l'armée du Tyrol, et se dirigea sur la Hongrie par Neustadt. De son côté, Masséna occupa successivement Trieste, Goritz, Gradiska et Villach : c'est dans cette dernière ville qu'il effectua sa jonction avec le maréchal Ney : là finit la campagne d'Italie.

Il est impossible de n'être pas saisi d'admiration en voyant avec quelle précision s'était développé le vaste plan de guerre conçu par Napoléon. Six semaines lui avaient suffi pour détruire l'armée de Mack, désorganiser celle de l'archiduc Jean, rejeter sur l'Isonzo l'archiduc Charles, balayer toutes les colonnes ennemies qui occupaient la Souabe, la Bavière, le Tyrol, la Carinthie et la Haute-Autriche, et arriver avec presque toutes ses forces sous les murs de Vienne. Cependant il ne croyait pas que les alliés lui abandonneraient sans coup férir cette riche capitale. Un furieux combat qui eut lieu à Amstetten entre son avant-garde et l'arrière-garde des Russes lui parut le prélude d'une grande bataille; il supposa que Kutusof était décidé à l'arrêter à Saint-Polten, qui, placé à l'ouverture des défilés des Alpes Styriennes et protégé par le torrent encaissé de la Drasen et par le Danube, offrait tous les avantages d'une position défensive très forte.

Dans cette prévision, il manœuvra pour attaquer Kutusof de front et sur son flanc gauche : Davoust fut dirigé à travers les montagnes sur la grande route qui mène de Léoben à Saint-Polten; les chemins par lesquels il lui fallut passer étaient affreux : les glaces et les torrents débordés les eussent rendus impraticables pour des soldats moins audacieux que les nôtres. Tandis que Davoust marchait pour prendre à revers l'aile gauche des Russes, Marmont se lançait sur les traces de Merfeldt, dans la direction de Léoben. Le général autrichien, pour échapper à Marmont, chan-

gea de route et se jeta dans les montagnes que Davoust traversait dans ce moment-là même; il vint se heurter contre lui à Mariazell, et fut écrasé. Beaucoup de ses soldats périrent, 4,000 rendirent leurs armes, le reste s'enfuit sur Neustadt et Vienne.

Napoléon s'était abusé sur les intentions de l'ennemi. L'empereur Alexandre et Buxhowden étaient trop éloignés pour que Kutusof songeât à nous livrer bataille; il ne pensait qu'à fuir et à rejoindre la seconde armée russe. Il quitta donc en toute hâte Saint-Polten, le 9 novembre, passa le Danube sur le pont de Mautern, qu'il détruisit après l'avoir traversé, et prit position à Krems, sur la rive droite du fleuve. Il venait à peine d'y arriver, lorsque les troupes de Miloradowitsch furent assaillies par la division Gazan du corps de Mortier, qui débouchait de Loïben sur Stein : ce corps d'armée s'avançait sur la rive droite du Danube en toute sécurité, ses divisions très espacées, celle Gazan, où le maréchal était de sa personne, séparée d'une marche de la division Dupont, qui l'était elle-même aussi d'une marche de la division Dumonceau. Kutusof, assuré qu'il n'a devant lui qu'un corps isolé de la grande armée, ajourne son mouvement de retraite et fond sur la division Gazan. Le chemin de Diernstein à Loïben, qu'elle occupait en ce moment, passait entre deux murs d'une grande longueur, qui en faisaient un étroit défilé. Tandis que les troupes de Miloradowitsch contiennent les têtes de colonnes de Mortier, le chef d'état-major de Kutusof, le général Schmidt, prend avec lui 15,000 hommes, l'élite de

l'armée russe, traverse, au pas de course, les montagnes qui bordent le défilé de Diernstein, et débouche, en deux colonnes, sur les derrières de la division Gazan qu'il coupe des divisions Dupont et Dumonceau. Assaillies en tête et en queue par toute l'armée de Kutusof, traquées entre les deux murs qui bordent la route, sans aucune issue pour s'échapper, les troupes de Mortier font volte-face et reviennent sur leurs pas, afin de se joindre à la division Dupont, qui s'avance; mais il leur faut passer sur le corps des Russes, dont les épaisses colonnes sont massées dans la gorge. La mêlée alors devient affreuse; les soldats des deux armées se tirent à bout portant ou se saisissent corps à corps et s'égorgent : ce n'est plus une bataille, mais un carnage. La nuit vient, et n'arrête point le massacre, l'on continue à s'entretuer à la lueur des feux : un boulet va frapper à mort le général Schmidt, et répand la consternation dans les rangs des Russes. L'arrivée de Dupont vient enfin mettre un terme à cet horrible combat : le corps russe qui avait placé entre deux feux la division Gazan se trouve saisi à son tour entre cette division et celle de Dupont, et menacé d'une destruction complète; il lâche prise et regagne précipitamment les montagnes. Ce fut un moment de bien vifs transports que celui où les soldats de Gazan reconnurent ceux de Dupont : « Braves camarades, vous nous sauvez! » s'écrièrent-ils. Ces simples mots peignent mieux la situation que ne pourraient le faire les récits les plus travaillés.

La réunion des trois divisions du corps de Mortier

décida Kutusof à décamper au plus vite de Krems et à gagner Znaïm, où il avait l'espoir d'opérer sa jonction avec l'armée de Buxhowden.

Aussitôt après le combat de Diernstein, Napoléon porta son armée sur Vienne. Il enjoignit à Murat et à Lannes, qui commandaient l'avant-garde, de traverser la ville sans s'arrêter, de marcher droit sur le grand pont de Spitz, auquel vient aboutir la route de Moravie, de s'en emparer s'il n'était pas détruit, et, s'il l'était, de jeter immédiatement un pont sur un autre point du fleuve. Il n'avait pas encore perdu tout espoir de gagner Kutusof de vitesse et de l'écraser.

Vienne ne pouvait nous opposer un obstacle sérieux ; le temps n'était plus où cette capitale servait de boulevard à la chrétienté contre l'invasion musulmane. Alors, elle était une forteresse redoutable, ceinte de toutes parts de bastions et de fossés. Ses habitants, que la civilisation n'avait point amollis, avaient des mœurs guerrières, une foi ardente, et, dans les jours de périls, ils savaient monter sur ses remparts et la défendre contre les ennemis de la croix.

Depuis, elle s'est considérablement agrandie ; elle est sortie de sa vieille enceinte ; elle s'est étendue dans des faubourgs qui l'emportent en magnificence et en étendue sur l'ancienne ville. Des lignes retranchées sans profondeur les entourent, mais ne constituent pas les éléments d'une véritable défense ; et, toutefois, Napoléon n'était pas sans crainte que les corps de Melfeldt et la milice de Vienne ne tentassent

de l'arrêter pendant deux jours, temps à la rigueur suffisant pour assurer le salut de Kutusof.

Mais les mesures prises par l'empereur François dissipèrent bientôt ces appréhensions. En quittant sa capitale pour rejoindre à Brünn l'empereur Alexandre, François II avait chargé son grand chambellan, le comte de Wurbna, d'administrer la ville en son absence, et de disposer la population à la résignation et aux sacrifices. La cour, la noblesse, les ministres, tout avait fui; il ne restait plus que les bourgeois et le peuple. Une députation, ayant en tête le comte de Sizendorff, se rendit, le 12 novembre, au camp de Napoléon, pour lui présenter les clefs de la ville et régler avec lui les conditions de l'occupation. Le 13, de grand matin, les portes de Vienne s'ouvrirent à nos colonnes d'avant-garde, qui marchèrent droit sur le grand pont de Spitz.

François II, avant de partir pour la Moravie, avait envoyé sa réponse relativement aux conditions proposées par Napoléon, à Lintz, et c'était encore le comte de Giulay qui avait été chargé de la porter au camp des Français. Ce général déclara à l'empereur Napoléon que « son souverain aurait cru manquer à lui-même, » à la dignité de sa maison et à la gloire de ses peu- » ples, s'il avait accepté des conditions qui seraient » la ruine et la honte de sa monarchie. » Il avait ajouté « que la Prusse était au moment d'embrasser » le parti de la coalition, et de joindre ses armées à » celles de l'Autriche et de la Russie.

Le 13 novembre, cette réponse n'était pas encore

connue à Vienne : on croyait généralement que le comte de Giulay s'était rendu dans le camp de Napoléon pour y porter des paroles pacifiques et signer les bases d'un armistice. Cette erreur servit merveilleusement les vues de nos généraux d'avant-garde. Le soin de nous disputer le passage du Danube avait été confié au prince d'Auersperg, qui était à la tête d'un corps de 14,000 hommes : il lui avait été commandé de détruire, aussitôt qu'il apprendrait l'entrée des Français dans la ville, le grand pont de Spitz : le salut de Kutusof dépendait de la précision qu'apporterait le prince dans l'exécution de cet ordre. Cependant, Murat, Lannes et Belliard se présentent seuls, à pied, et dans une attitude négligée, sur le pont. A la vue d'uniformes français, l'officier autrichien qui commande va ordonner le feu. Lannes marche sur lui, en lui disant : « Mais que faites-vous? Ne » voyez-vous pas..... » L'officier hésite ; on l'entoure ; on lui parle d'un armistice conclu ou près de l'être ; on s'empare de la pièce de canon qui était braquée contre nous ; on la retourne contre la rive gauche ; nos colonnes se massent sur le pont, le traversent et s'élancent : nous sommes maîtres du pont.

Cette surprise avait pour nous toute l'importance d'une victoire ; elle livrait Kutusof à nos coups. De Krems, que ce général venait de quitter, à Brünn, où il devait rencontrer Buxhowden, la distance est plus grande que de Vienne à Brünn, et, bien qu'il eût une marche d'avance sur nous, nous étions encore en mesure de le prévenir à Znaïm. Il semblait impossible

que, traînant après lui une armée harassée, il pût échapper à l'ardente poursuite de notre avant-garde. Murat, Lannes et Soult s'élancèrent sur la route de Znaïm, tandis que Bernadotte, qui était venu relever à Krems le corps abîmé de Mortier, poursuivit en queue l'armée russe.

L'empereur, établi au palais de Schœnbrünn, s'était occupé aussitôt d'organiser l'administration de la Haute et de la Basse-Autriche. La sécurité des habitants de Vienne et des propriétés fut garantie; la discipline de l'armée, maintenue; l'ordre, partout observé comme dans une ville amie. Mais de grands sacrifices n'en furent pas moins imposés à cette capitale : elle fut taxée à un impôt de guerre de 100 millions de francs. Tout le matériel de son arsenal, qui était immense, tomba dans nos mains : il s'y trouvait 2,000 pièces d'artillerie en bronze, 600,000 quintaux de poudre et 100,000 fusils. Le gouvernement de la ville fut confié au général Clark, et le commandement militaire au général Hulin.

L'empereur combina toutes ses mesures pour mettre Vienne à l'abri d'une surprise et affermir notre nouvelle base d'opérations. Davoust dut se porter sur Presbourg avec 30,000 hommes, afin d'empêcher la Hongrie de se soulever à l'approche du prince Charles, et Gudin sur Newstadt, pour conserver la chaîne de nos communications avec Marmont et Masséna, et surveiller la Styrie.

Kutusof était en marche pour gagner Znaïm,

quand il apprit que les Français avaient surpris le grand pont de Spitz et débonchaient en Moravie. Sa position était affreuse : tout espoir de salut semblait détruit. Dans cette extrémité, le vieux général conserva toute sa force d'âme : plutôt que de subir une capitulation ignominieuse, il résolut de sacrifier une partie de son armée pour sauver le reste ; il fit choix de ses meilleures troupes, au nombre de 6,000 hommes, les mit sous le commandement du prince Bagration, qui se distinguait entre tous par sa ténacité, le posta à Hollabrünn sur la route de Vienne à Znaïm, et lui donna pour instruction de tenir ferme jusqu'à ce que le gros de l'armée russe eût dépassé nos têtes de colonnes.

Le 14 novembre, Murat s'avance sur la route d'Hollabrünn et rencontre un premier corps ennemi, celui du général autrichien Nostiz. Au lieu de l'attaquer, il le paralyse en lui faisant croire qu'un armistice vient d'être signé entre les empereurs de France et d'Autriche ; puis il fond sur Bagration, qu'il fait reculer jusqu'à Schongraben, et, dans l'espoir de l'abuser comme il a abusé Nostiz, il lui envoie un parlementaire. Mais Kutusof, encore plus rusé que Murat, retourne contre lui le piége qui lui était tendu. Un aide-de-camp d'Alexandre, le général de Vintzingerode, le même que nous avons vu remplir à Berlin et à Vienne des missions belliqueuses, se présente en parlementaire dans le camp français, et offre de signer, au nom de l'empereur de Russie, un armistice dont tou-

tes les conditions sont à notre avantage. « Les Russes » évacueront la Moravie et se retireront en Pologne » par journées d'étapes. Les chefs des deux armées » prendront l'engagement de ne point sortir de leurs » positions jusqu'à ce que l'empereur Napoléon ait » fait connaître sa détermination. » Murat a la faiblesse de prendre au sérieux cette proposition : il signe l'armistice, charge un de ses officiers de le porter à Schœnbrünn, et suspend la marche de ses colonnes. Napoléon devine aussitôt la ruse dans laquelle vient de se laisser prendre son crédule beau-frère ; pour toute réponse, il lui ordonne de s'avancer sans plus tarder sur Znaïm ; mais Kutusof n'avait proposé l'armistice que pour gagner deux marches. Quand Murat reçut l'ordre d'attaquer, il n'était plus temps ; l'armée russe l'avait dépassé ; elle était hors de ses atteintes. Furieux d'avoir été joué, il se rua sur les troupes de Bagration qui soutinrent son choc avec une fermeté admirable. Enveloppées de tous côtés par 30,000 Français, elles restèrent compactes, ne se retirèrent que lorsque la nuit fut venue, laissant le village de Schongraben jonché de leurs morts et blessés, et rejoignirent le gros de l'armée russe, qui filait sur Znaïm. Elle traversa cette ville sans s'arrêter, puis Brünn, et arriva enfin à Olmutz, où, après une longue retraite pleine de périls, de fatigues inouïes et d'angoisses, elle effectua, le 19 novembre, sa jonction avec l'armée de Buxhowden.

Nous la suivions de près : le 20 novembre, Napoléon prit possession de Brünn, et, comme cette ville

était le point de jonction des routes de Bohême, de Krems et de Vienne, il résolut de s'y établir fortement et d'y attendre l'ennemi.

L'archiduc Ferdinand avait levé et organisé en Bohême un corps de 20,000 hommes à la tête desquels il comptait déboucher en Moravie, et se réunir à la grande armée des alliés, dont il eût formé l'aile droite. L'empereur empêcha cette jonction en portant Bernadotte sur la route de Bohême à Iglaw. Toutefois il lui recommanda d'échelonner ses divisions de manière qu'en cas de bataille générale il pût entrer en ligne.

Également fatiguées par des marches forcées et attendant l'une et l'autre les renforts qui devaient les compléter, les deux armées demeurèrent pendant dix jours en présence : elles se préparèrent à la grande bataille qui devait terminer cette campagne.

La jonction des armées de Kutusof et de Buxhowden changeait profondément toute la situation militaire, et la changeait au profit des alliés. Tant qu'elle n'avait point été effectuée, Napoléon, plus fort que chacun d'eux séparément, avait pu espérer de les accabler successivement. Aujourd'hui qu'ils étaient réunis, la proportion était renversée : c'était du côté de ses ennemis qu'était maintenant l'avantage du nombre. Une prudence vulgaire semblait lui conseiller de se rapprocher de ses dépôts, de ses magasins, et de l'armée d'Italie, qui était arrivée à Klagenfurth ; mais l'approche du prince Charles, qui s'avançait par la Hongrie, et l'attitude de jour en jour plus mena-

çante de la Prusse, lui commandaient de frapper, sans plus tarder, des coups décisifs.

Lorsque l'empereur Alexandre fit ses adieux au roi et à la reine de Prusse, il était loin de croire la situation militaire de l'Autriche aussi désespérée que le publiaient les bulletins français. Ce fut seulement en Moravie qu'il connut toute l'étendue des malheurs de son allié. Il en instruisit aussitôt lui-même Frédéric-Guillaume : il lui dit que « le comte de » Ginlay s'était rendu deux fois dans le camp de Na- » poléon pour connaître ses conditions, qu'elles » étaient intolérables, et que le comte d'Haugwitz » devait s'attendre à un accueil très haut de la part » du chef de la France. » Il ajouta qu'il allait nous livrer bataille, et il conjura le roi, au nom de l'amitié qui les unissait et des engagements contractés à Potsdam, de réfléchir que s'il laissait successivement écraser tous ses alliés, il le serait bientôt lui-même à son tour. Il finit par le supplier de lui envoyer immédiatement un corps auxiliaire de 10,000 hommes (1). Son but était certainement, par cette prière insidieuse, de le compromettre sans retour dans sa cause.

La Prusse tenait bien réellement dans ses mains le sort de la campagne et les destins de l'Europe. Si elle eût fait entrer immédiatement des troupes en Bohême, elle se fût engagée sans retour dans le parti des alliés : ils se fussent bien gardés de livrer ba

(1) Lettre de M. de Laforest, Berlin, 26 novembre 1805.

taille dans les champs d'Austerlitz ; ils eussent manœuvré pour ajourner tout choc décisif, donner au comte d'Haugwitz le temps d'accomplir sa mission, et aux troupes prussiennes celui de se rapprocher d'eux. Frédéric-Guillaume ne pouvait plus espérer de Napoléon un pardon sincère. Son salut était dans la rapidité de ses coups. En un cas si critique, les demi-mesures, les ajournements ne pouvaient qu'aggraver sa première faute et la rendre irréparable. Mais dès qu'il fallait agir et frapper, le cœur manquait à ce prince, et l'épée retombait de tout son poids dans le fourreau. Au lieu de fondre intrépidement sur nous, il demanda des conseils : ces conseils eussent été pour un acte de vigueur qu'il les eût éludés. Le maréchal de Mollendorf dit que, » puisque le comte d'Haugwitz était allé soumettre » à l'empereur Napoléon des bases de pacification, » l'équité commandait d'attendre ses premières lettres. D'ailleurs, les armées prussiennes n'avaient » point achevé leur mouvement de concentration ; » il y aurait de la témérité à se prononcer immédiatement : il importait absolument de gagner » plusieurs semaines (1). » Le roi fut charmé de cet avis dilatoire prononcé par un homme auquel sa vieille expérience donnait une grande autorité. Il répondit dans cet esprit à l'empereur Alexandre.

(1) Correspondance de M. de Laforest ; dépêche du 25 novembre (dépôt des Archives).

Ainsi, dans les mains de Frédéric-Guillaume, la médiation armée avait tous les inconvénients réunis de la neutralité et de la guerre; elle n'offrait ni la sécurité de la première ni les chances glorieuses de la seconde; elle menaçait Napoléon sans le contenir; elle donnait des espérances à l'Autriche et à la Russie, quand c'étaient des armées qui pouvaient seules les tirer de leur détresse. L'amitié du roi était stérile comme sa haine; il laissait succomber ses amis, et n'avait pas le courage de frapper celui qui était déjà son ennemi.

Cependant, en dehors de l'âme de ce prince, tout se disposait pour la guerre, comme si elle était résolue. L'armée réunie en Silésie devait pénétrer en Bohême et marcher sur Baraguay-d'Hilliers; celle de Franconie prendrait position le long du Rhin; enfin, celle de Westphalie seconderait les opérations de l'armée anglo-suédo-russe qui occupait le Hanovre, et agirait de concert avec elle contre la Hollande et la Belgique.

De nouvelles troupes étaient venues se réunir à celles qui occupaient déjà le Hanovre, sous les ordres du comte de Tolstoy. 12,000 Anglais et Hanovriens avaient débarqué, le 19 novembre, à Stade, sous les ordres du général Don, et un second débarquement de 10,000 Anglais devait prochainement s'effectuer à l'embouchure du Weser. Le chiffre total des forces

(1) Correspondance de M. de Laforest; dépêche du 26 novembre (dépôt des Archives).

combinées qui occupaient le Lauenbourg et l'électorat s'élevait à 45,000 hommes.

Tous les États qui faisaient partie du système prussien avaient été formellement invités à rassembler des magasins pour l'entretien des troupes qui allaient entrer en campagne. Déjà la garnison de Berlin et les ambulances étaient en marche ; enfin, les équipages du roi n'attendaient plus pour partir que les derniers ordres.

A la tête du parti belliqueux s'étaient placés le baron de Hardemberg, le prince Louis, dont le tempérament fougueux avait besoin des champs de bataille pour se donner carrière, enfin la reine elle-même. Depuis que l'empereur Alexandre avait paru sur les bords de la Sprée, elle ne cessait plus de mêler sa voix timide aux clameurs guerrières ; elle poussait la passion jusqu'à insinuer au roi que, « s'il tardait davantage à se prononcer, l'armée finirait par douter de son courage. » De son côté, le cabinet de Londres tâchait d'entraîner le roi par l'appât de ses subsides. Lord Harrowby venait d'arriver à Berlin chargé de faire à cette cour les offres les plus brillantes. Pressé et circonvenu de toutes parts, Frédéric-Guillaume ne luttait plus qu'avec peine contre les passions déchaînées autour de lui.

Napoléon se trouvait dans un danger immense et flagrant ; s'il ne remportait pas une victoire prompte, éclatante, décisive, il allait avoir 150,000 ennemis de plus à combattre : tout serait remis en question, le sort de son armée, le salut de la France et sa propre couronne.

Après de longs délais calculés, M. d'Haugwitz venait d'arriver au quartier-général français. L'empereur lui donna audience le 28 novembre : mais il ne lui laissa pas énoncer les propositions dont il était porteur. Il lui montra les deux armées prêtes à en venir aux mains, et lui fit comprendre l'intérêt qu'ils avaient l'un et l'autre à ajourner toute explication. Néanmoins il lui déclara « qu'il n'admettrait la médiation » du roi qu'à deux conditions : la première, que, du- » rant les négociations, aucune troupe britannique, » russe ou suédoise, n'entrerait en Hollande ; la se- » conde, qu'on assurerait à la garnison française qui » occupait la place de Hameln un rayon plus étendu, » afin qu'elle eût le moyen de pourvoir à ses subsis- » tances. »

M. d'Haugwitz connaissait trop bien l'esprit irrésolu de son maître pour brusquer une négociation dont la fortune des armes pouvait soudainement changer le caractère. Il garda prudemment le silence, et attendit, non sans de vives angoisses, l'issue de la grande bataille qui allait se livrer.

Avant d'en venir à un choc que tout annonçait devoir être terrible, les souverains d'Autriche et de Russie et l'empereur Napoléon firent simultanément une démonstration pacifique. Le 27 novembre, les comtes de Giulay et de Stadion se présentèrent au camp de Napoléon, et lui soumirent, au nom de leurs souverains, les propositions suivantes : « Des négociations s'ouvriraient immédiatement pour » débattre les conditions de la paix générale ; mais

» la France s'engagerait préalablement à évacuer » l'Allemagne et toute l'Italie. » Des prétentions aussi arrogantes annonçaient, ou que les alliés avaient puisé un excès de confiance dans la réunion des armées de Kutusof et de Buxhowden, et dans les promesses de la Prusse, ou que leur démarche n'était qu'un jeu pour abuser leurs peuples et leurs soldats, et gagner du temps.

Napoléon représenta aux envoyés de l'empereur d'Autriche tout ce que leurs propositions avaient d'extravagant, et, pour s'assurer si leur mission était sérieuse, il leur offrit de conclure un armistice. Leur refus fit bien voir que ce n'était point un désir véritable de pacification qui les avait conduits dans son camp.

De son côté, engagé comme il l'était au fond de la Moravie, entouré d'ennemis, au milieu d'une population frémissante, et menacé par 150,000 Prussiens, il était rempli d'anxiétés. La confiance que lui inspiraient son génie, la valeur de ses soldats et l'excellence de ses positions, ne pouvait lui déguiser les dangers de sa situation. Ce n'était plus à des Autrichiens qu'il allait avoir affaire, mais à des Russes. La vigueur avec laquelle ces derniers s'étaient battus à Amstetten et à Hollabrünn lui faisait craindre de n'obtenir qu'une demi-victoire, et une victoire complète, décisive, pouvait seule le tirer d'embarras.

L'influence du désastre de Trafalgar se faisait déjà sentir autour de lui. Cette grande et triste nouvelle avait consterné les chefs de l'armée et amorti dans leur esprit l'ivresse de nos triomphes en Allemagne. La plupart

pensaient, à l'inverse de l'empereur, que, la fortune nous trahissant sur mer, c'était le cas de nous montrer modérés dans nos prétentions sur le continent. Tous ceux qui étaient capables de scruter le fond de choses et qui interrogeaient l'avenir ne pouvaient se défendre de vagues et sombres pressentiments. En général, on désirait ardemment la paix. Les maréchaux le plus avant dans la confiance de l'empereur, la lui conseillaient. Autant pour céder à leurs instances que par un sentiment de haute courtoisie à l'égard d'un prince dont il avait toujours souhaité ardemment l'amitié, et afin de connaître la physionomie du camp de alliés, il résolut d'envoyer un de ses officiers complimenter l'empereur Alexandre.

Le 28 au matin, il fit appeler son aide-de-camp Savary; il tenait une lettre à la main ; il lui dit : « Allez à » Olmutz, vous remettrez cette lettre à l'empereur de » Russie; vous lui direz qu'ayant appris qu'il était ar» rivé à son armée, je vous ai envoyé le saluer de ma » part. S'il vous questionne, vous savez ce qu'on doit » répondre en pareille circonstance (1).» La lettre était ainsi conçue :

« Sire, j'envoie mon aide-de-camp, le général » Savary, près de Votre Majesté pour le complimenter » sur son arrivée à son armée. Je le charge de lui » exprimer toute mon estime pour Elle et mon désir » de trouver des occasions qui lui prouvent combien » j'ambitionne son amitié. Qu'Elle le reçoive avec cette

(1) Mémoires du duc de Rovigo, t. II, p. 181 et suivantes.

» bonté qui la distingue, et me tienne comme un des » hommes les plus désireux de lui être agréable. Sur » ce je prie Dieu, etc. »

Le général Savary avait toutes les qualités qu'exigeait la mission délicate dont il était chargé : il avait le coup d'œil prompt, net et sûr, beaucoup de sang-froid déguisé sous une exquise politesse, la parole à la fois souple et ferme, un sentiment profond de la dignité de son souverain, et cette confiance née d'un noble orgueil que l'empereur savait inspirer à tout ce qui l'approchait.

L'empereur Alexandre reçut l'envoyé de Napoléon avec l'affabilité gracieuse qui était une des séductions de sa personne. « Je suis sensible à la démarche de » votre maître, » lui dit-il; « c'est avec regret que je » suis armé contre lui, et je saisirai avec beaucoup de » plaisir l'occasion de le lui témoigner; depuis long- » temps il est l'objet de mon admiration. »

Alexandre passa dans une autre pièce pour prendre connaissance de la lettre de Napoléon, et reparut une demi-heure après, tenant sa réponse à la main, l'adresse en dessous. Il dit à Savary que « les sentiments » exprimés dans la lettre de Napoléon lui avaient fait » beaucoup de plaisir et qu'il n'était point disposé à » être son ennemi » Il rappela les services qu'il avait personnellement rendus à la France lorsque, n'étant encore que grand-duc, il avait contribué à faire reconnaître par son père et bientôt après par tous les autres États, le gouvernement consulaire. Puis il ajouta : « Si aujourd'hui je suis dans d'autres senti-

» ments, c'est que la France a adopté d'autres prin-
» cipes et que les grandes puissances de l'Europe
» en ont conçu de l'inquiétude. Je suis appelé par
» elles pour concourir à fonder un ordre de choses
» qui rassure et garantisse tous les intérêts; c'est
» dans ce but que je suis sorti de chez moi. Vous
» avez été admirablement servis par la fortune, il
» faut l'avouer; mais, en allié fidèle, je ne me sépa-
» rerai pas du roi des Romains (l'empereur d'Alle-
» magne) dans un moment où son avenir repose sur
» moi; il est dans une mauvaise situation, mais pas
» encore sans remède : je commande à de braves gens,
» et, si votre maître m'y force, je leur commanderai
» de faire leur devoir. »

Savary ayant répondu que l'empereur Napoléon était dans les dispositions les plus conciliantes, qu'il désirait sincèrement la paix, que la démarche faite en ce moment en était la preuve, l'empereur Alexandre reprit : « Vous avez raison, elle fait le plus grand hon-
» neur à sa modération; mais est-ce vouloir la paix
» que de proposer des conditions aussi désastreuses
» que celles qui sont proposées au roi des Romains?
» Je vois que vous ne les connaissez pas.» — « Non,
» sire, répondit Savary, mais j'en ai entendu parler. »
« — Eh bien, dit l'empereur, vous devez convenir
» qu'elles ne sont pas acceptables.

Savary, dans une chaleureuse et brillante réplique, s'attacha à justifier les prétentions de son empereur par la violence et l'iniquité qu'avait montrées l'Autriche en venant l'attaquer, en pleine paix,

au moment où il était absorbé par les travaux de l'expédition d'Angleterre.

Alors Alexandre précisa les griefs des alliés : il se plaignit de la réunion de Gênes, des changements opérés en Italie, de la forme de gouvernement que nous avions donnée à ce pays et qui le mettait sous nos lois. « C'était là, dit-il, la question capitale. »

En ce qui touchait Gênes, Savary allégua la situation déplorable dans laquelle se trouvait cette ville réduite à l'alternative de se donner à la France ou aux Anglais. Puis il ajouta que « l'Italie était tout entière » notre conquête, que nous l'avions arrosée de notre » sang, que, deux fois, elle avait retrouvé la liberté et » son existence politique par nos efforts. Si elle avait » commencé par une forme républicaine, c'était afin » qu'elle se mît en harmonie avec la puissance con- » servatrice...... Si, en dernier lieu, elle a su se pla- » cer sous la protection d'un gouvernement monar- » chique, comme venait de le faire la France, ne de- » vait-elle pas choisir un monarque puissant, de l'appui » duquel un État nouveau a toujours besoin? Dans ce » cas, elle n'avait à opter qu'entre l'Autriche et la » France. Nous venions de nous battre dix ans pour la » conquérir, l'agrandir, l'arracher aux Autrichiens, la » contsituer. Eussions-nous souffert un choix qui eût » détruit notre ouvrage? Si l'Autriche n'a pas renoncé » à l'Italie, nous nous battrons encore pour celle-ci, » et, si elle y a renoncé de bonne foi, peu lui importe » comment l'Italie se gouverne. »

L'entretien dura ainsi quelque temps sur les mêmes

sujets; puis, quand il fut terminé, l'empereur Alexandre, tenant toujours en dessous l'adresse de sa lettre, dit à Savary : « Voici ma réponse; l'adresse » ne porte point le caractère qu'il a pris depuis. Je » n'attache pas d'importance à ces bagatelles; mais » cela est une règle d'étiquette, et je la changerai » avec bien du plaisir aussitôt qu'il m'en aura fourni » l'occasion. » L'adresse portait ces mots : *Au chef du gouvernement français.*

Savary lui répondit avec une dignité parfaite : « Votre Majesté a raison; cela ne peut être qu'une » règle d'étiquette, et l'empereur aussi ne la jugera » pas différemment. Comme général en chef de l'ar- » mée d'Italie, il commandait déjà à plus d'un roi; » content et heureux du suffrage des Français, ce » n'est que pour eux qu'il trouve de la satisfaction à » être reconnu. Néanmoins, je lui rendrai compte » des dernières paroles de Votre Majesté. »

L'aide-de-camp de Napoléon prit congé de l'empereur Alexandre. Au moment de quitter le camp des Russes, M. de Nowosilsof lui dit que l'empereur son maître lui avait ordonné de l'accompagner, la mission dont S. M. venait de le charger exigeant qu'il se mît en communication avec M. d'Haugwitz, qui devait être en ce moment à Brünn.

En entendant le négociateur russe énoncer une telle prétention, le général Savary ne put s'empêcher de sourire. Il lui répondit que, si on le forçait à l'emmener, il le déposerait à nos avant-postes, où il resterait jusqu'à ce que l'empereur Napoléon eût donné

ses ordres. M. de Nowosilsof, désappointé par cette ferme réponse, n'insista plus, et Savary retourna seul dans le camp français.

Ce général rendit compte à l'empereur de sa mission ; il ajouta qu'il s'était trouvé au milieu de toute la jeunesse russe de la plus grande qualité, qu'elle ne respirait que bataille, qu'il regardait un choc comme inévitable, à moins que l'empereur Napoléon ne trouvât un moyen de concilier les affaires conformément aux désirs manifestés par l'empereur Alexandre. Savary ayant fini de parler, l'empereur réfléchit quelques instants; puis, il lui dit : « Prenez un trom-
» pette et faites en sorte de retourner chez l'empereur
» de Russie; vous lui direz que je lui propose une en-
» trevue demain, à l'heure qui lui conviendra, entre
» les deux armées, et que, bien entendu, il y aura,
» pendant ce temps-là, une suspension d'armes de
» vingt-quatre heures. »

Toutes les opinions n'étaient pas unanimes dans le camp des alliés sur le parti qu'on devait adopter. Les uns, et à leur tête, dit-on, Kutusof, conseillaient d'ajourner une bataille générale et de manœuvrer pour rejoindre l'armée du prince Charles, soulever la Hongrie et donner à la Prusse le temps de se prononcer. Cet avis était plein de sagesse. Toute la crainte de Napoléon était qu'il ne prévalût. La configuration du terrain qu'occupait son armée lui offrait des avantages tels qu'il avait résolu d'y attirer à tout prix les alliés. « Messieurs, » avait-il dit à ses maréchaux quelques jours auparavant, « étudiez bien ce terrain ; dans

» peu, il deviendra notre champ de bataille. » Il est présumable que la seconde mission de Savary auprès de l'empereur Alexandre n'était plus, comme la première, un acte de conciliation, mais une ruse de guerre. Sans doute Napoléon voulait abuser les alliés par l'ardeur de ses démonstrations pacifiques, leur persuader qu'il se regardait comme très compromis, et les enhardir à venir l'attaquer. Quand son aide-de-camp fut parti, il fit reployer toutes ses lignes trois lieues en arrière, se couvrit de retranchements, et prit une contenance timide, comme s'il était décidé à battre en retraite.

Le retour de Savary dans le camp des Russes et le reploiement de nos corps achevèrent d'exalter les têtes des jeunes nobles qui entouraient l'empereur Alexandre. Ils repoussèrent dédaigneusement, comme dicté par des esprits pusillanimes et découragés, le conseil d'ajourner la bataille. « Napoléon, » disaient-ils, « s'était laissé entraîner par l'espoir d'at-» teindre Kutusof au fond de la Moravie. Il s'en re-» pentait aujourd'hui : tout trahissait chez lui l'in-» quiétude et l'angoisse ; ce que n'avaient pu faire » les Autrichiens, les Russes sauraient bien l'accom-» plir. A eux était réservée la gloire de punir les Fran-» çais de leur marche téméraire, de venger le désas-» tre d'Ulm et de raffermir sur ses bases l'Europe » ébranlée. » Cette opinion l'emporta, et il fut décidé que, sans plus attendre, l'armée alliée nous livrerait bataille.

Alexandre refusa le rendez-vous demandé par l'em-

pereur des Français, sous prétexte qu'il devait préalablement se concerter avec l'empereur d'Autriche, qui était un peu éloigné, et il envoya à sa place son premier aide-de-camp, le prince Dolgorouki.

Au lieu de recevoir cet envoyé dans son camp, Napoléon affecta de lui en fermer l'entrée; il se rendit aux avant-postes, et lui donna audience sur la grande route d'Olmutz. L'armée était silencieuse et renfermée dans ses retranchements. Ces apparences gonflèrent d'orgueil le prince Dolgorouki : c'était un de ces jeunes seigneurs qui avaient plus d'orgueil national que de lumières, grands partisans de l'Angleterre, protecteurs dédaigneux de l'Autriche, ennemis fougueux de la France, ambitieux d'étendre partout la suprématie de la Russie, et qui s'imaginaient que les alliés n'avaient plus qu'à s'avancer pour envelopper toute l'armée française et l'anéantir. Dans sa conférence avec Napoléon, il n'eut ni la mesure ni le tact que commandait la présence d'un si grand homme : il voulut être digne et il ne fut qu'arrogant. Il renouvela la demande déjà faite que la France évacuât sans délai l'Allemagne et l'Italie (1).

(1) Les 30e et 33e bulletins disent que le général Dolgorouki poussa l'excès des prétentions jusqu'à oser demander que la France renonçât, non pas seulement à l'Italie, mais à la Belgique. Il faut se défier des bulletins rédigés dans la vue d'agir sur l'armée et sur le peuple, et de les exalter. C'était déjà une prétention assez ridicule d'exiger du vainqueur d'Ulm qu'il évacuât l'Italie, sans supposer encore qu'ils eussent poussé l'arrogance jusqu'à lui demander de renoncer aux provinces belges.

Napoléon opposa un calme plein de noblesse aux airs superbes du prince Dolgorouki, et répondit à ses hautaines demandes : « Si c'est là ce que vous aviez » à me dire, allez rapporter à l'empereur Alexandre » que je ne croyais pas à ces dispositions lorsque » je demandais à le voir : je ne lui aurais montré » que mon armée, et je m'en serais rapporté à son » équité pour les conditions ; il le veut, nous nous » battrons, je m'en lave les mains. »

Quand l'envoyé russe fut parti, l'empereur se tourna vers les généraux qui l'avaient accompagné, et il leur dit : « Il faut que ces gens-là soient fous de » me demander d'évacuer l'Italie, lorsqu'ils sont dans » l'impossibilité de m'arracher de Vienne. Quels pro- » jets avaient-ils donc, et qu'auraient-ils fait de la » France si j'avais été battu ?

Tout espoir d'arrangement étant évanoui, il ne restait plus qu'à combattre. Les souverains alliés et Napoléon avaient mis à profit les dix jours qui venaient de s'écouler pour se renforcer de toutes les troupes qui étaient à leur portée. D'une part, le grand-duc Constantin avait rejoint l'empereur Alexandre avec les réserves et la garde impériale : de l'autre, Napoléon avait appelé à lui Davoust et Bernadotte.

Voici quelles étaient, le 1er décembre, les positions respectives des deux armées. La ligne française s'étendait depuis les montagnes qui sont à la gauche de la grande route de Brünn à Olmutz jusqu'à l'abbaye de Raygern. L'aile gauche, conduite par le maréchal Lannes, s'appuyait à la montagne du Santon. Le centre,

sous les ordres de Bernadotte, était placé un peu en arrière du village de Ghirkowitz. L'aile droite, où étaient les grandes masses, commandée par le maréchal Soult, se prolongeait depuis Ghirkowitz jusqu'à l'abbaye de Raygern : les divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Levasseur, qui étaient les plus rapprochés du centre, étaient comme cachées dans le fond d'un ravin, en face du plateau de Pratzen, occupé par le centre de la ligne ennemie. Plus à droite, la division Legrand devait défendre les défilés formés par les étangs de Menitz et de Satchen et par les villages de Telnitz et de Sokelnitz. Enfin, Davoust, qui arrivait à marches forcées de Presbourg, devait former, à l'abbaye de Raygern, l'extrême droite de la ligne. La réserve et la garde impériale étaient rangées en arrière du centre et de la droite. Les opinions ne sont pas unanimes sur la force de l'armée française : les uns l'ont portée à 65,000, les autres à 80,000 hommes : ce qui est hors de doute, c'est qu'elle était inférieure de 15 à 20,000 hommes à celle de l'ennemi. Napoléon la commandait en personne.

Le plan des alliés était de porter leurs principaux efforts sur notre extrême droite, de la déborder en forçant les défilés de Telnitz et de Sokelnitz, de nous couper de Vienne et de Masséna, et de nous refouler sur Brünn et sur la route de Bohême, par laquelle devaient arriver les Prussiens. Leur droite, sous les ordres du prince Bagration, s'appuyait au village d'Hallubitz et de Blasowitz, près de la route d'Olmutz. Les colonnes du centre, conduites par Kollowrath, étaient

en ligne derrière les hauteurs de Pratzen, qu'elles devaient occuper aussitôt que les colonnes de gauche les auraient quittées pour se porter par les défilés des étangs sur notre droite et la prendre à revers. L'aile gauche, commandée par Buxhowden, et qui était destinée à frapper les grands coups, se prolongeait depuis le plateau de Pratzen jusqu'au village d'Aujest, placé en face des étangs. Ainsi, le plateau de Pratzen formait le point central de la ligne des alliés.

Napoléon avait deviné leur projet : il avait résolu de saisir le moment où leur gauche abandonnerait le plateau pour s'en emparer lui-même, couper en deux l'armée combinée, envelopper et écraser le corps de Buxhowden. Le 30 novembre, montrant les hauteurs de Pratzen à ses maréchaux, il leur dit : « Si je voulais » empêcher l'ennemi de passer, c'est ici que je me » placerais ; mais je n'aurais qu'une bataille ordi- » naire : si, au contraire, je refuse ma droite en la » retirant vers Brünn et que les Russes abandonnent » ces hauteurs, ils sont perdus sans ressource. » Il ne craignit pas d'initier son armée tout entière au secret de sa pensée. « Soldats, » leur dit-il dans sa proclamation, « l'armée russe se présente devant » vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm : ce » sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à » Hollabrünn, et que, depuis, vous avez constamment » suivis jusqu'ici. Les positions que nous occupons » sont formidables, et, pendant qu'ils marchent pour » tourner ma droite, ils me prêtent le flanc. »

La nuit n'apporta aucun changement aux résolutions des alliés. Le plan qu'ils avaient conçu, ce plan qui les conduisait à leur ruine, ils l'exécutèrent avec une ponctualité minutieuse. Le 2 décembre au matin, toute leur aile gauche s'ébranla, et, descendant des hauteurs de Pratzen, elle se porta en masse sur les défilés de Telnitz et de Sokelnitz. A cette nouvelle, Napoléon ressentit une joie indicible : l'ennemi venait, de lui-même, se précipiter dans ses serres. Ses colonnes étaient encore immobiles, et déjà il tenait la victoire. Tandis que toute l'aile gauche ennemie fondait sur la division Legrand, le corps de Lichtenstein, par un mouvement inverse, se portait sur Hollubitz, pour seconder l'attaque du Santon, en sorte qu'il y eut un moment, moment bien court mais décisif, où l'armée ennemie se trouva disjointe et divisée en deux grandes masses poussées dans deux directions opposées, l'une contre l'extrémité de notre aile droite, l'autre contre notre aile gauche. C'est ce moment que Napoléon saisit pour lancer ses colonnes sur le centre dégarni des alliés et leur porter des coups accablants.

Parcourant le front des bataillons de Soult, il les enflamma par son geste et sa voix : « L'ennemi, » leur dit-il, « vient se livrer imprudemment à vos coups : » terminez la campagne par un coup de tonnerre. » Aussitôt toutes ses colonnes s'élancent à la fois ; Bernadotte sur Blasowitz ; les divisions Saint-Hilaire, Vandamme, Levasseur, et, à leur tête, le maréchal Soult, sur les hauteurs de Pratzen : elles abordent de front et de flanc le corps de Kollowrath, qui s'avance pour

remplacer sur le plateau les colonnes de Buxhowden. Ce corps d'armée, assailli à l'improviste au milieu de son mouvement, se rompt sous le choc impétueux des divisions Vandamme et Saint-Hilaire. Vainement l'empereur Alexandre et Kutusof s'efforcent de reformer leurs lignes brisées : l'épouvante et le désordre s'introduisent dans les rangs ; tout plie et se retire sur Hosteriadecke et Waschau.

Lannes, Murat et Bernadotte obtenaient des avantages non moins décisifs, quoique plus disputés, sur la droite des alliés. Blazowitz était le nœud de cette partie du champ de bataille. Les colonnes de Lichtenstein ayant été rappelées de la droite au secours du centre, s'offrirent à nos coups dans leur marche confuse : Bernadotte les attaqua avec furie, perça leurs lignes et pénétra dans Blazowitz. Le grand-duc Constantin accourut alors avec les réserves et ranima la lutte. Blazowitz fut pris et repris plusieurs fois, mais finit par rester entre nos mains. En vain les chevaliers-gardes arrivèrent d'Austerlitz pour rallier les réserves : ils furent eux-mêmes enfoncés par les grenadiers à cheval de la garde impériale. Enfin, Bagration, cédant à l'attaque fougueuse de Lannes et de Murat, fut entraîné lui-même dans le mouvement rétrograde des réserves et du centre ; la ligne ennemie fut rompue sur tous les points.

Cependant Buxhowden avait tenté vainement de forcer les défilés des étangs. Tant qu'il n'avait eu à combattre que la division Legrand, il avait fait des progrès sur notre droite : ces légers avantages étaient

entrés dans les calculs de Napoléon, qui voulait l'amorcer et l'attirer, afin d'agrandir la trouée au centre de la ligne ennemie. L'arrivée de Davoust changea tout-à-coup la face des choses. Ce maréchal refoula sur Telnitz et Sokelnitz les colonnes de Doctorof, de Langeron et de Pribicheski, et les contint à l'issue des défilés jusqu'au moment où l'empereur, se rabattant des hauteurs de Pratzen sur Anjest et Sokelnitz, fondit sur leurs flancs et sur leurs derrières et les refoula sur les étangs. Le corps de Pribicheski, enveloppé à Sokelnitz, se rendit le premier; bientôt celui de Langeron subit le même sort. Buxhowden, engagé moins à fond dans les défilés, parvint à s'ouvrir une issue à travers nos colonnes pressées sur les hauteurs d'Anjest, et rejoignit Kutusof à Waschau; mais cette retraite lui coûta la moitié de ses soldats et toute son artillerie. Les grandes infortunes de ce jour furent réservées aux troupes du général Doctorof : coupées de Buxhowden et cernées de toutes parts, elles se battirent en désespérées; plus de la moitié de ce corps et 38 pièces de canon, s'étant aventurées sur l'étang gelé de Satchen, la glace se rompit sous ce poids énorme, et tout fut englouti. L'autre moitié, composée surtout de cavalerie, s'enfuit en désordre dans la direction de Czeist, laissant la route jonchée de morts et de blessés.

Ainsi finit cette mémorable bataille d'Austerlitz qui coûta aux alliés, les uns disent 30,000, les autres jusqu'à 45,000 hommes, tués, noyés, prisonniers ou

égarés, 120 pièces de canon, un matériel immense, et qui éleva à une hauteur incomparable la gloire militaire de la France et de son empereur.

Le lendemain de cette grande journée, l'armée des alliés était dans une situation déplorable : réduite à peine à 30,000 hommes, plongée dans un abattement impossible à décrire, sans munitions, sans vivres, privée de presque toute son artillerie, elle fuyait à pas précipités vers la Hongrie, pour s'y rallier au prince Charles, et elle n'avait pas même la certitude de conserver cette dernière voie de salut. Aussi habile à tirer parti de ses victoires qu'à les préparer, Napoléon avait lancé Murat sur la route d'Olmutz, afin de tourner la droite des Russes ; Davoust sur Gœding, pour tourner leur gauche et leur intercepter la route de Hongrie ; lui-même, avec le gros de ses colonnes, les poursuivait en queue ; leur perte semblait infaillible. Les deux empereurs marchaient au milieu de leurs soldats découragés, et leurs personnes elles-mêmes étaient menacées de tomber entre les mains du vainqueur. François II ne se sentit pas le courage de prolonger la lutte; il résolut de se séparer de son allié et de demander la paix.

Le 3 décembre, de grand matin, le prince de Lichtenstein, après avoir erré pendant toute la nuit au milieu de nos bivouacs, parvint enfin à trouver le quartier-général de l'empereur Napoléon : il se fit introduire dans sa tente, et lui dit que l'empereur son maître l'avait envoyé près de lui pour négocier un armistice et solliciter une entrevue. L'entrevue fut

accordée et fixée au lendemain. Le 4 décembre, à l'heure convenue, l'empereur d'Autriche arriva au bivouac de Sarutschitz. Il était en calèche, accompagné des princes Jean de Lichtenstein, de Wurtemberg, de Schwartzemberg et des généraux Kienmayer, Bubna et Stutherheim. Napoléon alla au-devant de lui, l'embrassa en l'abordant, et le conduisit au feu de son bivouac en lui disant : « Sire, je » vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis » deux mois. — Vous tirez un si bon parti de cette » habitation qu'elle doit vous plaire, » lui répondit en souriant François II.

Napoléon avait le choix entre deux partis : il pouvait faire avec l'Autriche une paix séparée, ou bien pousser jusqu'au bout sa fortune et ne poser les armes qu'après avoir conclu la paix, non pas seulement avec l'empereur d'Autriche, mais aussi avec l'empereur de Russie.

Depuis le désastre d'Ulm, l'Autriche était pour ainsi dire hors de combat ; il n'y avait plus dans l'arène que la France et la Russie. La fortune venait de prononcer : Napoléon avait le droit d'exiger le prix de son double triomphe. Ne conclure la paix qu'avec l'Autriche et rester en guerre avec la Russie, c'était faire une œuvre incomplète, annihiler tous les effets de notre prodigieuse victoire, et laisser l'Europe livrée aux chances d'une nouvelle conflagration. Il est impossible d'admettre que Napoléon n'ait pas été frappé des inconvénients d'une paix isolée. Mais sa situation militaire, quelque brillante qu'elle fût, pré-

sentait des points faibles et vulnérables : il ne connaissait pas au juste la distance qui séparait les troupes de Davoust du pont de Gœding sur la rivière de la Marche : il craignait qu'elles ne fussent pas assez avancées pour y prévenir les Russes, ni assez nombreuses pour les contenir. Si les deux empereurs parvenaient à effectuer leur jonction avec l'archiduc Charles, ils auraient 100,000 hommes à nous opposer. De leur côté, Benigsen s'approchait à la tête d'une troisième armée russe, et l'archiduc Ferdinand débouchait de Bohême avec 20,000 hommes, chassant devant lui le corps du général de Wrède, qu'il avait battu à Iglaw. La guerre se prolongeant, le roi de Prusse finirait probablement par céder aux obsessions de la coalition et de sa propre famille, et entrerait en lice. Dès lors, notre situation, si forte et si glorieuse aujourd'hui, serait de nouveau compromise. Enfin, peut-être Napoléon a-t-il reculé devant l'excès de sa fortune : l'homme qui ne devait sa couronne qu'à son génie et à la volonté du peuple n'aura pas osé ajouter aux trophées de sa victoire la prise d'un czar et celle d'un empereur d'Autriche. Quoi qu'il en soit, il consentit à ce que lui demandait François II, et il lui dit : « L'armée russe est cernée, pas un » homme ne peut échapper ; mais je désire faire une » chose agréable à l'empereur Alexandre : je laisse» rai passer l'armée russe ; j'arrêterai la marche de » mes colonnes, pourvu que l'armée russe retourne en » Russie, qu'elle évacue l'Allemagne, la Pologne au» trichienne et prussienne, et que Votre Majesté me

» promette de ne plus me faire la guerre. »— « Cette » promesse, je vous la donne, » répondit l'empereur d'Autriche ; « quant à l'empereur Alexandre, son » intention est de retourner en Russie avec son » armée. »

Quand François II se fut retiré, Napoléon parut se repentir de ce qu'il venait d'accorder ; il dit aux généraux qui l'entouraient : « Cet homme me » fait faire une faute ; j'aurais pu suivre ma vic- » toire et prendre toute l'armée russe et autrichienne ; » mais quelques larmes de moins seront versées. » Il ordonna aussitôt à Savary de se rendre auprès de l'empereur Alexandre, et, si ce prince acceptait les conditions de l'armistice, d'en prévenir immédiatement Davoust, afin qu'il arrêtât son mouvement sur Gœding.

Mais Alexandre n'avait pas attendu la conclusion de l'armistice pour s'en assurer les avantages. Le 4 décembre au matin, dans le moment même où les empereurs de France et d'Autriche étaient en conférence, Davoust s'avançait à marches forcées sur Gœding, dont il n'était plus éloigné que d'une demi-lieue. Merfeldt, chargé d'en défendre les approches, était hors d'état de tenir tête au corps de Davoust : la situation du général autrichien était critique, ses perplexités exrêmes ; il était responsable en quelque sorte du salut de l'armée russe et des deux empereurs ; il envoya proposer à Davoust une suspension d'armes. Les Russes étaient encore à trois lieues en arrière, et il importait de gagner à tout

prix deux ou trois heures. Mais le maréchal qui ne savait rien encore, rejeta la demande de Merfeldt et pressa la marche de ses troupes. De minute en minute, le danger s'aggravait pour l'armée combinée et pour les deux empereurs ; Davoust touchait aux portes de la ville, il allait s'emparer du pont construit sur la rivière de la Marche, quand un second parlementaire se présente et lui remet le billet suivant écrit au crayon : *J'autorise le général Merfeldt à faire connaître au général français que les deux empereurs d'Allemagne et de France sont en conférence, qu'il y a un armistice dans cette partie, et qu'il est en conséquence inutile de sacrifier plus de braves gens.*

4 décembre. ALEXANDRE.

Davoust ne put croire que l'empereur de Russie eût compromis dans une ruse de guerre son caractère et son nom ; il crut de bonne foi que l'armistice était conclu ; il arrêta ses colonnes, et laissa passer librement sur la rive gauche de la Marche l'empereur Alexandre et les 25,000 Russes qui avaient échappé au désastre d'Austerlitz.

Savary trouva ce prince, non à Gœding, comme il s'y attendait, mais à Holitsch, et parfaitement en sûreté. A sa vue, Alexandre lui dit : « Je suis bien aise » de vous revoir dans une occasion aussi glorieuse » pour vous : cette journée ne gâtera rien à toutes » celles de la carrière militaire de votre maître. C'est » la première bataille où je me suis trouvé, et j'a-

» voue que la rapidité de ses manœuvres n'a jamais » laissé le temps de secourir aucun des points qu'il a » successivement attaqués. Mais de quoi s'agit-il? » puis-je me retirer en sûreté ? »

« Oui, sire, » répondit Savary, « si Votre Majesté » ratifie ce que les deux empereurs ont arrêté dans » leur entrevue. — Et qu'est-ce? — Que l'armée de » Votre Majesté se retirera chez elle par journées » d'étape qui seront réglées par l'empereur, et » qu'elle évacuera l'Allemagne et la Pologne autri- » chienne. A cette condition, l'empereur m'a com- » mandé de me rendre à nos avant-postes, qui vous » ont tourné, et d'y donner ses ordres pour protéger » votre retraite, l'empereur voulant respecter l'ami » du premier consul. »

« Oui, » répondit Alexandre, « j'accepte. C'est pour » le roi des Romains que je suis venu ; il me dégage ; il » est content de ce qui lui est promis; je puis l'être » aussi, puisque je ne formais point de vœu pour moi. » Quelle garantie votre maître exige-t-il? — Sire, » votre parole. — Je vous la donne. »

Le 4 décembre au matin, l'empereur de Russie reprit en toute hâte la route de ses États.

Il est évident que la démarche de François II et son entrevue avec Napoléon avaient été concertées avec Alexandre, et que les deux empereurs, comme l'a dit un témoin de ces grands événements (1), s'étaient partagé les rôles pour échapper à la honte d'une capitulation qui eût fait oublier celle de Mack.

(1) Mémoire du duc de Rovigo, vol. II, pages 184-226.

Napoléon ne se contenta pas de protéger la retraite de l'empereur Alexandre; il se plut à lui donner une nouvelle marque d'égards; il lui renvoya le prince Repnin et tous les soldats russes de la garde impériale faits prisonniers à Austerlitz.

Les bases de l'armistice avaient été arrêtées le 4 décembre entre l'empereur Napoléon et le prince Jean de Lichtenstein; mais elles ne furent signées que le 6. Il fut convenu que l'armée française conserverait toutes ses positions, c'est-à-dire plus d'un tiers des États autrichiens, y compris Presbourg; que l'empereur François II contremanderait toutes ses levées extraordinaires, et que l'armée russe évacuerait la Moravie et la Hongrie dans l'espace de quinze jours, et la Gallicie dans celui d'un mois.

Napoléon ne voulut pas quitter les champs de bataille que son armée venait d'illustrer, sans la remercier : il lui adressa cette belle proclamation.

« Soldats, je suis content de vous; vous avez, à
» la bataille d'Austerlitz, justifié ce que j'attendais de
» votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles d'une
» gloire immortelle. Une armée de 100,000 hommes,
» commandée par les empereurs d'Autriche et de
» Russie, a été, en moins de quatre heures, ou coupée
» ou dispersée; ce qui a échappé à votre fer s'est
» noyé dans les lacs.

» Quarante drapeaux, les étendards de la garde
» impériale de Russie, 120 pièces de canon, 20 géné-
» raux, plus de 30,000 prisonniers, sont les résultats
» de cette journée à jamais célèbre.

« .... Soldats, lorsque tout ce qui est néces-
» saire pour assurer le bonheur et la prospérité de
» notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en
» France : là, vous serez l'objet de mes plus tendres
» sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et
» il vous suffira de dire : *J'étais à la bataille d'Aus-*
» *terlitz*, pour que l'on réponde : Voilà un brave. »

CHAPITRE XVII.

Impression produite à Berlin par la nouvelle de la bataille d'Austerlitz. — Efforts de cette cour pour justifier sa conduite. — Excuses données par M. Lombard et le duc de Brunswick. — Anxiétés du roi. — Mesures défensives. — Lettre de M. de Hardemberg à lord Harrowby (22 décembre 1805). — Situation de la France à l'égard de la Prusse. — Nécessité pour Napoléon de prendre un parti décisif. — Première audience accordée par ce prince au comte d'Haugwitz. — Tout éclat ajourné. — Seconde entrevue au palais de Schœnbrünn. — Violentes explications. — Traité du 15 décembre 1805. — Négociations et traité de Presbourg. — Considérations sur le traité de Presbourg. — Consternation du roi de Prusse à la lecture du traité du 15 décembre. — Irritation de l'opinion. — Grand conseil convoqué par le roi. — Changements considérables introduits par ce prince dans le traité. — Envoi de M. d'Haugwitz à Paris. — Désarmement intempestif. — Colère de Napoléon. — Il impose à la Prusse un nouveau traité. — Le roi le ratifie sans conditions.

La nouvelle du désastre des Russes saisit la cour de Berlin dans le paroxysme de son excitation contre la France. Le roi en fut informé par le comte d'Haugwitz et par l'empereur Alexandre lui-même. Ce

prince, après quelques reproches, lui conseillait de se tenir en garde contre les vues de la France, mettait à sa disposition les 20,000 Russes qu'il avait jetés dans le Mecklembourg ainsi que celui de ses corps d'armée qui était en Silésie, et le déliait au surplus de tous ses engagements. Le prince Dolgorouki vint confirmer en personne les faits contenus dans la lettre de l'empereur. L'impression produite à Berlin par le récit de la bataille d'Austerlitz fut terrible. Partout, à la cour, dans les salons de la noblesse, dans les casernes, le cri de guerre cessa de se faire entendre, et les passions qui, la veille encore, grondaient autour du trône, rentrèrent dans un morne silence. M. de Laforest, que l'on commençait à traiter avec une hauteur dédaigneuse, devint tout-à-coup l'objet des égards empressés de tout le monde, et la peur fit sourire les visages naguère les plus hostiles. La métamorphose fut générale et complète.

Il fallait donner des excuses. M. Lombard, qui avait tous les secrets du roi, fut chargé de cette ingrate et difficile mission. Il dit à M. de Laforest que jamais son maître n'avait eu sérieusement l'intention de nous déclarer la guerre. « Sans doute, il aurait pu se trouver » accidentellement dans le cas d'épouser la cause de » l'Autriche, s'il avait été possible que l'empereur » Napoléon eût conjuré la perte de cette couronne; » mais la pensée du roi s'était toujours refusée à » admettre une telle supposition. La convention que » l'empereur Alexandre lui avait arrachée avait pu » être l'ouvrage d'une machination irrésistible; mais

» la pensée secrète ressortait du contraste qui s'était » fait remarquer entre les ordres officiels et la len- » teur calculée des préparatifs. Il y avait eu plan sur » plan, mouvement sur mouvement ; en résultat, on » n'avait cherché qu'à gagner du temps, sans faire » sortir un seul bataillon des frontières. On devait » au roi la justice de penser qu'il n'eût pas agi ainsi, » s'il avait eu l'intention de faire la guerre à la » France. On en savait assez à Berlin pour avoir » compris qu'après le passage du Rhin, il y avait » des jointures par où il eût été facile de porter des » coups funestes à l'armée française. Si on ne l'a- » vait pas fait, c'était donc que le roi ne l'avait » pas voulu. » Il était impossible de déguiser avec des nuances de langage plus délicates l'humilité d'une pareille démarche.

Le duc de Brunswick vint ensuite, qui donna aux déclarations de M. Lombard l'autorité de son âge et de son rang : il toucha avec beaucoup d'art les articles de la paix qui allait se conclure entre la France et l'Autriche. « La Prusse, dit-il, n'avait promis de sou- » tenir cette dernière puissance que dans le cas où » elle serait contrainte à des sacrifices incompatibles » avec sa sûreté future. Mais le roi ne regardait pas » comme étant de ce nombre la perte des territoires » qu'elle possédait en Souabe : elle pouvait les céder. » Elle devait aussi sanctionner l'ordre de choses » établi en Italie avant la guerre. On craignait, il est » vrai, que la France n'exigeât une partie du Tyrol » ou des provinces vénitiennes : mais le duc se hâta

» d'ajouter que cette prétention de notre part ne se-
» rait pas considérée par la Prusse comme un *casus*
» *fœderis*, si les empereurs d'Autriche et de Russie
» voulaient la sommer de s'y opposer avec eux. »

Ainsi, le mouvement de retraite était complet. Le roi abandonnait à la fois tous les points sur lesquels, peu de jours auparavant, il avait la prétention de prononcer, non en arbitre impartial, mais en ennemi de la France. Visiblement, on ne désirait plus qu'une chose à Berlin, c'était que l'empereur Napoléon oubliât tout ce qui s'était passé.

Conformément à des ordres expédiés de Vienne le 26 novembre, M. de Laforest avait pressé le gouvernement prussien de garantir la place de Hameln et la Hollande contre les attaques des alliés (1). M. de Hardemberg avait refusé en termes secs et hautains de satisfaire à cette demande. « L'affaire du Ha-
» novre, avait-il répondu, était, comme toutes les
» autres, subordonnée aux grandes questions que
» M. d'Haugwitz était chargé de traiter à Vienne. »
M. de Hardemberg ne connaissait pas encore la bataille d'Austerlitz. Mais, le 13 décembre, M. de Laforest ayant renouvelé ses instances, la Prusse se hâta de souscrire à tout : seulement, elle demanda que la France s'engageât à ne point attaquer de son côté le Hanovre. Le major Pfuhl fut expédié aussitôt à Vienne (19 décembre) pour informer le comte

(1) Note du 3 décembre.

d'Haugwitz des résolutions prises. Cet officier ayant rencontré en route le ministre prussien qui revenait de Schœnbrünn, il n'alla pas plus avant, et ils retournèrent ensemble à Berlin.

Le roi était en proie aux plus cruelles anxiétés. Quel accueil l'empereur Napoléon avait-il fait au comte d'Haugwitz ? s'était-il montré généreux ou impitoyable ? Envoyé pour donner la loi, son ministre ne l'avait-il pas reçue et reçue durement ? dans l'état d'angoisses où il était plongé, il résolut de se fortifier contre des éventualités dangereuses. Il n'accepta pas seulement l'appui des 20,000 Russes campés dans le Mecklembourg, que venait de lui offrir l'empereur Alexandre; il sollicita l'Angleterre de lui rendre le même service en mettant à sa disposition les forces qu'elle avait rassemblées dans l'électoral. « Depuis » la malheureuse bataille d'Austerlitz, écrivait, le 22 décembre, M. de Hardemberg à lord Harrowby, « et vu » l'incertitude absolue dans laquelle on était à l'égard » des intentions de Napoléon, la Prusse devait nécessairement agir avec la plus grande circonspection » et gagner du temps. »

L'Angleterre déféra au désir du roi ; il fut convenu entre ce prince et les cours de Londres, de Saint-Pétersbourg et de Stockholm, que, dans le cas où les Français voudraient reprendre possession de l'électorat, les troupes qui l'occupaient en ce moment auraient la faculté de se réfugier sur le territoire prussien, sous la condition toutefois qu'ils se retireraient derrière l'armée prussienne.

Après son entrevue avec l'empereur François, au bivouac de Sarutchitz, Napoléon était retourné à Brünn où il avait trouvé le comte d'Haugwitz qui avait sollicité l'honneur de lui être présenté. L'histoire de la diplomatie n'offre peut-être rien de comparable à la situation dans laquelle se trouvait placé ce ministre, et jamais responsabilité plus grande ne pesa sur le représentant d'une tête couronnée. Le canon d'Austerlitz avait déchiré le traité de Potsdam et renversé tous les rôles. De médiatrice et secrète alliée de nos ennemis, la Prusse, sans avoir brûlé une amorce, était presque descendue au rang de vaincue. Hier, armée pour nous dicter la loi, elle était réduite aujourd'hui à la recevoir de nous. Le 7 décembre, le comte d'Haugwitz fut admis à l'audience de l'empereur. En homme d'esprit et de bon goût, il ne fit entendre au vainqueur d'Austerlitz que des paroles d'admiration. Napoléon les reçut avec une politesse ironique et lui fit cette réponse si connue : « Le compliment que » vous m'adressez était destiné à d'autres; c'est la » fortune qui en a changé l'adresse. »

Dans cette première entrevue on affecta de part et d'autre une réserve extrême, chacun s'efforçant de dissimuler les sentiments qui l'agitaient : l'un, le mépris, l'indignation, l'impatience de dominer; l'autre, l'anxiété, le désir d'échapper aux périls de la guerre et à la honte du joug. Les conférences pour la paix n'étaient point encore ouvertes à Presbourg. Les ministres de l'empereur d'Autriche conjuraient M. d'Haugwitz de ne se laisser intimider ni par l'é-

chec d'Austerlitz, ni par la conclusion de l'armistice de Sarutchitz, ni par la retraite des Russes, et de proposer la médiation armée de son souverain. Leur but, en donnant de tels conseils, n'était point de raviver la guerre, mais d'en imposer à la France et d'en obtenir de meilleures conditions. D'un autre côté, l'armée russe avait à peine commencé son mouvement de retraite. L'archiduc Charles n'avait point encore évacué la Hongrie, et la paix n'était point signée. Ce n'était donc pas le moment pour l'empereur d'avoir avec le comte d'Haugwitz une explication qui pouvait aboutir à une rupture. Tout fut ajourné. Napoléon affecta même de paraître satisfait de la conduite du roi. « 150,000 ennemis de plus, disait » le bulletin du 7 décembre, n'auraient fait que rendre » la guerre plus longue ; heureusement toutes les in» trigues ont été impuissantes contre le bon esprit » et la haute sagesse du roi de Prusse. »

Mais lorsque, de retour à Schœnbrünn, Napoléon eut appris que les Russes s'éloignaient et que nos troupes occupaient successivement tous les territoires qui leur étaient assignés par l'armistice de Sarutchitz, il éclata enfin.

Tout lui commandait de prendre une grande et décisive résolution. La Prusse s'était conduite à notre égard, pendant la guerre d'Autriche, avec une déloyauté et une ingratitude qui n'avaient été surpassées que par sa pusillanimité. Depuis le traité de Lunéville jusqu'à l'événement d'Anspach, nous n'avions pas cessé, pour ainsi dire, de l'accabler des témoigna-

ges de notre confiance et de notre amitié. C'était grâce à notre intervention qu'elle avait obtenu, dans le partage des indemnités, un lot considérable. Pendant les trois années qui avaient suivi la rupture de la paix d'Amiens, nous avions épuisé, pour l'attirer à nous, toutes les combinaisons de la politique la plus souple et la plus caressante. Sur un seul point, la question du Hanovre, nous l'avions froissée; mais elle ne pouvait ignorer que nous ne nous étions emparés de l'électorat que pour le lui offrir. Elle était la dernière puissance qui eût le droit de nous en faire un crime. Ses refus tant de fois renouvelés n'avaient pu lasser Napoléon; sans cesse il l'avait sollicitée, conjurée d'accepter son alliance, aimant mieux compromettre sa dignité dans d'inutiles avances que de mériter le reproche de l'avoir négligée un seul jour. Tant de constance n'avait pu la toucher; elle avait résisté à toutes les séductions. Assurément elle était dans son droit; mais l'empereur à son tour était dans le sien en exigeant qu'elle montrât la même fermeté à repousser les sollicitations de ses ennemis. Elle n'avait pas su se maintenir sur cette ligne de droiture et d'impartialité. Parce que un de nos corps d'armée avait traversé un de ses enclaves de Franconie, territoire perdu au milieu des armées belligérantes, fatalement condamné à être violé, tantôt par l'une, tantôt par l'autre, et qui l'avait été effectivement par les Bavarois et les Autrichiens avant de l'être par Bernadotte, elle s'était tournée contre Napoléon qui avait la passion de l'élever, de l'agrandir, qui voulait lui

donner le Hanovre, la dignité impériale ; et elle s'était alliée à l'Angleterre, de laquelle elle ne pouvait obtenir l'électorat qu'en le lui arrachant ; à l'Autriche, sa rivale séculaire en Allemagne ; à la Russie, qui brûlait de lui ravir ses provinces polonaises et de la rejeter par-delà la Vistule. Elle avait placé Napoléon dans un danger terrible ; elle l'avait forcé d'aller jouer sa fortune, sa couronne, le salut de la France sur un champ de bataille, au fond de la Moravie. C'étaient là des torts bien graves, peut-être irréparables. Nous ne pouvions plus nous fier ni au jugement ni à la loyauté du roi. Les derniers événements avaient prouvé que ce prince n'était plus seul maître à Berlin. Autour de lui il y avait la reine et les princes ; il y avait M. de Hardemberg ; il y avait la noblesse et l'armée : tous désiraient notre abaissement avec autant de passion et plus d'aveuglement qu'on ne le voulait à Londres, à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Aujourd'hui, ils s'humiliaient à l'envi parce que la crainte remplissait leur cœur ; mais le jour où l'Autriche et la Russie rentreraient en guerre, on les verrait déclamer de nouveau contre la France, circonvenir le roi et l'empereur, et le traîner de force sur les champs de bataille.

La Russie était vaincue, mais non domptée ; elle n'avait, par aucun acte, enchaîné son avenir ; elle s'était réservé le droit de venger l'affront que venaient d'essuyer ses armes, et restait notre ennemi au même titre qu'avant le revers d'Austerlitz. La Prusse, par la convention de Potsdam, s'était faite presque son allié. Si nous ne brisions violemment ces nœuds,

il fallait nous attendre à une prochaine et effroyable lutte. Les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg reprendraient espoir et courage; et lorsqu'elles auraient réorganisé leurs armées, la coalition viendrait fondre de nouveau sur nous, grossie cette fois de toutes les forces de la Prusse. Il y avait dans l'appréhension de ce grand péril de quoi intimider les plus fermes courages. Nos conquêtes, notre influence dans le monde, notre existence même, tout serait remis en question; c'était donc pour Napoléon un devoir sacré de mettre son pays à l'abri de si terribles chances.

Il avait le choix entre deux partis : s'élancer des champs de la Moravie sur la Prusse, l'étourdir par des coups prompts et mortels et l'anéantir; ou bien trouver le secret de l'enchaîner à notre fortune, l'arracher des bras de la Russie et la tourner contre elle.

Si, après la bataille d'Austerlitz, il eût dirigé contre les Prussiens ses colonnes victorieuses, personne n'eût été fondé à lui en faire un crime. En se vengeant, il n'eût fait qu'obéir à des ressentiments très légitimes; mais au-dessus des droits de la vengeance, il y avait les intérêts généraux de l'Europe. Une guerre avec la Prusse ne pouvait être qu'une guerre sans merci, une guerre de destruction : or, la Prusse occupait dans le monde une place considérable. Il était impossible qu'elle disparût sans porter un trouble profond dans toute l'économie du système européen. Comment combler le vide que produirait la chute de ce grand

corps? que faire de ses ruines? Créer avec ses tronçons épars des États nouveaux? Mais quelle tâche à accomplir? que de difficultés inextricables à résoudre? que d'intérêts, que de passions nobles et patriotiques il nous faudrait soulever? Ce ne serait plus seulement contre les souverains que nous irions nous heurter, mais contre tous les peuples menacés dans leur unité nationale et dans leur indépendance; en sorte que nous deviendrions l'effroi du monde, et que tous, rois et peuples, nous deviendraient ennemis. La prévision de ces dangers effrayait Napoléon. Aussi, malgré ses griefs contre la Prusse, répugnait-il à l'idée de lui faire la guerre et de l'abattre : il était décidé à ne recourir à ce moyen extrême que si le roi l'y forçait en refusant de se donner à lui.

Il restait à déterminer la forme sous laquelle notre alliance lui serait de nouveau proposée. Ici, l'on marchait au milieu des écueils. Tous les modes de négociations avaient été successivement tentés, et tentés sans succès. Imaginer que nous réussirions à nous attacher la Prusse par les procédés ordinaires de la diplomatie, c'était folie de l'espérer. Comment ramener le calme dans l'esprit d'un prince qui avait trop le sentiment de ses torts pour espérer que jamais Napoléon lui rendrait une entière confiance? Assiégé, jour et nuit, jusque dans ses plus chères intimités, par les obsessions du parti qui nous était hostile, n'opposerait-il pas, comme il l'avait toujours fait, à nos instances nouvelles, ses tâtonnements, ses irrésolutions? D'ailleurs, les circonstances du séjour

de l'empereur Alexandre à Potsdam, l'espèce d'exaltation mystique que sa personne avait inspirée à tout ce qui entourait le roi, n'avaient-ils pas révélé le secret d'une de ces intimités, si rares entre souverains, qui maîtrisent les intérêts les plus évidents de la politique? Il n'existait qu'un moyen de posséder le roi, c'était de s'en emparer de haute lutte, de ne lui laisser d'autre alternative que l'alliance ou la guerre. Napoléon avait pour s'y encourager l'exemple de ses ennemis : c'est en le violentant qu'ils l'avaient compromis dans leur cause : il se crut le droit de le violenter à son tour : il résolut de l'étreindre si fortement dans ses bras, qu'il lui fût impossible de s'en arracher.

Mais c'était là un moyen extrême et d'un succès douteux. Le souverain de la Prusse, comme l'avait dit M. de Hardemberg, *n'était point un roi de Naples.* Frédéric-Guillaume était naturellement défiant, ombrageux ; il avait l'orgueil d'être traité en grand prince. Si le sentiment de sa dignité parlait plus haut dans son âme que celui de la crainte, le but était manqué; il ne nous restait plus que le recours aux armes.

Le 13 décembre, l'empereur Napoléon donna sa seconde audience au comte d'Haugwitz, et il le reçut au palais de Schœnbrünn, dans le cabinet même de Marie - Thérèse. Ses premières paroles furent gracieuses pour la personne de ce ministre; puis bientôt, il s'abandonna à d'amers reproches contre la conduite déloyale de la Prusse. » Il eût été plus hono-

» rable pour votre maître, » lui dit-il, « de m'avoir
» déclaré ouvertement la guerre ; il aurait servi ses
» nouveaux alliés : j'y aurais regardé à deux fois avant
» de livrer bataille. Mais vous voulez être les alliés de
» tout le monde : cela n'est pas possible ; il faut opter
» entre eux et moi. Je veux de la sincérité, ou je me
» sépare de vous. Je préfère les ennemis francs à de
» faux amis. Vous souffrez dans le Hanovre un corps
» de 30,000 hommes qui communique par vos États
» avec la grande armée russe ; c'est un acte patent
» d'hostilité. Moi, je marche sur mes ennemis par-
» tout où ils se trouvent. » Il ajouta « qu'il pourrait, s'il
» le voulait, tirer de tant de déloyauté une terrible ven-
» geance, envahir la Silésie, relever la Pologne et porter
» à la Prusse des coups dont elle ne se relèverait jamais.
» Il aimait mieux oublier le passé et se montrer gé-
» néreux. Il pardonnait à un entraînement passager ;
» mais ce ne pouvait être qu'à une condition, c'était
» que la Prusse s'unirait à la France par des liens in-
» dissolubles, et, en gage de cette alliance, accepte-
» rait le Hanovre. »

Le comte d'Haugwitz, interdit, bouleversé par cette sortie impétueuse, essaya d'échapper à la responsabilité d'une décision. Il répondit qu'il n'avait pas d'instructions pour une situation si nouvelle et si grave. L'empereur avait prévu l'objection : il passa outre, et donna le choix au ministre prussien, l'alliance avec le Hanovre ou la guerre. Après les mots durs et menaçants vinrent les caresses et les séductions. Napoléon dit au comte d'Haugwitz qu'il avait pour sa per-

sonne une grande estime, qu'elle ne se démentirait jamais, que toutes les difficultés s'aplaniraient facilement entre eux, et que son vœu le plus ardent était que la direction de la politique prussienne fût exclusivement confiée aux mains d'un ministre aussi éclairé que lui. Tandis que l'empereur tâchait de le gagner par des paroles flatteuses, des confidences ménagées avec art par nos maréchaux persuadèrent à l'envoyé du roi que la résolution de l'empereur était prise; que si la Prusse refusait son alliance, il était décidé à marcher sur elle et à l'abattre. « Déjà, » lui disait-on avec mystère, « toutes les dispositions étaient prises » pour la campagne de Prusse, et c'était par la Silésie » que l'armée française devait entamer le royaume. » Or, en ce moment, la Silésie n'était pas suffisamment défendue; elle était le point vulnérable de la monarchie. C'était en Franconie qu'étaient les grands rassemblements de troupes. Cette considération agit puissamment sur l'esprit de M. d'Haugwitz. Il vit la guerre imminente, la Prusse envahie et ruinée, le trône de son maître menacé, s'il rejetait l'alliance. Il ne songea plus qu'à écarter les orages qui menaçaient son pays, en gagnant du temps. Il s'humilia donc et subit le traité tel qu'il lui fut présenté par le grand maréchal du palais, Duroc. Ils le signèrent l'un et l'autre, le 15 décembre 1805: c'était précisément le jour où Frédéric-Guillaume avait promis à l'empereur Alexandre et à l'archiduc Antoine de se déclarer contre la France, si elle repoussait son ultimatum.

En vertu de cet acte, la France transportait tous

ses droits sur le Hanovre à la Prusse, qui, en retour, cédait à la Bavière le margraviat d'Anspach, et à la France la principauté de Neuchâtel ainsi que la place de Wésel et le reste du duché de Clèves. La Bavière donnerait à la Prusse un territoire de 20,000 âmes pour compenser la cession du margraviat d'Anspach, et céderait à la France la principauté de Berg. Le délai pour l'échange des ratifications était fixé à trois semaines, à dater du jour de la signature du traité.

Des instructions confidentielles furent envoyées à M. de Laforest touchant l'exécution de cet acte; il reçut l'ordre de déclarer que l'*occupation* du Hanovre par les Prussiens ne serait convertie en *possession* que lorsque tous les ennemis de la France, Anglais, Suédois et Russes auraient évacué le nord de l'Allemagne et repris la route de leurs pays.

Par les cessions stipulées, la Prusse perdait 400,000 sujets, et, par l'acquisition du Hanovre, elle en recevait 1,000,000. Mais la possession des territoires que lui demandait la France était un fait acquis, consommé, sanctionné par les traités, reconnu par toute l'Europe, tandis que le sort définitif de l'électorat restait subordonné aux chances incertaines de la guerre. Tant que le chef de la maison d'Hanovre n'y aurait pas formellement renoncé, la réunion de ce pays à la Prusse ne serait que provisoire. Il n'y avait point d'équité à proposer un tel mode de compensation. Les sacrifices exigés étaient immédiats et sans retour : ce qui était offert en échange, au contraire, était encore la propriété légitime d'un maître qui

n'était point la France; et comme ce maître était un des plus puissants souverains du monde, il était douteux que Napoléon pût l'amener jamais à céder les domaines de sa maison. Il eût été plus généreux d'offrir le Hanovre au roi sans lui rien demander en retour. Le traité aurait dû prévoir l'hypothèse où le cabinet de Londres ferait de la restitution de l'électorat une condition fondamentale de la paix avec la France, et déterminer l'indemnité qui, ce cas échéant, serait assurée à la Prusse. Peut-être, à ce prix, se fût-elle laissé enchaîner à notre politique. Il fallait lui alléger le joug, et non l'en accabler, le lui déguiser même s'il était possible, ne fût-ce que pour sauver sa dignité aux yeux de ses peuples et du monde. Enfin, si elle voulait absolument se perdre, il y avait une habileté profonde à lui laisser la responsabilité tout entière de ses malheurs. Mais, il faut bien le dire, la passion avait envahi le cœur de Napoléon, altéré la lucidité de son jugement : au lieu de cacher sa force sous des formes douces et conciliantes, il se montra dur, violent, dominateur : cette faute, l'une des plus grandes de sa vie, a eu des conséquences incalculables.

Tandis que le comte d'Haugwitz portait à la ratification du roi son maître l'acte du 15 décembre, M. de Talleyrand s'occupait de formuler en traité les bases de pacification arrêtées verbalement entre les deux empereurs de France et d'Autriche au bivouac de Sarutchitz. La nouvelle du traité conclu avec l'envoyé prussien arriva à Presbourg au milieu des

conférences : elle frappa de consternation les plénipotentiaires autrichiens, et paralysa ce qui leur restait d'énergie pour repousser les exigences du vainqueur.

La guerre de 1805 avait été, de la part des alliés, un enchaînement inouï de fautes et de désastres. Le traité qui la termina fut un des plus malheureux qu'ait signés la maison d'Autriche.

De part et d'autre, on avait pris les armes pour décider du sort de l'Italie : le différend avait été vidé dans les champs de la Souabe et de la Moravie. Par le traité de Presbourg, l'Autriche perdit Venise et ses provinces de terre ferme, qui furent réunies au royaume lombard. L'Adige, la Piave, le Tagliamento, coulèrent désormais sous les lois de ce royaume, qui fut séparé des États autrichiens par l'Isonzo (art. IV).

L'empereur François II reconnut l'état de possession existant dans la péninsule avant la guerre (art. I).

Il reconnut aussi l'empereur Napoléon comme roi d'Italie, et s'engagea à reconnaître de même le prince qui lui succéderait en cette qualité, lorsque les deux couronnes seraient séparées (art. V).

Ainsi, la maison d'Autriche fut complétement exclue de l'Italie, où elle avait dominé pendant tant de siècles ; elle n'y posséda plus rien, pas même un fief.

Une pensée constante de la politique de nos rois avait été de nous créer en Allemagne des points d'appui contre cette ambitieuse maison. Le directoire, le consulat et l'empire restèrent fidèles à ces traditions. Mais ce que la vieille monarchie n'avait pu faire en

deux siècles, Napoléon se sentit l'audace et la force de l'accomplir lui seul. Déjà, à l'époque du partage des indemnités germaniques, il avait jeté les bases d'un nouvel équilibre en Allemagne en faisant attribuer la plus grosse part des dépouilles sacerdotales aux électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade. Par cette habile répartition, il avait attaché ces princes à sa fortune. Lorsque la guerre éclata en 1805, ils embrassèrent tous sa cause et concoururent à ses triomphes. L'empereur sut reconnaître de si grands services. A Presbourg, il développa d'une main hardie le plan qu'il n'avait qu'ébauché en 1802, et fit servir ses succès à l'agrandissement de ses alliés.

Le Tyrol est comme une immense forteresse jetée par la nature sur les flancs de la Haute-Italie et de la Bavière : il est pour ces contrées un boulevard ou un péril, selon que la puissance qui le possède a intérêt à les protéger ou à les menacer. Napoléon, ayant résolu d'écarter les Allemands de l'Italie et de fortifier la Bavière, ne pouvait, sans inconséquence, laisser le Tyrol dans les mains de l'Autriche. Par l'art. VIII du traité de Presbourg, cette province, ainsi que le Voralberg, fut donnée à l'électeur de Bavière, qui, dès lors, devint le gardien et comme le tuteur de la jeune monarchie élevée à Milan.

Magnifique dans ses bienfaits, l'empereur fit encore céder à l'électeur la principauté d'Eichstedt, la partie de l'évêché de Passau qui avait été donnée en 1803 au grand-duc de Toscane, la ville et le territoire d'Augsbourg, les évêchés de Trente et de

Brixen, la ville de Lindau, et enfin le margraviat de Burgau et autres seigneuries de moindre importance (art. VIII).

De tout temps, il était entré dans les calculs de l'Autriche de s'approcher de nos frontières au moyen d'enclaves qu'elle s'était procurées en Souabe, et qui lui servaient de postes avancés contre nous. Napoléon lui enleva tous ces territoires et en gratifia ses alliés. Lindau fut, comme nous l'avons dit, donnée à la Bavière. Les cinq villes dites du Danube, Ehingen, Munderkingen, Riedlingen, Mengen et Sulgau, les deux comtés de Hohenberg, le landgraviat de Nellenbourg, la partie du Brisgau enclavée dans les possessions wurtembergeoises, et enfin les villes de Villingen et de Breulingen furent cédés à l'électeur de Wurtemberg (art. VIII).

L'électeur de Bade reçut en partage l'Ortenau, qui avait été cédé en 1803 au duc de Modène, la ville de Constance et le reste du Brisgau (art. VIII).

La maison d'Autriche se trouva ainsi complétement écartée du Rhin, de la Suisse et de l'Italie. Les seuls dédommagements qu'elle reçut pour tous ces sacrifices furent le pays de Salzbourg, qui avait été adjugé en 1803 à l'archiduc grand-duc Léopold (art. X), et le droit de constituer héréditairement la dignité de grand-maître de l'ordre Teutonique ainsi que les domaines et revenus qui en dépendaient, en faveur d'un prince de sa maison qui serait désigné par l'empereur d'Allemagne (art. XII).

L'archiduc grand-duc Léopold reçut en échange du

pays de Salzbourg la principauté de Wurtzbourg, sur laquelle se trouva transportée la voix électorale (art. XI).

Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg avaient réclamé vainement jusqu'alors la souveraineté absolue sur les terres de la noblesse équestre. Le traité de Presbourg leur donna entière satisfaction. Il déclara médiatisés, c'est-à-dire dépouillés de leur indépendance seigneuriale, tous les domaines de la noblesse équestre situés dans les États de ces princes (art. XIV).

Napoléon ne se contenta pas d'agrandir le territoire et l'autorité des électeurs de Bavière et de Wurtemberg; il mit son orgueil, lui l'enfant, l'élu de la révolution, à les faire rois. Par l'article VII, l'empereur d'Allemagne reconnut à ces princes leur nouvelle dignité. L'électeur de Bade prit le titre de grand-duc.

Les critiques les plus amères n'ont point été épargnées au traité de Presbourg. On a dit que Napoléon aurait dû indemniser l'Autriche de ce qu'il lui enlevait en Italie et en Allemagne, ou la réduire à l'impuissance de se venger; qu'en l'amoindrissant sans l'accabler, il avait manqué de modération ou d'audace, laissé toutes les questions en suspens et rendu inévitables de nouvelles et prochaines luttes. A cette occasion, un écrivain d'un grand esprit (1) a remis en lu-

(1) M. Mignet, séance de l'Académie des sciences morales et politiques, 11 mai 1839.

Notices et mémoires historiques, tome I, page 107 et suivantes. *Notice sur la vie et les travaux de M. le prince de Talleyrand.*

mière un projet de pacification conçu par M. de Talleyrand et soumis à l'empereur après la capitulation d'Ulm.

D'après ce plan, l'Autriche perdait les provinces vénitiennes, le Tyrol et tout ce qu'elle possédait en Souabe ; mais elle recevait en indemnité les provinces qu'arrose le Danube dans son cours inférieur, la Servie, la Moldavie, la Bessarabie et la partie septentrionale de la Bulgarie. Les deux couronnes de France et d'Italie étaient immédiatement séparées. Venise et son territoire étaient érigés de nouveau en république et interposés entre l'Autriche et le royaume Lombard. « Par là, » disait M. de Talleyrand, « les Allemands » seraient pour toujours exclus de l'Italie, et les guer» res que leurs prétentions sur ce beau pays avaient » entretenues pendant tant de siècles, se trouveraient » à jamais éteintes. L'Autriche, possédant tout le » cours du Danube et une partie des côtes de la mer » Noire, serait voisine de la Russie et dès lors sa » rivale, serait éloignée de la France et dès lors son » alliée. L'empire ottoman achèterait, par le sacrifice » utile de provinces que les Russes avaient déjà en» vahies, sa sécurité et un long avenir. L'Angleterre » ne trouverait plus d'alliés sur le continent, ou n'en » trouverait que d'inutiles. Les Russes, comprimés » dans leurs déserts, porteraient leur inquiétude et » leurs efforts vers le midi de l'Asie, et le cours des » événements les mettrait en présence des Anglais, » transformant en futurs adversaires ces confédérés » d'aujourd'hui.»

La victoire d'Austerlitz ne fit que fortifier les convictions de M. de Talleyrand. Il écrivit à l'empereur après ce grand événement : « Votre Majesté peut » maintenant briser la monarchie autrichienne ou la » relever. L'existence de cette monarchie dans sa » masse est indispensable au salut futur des nations » civilisées.... Je supplie Votre Majesté de relire le » projet que j'eus l'honneur de lui adresser de Stras- » bourg. J'ose aujourd'hui plus que jamais le regar- » der comme le meilleur et le plus salutaire : vos vic- » toires le rendent facile, et je serai heureux si vous » m'autorisez à faire un arrangement qui, j'en ai la » conviction, assurerait la paix du continent pour » plus d'un siècle. »

L'esprit est fortement saisi par les proportions larges et simples de ce beau projet, et, s'il avait été possible d'en faire la base d'une pacification solide et permanente en Europe, Napoléon serait inexcusable de n'avoir pas suivi les inspirations de son ministre. Mais ce plan, jamais l'Autriche ne l'eût franchement adopté. Ces provinces du Danube que la France lui eût offertes, une autre puissance avait étendu la main sur elles, et n'entendait accorder à personne le droit de les lui disputer. Si l'Autriche s'en fût emparée avec la volonté de les conserver, elle eût pénétré violemment dans la sphère d'ambition de la Russie; elle serait venue la troubler dans sa politique séculaire, lui disputer la navigation de la mer Noire, étouffer Odessa, paralyser Sébastopol : elle se fût interposée entre la puissance moscovite et la Turquie pour contenir la

première et protéger la seconde: par ce fait seul, elle serait devenue la plus mortelle ennemie de cet empire qui l'étreint sur toute l'étendue de sa frontière septentrionale. Or, est-il admissible qu'une cour ulcérée et routinière comme celle de Vienne eût consenti à briser toutes ses traditions, toutes ses alliances, à prendre pour l'objet de ses amitiés cette France qu'elle dénonçait depuis 15 ans au monde comme le fléau des rois et des peuples, pour l'objet de sa haine la Russie, qui, peu de jours auparavant, avait compromis, afin de l'arracher à une ruine imminente, l'honneur de ses armes ? Le champ d'Austerlitz n'était-il pas encore imbibé du sang de 20,000 Russes morts pour la cause de l'Autriche ? Sans doute, après un tel désastre, cette puissance en était réduite à tout subir; mais sa résignation n'eût été qu'un mensonge. Sa main peut-être aurait signé les conditions du vainqueur : sa pensée secrète les eût désavouées. Elle eût occupé la Servie, la Moldavie et la Valachie : mais cette prise de possession n'eût été que provisoire, un simple dépôt dont la Russie lui aurait tenu compte, et les relations intimes qui, depuis 15 ans, unissaient les deux empires n'en auraient point souffert.

Le traité de Presbourg ne résolvait aucun des grands problèmes soulevés dans le monde par la révolution et les développements de la puissance française. Ce résultat était sans doute déplorable : mais il tenait au fond même de la situation de l'Europe. Il fallait que Napoléon choisît entre ces trois partis :

Démembrer l'Autriche;

La replacer dans les mêmes conditions territoriales où elle était avant la guerre;

L'affaiblir, sans toutefois l'attaquer dans les sources vitales de sa puissance.

Sa raison repoussait le premier parti : l'existence de la monarchie autrichienne lui paraissait indispensable au maintien de l'équilibre général; il n'entrait ni dans ses passions ni dans ses vues de la détruire.

Lui restituer les provinces vénitiennes et le Tyrol était une résolution stérile et niaise à force d'être magnanime : c'était lui rendre des armes pour nous combattre de nouveau, et réédifier un ordre de choses dont une double expérience avait démontré les vices et la fragilité.

L'empereur adopta le troisième parti. Il s'efforça de concilier ses droits de vainqueur avec les exigences de l'équilibre européen. Il fut sévère, non impitoyable. Il savait bien que l'Autriche serait plus implacable que jamais dans sa haine et ses désirs de vengeance contre nous : mais il espérait trouver dans les combinaisons d'un puissant système fédératif la force suffisante pour la contenir et se mettre à l'abri de ses ressentiments. Ce n'est point le traité de Presbourg qu'il faut blâmer, mais bien plutôt le système fondé à Campo-Formio, continué et développé à Lunéville, et dont le traité de Presbourg n'a été que la conséquence inévitable. Le jour où Napoléon a pris la résolution généreuse, mais téméraire, de passer les Alpes et d'arracher la Lombardie à l'Autriche, il a

creusé un abîme entre cette monarchie et la France : il les a faites ennemies irréconciliables.

Après une longue attente mêlée d'angoisses, Frédéric-Guillaume avait pris enfin connaissance (25 décembre) des engagements que le comte d'Haugwitz avait contractés en son nom à Schœnbrünn. Ce ministre, qui se défiait des conseils passionnés de M. de Hardemberg, n'avait pas voulu livrer à une correspondance le secret de la négociation, en sorte que le roi n'y avait été préparé par aucune information préliminaire. Quand il eut pris lecture du traité, il en fut atterré. Tout, dans cet acte, était prématuré et nouveau pour lui. On lui demandait de passer brusquement des bras de la Russie dans ceux de la France, et trois semaines seulement lui étaient données pour ratifier des engagements qu'il était occupé, depuis trois ans, à éluder.

Son premier mouvement fut de se révolter contre une alliance qui lui était imposée comme un joug : il lui parut étrange qu'un souverain se fût permis de disposer de lui sans le consulter. Le Hanovre, qu'il avait si longtemps, si ardemment désiré, lui devint presque odieux, maintenant que l'empereur le lui jetait comme le gage de sa servitude. Et puis, il était entouré de ces mêmes négociateurs qui n'avaient que trop réussi à le compromettre : c'étaient lord Harrowby et M. Jackson, ministres anglais, l'envoyé de Suède, M. de Harrac, et le prince Dolgorouki, aide de camp de l'empereur Alexandre. La présence du grand-duc Constantin, qui

était venu se reposer à Berlin des fatigues de la campagne, ajoutait encore à sa confusion. L'idée de rendre tous ces personnages témoins de sa défection et de sa honte lui était insupportable. L'indignation de son conseil, les excitations de la reine et des princes, les clameurs des salons et des casernes achevèrent de troubler son jugement. « La Prusse, disait-» on, déjà outragée à Anspach, était aujourd'hui im-» molée à la tyrannie de l'empereur Napoléon. Et de » quel droit le chef de la France s'était-il permis » d'exiger du souverain de la Prusse qu'il lui rendît » son épée? Frédéric-Guillaume était-il donc au » nombre des vaincus d'Austerlitz? Ne commandait-il » plus à un peuple indépendant et guerrier? N'avait-il » plus pour soutien une armée héritière de la disci-» pline et du courage des vainqueurs de Rosbach? Le » roi se couvrirait d'ignominie, s'il se courbait sous » la main qui s'avançait pour s'en emparer et le sub-» juguer. »

Toutes les voix prononcèrent anathème contre le ministre qui avait signé le traité du 15 décembre; toutes l'accusèrent d'avoir lâchement livré au maître de la France l'honneur et l'indépendance de la monarchie. M. d'Haugwitz répondit noblement « qu'il » avait signé le traité, non comme un acte excellent » en lui-même, mais pour mettre son pays à l'abri » d'un mouvement de colère. Sans doute, il se l'était » laissé imposer : mais cet acte d'humilité était, de sa » part, un trait de patriotisme et de courage, car il » avait tout pris sous sa responsabilité : on était libre

» de le désavouer ; du moins, l'on avait gagné un mois, » temps à la rigueur suffisant pour pourvoir aux dan- » gers les plus pressants. Dans une tempête, le pilote » a toujours bien gouverné quand il a sauvé le vais- » seau. » Ces paroles ne parvinrent pas à désarmer ses ennemis, et le traité qu'il avait signé par dévouement à son souverain et à son pays devint pour lui une source de chagrins et d'amertumes qui ne cesseront que le jour où, abdiquant le poste qu'il occupait, il quittera les affaires pour rentrer dans l'obscurité de la vie privée.

Le roi avait le choix entre trois partis :

Repousser le traité et tirer l'épée ;

S'humilier, accepter loyalement l'alliance et racheter toutes ses fautes passées par son ardeur à servir son nouvel allié ;

Ou bien enfin, tromper Napoléon, lui jurer foi et fidélité, gagner du temps, puis, à l'ombre de mystérieuses négociations, tramer avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche une ligue nouvelle et formidable contre l'ennemi commun.

Mais Frédéric-Guillaume n'avait ni les qualités ni les défauts que comportaient ces trois partis. Le premier répugnait à sa timidité, le second à sa fierté, le troisième à sa conscience. Il ne fut ni complétement loyal ni complétement perfide. Il fit ce qu'il avait toujours fait : il voulut tout concilier, sa dignité, la paix, les exigences de la France et les égards dus à la coalition, et il ne fit que s'aliéner tout le monde.

Il convoqua un grand conseil et livra à son examen le traité de Schœnbrünn (1). Un membre de l'assemblée objecta que « la Prusse étant liée à la Russie par » une alliance défensive (elle était de 1800), il lui » était interdit d'en contracter une offensive et dé» fensive avec une autre puissance, et que consé» quemment les mots *offensives* et *défensives* devaient » disparaître du traité. »

M. de Hardemberg prit ensuite la parole et attaqua la clause capitale du traité. Il dit que « le Hanovre » était une possession de l'Angleterre, et que, tant » que ce prince n'y aurait pas formellement renoncé, » la France n'avait pas le droit d'en disposer en faveur » d'un tiers. L'occupation de l'électorat par la Prusse » ne pouvait donc être en ce moment définitive : il » était inique d'exiger que le roi échangeât des terri» toires qui lui appartenaient à des titres incontesta» bles, contre une province à laquelle son maître » légitime n'avait point renoncé. » Il mit ainsi à nu le vice fondamental du traité, et son discours produisit sur toute l'assemblée une impression profonde.

Un autre fit observer que « puisque la Prusse rece» vait le Hanovre, l'acquisition de Hambourg et de » Brême devait y être jointe; Lubeck même n'était » pas de trop : sans les villes anséatiques, il n'y » avait rien de compacte ni d'entier. »

Le roi parla aussi : il dit « qu'il attachait peu d'im» portance à la voix électorale du Hanovre pour sa

(1) Correspondance de M. de Laforest, janvier 1806.

» maison ; mais à qui passerait-elle? La Russie, dans » la vue d'augmenter son influence en Allemagne, » chercherait à la fixer dans une des maisons qu'elle » protégeait exclusivement. Pour lui, il désirait vive- » ment que cette voix fût donnée au duc de Bruns- » wick Wolfenbuttel. Ces points devaient être intro- » duits dans le traité ; il n'y avait aucune raison pour » laisser une telle lacune dans une aussi grande tran- » saction : ce qui était à la charge de la Prusse ne de- » vait pas s'y trouver seul ; il fallait qu'on y vît aussi » figurer ce qui servait de compensation aux sacrifices » qu'on lui demandait. »

M. d'Haugwitz eut beau répéter « que le traité, » signé d'urgence à Vienne, devait être ratifié d'ur- » gence à Berlin, que c'était un acte de premier jet » dans lequel l'on s'était moins occupé des mots que » des choses, le sommaire d'un traité plus étendu à » faire à loisir et à discuter plus tard ; » tout ce qu'il dit sur le danger de montrer si peu de stabilité dans les vues, sur l'inconvénient de vouloir aujourd'hui et de ne plus vouloir demain, vint échouer contre les préventions d'un prince irrésolu et défiant.

Le roi réunit les principales objections soulevées dans son conseil et les annexa, sous forme de mémoire explicatif, à son acte de ratification. Ainsi, d'une main, il signait le traité, et, de l'autre, il l'annulait. Cette manière de ratifier un acte qu'on mettait en lambeaux était étrange, inusitée. M. de Laforest hésitait à le recevoir ainsi défiguré. Il l'accepta cependant, mais sous la condition que, si l'empereur ne l'approuvait

pas, l'échange des ratifications serait considéré comme non avenu.

M. d'Haugwitz fut encore chargé d'aller défendre à Paris cette œuvre mutilée, monument déplorable des faiblesses et des incertitudes du roi. Il était porteur d'une lettre autographe écrite par ce prince à l'empereur; elle était ainsi conçue : « Monsieur mon frère, » le comte d'Haugwitz aura l'honneur de remettre à » Votre Majesté cette lettre et d'acquitter envers Elle » la dette de confiance que m'imposent nos nouveaux » rapports. Qui, mieux que lui, peut mettre la der- » nière main à ce qui fut son ouvrage? Honoré de vos » bontés à Vienne, j'espère qu'il aura le bonheur de » l'être à Paris. Il sera l'interprète des derniers vœux » qui me restent à faire depuis que nos intérêts sont » les mêmes. Il connaît ma manière de voir sur tous » les objets que nos engagements laissent en suspens. » Je prie Votre Majesté de l'écouter avec confiance, » ne doutant pas que sa mission ne resserre les liens » qui nous unissent. »

M. d'Haugwitz avait besoin d'être soutenu par le sentiment de ses devoirs et son patriotisme, pour aller essuyer de nouveau les hauteurs d'un souverain justement fatigué des continuelles variations du roi.

Ce prince fit entrer des troupes dans le Hanovre; mais sa politique de ménagements étroits se trahit au grand jour dans la forme donnée à cette prise de possession. Il se hâta de prévenir le gouvernement anglais que l'occupation de l'électorat n'était que provisoire, « un simple dépôt, » disait M. de Hardem-

berg (1), « dont Sa Majesté prussienne voulait bien se » charger jusqu'à la paix. » La même déclaration fut faite au comte de Munster, chef de la régence d'Hanovre. Enfin le général comte de Schulembourg Kehnert, qui commandait le corps d'occupation, annonça dans une proclamation que, jusqu'à la paix générale, le Hanovre serait sous la protection et l'administration de la Prusse (2).

La prudence la plus vulgaire conseillait au roi d'attendre pour désarmer que ses nouveaux rapports avec la France eussent été régularisés et fixés. Mais, autant par fausse mesure d'économie que pour nous donner un témoignage irrécusable de ses dispositions conciliantes, il disloqua ses corps d'armée, les fit tous rentrer dans leurs cantonnements de paix, et invita la Russie et l'Angleterre à retirer celles de leurs troupes qui occupaient encore le Hanovre et le Lauenbourg. Jamais tant et de si graves fautes ne furent accumulées en moins de jours.

Napoléon, les yeux attachés sur Berlin, suivait avec anxiété les étranges fluctuations de cette cour. Il n'avait rien ignoré, ni la douleur du roi à la lecture du traité de Schœnbrünn, ni les clameurs des salons, ni les excitations passionnées de la reine et des princes. L'alliance signée le 15 décembre était une dernière épreuve à laquelle il avait soumis Frédéric-Guillaume. Quand il le vit s'efforcer encore une fois de lui

(1) Lettre de M. de Hardemberg à M. Jackson, 26 janvier 1806.
(2) Dépêche de M. de Laforest, 29 janvier 1806.

échapper et masquer ses refus sous le voile d'une feinte soumission, il abaissa sur ce prince un regard de méfiance et de dédain. Dans ce traité à la fois ratifié et défiguré, œuvre informe et sans nom que venait lui rapporter le comte d'Haugwitz, il vit autre chose que de l'irrésolution et de la peur; il y vit de la ruse et de la perfidie. Il se persuada que les sentiments n'avaient point changé à Berlin, que la Prusse continuait de lui être secrètement hostile, et qu'elle ne songeait qu'à l'endormir, à ménager l'Angleterre et à gagner du temps (1). Dès lors, il ne vit plus en elle

(1) Nous croyons devoir citer ici un extrait de la curieuse conversation que M. d'Haugwitz eut, le 5 octobre 1806, avec le chevalier de Gentz, au camp de Weimar. M. de Gentz, Prussien de naissance, mais aux gages de l'Autriche, était, comme on sait, le publiciste officiel de la coalition. « Vous connaissez, » lui dit le comte d'Haugwitz, « les reproches nombreux dont on nous » a accablés depuis quelque temps, sur la prétendue duplicité » de notre conduite. S'il a jamais existé une puissance que nous » ayons eu l'intention de tromper, *c'est la France*. La nécessité » nous en avait fait la loi. Nous avons voulu constamment le bien » de toutes les autres. Depuis longtemps nous étions convaincus » que *la paix et Napoléon* étaient deux objets contradictoires. » Un *simulacre de paix*, voilà tout ce que nous pouvions maintenir. Cette situation équivoque et forcée s'est prolongée par » deux raisons puissantes : d'abord, parce que le roi, trop fortement prononcé contre toute idée de guerre, se flattait, d'année » en année, que, par quelque événement heureux qui culbuterait » ce pouvoir colossal aussi rapidement qu'il s'était élevé, nous » serions dispensés d'en venir à une lutte dangereuse, dans » laquelle il ne désirait s'engager qu'à la dernière extrémité ; et » ensuite, parce qu'après tous les malheurs que nos amis avaient

qu'une secrète ennemie qu'il serait forcé d'abattre tôt ou tard. Il s'affranchit à son égard de tous ménagements. Il était convaincu qu'elle le trompait; il se crut le droit de la tromper à son tour. En ce moment, elle était tremblante et humble; il résolut d'exploiter sa peur, de la circonvenir, de l'étreindre et de ne lui laisser d'autre alternative que de combattre à ses côtés ces mêmes alliés auxquels elle avait engagé sa foi ou de se déclarer franchement son ennemie. Il ne dit rien d'abord : il attendit que l'armée prussienne fût rentrée tout entière dans ses cantonnements de paix : il laissa le comte d'Haugwitz arriver à Paris (1), ne se pressa point de lui donner audience, fit languir son impatience pendant cinq jours; puis il le reçut enfin. La scène fut terrible; l'empereur était ulcéré : il entrait dans ses calculs de le paraître encore plus qu'il ne l'était. Il se plaignit amèrement du roi; il accusa son manque de loyauté; à tous les torts de ce

» éprouvés autour de nous, il nous paraissait sage et nécessaire » de ménager à l'Europe aux abois une dernière ressource intacte. » Cependant, vous nous avez vus, l'année dernière, déterminés » et préparés au combat, *et nous y serions infailliblement entrés, si la bataille d'Austerlitz et ses suites, et surtout la retraite et la volonté expressive de l'empereur Alexandre, n'en avaient pas détourné le roi.* » (Mémoires et lettres inédites du chevalier de Gentz, page 237.)

(1) M. d'Haugwitz était encore sous le prestige de l'entretien de Schœnbrünn; il se faisait illusion sur l'ascendant qu'il croyait exercer sur l'esprit de l'empereur : « Soyez tranquille, » disait-il au marquis de Luchesini le premier jour de son arrivée à Paris; « aussitôt que je l'aurai vu, tout s'arrangera. »

prince, il opposa la conduite généreuse de la France, qui, pouvant se venger, lui avait pardonné et lui avait offert le Hanovre et son alliance.

Frappé de stupeur par cette sortie véhémente, M. d'Haugwitz balbutia quelques paroles de justification ; il rappella à l'empereur les paroles douces et amicales qu'il lui avait dites à Schœnbrünn. Napoléon lui répondit : « Je vous estime, comte d'Haugwitz, je vous estimerai toujours, mais je ne veux » pas être joué. A-t-on jamais vu ratifier un traité » et le changer de fond en comble? Vous êtes un » honnête homme, mais vous n'avez plus de crédit » à Berlin. Ce Hardemberg qui est vendu aux Anglais, comme tant d'autres, se moque de vous. » Votre roi ne sait ce qu'il veut; quelques écervelés » le poussent à la guerre : il désire la paix; il est tiraillé dans tous les sens. Je vous le dis, comte » d'Haugwitz, tout cela finira mal (1). »

L'envoyé du roi se retira rempli des plus sinistres pressentiments. Peu de jours après cette orageuse explication, M. de Talleyrand lui notifia que le traité du 15 décembre n'ayant pas été ratifié dans les délais prescrits, l'empereur le considérait comme non avenu et qu'il en fallait un autre.

Bientôt, le grand-maréchal du palais, Duroc, se présenta chez M. d'Haugwitz, et soumit à sa signature un second traité tout rédigé qui aggravait les charges imposées à la Prusse par le premier et diminuait les avantages stipulés en sa faveur.

(1) Mémoires du chevalier de Gentz.

Ainsi, dans l'acte du 15 décembre, la Prusse devait être indemnisée de la perte du margraviat d'Anspach par un territoire de 20,000 âmes : cette concession lui fut retirée.

Ce même traité ne lui avait point imposé l'obligation de se mettre en état de guerre avec l'Angleterre : par l'article IV du traité du 15 février, le roi contracta l'engagement de fermer, jusqu'à la paix, au commerce et au pavillon anglais les embouchures de l'Elbe et du Wéser, ainsi que tous les ports du royaume.

Ce n'est pas tout ; il fut déclaré à M. d'Haugwitz « que » s'il refusait de signer le nouveau traité, nos armées » allaient marcher immédiatement sur la Prusse. »

A cette altière injonction, le ministre prussien comprit que c'en était fait, et que son maître, par ses vacillations et ses demi-mesures, s'était perdu sans retour dans l'esprit de l'empereur. Il ne pouvait plus être question de montrer de la fierté ni de l'indépendance, mais uniquement de détourner la foudre prête à tomber sur la maison de Prusse. Le comte d'Haugwitz signa donc en tremblant, le 15 février 1806, le traité qui consacrait la servitude de son maître. Ce fut le marquis de Luchesini qui se chargea de porter lui-même l'acte fatal à Berlin.

Le même jour où le traité fut signé, M. de Talleyrand écrivit à M. de Laforest : « S. M. I. n'avait pu être » qu'étonnée du procédé de la Prusse : ce n'était pas » là la droiture qui caractérisait les siens ; c'était de » la finesse et de la ruse contre lesquelles S. M. I. n'a- » vait pas dû être en garde. Il n'y avait là aucune

» loyauté, et peut être n'y avait-il pas non plus de » prudence. . . . .

» Le comte d'Haugwitz vient encore de réparer les » fautes de son gouvernement; mais il faut qu'on sache bien à Berlin que les 45,000 hommes que le » maréchal Augereau a sous ses ordres, que l'armée » commandée par le maréchal Bernadotte, ne sortiront de l'Allemagne que lorsque le traité sera ratifié » et complétement exécuté.»

La Prusse s'était enlevé tout moyen de résister aux volontés du maître de la France. Ses corps d'armée étaient disloqués; celles de ses frontières qui regardent la France et la Bavière, dégarnies de troupes. Les Russes se retiraient par le Mecklembourg; les Anglais eux-mêmes se laissaient pousser jusqu'à leurs vaisseaux. Le roi était à la merci de l'empereur. Il s'humilia sous la main qui l'accablait, et ratifia, le 9 mars, cette fois sans modifications, le traité du 15 février.

Dans son dédain outrageant pour la Prusse, Napoléon n'attendit pas qu'elle eût ratifié le traité pour mettre la main sur les territoires qu'elle devait céder. Bernadotte dut occuper immédiatement avec 22,000 hommes le territoire d'Anspach (21 février); Oudinot, la principauté de Neuchâtel; et Murat, la place de Wésel, ainsi que la partie du duché de Clèves située sur la rive droite du Rhin. Ainsi se ternissait cette couronne qui, sur le front de Frédéric II, avait brillé d'un si grand éclat. L'honnête mais faible souverain qui la portait s'était laissé déchoir, par une pente rapide, à l'humble condition d'un électeur de Brandebourg.

CHAPITRE XVIII.

Situation de la France à l'égard de l'Europe. — Vastes projets de Napoléon. — Il médite de reconstituer l'Europe sur de nouveaux fondements. — Affaires de Naples. — Violation du traité de neutralité du 21 septembre 1805 par la cour des Deux-Siciles. — Proclamation de l'empereur à son armée. — Marche des Français sur Naples. — Le roi Ferdinand IV se retire en Sicile. — Résistance désespérée de la reine Caroline. — Arrivée des Français à Naples. — Fuite de la reine Caroline. — Joseph s'empare du gouvernement. — L'empereur le proclame roi de Naples. — Insurrection des Calabres. — Descente des Anglais sur les côtes du royaume. — Bataille de Maïda. — Siége et prise de Gaëte. — Succès de Masséna. — Soumission des insurgés et pacification du pays. — Alliance entre la fille du roi de Bavière et le prince Eugène Beauharnais. — Établissements souverains créés en faveur des princesses Élisa et Pauline. — Murat, élevé à la dignité de grand-duc de Berg. — Résolution de Napoléon d'ériger en monarchie la république Batave. — Opposition des notables. — Ils envoient une députation à Paris. — Refus de l'empereur de les recevoir. — Les notables se résignent. — L'empereur Napoléon proclame son frère Louis, roi de Hollande. — Création de grands fiefs en Italie. — Rétablissement d'une aristocratie.

Jusqu'en 1806, Napoléon ne s'était point écarté, dans sa politique extérieure, des traditions de l'ancienne monarchie. En voulant étendre sa suprématie sur l'Italie, la Suisse, la Hollande et les États secon-

daires de l'Allemagne, il n'avait fait qu'appliquer les principes, réaliser les vues d'Henri IV, du cardinal de Richelieu et de Louis XIV. Mais, aujourd'hui, une ère nouvelle vient de s'ouvrir pour lui : il porte dans son âme une profonde, une douloureuse conviction, c'est que toutes les grandes cours, unies par une haine commune contre sa puissance, ont juré sa ruine et n'attendent qu'une occasion pour se confédérer contre lui et l'accabler. La cour de Naples, la Suède, le Portugal, nos propres alliés eux-mêmes, la Hollande, l'Espagne, Rome, conspirent aussi dans l'ombre contre nous. Sauf un petit nombre de princes allemands que la reconnaissance et l'ambition nous ont attachés sincèrement, nous n'avons point d'alliés véritables : nous ne comptons en Europe que des ennemis faibles et subjugués, ou des ennemis forts et déclarés : ils sont partout, devant nous, sur nos flancs, sur nos derrières; ils nous étreignent. A force de tenacité, de génie, d'héroïsme, nous sommes parvenus jusqu'à ce jour à déjouer leurs desseins; nous les avons tous vaincus, réunis ou séparés. Mais en réalité, nous sommes faibles au sein de notre gloire, parce que nous sommes isolés dans le monde. Qu'un seul jour nous cessions de vaincre, et tous nos ennemis, cachés ou publics, se lèveront à la fois et fondront sur nous. Par quelle merveilleuse combinaison conjurer de si grands périls? Nous replier sur nous-mêmes, repasser les Alpes et le Rhin, n'est plus possible; nous le pouvions à Lunéville, nous ne le pouvons plus aujourd'hui.

Naguère nous disposions d'une formidable escadre

avec laquelle nous aurions pu forcer la Manche, descendre sur le rivage anglais, et aller trancher à Londres le nerf des coalitions. Mais c'en est fait ; Nelson a brisé cette arme à Trafalgar.

Dans la terrible situation que nous ont faite nos fautes, les violences de nos ennemis et nos désastres maritimes, nous sommes jetés en dehors des voies de la politique régulière. Nous n'avons plus le choix des partis à prendre ; il faut succomber, ou briser le réseau formidable qui nous enveloppe. Napoléon a compris les terribles devoirs que lui impose sa mission, et il s'est fait le serment de les remplir tous. L'Europe entière lui est ennemie; il réorganisera l'Europe sur de nouveaux fondements. La coalition a poussé sa trame jusqu'au cœur de son système fédératif; il est décidé à ne plus tolérer dans sa sphère d'action que des souverains dévoués. Les dynasties hostiles, il les renversera et leur substituera des princes de sa propre famille; il en fera une masse compacte et comme indivisible qui doublera ses ressources. Fort d'un tel levier, il pésera sur le reste du continent, et le soumettra à sa suprématie. Tel est le plan gigantesque que l'implacable fortune, et non pas, comme on l'a dit, un misérable orgueil dynastique, l'a contraint d'adopter et dont nous le verrons poursuivre l'exécution pendant sept années avec une vigueur d'esprit et de caractère incomparable. « Je sentais mon isolement, a-t-il dit à » Sainte-Hélène, je jetais de tous côtés des ancres » de salut au fond de la mer. Quels appuis plus natu- » rels pour moi que mes proches? »

Ses premiers coups allèrent frapper la dynastie qui occupait le trône des Deux-Siciles.

Par le traité du 21 septembre 1805, la cour de Naples avait promis d'observer dans la lutte qui venait de s'ouvrir une neutralité scrupuleuse. Cet engagement avait été violé presque aussitôt après avoir été contracté.

Les Russes et les Anglais, rassemblés à Malte et à Corfou, n'avaient pas plus tenu compte du traité que s'il n'avait pas existé. Ils étaient montés sur leurs vaisseaux; ils étaient entrés, voiles déployées, dans le golfe de Naples, et avaient débarqué, le 20 novembre, au nombre de 19,200 hommes, dont 13,600 Russes et 5,600 Anglais. La cour de Naples, soit faiblesse ou perfidie, n'avait fait aucun effort, même simulé, pour s'y opposer. En vain, l'ambassade de France lui avait rappelé le caractère sacré de ses engagements; rien n'avait pu la déterminer à exécuter le traité du 21 septembre. Plus tard, la reine voulut se justifier. Dans une longue explication qu'elle donna de sa conduite au chargé d'affaires, M. Edouard Lefebvre, et où le vrai et le faux étaient mêlés avec beaucoup d'art, elle dit « qu'elle avait ratifié le traité, et l'avait ratifié de » bonne foi. En prenant cette résolution, elle avait » obéi surtout à ses sentiments de mère et voulu con- » server à ses enfants un trône environné d'orages. » Mais, par un enchaînement inouï de circonstances » fatales, toutes ses combinaisons avaient tourné » contre elle. Elle avait espéré que la direction de » Gouvion Saint-Cyr vers la Haute-Italie ferait re-

» noncer les alliés à leur projet de descente : ils n'a-
» vaient pas prévu que le roi embrasserait le parti de
» la neutralité. Tandis que de Naples partaient des
» courriers pour les informer de cette résolution, de
» Londres et de Pétersbourg partaient des ordres
» pour presser l'embarquement des troupes réunies
» à Malte et à Corfou. Leur arrivée en Sicile et dans
» le golfe de Naples avait été soudaine, imprévue :
» on n'avait pas eu le temps de préparer les éléments
» d'une résistance sérieuse. En vain, aussitôt qu'elle
» avait appris le débarquement des premières troupes
» en Sicile, avait-elle conjuré le ministre de Russie,
» M. Tatischeff, d'arrêter leur marche, lui offrant de
» payer les frais de l'expédition : toutes ses instances
» avaient été infructueuses. M. de Tatischeff avait osé
» demander que la Sicile fût occupée par les troupes
» russes pendant toute la durée de la guerre. Poussée
» alors au désespoir, elle avait rompu les conférences
» et dit : Eh bien ! puisqu'on le veut, que notre destinée
» s'accomplisse ! C'en était fait maintenant ; le gouver-
» nement n'avait plus la liberté de ses actes : il était
» emporté par le torrent des événements dans une
» direction entièrement contraire à celle qu'il aurait
» voulu suivre. »

La reine subit, comme elle le dit, sa destinée ; elle rentra, non sans un sombre effroi (elle connaissait le désastre de Mack), dans la vérité de son rôle et de ses passions. Elle déchira le traité du 21 septembre, arbora le drapeau de la coalition, et publia un décret qui mettait toutes les troupes napolitaines sous les

ordres du général Lascy. Réunies à celles des alliés, elles formaient une masse de 60,000 hommes. Il fut décidé que cette armée traverserait de gré ou de force les États romains, envahirait la Toscane, passerait le Pô, soulèverait les populations de l'Apennin et se jetterait sur les derrières de Masséna.

Le prince Eugène prouva en cette occasion qu'il n'était point au-dessous de la haute position à laquelle l'avait élevé l'empereur. Toutes ses mesures furent pleines à la fois de prudence et de fermeté. Il ne laissa devant Venise que le nombre de troupes indispensable pour masquer cette place; puis il dirigea sur Bologne ce qui restait disponible du corps de Gouvion Saint-Cyr, 25,000 hommes de gardes nationales mobilisées, la garnison d'Ancône, et enfin les détachements que le général Verdier venait d'organiser à Livourne. Ces forces étaient plus que suffisantes pour contenir le torrent qui s'avançait, en grossissant, du fond de l'Italie.

L'empereur eut connaissance de la défection de la reine Caroline quelques jours avant la bataille d'Austerlitz. Le sort de la France, de l'Italie, de tout l'Occident, dépendait de l'issue de ce grand choc. Napoléon ajourna l'explosion de sa vengeance. Mais après sa victoire, elle éclata soudaine et terrible. « Le général » Gouvion Saint-Cyr, disait le 37e bulletin, marche à » grandes journées sur Naples pour punir la trahison » de la reine et précipiter du trône cette femme criminelle qui, avec tant d'impudeur, a violé tout ce » qui est sacré parmi les hommes. »

Le jour même où les plénipotentiaires signaient à Presbourg le traité de paix avec l'Autriche, il adressa à son armée ou plutôt à l'Europe cette proclamation, sentence foudroyante lancée contre les Bourbons de Naples.

« Soldats, depuis dix ans j'ai tout fait pour sau- » ver le roi de Naples ; il a tout fait pour se perdre. » Après les batailles de Dego, de Mondovi, de Lodi, » il ne pouvait m'opposer qu'une faible résistance : » je me fiai aux paroles de ce prince ; je fus généreux » envers lui.

» Lorsque la seconde coalition fut détruite à Ma- » rengo, le roi de Naples, qui, le premier, avait com- » mencé cette injuste guerre, abandonné à Lunéville » par les alliés, resta seul et sans défense : il m'im- » plora et je lui pardonnai une seconde fois. Il y a peu » de mois, vous étiez aux portes de Naples. J'avais » assez de légitimes raisons de suspecter la trahison » qui se méditait et de venger les outrages qui m'a- » vaient été faits : je fus encore généreux ; je re- » connus la neutralité de Naples ; je vous ordonnai » d'évacuer ce royaume, et, pour la troisième fois, la » maison de Naples fut affermie et sauvée.

» Pardonnerons-nous une quatrième fois ? Nous » fierons-nous une quatrième fois à une cour sans foi, » sans honneur, sans raison ? Non ! non ! la dynastie » de Naples a cessé de régner. Son existence est in- » compatible avec le repos de l'Europe et l'honneur » de ma couronne. »

45,000 hommes rassemblés sur les frontières des

États de l'Eglise étaient prêts à s'élancer sur Naples. L'empereur confia le commandement nominal de cette armée à son frère Joseph. C'était montrer à toute l'Europe le successeur de Ferdinand IV. La direction véritable des opérations fut confiée à Masséna. Ce maréchal arriva à Bologne le 9 janvier, et le mouvement d'invasion commença.

A la nouvelle que nos colonnes s'approchaient, la cour des Deux-Siciles tomba dans les convulsions de la terreur et du désespoir. Il lui était réservé d'être abandonnée dans sa détresse par ces mêmes alliés qui l'avaient compromise et perdue. Le lendemain même de sa défaite, l'empereur Alexandre expédia l'ordre au général Lascy de se rembarquer avec toutes ses troupes et de retourner à Corfou. Les Anglais abandonnèrent aussi le continent italien ; mais ils se retirèrent en Sicile, bien décidés à s'y établir en maîtres, sous le nom du fantôme de roi dont ils avaient précipité la chute, et à n'en sortir que lorsque les Français auraient évacué le royaume de Naples.

Dès le 15 décembre, la reine, tremblante et désabusée sur le compte de ses protecteurs, essaya de détourner la catastrophe qui menaçait encore une fois sa maison. Elle députa vers l'empereur, pour implorer sa clémence, le cardinal Ruffo. Ce choix était une nouvelle faute. Du reste, les conditions que le prélat était chargé de soumettre à la France étaient de la plus grande humilité. C'était moins un traité qu'une capitulation.

« Il y aurait alliance défensive entre les deux États,

» et les Anglais seraient exclus de tous les ports » des Deux-Siciles.

» La France occuperait jusqu'à la paix maritime » les places fortes de son royaume.

» Le roi livrerait ses deux vaisseaux de guerre, » les seuls qui composaient toute sa marine. »

» Le roi et la reine abdiqueraient; le prince royal » leur fils monterait sur le trône. »

Lorsque le cardinal Ruffo partit pour remplir sa mission, le traité de Presbourg était signé; Napoléon pouvait tout oser. La cour de Naples avait de grands torts : l'opinion publique lui en attribuait de plus grands encore. Une négociation qui l'eût admise à se justifier eût été un engagement de l'absoudre si elle était innocente. Il valait mieux la tenir de suite pour coupable et la punir comme telle. Le cardinal demanda la permission de venir à Paris; il l'attendit longtemps en Suisse et ne put l'obtenir.

Lorsque Ferdinand IV sut que son ambassadeur n'avait pu même venir s'humilier devant un vainqueur superbe, il comprit que tout était perdu, et n'essaya point de lutter. Le 13 janvier, il s'embarqua et s'enfuit en Sicile. La reine eut plus de témérité. Soutenue par sa haine contre Napoléon et par ses passions de mère, elle resta à Naples, déterminée à ne descendre du trône qu'après avoir épuisé toutes les chances de la résistance. Dans son désespoir, elle saisit toutes les armes qu'elle trouva sous sa main; elle alla chercher des défenseurs jusque parmi les brigands des Abruzzes et des Calabres. Un chef de bandes, le fameux Rhodio,

gagné par son or, s'engagea à soulever les Abruzzes; mais il n'y put réussir. Alors, comme en 1799, elle fit délivrer des armes aux lazzaroni de Naples, et cette belle capitale se trouva à la merci d'une populace féroce. Le désordre prit bientôt un caractère sinistre : des complots s'ourdirent contre la fortune et la vie des citoyens. Les prisons ainsi que les bagnes répondirent à ces pensées de sang et de pillage. Les hautes classes, effrayées du péril auquel les livrait une reine en délire, se chargèrent de veiller elles-mêmes à leur propre salut : elles s'organisèrent en milices, contiurent les lazzaroni et les prisons, et attendirent les Français, devenus pour elles des libérateurs.

L'armée de Masséna était divisée en trois colonnes : celle du centre marchait sur Capoue et Naples, la droite sur Gaëte, la gauche sur les Abruzzes. Capoue nous ouvrit ses portes le 13 février. Il n'en fut pas de même de Gaëte. Le prince de Hesse-Philippstadt, qui commandait la place, était un homme de tête et de cœur : il répondit à nos sommations qu'il ne la rendrait qu'à la dernière extrémité, et il tint parole. Le 14 février, Masséna arriva sans obstacle devant les murs de Naples et s'empara des forts qui la dominent. La reine vit bien enfin que c'en était fait de son trône. Elle s'arracha avec rage de son palais, monta sur le vaisseau qui l'attendait, et ne fit tourner ses voiles vers la Sicile que lorsque nos têtes de colonnes eurent envahi les murs de sa capitale. Le 15 février, Joseph fit son entrée dans la ville de

Naples. Le peuple l'accueillit avec des sentiments visibles de répulsion et de haine, la bourgeoisie et la noblesse avec une joie non déguisée.

Le premier soin du prince fut de garantir par des mesures pleines de sagesse la sécurité des habitants de cette grande et riche cité. Il installa un gouvernement provisoire, désarma les lazzaroni, réorganisa l'armée napolitaine, institua une police sévère, et ordonna que les tribunaux et les magistrats reprissent le cours de la justice.

Le prince royal s'était retiré dans les Calabres avec 28 bataillons et 17 escadrons, environ 18,000 hommes, sous les ordres du maréchal de Rosenheim et du comte Roger de Damas. Le général Reynier eut l'ordre de marcher sur les Calabres et de les soumettre. Gouvion Saint-Cyr dut occuper avec un autre corps la Pouille, les Abruzzes, Tarente et la province de Basilicata. Enfin, Masséna se chargea, avec le premier corps, de garder la capitale et d'investir Gaëte. Une réserve de 18,000 hommes s'avançait à travers les États romains pour renforcer l'armée d'invasion.

Le comte Roger de Damas avait pris position à Campo-Tenese, au débouché du val San-Martino. Reynier fondit sur lui, le mit en déroute, puis s'élança à la poursuite de Rosenheim qui fuyait du côté de l'Apulie, occupa successivement Nicastro, Monte-Leone, Mileto, et arriva enfin, le 20 mars, à Scylla, peu de jours après que le prince royal s'y était embarqué pour se retirer en Sicile. Le pays, traversé en tous sens par nos colonnes, n'offrait plus aucun centre

de résistance, et semblait, sur tous les points, soumis et pacifié.

Joseph résolut de visiter les contrées sur lesquelles il était appelé à régner. Il partit, le 3 avril, de Naples et parcourut les Calabres, l'Apulie, ainsi que les provinces de Basilicata et de Tarente. C'est au milieu de ce voyage, à Scigliano, dans le fond de la Calabre citérieure, qu'il reçut le décret impérial du 1er avril qui le faisait roi des Deux-Siciles. Cette couronne était héréditaire dans sa descendance masculine, et n'infirmait aucun de ses droits à la couronne de France. Mais les deux couronnes ne pourraient jamais être réunies sur la même tête. En même temps qu'il couronnait son frère, Napoléon le retenait dans sa dépendance. Il joignait à la dignité de roi des Deux Siciles celle de grand électeur de l'empire français, et le réduisait ainsi au rôle de feudataire. Il proclamait en termes vagues qui autorisaient toutes les conjectures, *que le royaume de Naples faisait partie du grand empire.*

Cependant la cour réfugiée en Sicile n'avait point renoncé à l'espoir de renverser la puissance encore mal affermie du roi Joseph. Ce prince avait noblement usé de son nouveau pouvoir. Chaque jour, depuis son arrivée à Naples, avait été marqué par de sages réformes, par de fécondes créations. Il s'était appliqué à améliorer la condition sociale des Napolitains et à les faire participer aux bienfaits de notre législation civile. Il avait supprimé les couvents de moines, aboli les priviléges féodaux, réparti les im-

pôts d'une manière plus équitable, accru considérablement les revenus publics, perfectionné les institutions judiciaires, diminué l'influence du clergé et des gouverneurs de provinces, et substitué enfin à l'administration décousue, tantôt violente, tantôt relâchée, d'Acton et de la reine Caroline, un gouvernement central, régulier et aussi ferme qu'éclairé. Mais ces sages réformes, appréciées comme des bienfaits par les classes élevées de Naples, n'avaient rencontré dans les provinces qu'antipathie et répulsion. Habituées à une sorte d'indépendance anarchique et sauvage, les populations des campagnes frémirent sous le frein d'une administration méthodique et souvent sévère dans l'exercice de ses fonctions. La reine Caroline n'avait que trop bien compté sur ces mécontentements. Elle savait que nos troupes, disséminées à de grandes distances et employées en majeure partie au siége de Gaëte, n'offraient sur aucun point, excepté devant cette place, une force compacte et redoutable. En conséquence, elle avait préparé les matériaux d'un vaste embrasement. Les brigands des Calabres devinrent ses principaux appuis. C'est à leurs chefs les plus fameux, à Fra Diavolo, à Sciarpa, qu'elle confia le soin d'organiser et de propager l'insurrection; elle les mit à la tête de l'armée royale.

Tandis que ces bandis, secondés par le fanatisme du clergé, soulevaient et armaient les campagnes, les Anglais opéraient de leur côté. Le général Stuart partit de Messine, le 1er juillet 1806, avec 9,000

hommes, dont 6,000 Anglais et 3,000 Napolitains, et vint débarquer dans le golfe de Sainte-Euphémie. Son projet était d'acculer à la mer le général Reynier et de le forcer à se rendre. Mais Reynier ne lui laissa pas le temps d'exécuter son mouvement : il rassembla toutes les troupes qu'il avait sous la main, environ 5,000 hommes, se porta vivement à la rencontre des Anglais, et les joignit, le 5 juillet, à Maïda, non loin de la mer. La position qu'ils occupaient était très forte, et ils avaient sur nos soldats l'avantage du nombre. Assaillis vivement par la brigade du général Compère, ils soutinrent l'attaque avec fermeté, décimèrent par leurs feux nos colonnes d'avant-garde et les culbutèrent sur le reste de la division, qui, exténuée par les fatigues d'une marche forcée à travers les montagnes, ne put réparer ce premier échec : elle se retira sur Catanzoro.

Le canon de Maïda donna le signal de l'insurrection dans les deux Calabres. Tous les brigands qne recélaient les montagnes et les forêts de ces coutrées sauvages sortirent de leurs repaires et se mirent à la tête des paysaus révoltés. Les routes furent interceptées, et tous ceux de nos détachements qui étaient isolés furent enveloppés et égorgés. Le cri de *mort aux Français!* devint le cri de tout le peuple. Bientôt l'incendie gagna la province de Basilicata. Le général Stuart se garda bien de s'engager trop avant à la poursuite de Reynier : il ne s'éloigna point de la côte, et s'occupa d'assurer ses

communications avec la Sicile en s'emparant de Reggio et de Scylla.

La situation du général Reynier devenait de jour en jour plus périlleuse. Tout le pays autour de lui était soulevé. Masséna, occupé au siége de Gaëte, ne pouvait le secourir. Cerné dans la ville de Catanzoro par des masses de Calabrais fanatisés, coupé de tous nos corps d'armée et sans nouvelles de Naples, ce général ne savait à quel parti se résoudre, quand enfin il reçut du roi Joseph une lettre qui lui parvint comme par miracle : elle lui ordonnait de se retirer sur Cassano, et d'y attendre Masséna qui volerait à son secours aussitôt qu'il aurait soumis Gaëte. Reynier exécuta cet ordre avec autant de bravoure que d'habileté. Il s'ouvrit un passage l'épée à la main à travers les colonnes insurgées qui enveloppaient Catanzoro, et, au milieu des plus grands périls, atteignit la ville de Cassano, où le général Verdier vint le rejoindre. Il construisit autour de lui un vaste camp retranché, et attendit patiemment les secours qui lui étaient promis.

Gaëte, placée à l'extrémité d'une presqu'île fortifiée, ne tient au continent que par une langue de terre large à peine de 400 toises que les Napolitains avaient couverte d'ouvrages formidables. La place était garantie contre le danger de la famine par sa position maritime, et sa garnison avait été portée jusqu'à 8,000 hommes. Depuis la fin de février jusqu'au mois de mai, Masséna s'était contenté de la tenir étroitement bloquée. Mais, impatient de la réduire, il poussa

avec vigueur les travaux de tranchée, et, le 28 juin, il démasqua ses batteries qui tonnèrent toutes à la fois contre les ouvrages de la place et les bouleversèrent. A dater de ce jour, nos feux ne cessèrent de porter dans Gaëte le ravage et la mort. Le 10 juillet, un éclat de bombe atteignit, à la tête, le gouverneur qui fut emporté presque mourant sur un vaisseau anglais et conduit en Sicile. Le 18, tous les ouvrages de l'ennemi étaient ruinés, presque toutes les batteries démontées, la garnison affaiblie ; et cependant elle refusait de se rendre. Masséna fit ses dispositions pour donner l'assaut : ses troupes étaient sous les armes et prêtes à s'élancer, lorsqu'enfin, un parlementaire se présenta et vint annoncer que la place demandait à capituler. Le maréchal lui accorda des conditions honorables, en prit possession, y laissa une garnison considérable et vola au secours de Reynier. Il rencontra pour la première fois les bandes royalistes au défilé de Lauria : il les fit entourer, et tout ce qui tomba sous sa main fut inexorablement passé par les armes. Ces rigueurs, juste châtiment des cruautés dont s'étaient souillés les Calabrais en égorgeant nos soldats isolés et nos malades, inspirèrent à la population une terreur salutaire. Elle n'osa pas s'opposer à la jonction de Masséna et de Reynier, qui eut lieu à Castro-Villaque. Les insurgés se dispersèrent dans les montagnes, et il fallut aller les chercher dans ces retraites où l'opiniâtreté de leur résistance provoqua de notre part des mesures terribles. Un ordre du jour du maréchal condamna à être fusillés

tous les insurgés pris les armes à la main, et à l'incendie les villes et les villages qui leur serviraient d'asile.

Le général Stuart n'attendit pas Masséna: il se rembarqua le 5 septembre ponr la Sicile, et son départ porta le dernier coup à l'insurrection. La plupart des chefs de bandes, délaissés ou trahis par ceux que la peur ou l'espoir des récompenses avait gagnés à la cause de Joseph, quittèrent le pays et se réfugièrent sur les vaisseaux anglais. Les plus obstinés voulurent prolonger la lutte et tombèrent en notre pouvoir; tel fut Fra Diavolo, qui fut pris à Sora et décapité à Naples.

La clémence compléta l'œuvre de la force. Une amnistie générale apaisa les passions fanatiques, ramena peu à peu le calme dans les esprits; et la domination du roi Joseph fut bientôt aussi respectée, aussi solidement affermie que l'était naguère celle de Ferdinand IV. Notre suprématie s'étendit désormais sans obstacle des limites du Tyrol jusqu'aux extrémités de la Calabre. Toute l'Italie, à l'exception des États de l'Église, subit l'influence de nos lois civiles, de nos armes et de notre gouvernement.

L'élévation de Joseph au trône de Naples ouvrait à l'ambition des Bonaparte un champ pour ainsi dire sans limites. Déjà, une des plus anciennes maisons de l'Allemagne venait de briguer l'honneur de s'unir à cette famille si nouvelle et déjà placée si haut par la puissance et la gloire de son chef.

Le roi de Bavière avait donné la main de sa fille au fils de l'impératrice, Eugène Beauharnais. L'empereur voulut que le rang de ce jeune prince fût mis de niveau avec l'illustre alliance qu'il venait de contracter. Il l'adopta solennellement, et lui assura ainsi qu'à ses descendants mâles et légitimes la couronne d'Italie, pour en jouir aussitôt que les circonstances lui permettraient à lui-même de s'en dessaisir.

Le grand-duc de Bade suivit l'exemple du roi de Bavière; il demanda pour son fils la main de la princesse Stéphanie Beauharnais.

Des trois sœurs de Napoléon, l'une, Pauline, veuve du général Lecler, s'était alliée à la famille Borghèse; la seconde, Élisa, avait épousé le Corse Bacciochi; la troisième, Caroline, était mariée à Murat. L'empereur leur créa à toutes les trois des établissements souverains. Il donna à Pauline la principauté de Guastalla. Il avait déjà constitué en faveur d'Élisa la principauté de Lucques et de Piombino : il y ajouta celle de Massa-Carrera. Berg et Clèves, qu'il s'était fait céder par la Bavière et par la Prusse, furent érigés en grands-duchés et donnés à son beau-frère Murat avec le titre de grand duc de Berg (1).

La Hollande était un des États du monde qui

(1) Une note du 21 avril, adressée à M. de Talleyrand, et qui porte le cachet de la dictée impériale, était ainsi conçue : — Faire un État au nord de l'Allemagne qui soit dans les intérêts de la France, qui garantisse la Hollande et la Flandre contre la Prusse, et l'Europe contre la Russie. Le noyau serait

souffrait le plus cruellement de la guerre. Elle vit de commerce extérieur et maritime, et l'Angleterre lui avait interdit toute navigation ; elle possédait dans les deux Indes de riches colonies qui, pendant la paix, faisaient sa splendeur, et l'Angleterre s'en était emparée. Ainsi la guerre ruinait l'État et les particuliers. D'un autre côté, la paix isolée, la neutralité, étaient interdites à la république. Il fallait qu'elle fût pour la France ou pour l'Angleterre. Si l'une l'appauvrissait en lui fermant la mer, l'autre la tenait sous sa main, et pouvait, d'un arrêt de sa volonté, détruire sa nationalité. La république Batave n'avait donc que le choix entre ces deux partis : vivre pauvre et oisive jusqu'à la fin de la guerre maritime, ou périr étouffée dans les bras du colosse qui pesait sur elle de tout son poids.

les duchés de Berg, de Clèves, de Hesse-Darmstadt..... Chercher ensuite dans les entours tout ce qui pourrait y être incorporé pour pouvoir former un million ou douze cent mille âmes. Y joindre, si l'on veut, le Hanovre : y joindre, dans la perspective, Hambourg, Brême et Lubeck. Donner la statistique de ce nouvel état. Cela fait, considérer l'Allemagne comme divisée en huit États, Bavière, Bade, Wurtemberg et le nouvel État ; ces quatre dans l'intérêt de la France ; d'un autre côté, l'Autriche, la Prusse, la Saxe et Hesse-Cassel. D'après cette division, supposez qu'on détruise la constitution germanique et qu'on annulle, au profit des huit grands États, les petites souverainetés, il faut faire un calcul statistique pour savoir si les quatre États qui sont dans les intérêts de la France perdront ou gagneront plus à cette destruction que les quatre États qui n'y sont pas. (*Correspondance inédite de Napoléon*, tom. VII, page 361.)

Aigrie par les misères, elle nous en rendait responsables : elle abhorrait notre domination, et le parti orangiste, accru de tous les mécontents, appuyé sur tous les intérêts froissés, était devenu le parti national. Au retour des Nassau étaient attachés, dans l'esprit des Hollandais, tous les biens dont ils étaient sevrés, la paix, le commerce, la restitution de leurs colonies, le travail et la richesse.

Leur gouvernement, démocratique sous l'influence de la Convention et du Directoire, s'était depuis, sur un ordre du premier consul, centralisé dans les mains d'un grand-pensionnaire, M. de Schimmelpenninck. Tout récemment encore, de notables changements avaient été introduits dans la constitution batave : les attributions du pouvoir avaient reçu une nouvelle extension aux dépens des assemblées. Ces garanties contre les manifestions légales des souffrances du pays ne rassuraient point l'empereur. Le gouvernement républicain ne lui inspirait aucune confiance : il le jugeait insuffisant pour déjouer les intrigues des orangistes et de l'Angleterre, et méditait de transplanter en Hollande l'institution monarchique ; il croyait qu'en lui donnant pour roi un de ses frères, il découragerait les partisans de la maison d'Orange et unirait par des liens indissolubles les destinées des deux pays.

C'est au prince Louis qu'il destinait le nouveau trône : il fit savoir ses intentions au grand-pensionnaire. Cette communication fut reçue en Hollande comme une nouvelle calamité. Depuis que les Pro-

vinces-Unies avaient secoué le joug de Philippe II, la monarchie pure n'avait pu s'acclimater sur cette terre de négoce et de liberté. Les notables, composés des membres des états-généraux, du conseil d'état et des ministres, s'assemblèrent, et, malgré les sages avis du grand-pensionnaire, ils envoyèrent à Paris une députation chargée de représenter à l'empereur que « son désir d'assurer l'identité de la Hol» lande avec la France pourrait être réalisé par » d'autres moyens plus en harmonie avec les mœurs » et les coutumes du pays que l'institution monarchi» que. » Mais la résolution de Napoléon était invariable. Il l'avait fait connaître à l'Europe par la voie du Moniteur, et s'était ôté ainsi le pouvoir de la changer. Il fit donc savoir aux députés bataves qu'il ne les recevrait que s'ils promettaient d'exprimer des vœux en faveur de l'élévation du prince Louis au trône de Hollande. Un délai de huit jours leur fut donné pour se décider.

Lorsque le grand-pensionnaire eut reçu les dépêches de la députation, il les soumit aux notables, en leur déclarant qu'il les rendait responsables des malheurs que provoquerait une résistance insensée et impossible. L'assemblée se résigna enfin ; mais, en se soumettant, elle constata dans sa délibération qu'elle n'avait pas agi de son propre mouvement, qu'elle avait cédé à la contrainte et pour éviter à la république d'irréparables maux.

Bientôt la phraséologie officielle, les formules menteuses et adulatrices remplacèrent les manifesta-

tions sincères et patriotiques. Une nouvelle députation, ayant à sa tête l'amiral Verhuel, se rendit à Paris (5 juin), et supplia l'empereur, en termes pleins d'humilité, d'accorder un roi à la Hollande.

L'empereur, dans sa réponse, mit en évidence les mobiles véritables de sa conduite. « Je ne pouvais » confier les places fortes qui couvrent ma frontière » du nord à la garde d'une main infidèle, même » douteuse. J'adhère à votre vœu : je proclame le » prince Louis roi de Hollande. » Puis, se tournant vers son frère : « Prince! lui dit-il, régnez sur ces » peuples. Leurs pères n'acquirent leur indépen- » dance que par les secours constants de la France. » Depuis, la Hollande fut l'alliée de l'Angleterre; » elle fut conquise; elle dut encore à la France son » existence. Qu'elle vous doive donc des rois qui » protègent ses libertés, ses lois, et sa religion; » *mais ne cessez jamais d'être Français.* » Le prince Louis répondit qu'il avait placé toute son ambition à sacrifier sa vie au service de son frère. « Il irait donc régner sur la Hollande, puisque Sa » Majesté le lui ordonnait. Unis par l'intérêt, les » peuples le seraient aussi par les sentiments d'amour » et de reconnaissance de leur roi à l'empereur et à » la France. »

De même que Joseph, Louis prit l'attache de grand-feudataire de son frère en réunissant à sa dignité de roi de Hollande celle de connétable de France.

Napoléon avait construit une œuvre immense, fondé une dynastie, créé un vaste empire. Tant qu'il vivrait, sa main soutiendrait l'édifice : mais sa prévoyance s'étendait au-delà du tombeau. Persuadé qu'après sa mort tous les ennemis de la révolution, de sa dynastie et de la puissance française se ligueraient pour renverser son gouvernement, il était tourmenté du désir de lui créer des points d'appui, des défenseurs. Il voulait le fixer sur une base si large et si ferme, qu'aucune tempête politique ne pût l'en arracher. La classe moyenne, immense et confuse agrégation de citoyens jetés par la division et la médiocrité des fortunes dans les mille professions de la vie civile, étrangère par son éducation aux complications infinies et aux délicatesses de la science politique, la classe moyenne lui semblait inhabile à remplir un tel rôle. Il la jugeait hors d'état de servir de boulevard au trône et à la puissance nationale contre les sourdes menées des anciennes familles, les emportements de la démocratie et les haines de l'Europe. Il avait donc résolu d'organiser une nouvelle et vigoureuse aristocratie, digne par ses lumières de partager un jour avec le souverain le fardeau du gouvernement, et de maintenir la France au degré de splendeur où il l'avait élevée. La révolution avait fait surgir de la foule des caractères d'une trempe supérieure, des esprits éminents. A la tête de tous les grands services publics, à la tête de l'armée surtout, brillaient des hommes d'élite, la force et l'honneur de la France. Napoléon résolut de les réunir en

faisceau et d'en faire le fond de sa nouvelle aristocratie. Afin de lui imprimer un caractère populaire, il la rendit accessible à tous les talents, à toutes les ambitions. Il voulut qu'un jour elle n'eût rien à envier à l'ancienne, ni la grandeur des souvenirs, ni l'éclat du blason, ni la richesse. Il choisit les plus illustres parmi les compagnons de ses travaux; il les fit ducs et princes, et, à l'exemple de tous les conquérants, il les enrichit avec les dépouilles de ses ennemis. Il donna au maréchal Berthier la principauté de Neuchâtel; Berg et Clèves, comme nous l'avons dit, à Murat; la principauté de Bénévent à M. de Talleyrand, celle de Ponte-Corvo au maréchal Bernadotte. Il érigea en duchés grands fiefs héréditaires de l'empire français, la Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, Cadore, Bellune, Conégliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo. Il créa encore six autres fiefs dans le royaume de Naples, trois dans les États de Parme et de Plaisance, et décida que tous ces duchés assureraient à leurs titulaires un revenu équivalent à la totalité de l'impôt annuel qu'ils payaient à l'État (1).

Mais il ne se hâta point de délivrer l'investiture de ces fiefs. La nation avait fait une révolution pour

(1) « Quelle que fût la puissance à laquelle la divine providence et l'amour de ses peuples eussent élevé l'empereur, » disait le message du 30 mars au sénat, « elle était impuissante pour récompenser tant de braves, et pour reconnaître les nombreux témoignages de fidélité et d'amour qu'ils avaient donnés à sa personne. Dans les dispositions qu'il avait faites, il ne s'était pas seulement abandonné aux sentiments affectueux

changer son ordre social. Elle avait aboli les substitutions, les distinctions de races, inscrit sur son drapeau : *égalité civile*. Elle avait voulu qu'il n'y eût plus en France deux peuples ennemis et rivaux, l'un tout composé de nobles, l'autre de roturiers, mais un seul investi des mêmes droits, mû par le même mobile et la même passion, l'amour de la patrie. En voyant son chef vénéré relever ce qu'elle avait aboli, glorifier ce que naguère elle avait couvert de ses dédains, n'était-il pas à craindre que, livrée au supplice du doute, ne sachant plus où étaient le droit, la vérité, elle ne se détachât de la révolution, du grand homme qui la représentait, et n'allât chercher dans le culte des intérêts matériels l'oubli de ses déceptions? Ces craintes n'étaient que trop fondées. Elles n'ont point arrêté l'empereur Il a jugé l'institution aristocratique indispensable à la durée de son œuvre. Il s'est cru assez aimé de la nation pour la lui faire accepter, assez fort, à la rigueur, pour la lui imposer. Toutefois, il n'a pas voulu la décréter d'un seul coup ; avant d'accomplir cet acte audacieux, il a voulu y préparer les esprits. Il s'est borné à blasonner quelques noms illustres entre tous. Pour les autres, les cadres sont prêts, mais vides encore. Il attend pour les remplir

» dont il était pénétré et au bonheur de faire du bien à ceux
» qui l'avaient si bien servi; il avait été principalement guidé
» par la grande pensée de consolider l'ordre social et son trône
» qui en était le fondement et la base, et de donner des centres
» de correspondance et d'appui au grand empire. »

que l'opinion soit mûre et fixée. La France et l'Europe sont maintenant averties. L'aristocratie impériale n'est pas encore législativement organisée; mais les bases en sont posées; de fait, elle est déjà rétablie.

CHAPITRE XIX.

Procédés outrageants de l'empereur Napoléon à l'égard de la Prusse. — Il exige que le roi lui sacrifie M. de Hardemberg. — Ses prétentions sur les trois abbayes d'Elten, d'Essen et de Verden. — Discrédit de la Prusse dans toutes les cours. — L'Angleterre et la Suède lui déclarent la guerre. — Douleur et anxiétés du roi. — Mission du duc de Brunswick auprès de l'empereur Alexandre. — Plaintes amères de la cour de Saint-Pétersbourg contre la politique du roi. — Succès de la mission du duc de Brunswick. — Changement soudain dans les dispositions du cabinet russe. — Ses dispositions à se rapprocher de la France. — Négociations ouvertes entre la France et l'Angleterre. — Correspondance entre M. Fox et M. de Talleyrand. — Premières conférences entre M. de Talleyrand et lord Yarmouth. — Questions fondamentales résolues : le Hanovre, Malte, la Sicile. — Voyage de lord Yarmouth à Londres. — L'empereur Alexandre sépare ses intérêts de ceux de l'Angleterre. — Il ouvre avec la France une négociation séparée. — Mission de M. d'Oubrill à Paris. — Soupçons de Napoléon. — Il rétracte sa promesse à l'égard de la Sicile. — Débats sur la Sicile. — Propositions échangées. — Arrivée de M. d'Oubrill à Paris. — Négociations avec cet envoyé. — Napoléon renverse la constitution germanique et organise la Confédération du Rhin. — Dépit de M. d'Oubril et de lord

Yarmouth. — M. d'Oubrill signe la paix. — Traité du 20 juillet 1806. — Lord Yarmouth délivre lui-même ses pouvoirs. — Le général Clarke est nommé pour traiter avec le plénipotentiaire anglais. — Napoléon croit toucher à la pacification générale.

Cependant Frédéric-Guillaume recueillait les fruits amers de sa politique timorée et vacillante : de quelque côté qu'il tournât les yeux, il ne rencontrait que dédains, inimitiés et défiances. Napoléon surtout s'était affranchi à son égard de toute espèce de ménagements. Soit qu'il voulût intimider sa faiblesse et le réduire par la terreur, ou qu'impatient de l'abattre, il entrât dans ses calculs de le pousser à bout, il semblait se plaire à l'abreuver d'humiliations.

M. de Hardemberg était dans le cabinet de Berlin le chef passionné du parti hostile à la France : il avait l'estime du roi; la reine l'honorait particulièrement de ses bontés. A tous ces titres il s'était attiré la haine de l'empereur, qui avait résolu de profiter de sa toute-puissance pour l'écarter des conseils du roi. Déjà, le 27 décembre, M. de Talleyrand, faisant allusion à l'affaire d'Anspach, avait commandé à M. de Laforest « de cesser toute communication avec l'homme » qui, disait-il, avait insulté la France en refusant de » recevoir l'ambassadeur d'un grand prince. » Afin de le perdre plus sûrement, l'empereur osa l'accuser publiquement d'avoir failli à l'honneur en se vendant aux Anglais. Le 34e bulletin signala au monde un ministre né dans le Hanovre *qui n'avait pas été insensible à la pluie d'or*. Le trait était bien cruel.

Le roi s'était indigné que, sur les bords de la Seine, on se permît de lui dicter le choix de ses ministres : il avait mis sa fierté à ne point se séparer d'un homme auquel il n'avait point retiré sa confiance. Mais à peine eut-il signé le traité du 15 février que les ministres anglais, pour se venger, livrèrent au parlement la fameuse lettre que M. de Hardemberg avait écrite le 22 décembre à lord Harrowby. L'empereur s'en fit une arme pour abattre le chef du cabinet prussien; il la fit publier dans le *Moniteur* avec cette réflexion outrageante : « Voilà M. de Hardemberg bien récompensé de s'être prostitué aux éternels ennemis du » continent. » Après un tel éclat, le roi ne pouvait plus maintenir à la tête de son gouvernement l'adversaire déclaré d'un souverain dont il avait accepté l'alliance. M. de Hardemberg fut sacrifié. Le 1er avril 1806, il résigna ses hautes fonctions et fut remplacé par le comte d'Haugwitz, que les circonstances, bien plus que ses principes, avaient mis à la tête du parti français.

Le roi avait espéré qu'en écartant de ses conseils M. de Hardemberg, il apaiserait les défiances de son redoutable et ombrageux allié : inutile sacrifice. Il avait écrit plusieurs lettres autographes à l'empereur Napoléon : elles étaient toutes restées sans réponse. Un tel oubli des plus simples égards dus à une tête couronnée le navrait de douleur.

Près de lui, un grand événement venait de s'accomplir : la république batave avait été transformée en monarchie. Il avait dû penser qu'avant d'é-

lever ce nouveau trône et d'y placer son frère, l'empereur daignerait l'en informer confidentiellement : mais il ne lui avait rien communiqué. Le roi avait appris ce changement de gouvernement, comme tous les autres souverains, d'abord par la voie du *Moniteur*, puis par les lettres officielles d'usage. Même silence dédaigneux pour les affaires d'Allemagne. Le bruit se répandait partout que la France était au moment de réorganiser sur d'autres bases le système germanique. Le roi fut extrêmement mortifié que lui, la seconde personne de l'Empire, ne fût pas même consulté sur des mesures qui touchaient d'aussi près aux intérêts et à la considération de sa maison.

L'arrogance de l'empereur éclata plus blessante que jamais dans un démêlé de frontières. Sans s'être préalablement entendu avec le cabinet prussien, il avait compris les abbayes d'Elten, d'Essen et de Verden au nombre des territoires destinés à faire partie du grand-duché de Berg, et il les avait fait occuper militairement. La Prusse réclama contre cette occupation. Elle dit que « les trois abbayes lui avaient été » données (1) à titre d'indemnités du duché de Gueldre » et de la partie du duché de Clèves qu'elle avait cédée » à la France sur la rive gauche du Rhin ; qu'à la vérité, » depuis, elle les avait annexées au duché de Clèves, » mais seulement sous le rapport fiscal et administratif, » et qu'elles n'avaient jamais cessé de constituer poli- » tiquement des territoires distincts. » Le général Blü-

(1) Article VII du traité du 23 mars 1803.

cher, qui commandait dans cette partie du royaume, protesta contre la prise de possession des trois abbayes et fut approuvé par son gouvernement. Le roi fit une proposition pleine d'équité : il demanda que les deux puissances retirassent simultanément leurs troupes des territoires contestés et que la question fût discutée et jugée par voies diplomatiques. L'empereur y consentit d'abord (1) ; puis tout-à-coup, se ravisant (2), il révoqua les ordres donnés pour l'évacuation, et décida en maître que les droits du grand-duc de Berg étaient parfaitement légitimes.

A dater de ce moment, Frédéric-Guillaume commença à être assiégé des plus sombres pressentiments. « Il voyait quelque chose, » disait-il, « au-delà » de cette simple querelle de frontières. » M. de Laforest écrivait à ce sujet, le 25 avril : « Lorsque l'em- » pereur Napoléon se plaint que la Prusse ne soit pas » entrée dans l'alliance avec la conviction de son uti- » lité réciproque, Frédéric-Guillaume se demande à » son tour s'il peut compter sur l'amitié de l'empe- » reur : chaque jour son esprit se remplit de nou- » velles terreurs. » Le comte d'Haugwitz partageait les alarmes de son souverain. « Tous ses efforts, » depuis son retour de Paris, » disait-il à M. de Laforest, « avaient eu pour objet de substituer à une » alliance de nécessité une alliance de choix. Mais » l'étrange prétention élevée par le grand-duc de

(1) Lettre de M. de Talleyrand, du 3 mai.

(2) *Idem*, du 31 mai.

» Berg lui apprenait qu'il s'était abusé. Elle le plaçait » personnellement dans la position la plus cruelle. On » eût dit qu'elle n'avait été imaginée que pour justifier » toutes les accusations dont le poursuivaient ses en- » nemis. »

La Prusse n'était pas au terme de ses humiliations. Conformément aux stipulations du traité du 15 février, elle avait pris définitivement possession du Hanovre et fermé tous ses ports au pavillon et au commerce anglais. Soit qu'elle voulût dissiper nos défiances par l'ardeur soudaine de son zèle à nous servir, ou qu'elle trouvât dans l'acquisition de l'électorat une consolation à tous ses maux, elle avait déployé une rigueur inflexible dans l'application de ses mesures prohibitives. La surprise causée à Londres par un changement si brusque et si complet de conduite fut extrême : on ne pouvait s'expliquer un tel excès de mobilité ou d'abnégation. Autant par dépit que pour forcer le cabinet de Berlin à s'expliquer, on résolut de sévir. Un ordre du conseil, rendu le 20 avril, mit l'embargo sur tous les navires prussiens mouillés dans les ports britanniques et interdit à tout sujet anglais de communiquer avec la Prusse. Par l'effet de ce décret, plus de 400 bâtiments prussiens tombèrent entre les mains du gouvernement anglais.

Ses ressentiments ne s'arrêtèrent pas là ; il traduisit son nouvel ennemi à la barre de l'Europe, dénonça son ingratitude et sa cupidité, et, lui jetant à la face le mépris et l'insulte, il osa l'accuser d'avoir profité de la présence des troupes anglaises et russes dans

l'électoral pour s'être fait acheter plus chèrement par la France. Le reproche était aussi cruel qu'immérité. « La conduite de la Prusse, » s'écria M. Fox, qui venait de recueillir l'héritage de Pitt, « réunit ce que » la rapacité a de plus odieux avec ce qu'il y a de plus » méprisable dans la servilité. En cette circonstance, » elle n'était audacieuse que par peur, conquérante » que par faiblesse, spoliatrice d'un prince son parent » et son voisin que par obéissance à une volonté » étrangère. » Le 12 juin 1806, la Grande-Bretagne déclara officiellement la guerre à la Prusse; et ce ne fut point une guerre factice qu'elle lui fit, mais une guerre sérieuse, poursuivie avec une ardeur, avec une passion qui remplit d'étonnement toute l'Europe.

Le roi de Suède entra en scène à son tour. Il refusa insolemment d'évacuer le Lauenbourg, déclara bloqués tous les ports de la Prusse depuis Memel jusqu'à l'embouchure de la Peene, et mit en mer une escadre chargée de faire la chasse au commerce de cette puissance et de saisir tous ses bâtiments. Frédéric-Guillaume essaya de calmer les emportements de Gustave; il lui écrivit à cette occasion les lettres les plus conciliantes. Le roi de Suède lui répondit que « son honneur lui défendait de remettre l'épée » dans le fourreau tant que la Prusse n'aurait pas » restitué le Lauenbourg à son légitime possesseur et » rouvert ses ports au pavillon anglais. » Il fallut que les Prussiens en vinssent aux moyens extrêmes, et chassassent à coups de fusil les Suédois du Lauenbourg.

Napoléon, qui avait un désir ardent de compromettre Frédéric-Guillaume vis-à-vis de l'empereur de Russie, le protecteur de Gustave IV, voyait avec une joie secrète la querelle s'envenimer entre la Prusse et la Suède. Il excitait la première à se jeter sur la Poméranie suédoise et à s'en emparer, lui promettant de la soutenir dans cette entreprise, quelles qu'en fussent les conséquences. « La Poméranie suédoise, » disait, le 16 mai, M. de Laforest au comte d'Haugwitz, « est tellement à la convenance de S. M. prussienne, » qu'elle ne peut laisser échapper l'occcasion qui lui » est offerte de s'en saisir avec justice. » Mais, à aucun prix, Frédéric-Guillaume n'eût voulu s'attirer les ressentiments de l'empereur Alexandre. Il resta sourd aux excitations de Napoléon, et le roi de Suède put insulter impunément le pavillon prussien. « Gustave-Adolphe fait tant de folies, » dit, à cette occasion, le *Moniteur* du 18 mai, « qu'il révoltera en» fin sa nation; et, sans vouloir prophétiser, nous » pouvons dire que si, pour le bonheur de ce jeune » prince, quelque homme sage ne parvient à maîtriser » ses conseils et à l'éclairer sur ses intérêts, il ruinera » sa maison et finira par quelque cata strophe. »

Subjugué par la France, en guerre ouverte avec l'Angleterre, bravé par la Suède, poursuivi par les malédictions de l'Autriche, qui ne pouvait lui pardonner de l'avoir laissée succomber dans la dernière guerre, Frédéric-Guillaume tombait chaque jour davantage au-dessous de sa situation.

Si l'état présent des choses ne lui apportait que

douleurs et humiliations, l'avenir lui présageait des maux bien plus grands encore. La paix n'avait produit nulle part ses fruits accoutumés. En vertu du traité de Presbourg, l'Istrie et la Dalmatie devaient être évacuées par les troupes autrichiennes et remises, dans un délai déterminé, au royaume d'Italie. Le général Molitor, chargé d'occuper ces provinces au nom de la France, n'était plus, le 2 mars, qu'à quelques lieues de Cattaro, lorsque les Monténégrins, soulevés par l'or des Anglais et des Russes, descendirent de leurs montagnes et s'opposèrent à ce que les places du pays fussent remises aux Français. Dans le même moment, l'escadre russe se présenta devant Cattaro, somma le baron de Brady, commandant autrichien, de lui livrer Cattaro, Budna et Castelnovo, et simula la menace de les faire attaquer, s'il s'y refusait. Le baron de Brady eut l'air de céder à une force supérieur, et remit les trois places à un seul bataillon russe.

Que cet acte de duplicité fût l'œuvre du cabinet de Vienne, ou seulement de son commissaire, le baron de Ghisilieri, chargé de remettre les places au général Molitor, Napoléon résolut d'en profiter pour prolonger indéfiniment le séjour de ses troupes au cœur de l'Allemagne. Il déclara que « puisque la cour de » Vienne s'était engagée à céder les places du Cattaro, » c'était à elle, non à la France, à les retirer des mains » des Russes; qu'aussi longtemps qu'une des dispositions fondamentales du traité de Presbourg n'aurait » pas reçu son exécution pleine et entière, son armée

» continuerait d'occuper les provinces centrales de » l'Allemagne. » Nos troupes étaient sur le point d'évacuer l'importante place de Braunau. L'ordre leur fut envoyé d'y rester et de s'y établir fortement. 160,000 hommes demeurèrent ainsi campés en Souabe, en Bavière et sur les bords de l'Inn, tenant à la fois en échec l'Autriche et la Prusse, et prêts, si la nécessité nous le commandait, à marcher sur Vienne ou sur Berlin.

Cet état de choses entretenait le trouble et l'anxiété dans l'esprit de Frédéric-Guillaume et de tout ce qui l'entourait. L'opinion en Prusse commençait à s'émouvoir profondément. Les pertes qu'éprouvait chaque jour le commerce de la Prusse par suite de la guerre que les Anglais lui avaient délarée (elles montaient déjà à plus de 100 millions) fournissaient une arme nouvelle au puissant parti qui accusait le pouvoir de lâcheté et d'impéritie. A la tête de ce parti s'était placé hardiment M. de Hardemberg. Frappé dans ca carrière politique et dans son honneur, il se vengeait en dénonçant à la colère publique, « et la ty» rannie du maître de la France, et les lâches minis» tres qui lui sacrifiaient, » disait-il, « l'indépen» dance de la monarchie, et la conduisaient à sa perte » par la voie de la honte et du déshonneur. » Par ces lâches ministres, il désignait son ennemi et son rival, le comte d'Haugwitz.

C'était surtout dans l'armée que se manifestait l'exaltation la plus haute. Une sorte d'ivresse présomptueuse s'était emparée d'elle : les casernes étaient

devenues des clubs politiques où les officiers déclamaient avec une véhémence inouïe contre M. d'Haugwitz, la France et Napoléon. Pendant une nuit, une troupe de jeunes gens vint pousser des cris de fureur sous les fenêtres du ministre des affaires étrangères et brisa les vitres de son hôtel. L'on sut bientôt que les auteurs de cette émeute étaient, non d'obscurs citoyens, mais des officiers de la garde, appartenant tous aux plus grandes familles, et qu'elle avait été ourdie et conduite par le prince Louis en personne.

L'abattement et la douleur du roi étaient extrêmes. Il se sentait poussé par une fatalité irrésistible vers une guerre qui ne lui présageait que désastres et ruines. Si du moins il pouvait ajourner de deux ou trois ans cette lutte effroyable ! Le sentiment de sa conservation lui commandait de gagner à tous prix l'époque où l'Autriche serait en mesure de combattre à ses côtés. La cause principale qui entretenait les méfiances de Napoléon contre la Prusse, qui le poussait à la traiter avec tant de dureté, c'était la persuasion que son roi et l'empereur de Russie n'avaient pas cessé d'être alliés intimes, que toutes leurs démarches étaient concertées, et que le dernier de ces princes n'attendait pour recommencer la guerre que l'instant où la Prusse pourrait y prendre part. Le point capital était donc de détruire dans l'esprit de Napoléon cette conviction funeste. En conséquence, il fut décidé que le roi s'adresserait à l'empereur Alexandre : il lui confierait ses tourments ; il s'efforcerait de l'attendrir sur sa triste position ; il le conjurerait, au nom

de l'amitié qui les unissait, de l'arracher aux périls d'une guerre dans laquelle sa monarchie était exposée à s'abîmer tout entière; il l'amènerait enfin à conclure avec l'empereur Napoléon une paix prompte et séparée. Une ambassade extraordinaire fut envoyée à cet effet à Saint-Pétersbourg. Afin de l'entourer de plus d'éclat, le roi la confia au compagnon d'armes du grand Frédéric, au duc de Brunswick, pour lequel il savait que l'empereur Alexandre professait une estime particulière.

L'illustre envoyé arriva à la cour de Russie à peu près dans le même temps où le comte d'Haugwitz revenait de la triste mission qu'il avait été remplir à Paris. Il la trouva déjà instruite de la résolution qu'avait prise le roi de ratifier le traité du 15 février, et fort irritée de ce qu'elle appelait une défection. Elle l'accueillit avec une grande distinction; mais, à travers les témoignages d'égards et de haute estime prodignés à sa personne, elle laissa clairement percer l'humeur et le dédain que lui inspirait le souverain dont il venait justifier la conduite. Elle s'étonnait de l'étrange facilité avec laquelle Frédéric-Guillaume passait d'un camp dans l'autre, hier pour la coalition, aujourd'hui pour la France, ne sachant être ni ami franc ni ennemi décidé, désireux de s'agrandir et retenu par des scrupules d'honneur, jouet tour à tour de son ambition et de sa conscience, et, avec les plus estimables qualités, ayant trouvé le secret de s'aliéner toutes les couronnes. En même temps qu'elle blâmait la conduite de ce prince, elle revenait plus empressée

que jamais à la cour de Vienne : elle comblait d'attentions son ambassadeur, le général comte de Merfeldt. Les mêmes bouches qui, trois semaines auparavant, accusaient l'Autriche d'avoir abandonné la Russie, ne s'ouvraient plus que pour célébrer ses louanges. « C'était une puissance loyale et honnête. Avec elle » du moins, on savait à quoi s'en tenir : elle n'avait » pas le travers de faire bon visage à tout le monde » et de ne se dévouer à personne. Il y avait d'ailleurs » au fond de sa puissance quelque chose qui résistait » à toutes les défaites ; on était assuré de trouver en » elle un solide point d'appui. » La leçon d'Austerlitz était déjà perdue, et toute la jeune noblesse était redevenue guerrière. « On avait été malheureux à » Austerlitz ; qu'en fallait-il conclure ? qu'on avait » fait des fautes : on ne les referait pas une autre » fois. La guerre avait ses succès comme ses revers : » l'essentiel était de ne pas se décourager. » Aux premiers mots que prononça le duc de Brunswick d'une réconciliation avec la France, l'empereur Alexandre lui répondit : « A quoi bon ? Dans deux ans » j'aurai également la guerre, et je ne désespère pas, » monsieur le duc, d'avoir le plaisir de me placer » sous vos ordres. »

Mais la cour de Saint-Pétersbourg ne se tint pas longtemps sur ce ton de hauteur chagrine. Peu de jours après l'arrivée du noble duc, on remarqua dans le langage et l'attitude de tout ce qui entourait l'empereur un changement soudain et complet. On cessa de déclamer avec amertume contre

les vacillations de la Prusse ; on commença à s'exprimer sur le compte de la France et de son chef avec une modération inaccoutumée; on se prit à déplorer les malheurs de la guerre, à vanter les douceurs de la paix. Le duc de Brunswick ne quittait plus Alexandre. Il était évident que les communications de l'envoyé du roi avaient touché le czar, et que, dans le conseil impérial, on songeait sérieusement à renouer avec la France des relations pacifiques.

Les lettres du duc de Brunswick portèrent un peu de sécurité et de calme dans l'âme troublée de Frédéric-Guillaume. Un autre événement contribua encore à chasser les nuages qui assombrissaient sa pensée. Des négociations venaient de s'ouvrir entre les gouvernements de France et d'Angleterre, et elles se distinguaient de toutes les précédentes par leur caractère de franchise et de conciliation. Le roi de Prusse y vit une chance de pacification générale, et il en conçut une joie secrète et profonde.

Le 23 janvier 1806, la mort avait frappé l'homme qui, pendant si longtemps, avait dirigé avec une étonnante puissance d'esprit et de volonté les destinées de l'Angleterre. Usé par le travail, par les veilles, par sa passion contre la France, William Pitt était mort avec la douleur de laisser l'ennemi de son pays plus grand, plus puissant, plus redouté qu'il n'avait jamais été. O mon pays ! s'était-il écrié en expirant : dernière et lamentable parole qui peint toute l'amertume des tourments qu'à son heure suprême avait dû éprouver l'âme de ce grand ministre.

Sa mort amena un changement notable dans le personnel et dans la direction du cabinet anglais. Parmi tous ses collègues, il n'y en eut pas un seul qui eût assez de confiance en ses forces pour se charger du fardeau des affaires. Le peuple anglais ressentait le contre-coup des malheurs qui venaient d'accabler ses alliés. Sa foi dans les doctrines de Pitt en était ébranlée. Le parti de la guerre à outrance perdait visiblement chaque jour de son ascendant sur les esprits.

« En réduisant la France à l'alternative de toujours vaincre ou de périr, » disaient les chefs de l'opposition, « on l'avait mise dans la nécessité d'abattre tous ses ennemis pour se conserver; on lui avait fait de la conquête indéfinie une loi de salut. Sans doute, la guerre n'avait pas été stérile pour la Grande-Bretagne : elle lui avait donné la domination sur toutes les mers, la suprématie commerciale sur tous les marchés, le monopole du commerce des denrées coloniales dans toute l'Europe. Il y avait là de quoi rassasier l'orgueil du peuple le plus ambitieux de la terre. Mais à quel prix la Grande-Bretagne avait-elle acheté de tels succès? L'équilibre rompu partout; les barrières les plus salutaires renversées ou ébranlées; l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Hollande, enchaînées à la politique de la France; la Prusse subjuguée, la Russie vaincue et humiliée, l'Autriche considérablement affaiblie; tel était le douloureux tableau qu'étalaient aux yeux du peuple anglais les misères du

» continent. Le mal était grand, immense, peut-être » irréparable; mais c'était bien mériter de l'Europe » et de l'humanité que de tenter un effort sérieux » pour y mettre un terme. Chef d'un grand peuple » civilisé, fondateur d'une dynastie, Napoléon ne » pouvait désirer de passer sa vie sous la tente; il » devait rechercher la paix comme le but glorieux de » ses travaux, la garantie de son trône, et son titre » le plus sûr à l'amour des Français. »

Les whigs n'étaient pas les seuls qui, dans le parlement, exprimassent des sentiments pacifiques. Sur les bancs de la majorité elle-même, parmi les disciples les plus ardents de Pitt, on la désirait aussi. Mais tandis que leurs adversaires la voulaient sincère et durable, les torys de toutes nuances la voulaient mensongère et courte. Ils n'avaient qu'un but, sauver la Prusse, réserver ses forces encore intactes pour le jour où l'Autriche serait en mesure de rentrer en lice, et délivrer, au plus tôt l'Allemagne du fardeau de l'occupation française. Ils méditaient de recommencer avec plus d'habileté et d'ensemble qu'en 1802 la comédie du traité d'Amiens. Ce besoin de la paix si généralement, bien que si diversement compris, rapprocha les whigs et les torys, et de cet accord momentané il sortit un ministère de fusion. Lord Grenville ayant été chargé par le roi de composer une nouvelle administration, exprima le vœu que M. Fox lui fût associé pour l'accomplissement de cette œuvre difficile. « C'est aussi de cette » manière que je l'entends, » répondit le roi. Toutes les

nuances du parlement, les torys partisans ardents du système de Pitt, les torys modérés groupés autour de M. Addington, les whigs enfin concoururent tous à la formation de ce ministère : ils y furent représentés, les torys exaltés par lord Grenville, nommé premier lord de la trésorerie, les seconds par M. Addington, qui fut élevé à la dignité de lord comte de Sidmouth et chargé des fonctions de lord du sceau privé, les whigs enfin par leur grand orateur, M. Fox, auquel échut le poste de ministre des affaires étrangères. Lorsqu'on vit la direction du cabinet de Londres remise entre les mains de l'homme qui, depuis tant d'années, prêtait aux idées pacifiques l'appui de son éloquence, il fut permis d'espérer qu'enfin l'Angleterre, répudiant le système impitoyable de son dernier ministre, allait entrer dans une large voie de conciliation. »

En effet, à peine M. Fox eut-il pris possession de son ministère, qu'il saisit la première occasion de faire auprès du chef de la France une tentative de rapprochement. Dans le milieu du mois de février, un individu venant de France lui écrivit qu'il venait de débarquer à Gravesend sans passeport, et le pria de lui en envoyer un, « parce qu'il avait, disait-il, » à lui communiquer des choses qui lui feraient plai» sir. » Admis dans le cabinet du ministre, cet homme lui dit « qu'il existait un moyen de mettre » un terme aux malheurs du monde, c'était de tuer » le chef des Français, et que le coup serait facile, au » moyen d'une maison que les conjurés avaient louée à

» Passy (1). » M. Fox témoigna une grande indignation de l'offre de cet homme; il lui ordonna de sortir de sa présence, et le fit arrêter. Puis, par une lettre confidentielle, évidemment écrite dans le dessein de provoquer une correspondance pacifique, il se hâta d'en informer M. de Talleyrand. Il ajouta « que l'arrestation » d'un étranger ne pouvant, d'après les lois anglaises, » se prolonger longtemps, c'était au gouvernement » français à prendre ses précautions. » Si, comme on l'a soupçonné dans le temps, c'était Napoléon lui-même qui avait voulu éprouver la loyauté de M. Fox en lui envoyant un espion, il eut lieu d'être satisfait.

Voici laréponse que fit M. de Talleyrand à la communication du ministre Anglais :

« Monsieur,

« J'ai mis la lettre de votre excellence sous les » yeux de S. M. Son premier mot, après en avoir » achevé la lecture, a été : je reconnais les principes » d'honneur et de vertu qui ont toujours dirigé » M. Fox. Elle a ajouté : Remerciez-le de ma part, et » dites-lui que, soit que la politique de son souverain » nous fasse rester longtemps en guerre, soit qu'une » querelle aussi inutile pour l'humanité ait un terme » aussi rapproché que les deux nations doivent le » désirer, je me réjouis du nouveau caractère que, » par cette démarche, la guerre a déjà pris, et qui est

(1) Lettre de M. Fox à M. de Talleyrand, Downing-Street, 20 février 1806.

» le présage de ce qu'on peut attendre d'un cabinet » dont je me plais à apprécier les principes d'après » ceux de M. Fox, un des hommes les plus faits pour » sentir en toutes choses ce qui est beau, ce qui est » vraiment grand. Je ne me permettrai pas d'ajouter » rien aux expressions de S. M. I. et R.; je vous prie » seulement d'agréer l'assurance de ma plus haute » considération. »

Signé: CHARLES-MAURICE TALLEYRAND,
prince de Bénévent.

Paris, le 15 mars 1806.

Le ministre avait joint à cette lettre un extrait de l'exposé de la situation de l'empire, qui contenait l'assurance que l'empereur était prêt à ouvrir des négociations avec l'Angleterre sur la base du traité d'Amiens.

Le 26 mars, M. Fox répondit au prince de Talleyrand. Sa lettre fait époque; elle est le véritable point de départ de la négociation. Il dit que «S.M. Britannique désirait la paix : mais c'était à une paix sûre » et durable qu'Elle visait, non à une trêve incertaine » et par là même inquiétante, tant pour les parties » contractantes que pour le reste de l'Europe. » Sans précisément repousser la base du traité d'Amiens, il exprima la crainte qu'elle ne soulevât de graves difficultés; puis il ajouta: « La véritable base d'une telle » négociation entre deux grandes puissances qui dé» daignent également toute idée de chicane devrait » être une reconnaissance réciproque du principe

» suivant, savoir : que les deux parties auraient pour » objet que la paix fût honorable pour toutes les deux » et leurs alliés respectifs et en même temps de na- » ture à assurer, autant qu'il était en leur pouvoir, » le repos futur de l'Europe.

» L'Angleterre ne peut négliger les intérêts d'aucun » de ses alliés ; elle se trouve unie à la Russie par des » liens si étroits qu'elle ne voudrait rien traiter, bien » moins conclure, que de concert avec l'empereur » Alexandre. Mais en attendant l'intervention d'un » plénipotentiaire russe, on pourrait toujours discu- » ter et même arranger provisoirement quelques » uns des points principaux. »

La réplique de M. Talleyrand à cette lettre ne se fit pas attendre : elle porte la date du 1er avril.

« Vous exprimez, lui dit-il, le désir que la négo- » ciation n'aboutisse pas à une paix sans durée. La » France est plus intéressée qu'aucune autre puis- » sance à ce que la paix soit stable : ce n'est point » une trève qu'elle a intérêt de faire, car une trève » ne ferait que lui préparer de nouvelles pertes. Vous » savez très bien que les nations, semblables en cela » à chaque homme considéré individuellement, s'ac- » coutument à une situation de guerre comme à une » situation de paix. Toutes les pertes que la France » pouvait faire, elle les a faites, elle les fera toujours » dans les six premiers mois de la guerre. Aujour- » d'hui, notre commerce et notre industrie se sont » repliés sur eux-mêmes, et se sont adaptés à notre » situation de guerre. Dès lors, une trève de deux à

» trois ans serait en même temps tout ce qu'il y au-
» rait de plus contraire à nos intérêts commerciaux et
» à la politique de l'empereur. Quant à l'intervention
» d'une puissance étrangère, la France pourrait
» accepter la médiation d'une puissance qui aurait de
» grandes forces maritimes; car alors sa participation
» à la paix serait réglée par le même intérêt que nous
» avons à discuter avec vous. Mais la médiation dont
» vous parlez n'est pas de cette nature. Vous ne vou-
» lez pas nous tromper, et vous sentez bien qu'il n'y
» a pas d'égalité entre vous et nous dans la garantie
» d'une puissance qui a trois cent mille hommes sur
» pied et qui n'a pas d'armée de mer............. Nos
» intérêts sont conciliables, par cela même qu'ils sont
» distincts. Vous êtes le souverain des mers : vos forces
» maritimes sont telles que vous ne pouvez recevoir
» la loi de personne et que vous la donnez à tous.
» Nous sommes, de notre côté, une grande puissance
» continentale ; mais il en est plusieurs qui ont autant
» de force que nous. Or, si, maîtres de la mer par
» votre puissance propre, vous voulez aussi dominer
» les intérêts continentaux par une association com-
» binée, la paix n'est plus possible. Car alors vous
» voulez y arriver par des résultats que vous ne
» pourrez jamais atteindre. »

Cette argumentation présentait des points faibles dont M. Fox sut tirer avantage. Après le revers d'Austerlitz, la Russie n'avait point fait la paix: elle était restée l'ennemie de la France, et conséquemment l'alliée de l'Angleterre. L'Angleterre était donc parfaitement fon-

dée à demander que la Russie intervînt dans les négociations, non pas, comme affectait de le dire M. de Talleyrand, en qualité de puissance médiatrice, mais comme son alliée : aussi refusa-t-elle obstinément de sortir des termes primitifs de sa déclaration. « Veut-on, » dit M. Fox, dans sa lettre du 21 avril, « traiter conjoin- » tement avec la Russie? Oui. Veut-on que nous trai- » tions séparément ? Non. »

Après une déclaration aussi nette, il fallait que la France, ou consentît à admettre le principe d'une négociation commune avec l'Angleterre et la Russie ou qu'elle renonçât à négocier. Elle céda, non dans la forme, mais dans le fond. Elle proposa(1) que « les deux » puissances se reconnussent mutuellement le droit » d'intervenir et de stipuler tant pour les affaires con- » tinentales que pour les affaires maritimes. » Ce biais fut accepté à Londres, et, à dater de ce moment, la négociation prit un cours régulier.

Parmi les Anglais de distinction qui, après la violation du traité d'Amiens, avaient été retenus prisonniers en France, se trouvait un ami de M. Fox, lord Seymour, comte de Yarmouth. Napoléon jeta les yeux sur ce seigneur pour en faire un instrument de la paix. M. de Talleyrand le fit venir, et l'informa du désir qu'avait l'empereur qu'il voulût bien se charger de communiquer à son gouvernement les bases sur lesquelles la paix pourrait être conclue.

Dans cette première conférence, lord Yarmouth

(1) Lettre de M. de Talleyrand, du 2 juin 1806.

déclara que, « quelque honorable que fût pour lui la » mission dont on lui offrait de se charger, il lui serait » impossible de l'accepter à moins que le gouvernement » français ne s'expliquât d'abord relativement aux pos- » sessions germaniques du roi d'Angleterre. En qualité » de membre du parlement, il se prononcerait contre » tout traité qui stipulerait la restitution du Hanovre à » titre de compensation. A plus forte raison, ne pour- » rait-il se charger de soumettre à sa cour une propo- » sition qui n'admettrait pas le principe d'une restitu- » tion pure et simple de l'électorat, ce pays s'étant » trouvé, par sa qualité de co-état d'empire, hors du » cercle des hostilités légitimes. »

La question fut résolue en termes aussi précis qu'elle avait été posée. Après avoir pris les ordres de l'empereur, M. de Talleyrand annonça à lord Yarmouth que *la restitution pure et simple du Hanovre ne ferait point de difficulté.*

En ce qui touchait le sort de Malte, le ministre français déclara que l'empereur, désireux de donner un témoignage éclatant de ses sentiments pacifiques, consentait à ce que l'Angleterre restât en possession de cette île.

Lord Yarmouth passa ensuite à la question de la Sicile. Il demanda si nous comptions insister pour que cette île fût réunie au royaume de Naples. « *Vous » l'avez*, « répondit M. de Talleyrand, *nous ne vous la demandons pas.* — Je jugeai d'après cela inutile, » dit lord Yarmouth, dans sa dépêche à M. Fox, « de » pousser mes questions plus loin, ces mots : *nous*

» *ne vous demandons rien* équivalant à une admission » du principe *uti possidetis*; » c'est-à-dire que les deux puissances prendraient pour base des négociations l'état de possession dans lequel elles se trouvaient en ce moment, sauf le Hanovre, qui serait restitué entièrement et sans compensation. Mais M. de Talleyrand, l'homme de France le plus versé dans les délicatesses de la langue diplomatique, n'avait pas dit et n'avait pas pu dire, eu égard aux conquêtes qu'avait faites l'Angleterre depuis la rupture du traité d'Amiens... *Nous ne vous demandons rien;* car c'eût été prononcer la ruine de la Hollande, à laquelle les Anglais avaient pris les plus belles colonies: il avait dit seulement, en parlant de la Sicile: *nous ne vous la demandons pas.*

D'autres points furent encore élaborés dans les premières conférences de lord Yarmouth avec M. de Talleyrand. Celui-ci demanda que les princes de la famille de l'empereur récemment élevés au rang de souverains fussent reconnus par l'Angleterre. Le négociateur Anglais réclama à son tour de la France qu'elle garantît l'intégrité de l'empire ottoman. Sur ce dernier point, M. de Talleyrand répondit affirmativement. Il ajouta : « *Il faut se presser : beaucoup se prépare, mais rien n'est fait.* »

Après avoir reçu les communications du cabinet des Tuileries, lord Yarmouth se rendit à Londres, pour les soumettre à son gouvernement. Il n'y séjourna que peu de jours, et revint à Paris, le 16 juin, muni de pleins pouvoirs pour traiter de la paix, tant au nom

de l'Angleterre qu'en celui de ses alliés. Mais, dans l'intervalle écoulé entre son départ et son retour, un fait nouveau était survenu ; la Russie avait séparé ses intérêts de ceux de la Grande-Bretagne, et ouvert avec la France une négociation directe.

Après les désastres de Moravie, elle avait annoncé hautement sa résolution de rester invariablement unie à son alliée dans les négociations comme elle l'avait été dans la guerre. « On n'était pas trop fort » tous ensemble contre un ennemi aussi habile que » l'empereur Napoléon, » disait alors le prince Czartorinski. « Que la Grande-Bretagne fît une paix sé» parée, à la rigueur, on le concevait. La fortune » avait réparti également ses faveurs entre cette puis» sance et la France : elle leur avait donné, à l'une le » sceptre des mers, à l'autre la suprématie sur la » moitié du continent. Si l'une avait vaincu à Aus» terlitz, l'autre avait vaincu à Trafalgar. Aux con» quêtes de Gênes, du Tyrol, de Venise, de la Dal» matie et de Naples, l'Angleterre pouvait opposer » toutes ses acquisitions dans l'Inde et aux Antilles. » L'égalité de leur fortune militaire devait se repro» duire dans les négociations. La Russie, au contraire, » s'était retirée vaincue du champ de bataille : sa con» sidération politique et militaire en avait reçu une » profonde atteinte. Si elle traitait séparément sous » le coup d'un tel échec, il lui serait impossible de » signer une paix honorable. Elle avait donc un intérêt » extrême à ne se présenter aux négociations qu'ap» puyée sur son heureuse alliée. »

Ainsi raisonnait le cabinet russe dans les premiers mois de 1806. Mais tout-à-coup les dispositions, le langage, les actes changent à Pétersbourg. L'empereur Alexandre ne veut plus subordonner l'arrangement de ses différends avec la France aux décisions de l'Angleterre : il annonce sa résolution de conclure avec Napoléon une paix séparée. M. Pierre d'Oubrill, homme nouveau qui n'avait ni la morgue, ni les prétentions hautaines dont était infatuée la noblesse russe, fut chargé de conduire à bonne et prompte fin cette importante négociation. Il lui fut ordonné de se rendre en France ; mais préalablement, il dut passer par Vienne, pour calmer les angoisses de cette cour et lui confier l'objet de sa mission.

Naturellement, on fut très surpris aux Tuileries d'une détermination si soudaine ; on en chercha les causes. On sut que l'Autriche prêchait aussi partout les idées pacifiques, qu'elle suppliait la Russie de s'arranger au plus tôt avec la France, et que la mission dont venait d'être chargé M. d'Oubrill avait été en quelque sorte arrachée à l'empereur Alexandre par les obsessions réunies du duc de Brunswick et du comte de Merfeldt. Ainsi, à Londres, à Pétersbourg, à Vienne, à Berlin, dans toutes ces cours qui, si peu de mois auparavant, retentissaient de cris de guerre contre nous, on n'entend plus que des paroles de conciliation. Quel est donc le sentiment secret qui les anime ? Leurs démonstrations sont-elles sincères ? Ont-elles réellement abjuré la haine dont elles nous poursuivent depuis 15 ans ? Veulent-elles sérieusement la

paix, une paix loyale, solide, permanente? Évidemmen non. Elles ne tendent qu'à un but, sauver la Prusse, hâter la libération de l'Allemagne, et se donner le temps de tramer, à l'ombre d'une paix trompeuse, un soulèvement général contre notre puissance. Elles savent en outre que Napoléon médite de détruire l'empire germanique et de reconstruire ce grand corps sous une forme nouvelle qui placera la France au sommet de l'édifice et l'Autriche en dehors. Ils ont l'espoir, en faisant promptement la paix, d'enchaîner l'essor de la puissance française et d'épargner à la maison de Lorraine un nouvel affront.

Ce n'était pas sans une anxiété profonde que Napoléon envisageait la nécessité dans laquelle il serait peut-être bientôt de marcher sur la Prusse et de la détruire. Son vœu le plus ardent était de pouvoir concilier l'existence de cette monarchie avec la sécurité de son empire. Voilà sans doute pourquoi il avait accueilli avec un si vif empressement les premières ouvertures de M. Fox. Il s'était livré loyalement au sentiment de confiance que lui inspirait le caractère de ce ministre. Sa facilité avait été extrême et au-delà certainement des limites que prescrivait la prudence. Sur toutes les questions fondamentales, celle du Hanovre, celle de Malte, celle de la Sicile, il avait cédé, et cédé sans réserve. Mais bientôt il saisit les fils de la trame dans laquelle les grandes couronnes cherchent à l'envelopper : il devine qu'elles ne mettent tant d'accord à lui demander la paix que pour mieux endormir

sa vigilance. Alors il se rejette violemment en arrière; il rétracte les paroles données sur la Sicile; il renverse la vieille constitution germanique, et organise en fédération sous sa loi le centre de l'Allemagne; partout enfin, il cherche des points d'appui contre l'essaim d'ennemis qui l'entourent, et se place dans une position telle que la paix ne puisse devenir entre les mains des grandes cours, un moyen de miner et d'abattre sa puissance.

Dans la première entrevue que lord Yarmouth eut, à son retour de Londres, avec M. de Talleyrand, ce ministre lui dit (16 juin) que «l'empereur de Russie, » ayant exprimé le désir de traiter directement avec la » France, la négociation devait être divisée. Ainsi, la » question de Naples serait retirée de la discussion » avec l'Angleterre et replacée au nombre des intérêts » qui seraient débattus avec la Russie.» Puis il se hâta d'ajouter «que tous les rapports venus de Naples » annonçaient qu'il était impossible de conserver ce » royaume si la Sicile n'y était réunie, et qu'en » conséquence on se disposait à la conquérir. » En effet, le roi Joseph écrivait à son frère «qu'il se » déshonorerait aux yeux de ses sujets, si, à la » paix, sa couronne restait dépouillée de son plus beau » fleuron, que la force et la durée de sa dynastie étaient » invariablement attachées au recouvrevrement de la » Sicile.» D'ailleurs, Napoléon et son frère se méfiaient des vues du cabinet de Londres. Derrière les souverains qui avaient transporté en Sicile leur royauté déchue

ils voyaient l'ambitieuse Angleterre, jetant dans cette île ses profondes racines, comme elle les avait déjà jetées à Gibraltar et à Malte, et méditant de compléter par cette possession magnifique leur domination dans la Méditerranée.

Lorsque M. Fox apprit que Napoléon rétractait les paroles données sur la Sicile, il manifesta une grande surprise. Il dit (1) que c'était M. de Talleyrand lui-même qui avait proposé d'ouvrir les négociations sur la base de l'*uti possidetis*, et il défendit à lord Yarmouth de faire usage de ses pouvoirs, tant que la France ne serait pas rentrée dans les termes de ses premières déclarations. Si elle persistait à exiger que la Sicile fût réunie à la couronne de Naples, lord Yarmouth demanderait ses passeports, et la négociation serait rompue. M. de Talleyrand répondit que « jamais il n'avait proposé la base de l'*uti* » *possidetis*, que les dispositions pacifiques de l'empe- » reur n'avaient point changé, mais que S. M. croyait » donner assez de preuves de ses sentiments de conci- » liation en offrant à l'Angleterre le *Hanovre pour* » *l'honneur de la couronne britannique, Malte pour* » *l'honneur de la marine, et le cap de Bonne-Espérance* » *pour l'honneur du commerce.* »

Lord Yarmouth se montrant inflexible, M. de Talleyrand demanda que « la restitution de la Sicile » servît de compensation à celle du Hanovre: dans ce » cas, l'Angleterre ne serait point tenue à reconnaître

(1) Lettre de M. Fox à lord Yarmouth, du 16 juin.

» les nouveaux États créés par la France. » L'Angleterre rejeta encore cette combinaison. Alors le ministre français fit un pas de plus : il offrit d'indemniser Ferdinand IV avec les villes anséatiques, et les troupes anglaises en prendraient possession en même temps que du Hanovre. Il laissa même pressentir, et lord Yarmouth admit cette interprétation, que le roi d'Angleterre pourrait, en indemnisant le roi de Naples, annexer les villes anséatiques à ses possessions allemandes.

M. Fox répondit (1) à lord Yarmouth, qui lui avait communiqué ces nouvelles propositions, que « l'abandon de la Sicile était un point sur lequel il était impossible de transiger. D'ailleurs les troupes anglaises » qui occupaient la Sicile étaient employées à sa défense : l'Angleterre n'avait aucun droit de la céder ; et, » en eût elle le droit, il pourrait précisément résulter » du voisinage de Naples possédé par un frère de Napoléon, qu'elle regardât la séparation de cette île » du royaume de Naples comme indispensable au » soutien de sa puissance maritime. Quant aux villes » anséatiques, elles ne pouvaient être considérées » comme formant l'équivalent de la Sicile, n'y eût-il » pas d'autres objections à élever contre une telle proposition. » Désespérant de ramener la France aux termes de ses premières déclarations, lord Yarmouth insista de nouveau sur la remise immédiate de ses passeports.

(1) 5 juillet 1806.

Napoléon avait toujours un vif désir de conclure la paix, ne fût-ce que pour échapper à l'affreuse extrémité de détruire la Prusse et d'aller combattre la Russie dans les marais de la Pologne. Mais depuis qu'il avait pénétré les desseins de ses ennemis, il avait résolu de ne traiter qu'à des conditions telles que la paix ne fût pas pour lui un danger mille fois plus grand que la guerre. Ainsi, il était décidé à ne point transiger sur la question de la Sicile. Afin d'ébranler les résolutions du cabinet de Londres, il proposa d'indemniser Ferdinand IV avec la Dalmatie, l'Albanie et Raguse. Cette offre parut faire impression sur le ministère anglais ; cette fois il mollit dans sa résistance. M. Fox déclara que si la France consentait à ajouter Venise à l'indemnité proposée, l'arrangement alors ne serait pas absolument inacceptable pour S. M. Sicilienne. M. de Talleyrand faisait mille efforts pour vaincre les derniers scrupules du cabinet anglais : il lui faisait pressentir que de grands changements se préparaient en Allemagne, qu'en sachant fléchir à propos, il empêcherait leur accomplissement (1).

En même temps, l'empereur, comme s'il avait voulu soumettre l'abnégation de la Prusse à une dernière épreuve, l'excitait à s'armer contre les Anglais. Il faisait dire au comte d'Haugwitz que « quelque disposé qu'il » fût à la paix, l'espoir qu'il avait conçu était consi» dérablement affaibli très probablement, les négocia» tions seraient rompues. L'Angleterre exigeait la

(1) Dépêche à lord Yarmouth, 9 juillet 1806.

» restitution du Hanovre : il n'y consentirait ja-» mais. Ce n'était que par une guerre vigoureuse » qu'elle pourrait être amenée à faire des propositions » plus raisonnables; la Prusse devait donc s'y pré-» parer. »

Cependant M. d'Oubrill venait d'arriver à Paris, et les conférences s'étaient ouvertes immédiatement entre lui et M. de Talleyrand. Lord Yarmouth manifesta à cette occasion un extrême dépit. Reproches, prières, prédictions sinistres, il épuisa toutes les ressources de son art pour ramener le plénipotentiaire russe au principe d'une négociation commune : il n'y put réussir. Il eut beau lui dire que si la Russie s'obstinait à traiter séparément, elle placerait l'Angleterre dans la nécessité de subir elle-même la paix et mettrait ainsi le continent à la merci de la France : M. d'Oubrill lui répondit que ses instructions lui commandaient de délivrer à tout prix l'Autriche du danger dont elle était menacée, et que, s'il pouvait la dégager ainsi que la Prusse par un traité séparé, il croirait de son devoir de le faire.

C'est au milieu de cette double négociation avec l'Angleterre et la Russie que Napoléon accomplit l'un des actes les plus audacieux de son règne, la destruction de l'empire germanique et l'établissement de la Confédération du Rhin. Cet acte a été considéré par beaucoup d'esprits légers ou passionnés comme

(1) Dépêche de M. de Talleyrand à M. de Laforest, 11 juillet 1806.

une fantaisie de la force et le caprice d'une ambition désordonnée. Mais le temps, ce grand destructeur des choses humaines, avait miné successivement l'œuvre des négociateurs de Munster et d'Osnabruck, et Napoléon ne fit que recueillir les débris d'un ordre de choses qui croulait de tous côtés.

La réformation, qui brisa l'unité catholique de l'Allemagne, l'abus révoltant que la cour de Vienne avait fait de son pouvoir en compromettant la confédération dans tous ses démêlés avec la France, la faculté laissée à tous les membres de l'empire de contracter des alliances avec l'étranger: voilà les véritables causes de la ruine de l'empire germanique. Tant qu'on avait craint l'Autriche, on n'avait pas osé résister à ses impulsions; mais, peu à peu, les liens de l'obéissance s'étaient relâchés, les habitudes de respect s'étaient perdues. Protestants et catholiques, tous avaient aspiré à l'indépendance. Dans le déclin visible dela maison d'Hapsbourg, il était aisé de prévoir que s'il naissait sur le trône de Prusse un de ces hommes supérieurs qui dominent leur époque par l'ascendant de leur génie, cette maison perdrait toute son autorité sur la confédération. La fortune donna cet homme à la Prusse. Frédéric II, en battant l'Autriche dans cent combats, n'acheva pas seulement de dissiper le prestige qui l'entourait encore: il s'appliqua à éteindre le respect que l'on portrait à toutes les formes de l'ancien régime. Son exemple devint contagieux. En voyant avec quelle facilité il était

sorti de l'obéissance, tous les princes du second ordre voulurent l'imiter : ce fut comme une révolte sourde et générale contre la suprématie impériale. La confédération se trouva partagée en deux zones, celle du nord et celle du midi. L'empereur fut toujours le chef de l'union, mais de l'union scindée.

La révolution fit taire un moment tous les dissentiments et resserra les liens prêts à se rompre de la confédération. L'empire en masse marcha contre la France. Mais la défection de la Prusse, nos victoires en Allemagne et en Italie, les traités de Campo-Formio et de Lunéville, et, plus que tout le reste, la sécularisation des domaines du clergé allemand, mirent à nu les fondements ruinés du vieil empire germanique. L'Allemagne se trouva sans chef, parce que celui qui avait encore le pouvoir nominal n'avait plus aucun pouvoir réel.

L'Autriche, au désespoir, voulut ressaisir la suprématie qui lui échappait, en terrifiant les princes électeurs; elle ne fit que les irriter. Elle put s'en convaincre dans la guerre de 1805, où ils l'abandonnèrent tous pour passer sous les drapeaux de la France.

En élevant à la dignité royale les électeurs de Bavière et de Wurtemberg, Napoléon porta le dernier coup à la confédération. Il n'y avait de place, dans l'origine, que pour un monarque; quand il y en eut quatre, l'harmonie générale fut détruite, et la constitution cessa de fonctionner; elle n'était plus qu'un fantôme qui s'évanouit le jour où Napoléon le toucha de sa main.

La Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, étaient devenus parties intégrantes de sa puissance fédérative : mais leurs obligations envers lui étaient en contradiction avec leurs devoirs comme membres de l'empire. Il résolut de faire cesser cette position, fausse pour tout le monde, en donnant au fait la sanction du droit, et de rendre permanent ce qui n'était qu'accidentel.

L'ancien archevêque de Mayence, le baron de Dalberg, qu'il avait fait nommer en 1803 archichancelier de l'empire, lui prêta l'appui de son nom respecté pour renverser l'ancien ordre de choses et lui livrer les destinées de l'Allemagne. D'actives et secrètes négociations entre la France et la plupart des princes de l'empire avaient préparé de longue main ce grand changement. Le 12 juillet 1806, tout fut consommé. Treize princes souverains, dont les principaux étaient les rois de Bavière et de Wurtemberg, le grand-duc de Bade, l'électeur archichancelier et le landgrave de Hesse-Darmstadt, signèrent le nouveau pacte connu sous le nom de confédération du Rhin.

Ils déclarèrent se séparer à perpétuité de l'empire germanique (art. 1er). Ils reconnurent pour protecteur l'empereur des Français (art. 12), et s'engagèrent à faire cause commune avec lui dans toute guerre continentale (art. 35). Le contingent de troupes qu'ils s'obligèrent à lui fournir fut fixé à 63,000 hommes.

L'empereur récompensa magnifiquement le nouveau service que venait de lui rendre le baron de Dal-

berg. A sa dignité d'électeur archichancelier il ajouta celle de Prince Primat de Germanie et d'Altesse Eminentissime.

Les frontières de la plupart des princes qui entrèrent dans la nouvelle confédération furent rectifiées par des échanges à leur convenance et leurs territoires agrandis par des incorporations de villes, d'abbayes ou de commanderies de l'ordre teutonique. Ainsi, Nuremberg fut donné à la Bavière, et Francfort, où devaient se tenir désormais les délibérations de la diète, au Prince Primat.

Les articles 24 et 25 consommèrent la ruine de la noblesse équestre. Le traité de Presbourg avait aboli les priviléges souverains de cet ordre dans les États de Bavière et de Wurtemberg. Par le traité de la confédération du Rhin, il fut déclaré médiatisé dans toute l'Allemagne. Cette foule de seigneurs et princes qui ne relevaient que de l'empereur se trouva par cette mesure dépouillée de tous les attributs de la souveraineté. C'est ainsi que le prince d'Orange, beau-frère de Frédéric-Guillaume, disparut de la liste des princes souverains de l'Europe et tomba à l'humble condition de sujet du roi de Prusse.

C'en était fait, les grands coups étaient portés; le diadème impérial n'était même plus sur le front de François II un vain ornement de théâtre : tout avait disparu, tout, jusqu'au simulacre de son autorité. L'Autriche n'avait pas le choix des partis à prendre. Cent soixante mille Français, campés à ses portes,

étaient prêts à fondre sur elle, si François II refusait de déposer sa couronne d'empereur d'Allemagne, et Napoléon ne lui en avait pas épargné la menace. Le chef de la maison de Lorraine dut se résigner à ce qu'il ne pouvait empêcher. Par un acte du 6 août 1806, il renonça formellement au trône impérial, déclara dissous les liens qui l'avaient attaché à l'Empire germanique, délia les électeurs, princes et États de leurs devoirs envers lui, et prit le titre de François Ier, empereur d'Autriche.

Le traité de la Confédération du Rhin fut conclu dans le moment même où la négociation avec M. d'Oubrill touchait à son terme. Craignant, s'il le publiait trop tôt, de faire échouer cette négociation, le cabinet des Tuileries le tint secret pendant six jours entiers et ne le divulgua que le 18 juillet, après que toutes les bases de la paix avec la Russie eurent été arrêtées. Quand M. d'Oubrill et lord Yarmouth apprirent que l'Empire germanique était dissous, leur étonnement et leur dépit furent extrêmes. Il semble que pour l'un, comme pour l'autre, c'était le cas d'ajourner toute décision et d'attendre, avant de s'engager plus avant, de nouvelles instructions de leurs cours. Mais lorsque l'empereur Alexandre avait ouvert avec la France une négociation séparée, il s'y était déterminé surtout par le désir de hâter la libération de l'Allemagne et de dégager l'Autriche et la Prusse. Auprès de cet intérêt pressant, tous les autres n'étaient plus que secondaires. La connaissance du traité de la Confédération du Rhin n'arrêta donc point

M. d'Oubrill. Il crut qu'en signant immédiatement la paix, il interpréterait mieux la pensée de son maître et serait plus utile à l'Autriche, comme à la Prusse, que s'il ajournait la conclusion de cette grande affaire. En conséquence, le 20 juillet, deux jours après la publication de l'acte de la Confédération du Rhin, il signa un traité dont voici les dispositions principales.

Les Russes évacueraient les bouches du Cattaro et les remettraient aux Français, qui, de leur côté, évacueraient Raguse.

L'indépendance des sept îles était reconnue et garantie : la Russie ne pourrait y entretenir plus de quatre mille hommes.

Les deux puissances garantissaient l'intégrité de l'empire ottoman.

La France prenait l'engagement de rappeler ses armées de l'Allemagne dans l'intervalle des trois mois qui s'écouleraient à dater de la signature du traité.

Aux articles patents étaient joints des articles séparés et secrets d'une grande importance.

La France et la Russie s'engageaint, dans le cas où la Sicile serait réunie au royaume de Naples, à obtenir du roi d'Espagne la cession des îles Baléares, qui seraient données, non au roi Ferdinand IV, mais à son fils, le prince royal, avec le titre de roi.

Les deux puissances convenaient d'intervenir pour réconcilier la Prusse et la Suède, sans en-

lever au roi Gustave IV la Poméranie Suédoise.

Le terme des ratifications du traité était fixé au 15 août.

Tous les différends qui avaient mis les armes aux mains de la France et de la Russie se trouvaient résolus par cette transaction, et résolus en faveur de la première. Plus de patronage sur Naples; plus d'indemnités exigées pour le roi de Sardaigne; plus un mot sur le Hanovre: la France emportait tous ses points favoris. Bien plus, elle décidait à son avantage la question de la Sicile, et excluait des affaires du monde son implacable ennemie, la reine Caroline.

Le négociateur russe, en signant le traité du 20 juillet, avait abandonné l'arène : il s'était rendu à merci. Mais le négociateur anglais n'avait encore livré aucune de ses positions : il restait intact. Afin de le réduire à son tour, M. de Talleyrand lui montrait les trônes de Naples et de Hollande donnés à deux frères de l'empereur, l'empire germanique dissous, et la moitié de l'Allemagne irrévocablement attachée à la politique de la France. «Tous ces changements, lui » disait-il, n'auraient pas eu lieu, si l'Angleterre avait » su faire la paix à temps. D'autres combinaisons se » préparaient encore : des troupes s'assemblaient à » Bayonne; elles étaient destinées à faire partie d'une » expédition contre le Portugal. De son côté, la Prusse » nous pressait de la rassurer sur le sort du Ha» novre : elle voulait de nouvelles garanties : notre » parole une fois donnée, nous ne pourrions plus la

» rétracter. » Il n'y a pas d'exemple d'une négociation conduite avec une telle véhémence.

Les avertissements du prince de Talleyrand émurent lord Yarmouth : à son tour, il fléchit et délivra ses pouvoirs. L'empereur nomma aussitôt un plénipotentiaire spécial, le général Clarke, pour mettre la dernière main à l'œuvre pacifique.

Le nouveau plénipotentiaire déclara à lord Yarmouth que son gouvernement n'abuserait point de l'avantage que lui donnait son traité avec la Russie, qu'il était toujours disposé à tenir envers l'Angleterre les paroles données, c'est-à-dire à *lui garantir la restitution du Hanovre, la possession de l'île de Malte et celle du cap de Bonne-Espérance.* Seulement, il exigea que la disposition relative au Hanovre restât secrète et qu'une indemnité fût assurée à la Prusse. Au seul mot d'indemnité, lord Yarmouth crut entrevoir qu'il s'agissait des villes anséatiques, et dit que son gouvernement ne souffrirait jamais qu'il fût porté la moindre atteinte à leur indépendance. Alors le général Clarke déclara que l'empereur se bornerait à offrir Fulde, Hoya et quelques autres domaines de peu d'importance.

La paix du continent semblait assurée par le traité du 20 juillet. M. d'Oubrill l'ayant signé sans clause de réserve, nous étions autorisés à croire que l'empereur Alexandre ne désavouerait point son plénipotentiaire. Les négociations pour la paix maritime cheminaient de même vers une heureuse conclusion.

Tous les points épineux avaient été résolus, toutes les difficultés sérieuses aplanies. Lord Yarmouth et le général Clarke n'attendaient plus, pour conclure et signer, que les derniers ordres de leur cour.

CHAPITRE XX.

La France se rapproche de la Prusse. — Instructions envoyées à cet effet à M. de Laforest. — Joie simulée de Frédéric-Guillaume. — Napoléon désabusé. — La reine de Prusse aux eaux de Pyrmont. — Mouvement rétrograde du cabinet anglais. — Envoi de lord Lauderdale à Paris. — Maladie de M. Fox. — Agglomération de troupes françaises sur les frontières de la Prusse. — — Terreur du roi. — Erreurs commises par le marquis de Luchesini. — L'Angleterre livre à la Prusse le secret des négociations sur le Hanovre. — Désespoir du roi. — Excitation des esprits en Prusse. — Résolutions téméraires. — Décret du 9 août sur la mobilisation de l'armée. — Explications entre le comte d'Haugwitz et M. de Laforest. — Attitude de Napoléon. — Le roi veut désavouer ses dernières mesures. — M. d'Haugwitz s'y oppose. — Exaltation de l'armée prussienne. — Dispositions des classes moyennes et du peuple en Prusse. — L'empereur Alexandre refuse de ratifier le traité du 20 juillet. — Lettre du baron de Budberg à M. de Talleyrand. — Napoléon décidé à faire la guerre à la Prusse. — Ses paroles au général Knobelsdorff. — Piége tendu par Napoléon à Frédéric-Guillaume. — Reprise des négociations avec l'Angleterre. — Conférences entre M. de Champagny et lord Lauderdale. — Mort de M. Fox. — Feintes concessions faites par la France. Frédéric, abusé, contient l'élan de ses troupes. — Instructions

confidentielles envoyées à M. de Laforest. — Le roi envoie M. de Krusemarck auprès de l'empereur Alexandre. — La Prusse se réconcilie avec la Suède. — Elle implore vainement l'appui de l'Autriche ; attitude et langage de cette puissance. — Napoléon lui propose son alliance. — Refus de la cour de Vienne.

Persuadé que la paix allait être rétablie sur terre et sur mer, Napoléon n'avait plus de motifs pour menacer la Prusse. Il avait intérêt, au contraire, à se faire pardonner tous les affronts dont il l'avait abreuvée depuis quelques mois, et sans doute il commençait à se repentir de l'avoir traitée si durement. Il ne songea plus qu'à ramener le calme et la confiance dans l'esprit troublé du roi.

L'établissement de la Confédération du Rhin lui offrit une occasion naturelle de renouer avec ce prince des relations d'amitié. Le 22 juillet, M. de Talleyrand écrivit à M. de Laforest en lui donnant communication de l'acte de la Confédération : « C'est à la » Prusse de tirer parti d'une conjoncture aussi favo- » rable pour agrandir et fortifier son système. Elle » trouvera l'empereur Napoléon disposé à seconder » ses vues et ses projets. Elle peut réunir sous une » nouvelle loi fédérative les États qui appartien- » nent encore à l'Empire germanique, *et faire entrer » la couronne impériale dans la maison de Brande- » bourg*. Elle peut, si elle le préfère, former une fé- » dération des États du nord de l'Allemagne, qui se » trouvent plus particulièrement placés dans sa sphère » d'activité. L'empereur approuve dès aujourd'hui

» toute disposition de ce genre que la Prusse jugerait » à propos d'adopter. »

Afin de dissiper les inquiétudes qui pouvaient rester encore dans l'esprit du roi, Napoléon adressa le 13 août à son armée une proclamation par laquelle il lui annonça qu'elle allait évacuer l'Allemagne et rentrer en France.

Depuis longtemps, Frédéric-Guillaume n'était plus habitué à recevoir de la part du chef de la France des témoignages d'égards et de confiance. Les dernières offres amicales que lui fit ce prince parurent lui causer une impression de bonheur indéfinissable. Les nuages qui, depuis quelques mois, assombrissaient cette âme timide et douce eurent l'air de se dissiper comme par enchantement, et ce fut avec une sorte de passion qu'il embrassa l'idée de confédérer sous sa loi tout le nord de l'Allemagne. « Le roi, dans l'ivresse » de sa joie, ne se regarde pas seulement comme » l'allié de la France, mais comme l'ami personnel de » l'empereur Napoléon, » disait M. d'Haugwitz à M. de Laforest, « et c'est à ce titre qu'il concourra avec zèle » à tout ce qui pourra consolider sa dynastie. » Les actes officiels répondirent à l'ardeur de ces protestations. La Prusse s'occupa d'organiser immédiatement la fédération dont elle devait être l'âme. Elle s'adressa d'abord à la Saxe, qu'elle savait attachée aux vieilles formes de l'Empire : elle l'engagea à accepter les faits accomplis et à se rallier à elle. Elle sollicita de même la cour de Hesse-Cassel, ainsi que les princes de Mecklenbourg, et le roi leur écrivit à cet effet de

sa propre main. Il fit aussi sonder le Danemark, ainsi que les villes anséatiques.

Quant à l'offre, renouvelée aujourd'hui d'une manière si pressante, de faire entrer dans sa maison la dignité impériale, Frédéric-Guillaume l'écarta « par un »sentiment de pudeur et d'égards, dit-il, pour l'auguste »maison qui allait perdre le sceptre de l'Allemagne.» Enfin, à ne juger que le côté apparent des choses, on eût dit que la cour de Berlin, rassurée et convaincue, avait mis en oubli tous ses griefs passés, et qu'elle nous revenait plus confiante et plus dévouée qu'elle ne s'était montrée depuis la paix de Bâle.

Mais ces démonstrations étaient bien trompeuses : jamais cette cour n'avait été plus ulcérée, jamais elle n'avait nourri contre nous des défiances plus ombrageuses, ni ressenti des angoisses plus cruelles. La confiance, l'humilité, l'abnégation, étaient dans les paroles : au fond des cœurs, il n'y avait que haine, terreur et vengeance. L'empereur était instruit que dans l'intimité de la famille royale on se lamentait sur la dissolution de l'Empire germanique, sur l'abaissement de l'Autriche, sur le sort du prince d'Orange, qui avait perdu son immédiateté, et que ce n'était point dans une pensée d'avenir et d'ambition, mais pour s'assurer des points d'appui contre nous, que le roi s'appliquait avec tant d'ardeur à confédérer sous sa loi tout le nord de l'Allemagne. L'exaltation à Berlin était extrême. La cour, la noblesse et l'armée ne voyaient plus qu'une issue pour sortir de la honte et de la servitude : c'était la

guerre. La reine était le chef passionné et vénéré de ce grand parti. Elle était allée passer quelques semaines aux eaux de Pyrmont avec la grande-duchesse héréditaire de Weimar, sœur de l'empereur Alexandre, la princesse Cobourg, femme du grand-duc Constantin, et la princesse Électorale de Hesse, toutes les trois ennemies fougueuses du nom et de la gloire de la France. N'étant plus contenue par la présence du roi et le frein de l'étiquette, la reine s'était abandonnée à toute l'expansion de ses douleurs et de ses espérances : ses traits les plus amers, elles les avait lancés contre l'homme qu'elle devait le plus craindre d'offenser, contre l'empereur Napoléon. Le roi lui avait écrit pour la supplier de mettre plus de retenue dans son langage : mais le mal était fait. On n'avait rien ignoré aux Tuileries de ce qui s'était dit dans les conciliabules de Pyrmont. Si la reine était restée étrangère à la direction de l'État, l'empereur n'eût pas daigné se préoccuper des témérités de sa parole. Mais elle prenait une part très active aux affaires ; elle était initiée à toutes les pensées secrètes de l'empereur Alexandre ; elle dominait sans partage le cœur du roi. La cour, une partie des ministres et le bouillant prince Louis mettaient leur vanité à suivre, jusque dans les écarts de sa pensée, leur belle et hardie souveraine. Les discours de cette princesse avaient donc, dans les circonstances présentes, une portée très significative. L'empereur y vit l'indice que les sentiments secrets du roi et de son gouvernement étaient tout autres que leurs protestations ne semblaient l'annoncer.

D'autres symptômes vinrent encore fortifier ses soupçons.

Lorsque l'Angleterre et la Prusse s'étaient déclaré la guerre, elles ne s'étaient point arrêtées à des demi-mesures. Elles s'étaient mutuellement frappées par des coups prompts et incisifs. La Prusse n'avait pas seulement fermé ses ports aux marchandises anglaises ; elle avait apporté dans l'exécution de ses décrets une rigueur inflexible. L'Angleterre, à son tour, avait détruit tout le commerce maritime de son nouvel ennemi. Puis, tout-à-coup, sans qu'il fût survenu aucun incident nouveau, cette grande inimitié avait cessé. D'une part, la Prusse avait abaissé ses barrières devant les marchandises anglaises; de l'autre, l'amirauté avait relâché la plupart des bâtiments prussiens saisis en mer par ses croisières. Ce n'est pas tout : bien que les deux puissances fussent en état de rupture déclarée, le baron de Jacobi, ministre de Prusse à Londres, continuait de séjourner dans cette capitale. La Prusse ne s'expliquait point sur les mesures offensives qu'elle s'était engagé, par le traité du 15 février, à prendre de concert avec nous contre l'ennemi commun, et toutes les fois que M. de Laforest l'entamait sur ce point, le comte d'Haugwitz recourait à des expédients dilatoires. Il était évident que la Prusse et l'Angleterre s'étaient réciproquement entendues pour réduire à un vain simulacre la guerre qu'elles s'étaient déclarée quelques mois auparavant avec tant d'éclat et de passion.

Un décret royal, rendu dans les derniers jours de

juillet, venait d'ordonner la création de 75 bataillons de milices destinés à la défense des places fortes. Cette décision devait avoir pour effet de rendre disponible le 3e bataillon de l'armée active. Or, pour que le gouvernement prussien eût pris une résolution aussi contraire à ses habitudes parcimonieuses, il fallait qu'il y eût été déterminé par quelque motif bien puissant; et quel motif pouvait-elle avoir sinon celui de se préparer à nous faire la guerre?

Tous ces faits durent convaincre l'empereur qu'en blessant, comme il l'avait fait, l'orgueil de la Prusse, il avait manqué de prudence et rendu à peu près impossible un rapprochement sincère et cordial entre les deux États.

Dans le même moment où le cabinet de Berlin s'agitait pour s'arracher à nos étreintes, l'Angleterre changeait de langage et d'attitude. M. Fox blâmait sévèrement lord Yarmouth d'avoir délivré trop tôt ses pouvoirs, taxait sa conduite de faiblesse, et lui enlevait les rênes de la négociation pour les remettre entre les mains de lord Lauderdale, qu'il lui adjoignait comme second plénipotentiaire. L'insistance qu'avait mise l'empereur à exiger la cession de la Sicile aurait suffi, à défaut d'autres causes, pour dégoûter les Anglais de la paix, même d'une paix de courte durée. Ils lui prêtaient la pensée secrète d'occuper cette île aussitôt qu'ils l'auraient évacuée, et d'en doter la France, afin qu'elle pût balancer un jour dans la Méditerranée l'influence de Malte et de Gibraltar. Mais ce qui détermina surtout ce mouvement rétrograde, ce fut l'audace avec laquelle Na-

poléon renversa l'Empire germanique, au milieu même des négociations destinées à l'empêcher. Ils comprirent dès lors qu'ils étaient devinés, et ils ne songèrent plus qu'à rallumer la guerre sur le continent. La mission de lord Lauderdale n'eut pas d'autre objet que d'arrêter l'impulsion pacifique que M. Fox avait donnée à lord Yarmouth.

Aux premiers mots du nouveau plénipotentiaire, il fut aisé de juger que sa cour ne voulait plus la paix. Il déclara (1) « que S. M. Britannique était irrévocable-»ment décidée à ne traiter que sur la base de l'*uti possi-»detis* que M. de Talleyrand avait proposée lui-même.» Or, l'erreur commise à cet égard par lord Yarmouth était trop grossière pour que M. Fox et ses collègues l'eussent jamais partagée. En insistant aujourd'hui sur une base qu'ils savaient inadmissible, ils ne cherchaient évidemment qu'un prétexte pour rompre les négociations. Le général Clarke s'étonna d'une prétention aussi étrange. « Jamais, dit-il (2), il n'a pu venir » dans la pensée de l'empereur-roi de prendre pour » base de la négociation l'*uti possidetis*. Si telle eût été » sa pensée, il eût gardé la Moravie, une partie de la » Hongrie, la Styrie, la Carniole, la Croatie, toute l'Au-» triche, ainsi que la capitale. Trieste, Fiume et le » littoral environnant seraient encore en sa puissance. » Gênes et Venise, le Hanovre, Osnabruck et toutes les » embouchures des grandes rivières du Nord de l'Alle-

(1) Note de lord Lauderdale, 7 août.

(2) Note du général Clarke du 8 août.

» magne seraient soumises à son empire, et certes » alors, S. M. I. aurait pu sans difficulté laisser le Cap, » Surinam, Tabago, Sainte-Lucie, Pondichéry, etc., au » pouvoir de S. M. Britannique.

» Quant à la Sicile, dans cette hypothèse même, » S. M. I. ne l'aurait pas laissée à ses ennemis; mais Elle » aurait pensé seulement que la conquête de cette île » aurait dû précéder l'ouverture des négociations...... »

« Sans la restitution de ses colonies, la Hollande » deviendrait forcément une province de l'empire » français; car, en acceptant la couronne de Hollande, » le prince Louis a déclaré formellement son inten- » tion d'y renoncer si les colonies hollandaises n'é- » taient restituées à la paix générale.... Quel serait » en effet le moyen de maintenir une nation qui n'au- » rait que des dettes et à laquelle l'absence absolue » de tout commerce ôterait tout moyen de les payer. »

Après une telle déclaration exprimée aussi nettement, la question semblait tranchée. En effet, les plénipotentiaires anglais annoncèrent que leur mission était terminée, et demandèrent, le 9 août, leurs passeports. Le 10 et le 11, ils renouvelèrent leur demande.

Un triste événement contribua encore à accélérer le mouvement rétrograde du cabinet anglais. M. Fox, le seul peut-être des ministres qui eût porté dans les négociations un véritable désir de rapprochement, fut atteint de la maladie qui devait bientôt l'emporter: elle laissa un libre champ aux collègues de ce ministre, la plupart de l'école de Pitt, de cette école qui avait voué à la France une haine implacable et

juré de ne rendre les armes qu'après l'avoir humiliée et abattue.

Il existait une telle coïncidence entre les armements décrétés à Berlin et le brusque changement qui venait de s'opérer dans l'attitude de l'Angleterre, que Napoléon crut y voir l'indice que les deux gouvernements s'étaient secrètement concertés. Il soupçonna que Frédéric-Guillaume ne cherchait, par une feinte humilité, qu'à endormir sa vigilance, à gagner du temps, et qu'une nouvelle ligue contre sa puissance était sur le point d'éclater. Du reste, ses doutes seraient bientôt éclaircis. Les résolutions de la Prusse seraient nécessairement subordonnées au parti que prendrait la Russie. Si cette puissance ratifiait le traité du 20 juillet, Frédéric-Guillaume ne commettrait pas la folie de venir se mesurer seul avec Napoléon : il suivrait les conseils et l'exemple de l'empereur Alexandre ; il ajournerait tout projet de guerre, et l'Angleterre serait bien forcée elle-même de subir nos conditions et de signer la paix. C'était donc en définitive à Saint-Pétersbourg qu'était le nœud de la situation : tout dépendait de la ratification ou du rejet du traité négocié par M. d'Oubrill. Dans cet état d'incertitude, quand, d'un moment à l'autre, la coalition pouvait se reformer et fondre sur nous, la prudence nous commandait de redoubler de précautions pour n'être pas surpris. En conséquence, l'empereur ordonna au maréchal Bernadotte (28 juillet) de prendre possession de Nuremberg et de se porter sur les frontières de la Prusse et de la Saxe.

Il incorpora au département de la Roër la forteresse de Wesel et la mit sur un pied formidable. Il réunit des forces nombreuses sur l'Ems, et inonda de troupes le grand-duché de Berg. En quelques jours, la Prusse se trouva cernée sur toutes les parties de sa frontière occidentale.

Quand le roi fut informé de la direction de nos corps, il fut saisi d'épouvante. Une dépêche de M. de Luchesini, dictée par l'erreur et la passion, vint mettre le comble aux angoisses de ce prince et le précipita dans des résolutions désespérées.

L'Angleterre avait abjuré tout sentiment de conciliation; elle montra en cette circonstance, comme toujours, un égoïsme cruel. Elle savait qu'en rallumant la guerre sur le continent avant que l'Autriche fût en mesure d'y prendre part, elle allait exposer la Prusse à d'immenses périls, peut-être à des catastrophes qui feraient oublier celles d'Ulm et d'Austerlitz. Mais elle se défiait de Frédéric-Guillaume. Elle craignait qu'une fois livré aux inspirations de son âme timorée, il ne finît, de lassitude, par s'accommoder au joug de la France et ne sacrifiât tout, même son honneur, à la peur de se battre. Dans cette extrémité, elle résolut de mettre elle-même le feu au continent. Hardie et sans scrupule, elle eut l'infamie de révéler à la Prusse qu'une des bases de la paix déjà consenties par la France était la restitution pure et simple du Hanovre à S. M. Britannique. Ce fut lord Yarmouth qui, simulant une indiscrétion froidement calculée, livra, au milieu des épanchements d'un repas,

le fatal secret. Le marquis de Luchesini se hâta d'en instruire sa cour, sans toutefois lui présenter le fait comme absolument certain. « *La vérité n'étant pas* » *toujours dans le vin*, dit-il, *il est possible que le plé-* » *nipotentiaire anglais n'ait voulu que semer la dé-* » *fiance entre les cabinets de Berlin et de Paris.* » Mais, tandis qu'il présentait comme douteux le fait sur le Hanovre, qui était vrai, il accueillait avec une foi crédule les bruits les plus étranges. Ainsi, il informait sa cour que la France était parvenue à éveiller dans le cabinet russe des sentiments de cupidité en lui montrant la Pologne prussienne comme un territoire à sa convenance. Il ajoutait que l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon étaient secrètement convenus de rétablir le royaume de Pologne en faveur du grand-duc Constantin. « Il s'était transporté chez » M. de Talleyrand pour lui demander ce qu'il devait » penser de pareilles rumeurs ; la réponse froide de ce » ministre avait achevé de le convaincre qu'elles n'é- » taient que trop fondées. » Il terminait sa dépêche par conseiller au roi de partir immédiatement pour Pétersbourg, afin de détourner l'orage prêt à fondre sur sa couronne et de ramener à d'autres sentiments l'empereur Alexandre. Instruit de ce qui se passait à l'hôtel du ministre de Prusse, le gouvernement français parvint à saisir le primata de la singulière dépêche du marquis de Luchesini : il s'en plaignit amèrement à Berlin, et demanda le rappel d'un ministre qui semblait n'employer la subtilité de son esprit qu'à se créer des chimères et à égarer son gouvernement.

Le duplicata de la lettre de M. de Luchesini arriva à Berlin le 7 août. Il faut renoncer à peindre la terrible impression qu'elle produisit sur cette cour déjà en proie à tous les tourments de la haine et de la vengeance. D'autres informations transmises de Londres ne lui laissèrent plus de doute qu'en effet la France n'eût promis à l'Angleterre de lui garantir la restitution du Hanovre. Quand le roi sut que nous méditions de lui arracher l'électoral qu'il n'avait accepté que pour nous fléchir, pour nous désarmer et qu'il regardait comme le prix de son déshonneur, sa douleur n'eut point de bornes. Bientôt, la fatale nouvelle sortit de l'enceinte du palais et se répandit dans tout le royaume. En l'apprenant, la cour, la noblesse et l'armée poussèrent un cri de rage. La prudence commandait au roi de dissimuler quelque temps encore, d'appliquer tout ce qu'il avait d'habileté à ajourner la guerre au printemps de 1806; mais le dépit, la fureur, égarent toutes les têtes : les plus sages se laissent emporter par le torrent de la passion publique. Les résolutions mesurées et circonspectes sont écartées comme des inspirations pusillanimes. On s'anime, on s'exalte à l'envi : on se dit que la Prusse s'est perdue dans l'opinion du monde par l'excès de ses condescendances; que si elle négocie dans l'ombre, on ne la croira pas; qu'elle n'a plus qu'un moyen de se réhabiliter, d'empêcher surtout la ratification du traité du 20 juillet, c'est de voler aux armes. On ne réfléchit pas que déjà la monarchie est cernée, qu'il est matériellement impossible aux Russes d'ar-

river à temps pour entrer en ligne avec les Prussiens ; l'armée est si belle, si pleine d'ardeur, qu'il ne vient à la pensée de personne qu'elle puisse être brisée du premier choc. On se persuade que, si elle n'est pas de force à terminer seule la guerre, elle peut la commencer seule, et ajouter une page glorieuse à toutes celles de son histoire. Jamais un gouvernement ne courut à sa perte avec plus d'emportement et d'imprévoyance : terrible exemple de la réaction téméraire que produit presque toujours dans les âmes timorées l'excès de l'injure trop longtemps supportée !

Le 9 août, la Prusse lança à la France son audacieux défi. Un décret royal mobilisa l'armée et la porta au grand complet de guerre. Le général Blücher, qui commandait en Westphalie, reçut l'ordre de concentrer ses forces. Le prince de Hohenlohe et le général Kalkreuth durent s'avancer sur les frontières de la Thuringe. On rappela sous les drapeaux tous les officiers et soldats en semestre, et l'on fit dans toutes les provinces des levées extraordinaires. En quelques jours, la Prusse prit l'aspect d'un camp.

A la vue de ce mouvement guerrier, M. de Laforest courut chez le comte d'Haugwitz pour lui en demander l'explication (1). Le ministre prussien voulut d'abord dissimuler ; il dit avec un extrême embarras que « les rassemblements de troupes autrichiennes sur

(1) Correspondance de M. de Laforest, août 1806 (dépôt des Archives).

» les frontières de la Silésie et de la Lusace avaient » éveillé les inquiétudes du roi et motivé les dernières » mesures.» Une telle justification n'était ni digne ni habile. « Pourquoi, répondit M. de Laforest, le nom » de la France dans toutes les bouches, si c'était » contre l'Autriche qu'étaient dirigés les armements » de la Prusse? » Le comte d'Haugwitz sentit qu'il valait mieux s'expliquer franchement, et il le fit en ces termes: « Le roi, dit-il d'une voix altérée, se voyait » enveloppé de tous côtés par les troupes de la France: » il avait dû se mettre à l'abri d'une attaque. Les » troupes françaises dirigées du côté de la Saxe pou- » vaient bien avoir la Bohême en vue; mais celles » qui étaient poussées vers la Silésie, celles qui mar- » chaient vers l'Ems, celles qui inondaient le pays » de Clèves et de Berg, ne pouvaient être destinées à » observer l'Autriche? Était-ce aussi contre cette » couronne que l'empereur faisait fortifier Wesel? » de telles dispositions n'étaient prises évidemment » que contre la Prusse. La France l'avait invitée à » rallier à elle tout le nord de l'Allemagne, et le roi » venait d'acquérir la preuve qu'elle pressait vive- » ment des États compris dans la circonscription prus- » sienne de se rallier à la confédération du Rhin, et » notamment l'électeur de Hesse.

» Ce n'était pas tout: il revenait de tous côtés au » roi que l'empereur méditait de lui enlever plusieurs » possessions qui lui avaient été solennellement ga- » ranties par le traité du 15 février. Il n'avait pas

» payé assez cher, disait-on, l'acquisition du Hanovre. » Bareuth était convoité par le roi de Bavière; la » principauté de Munster et le comté de la Marck par » le grand-duc de Berg; l'Ost-Frise par la Hol- » lande. Le ministre de France à Cassel, M. Bignon, » ne disait-il pas que la principauté de Fuld, et » éventuellement Wurtzbourg, seraient données » à l'électeur de Hesse (1)? Enfin, lord Yarmouth » avouait lui-même que la restitution du Hano- » vre était déjà consentie par la France. Les ar- » mées dont la Prusse était entourée n'étaient- » elles pas destinées à lui imposer tous ces » sacrifices?

» De quelque côté que le roi jetât les yeux, il ne » voyait que des choses inexplicables. Il avait été » irrésistiblement conduit, même dans l'hypothèse » la plus favorable, à se croire menacé, et il avait dû » prendre des mesures de précaution. Il n'avait pas » été au-delà; il ne menaçait pas; il se bornait à se » mettre en défense: cette attitude n'avait rien de » provoquant, puisqu'il était prêt à désarmer aussitôt » que la France voudrait bien lui faire parvenir des » paroles rassurantes. Jusque là, il ne ferait rien » pour chercher des soutiens, il en donnait la pro- » messe; mais il ne pouvait demeurer plus longtemps » dans l'incertitude. Que l'empereur daignât entrer » dans sa position et parler franchement, tout s'é- » claircirait, et le roi se ferait écraser, s'il le fallait,

(1) M. Bignon a réfuté victorieusement cette inculpation. (*Histoire de France*, vol. V, p. 384.)

» pour la défense de la France et celle du système » commun. »

Lorsque l'empereur apprit que la Prusse se levait soudainement contre lui, il prit une attitude froide et silencieuse. « Il faut, dit-il, rester tranquille et » attendre jusqu'à ce que nous sachions où tout cela » peut aller. » Il fut ordonné à M. de Laforest de tout voir, de tout entendre et de ne provoquer aucune explication prématurée. Mais, dans la prévision d'une lutte prochaine, Napoléon s'appliqua à entraver toutes les combinaisons fédératives de la Prusse. Ainsi, il invita le roi de Danemarck et le prince archiduc de Wurtzbourg à résister aux sollicitations de cette couronne. Il fit plus : il pressa l'archiduc d'entrer lui-même dans la ligue du Rhin. De telles instances étaient des ordres : le 25 septembre, le prince archiduc Léopold adhéra formellement à la confédération du Rhin. Ce fut un triste spectacle, après tout, que celui de ce prince, naguère arraché violemment de son beau duché de Toscane, puis établi à Salzbourg, transporté plus tard à Wurtzbourg, et réduit aujourd'hui à devenir l'allié de la puissance qui, depuis quinze ans, avait abreuvé sa maison de tant d'affronts.

En ce qui touchait les cours de Cassel et de Dresde, Napoléon ne pouvait espérer de les enlever au réseau fédératif de la Prusse; mais il déclara qu'il s'opposerait à ce qu'il fût porté la moindre atteinte à leur indépendance ainsi qu'à celle des villes Anséatiques, et qu'il considérerait comme un acte flagrant d'hostilité l'entrée des Prussiens dans ces États.

C'était un trait caractéristique de Frédéric-Guillaume de ne se déterminer qu'au dernier moment pour les partis audacieux, et, une fois qu'il les avait pris, de ne pas savoir s'y maintenir. Ce qu'une noble fierté, un élan de courage ou de colère lui avait un moment inspiré, presque toujours la réflexion l'y faisait renoncer. A peine eut-il ordonné la mobilisation de son armée, qu'il s'arrêta effrayé de son excès d'audace. Dans un conseil tenu le 24 août, il mit sérieusement en délibération, s'il n'était pas convenable de contremander tous les armements. Cette fois, ce fut le comte d'Haugwitz qui le retint sur la pente rétrograde et qui insista pour que la Prusse restât sous les armes, jusqu'à ce que la France eût donné des explications rassurantes. Ce ministre n'avait pas eu la force de braver jusqu'au bout les clameurs de l'opinion : lui aussi avait fini par céder au torrent, aimant mieux avouer qu'il avait manqué de finesse que de laisser croire qu'il manquait de résolution.

Le roi avait le sentiment de la faute qu'il avait faite en armant trop tôt et de l'impossibilité où il était maintenant de reculer. Il attendait dans une anxiété inexprimable les explications de la France, ne cherchant au fond qu'un prétexte honorable pour désavouer tout ce qu'il avait fait et désarmer. En témoignage de ses dispositions inoffensives, il rappela de Paris le marquis de Luchesini et envoya à sa place le général Knobelsdorff, qui n'avait jamais cessé d'être un des plus chaleureux partisans de l'alliance française. Mais plus de vingt jours s'étaient écoulés depuis

qu'il avait décrété la mobilisation de son armée, et l'empereur Napoléon n'avait encore daigné ni lui en demander la cause, ni calmer ses tourments. « Le » silence de Paris perd tout, » disait avec amertume M. d'Haugwitz au ministre de France ; « nous n'y pou- » vons rien comprendre. La Prusse est encore et » veut rester vierge. Que l'empereur Napoléon dise » un mot, et toutes les mesures défensives vont être » révoquées (1). » Mais ce mot, Napoléon était bien décidé à ne le prononcer que si la cour de Saint-Pétersbourg ratifiait le traité du 20 juillet. Dans le cas, au contraire, où elle désavouerait son négociateur, il sommerait la Prusse de désarmer sur l'heure, ce qu'elle ne pourrait plus faire sans se déshonorer : dès lors, il marcherait sans plus tarder sur elle et l'écraserait avant l'arrivée des Russes.

Tandis que l'âme du roi mollissait, les têtes à Berlin s'exaltaient sans mesure. Un acte de déplorable rigueur vint encore ajouter à l'exaspération publique. Le libraire Palm, de Nuremberg, avait imprimé et vendu à profusion un ouvrage du publiciste *Gentz*, et un autre intitulé *l'Esprit du Temps*, de Arndt, tous les deux inspirés par la haine la plus fougueuse contre la personne et le pouvoir de Napoléon. L'autorité militaire jugea qu'il fallait comprimer par un exemple terrible le déchaînement de la presse allemande contre notre domination. Le malheureux Palm fut arrêté le 15 août, traduit devant une commission composée de colonels de régiments français et condamné à mort. La

(1) Correspondance de M. de Laforest (dépôt des Archives).

cruelle sentence reçut, le 25 de ce même mois, son exécution. Au récit de cet acte sanglant, toute la jeunesse prussienne fut contristée et les cris de guerre et de vengeance redoublèrent. Le désarmement, qui eût été possible encore au mois d'août, ne l'était plus en septembre. Frédéric-Guillaume eût voulu rétrograder, que la cour, les princes, la noblesse et l'armée s'y seraient opposés. Ils auraient été pour ainsi dire l'arracher du fond de son palais et l'eussent traîné de force sur le champ de bataille. A dater de ce moment, la direction de l'État échappa pour ainsi dire des mains du monarque pour tomber dans celles de la reine et d'une présomptueuse noblesse. C'est dans les salons de la reine Louise et dans les états-majors que se prenaient les hautes décisions. Il semblait, au langage enthousiaste des jeunes officiers, que le génie de la guerre, la force invincible, résidaient dans l'armée prussienne, qu'elle était appelée à sauver l'Europe, à venger la honte d'Ulm et d'Austerlitz, à humilier celui qui avait abaissé tant de couronnes. Dans le délire d'orgueil dont elle était saisie, des officiers de la garde, appartenant par leur naissance aux plus hautes familles, vinrent insolemment aiguiser leurs épées sur les marches de l'hôtel du ministre de France. Le vieux duc de Brunswick, que son âge et ses revers en Champagne auraient dû rendre plus sage, mais qui ambitionnait le commandement en chef, s'évertuait pour ne pas rester en arrière du mouvement. Tous les jours, les rues, les réunions publiques, les théâtres retentissaient d'hymnes pa-

triotiques et de chants de guerre. La cour dirigeait elle-même ces transports La reine, avec le cœur le plus noble, a été le génie fatal de la France et de son propre pays. C'est elle qui a jeté la Prusse hors des voies où l'appelaient ses véritables intérêts : par là, elle l'a précipitée dans un abîme de maux : elle a frayé aux Russes les chemins qui conduisent en Occident : elle leur a livré les boulevards de l'Europe et de la civilisation. Et cependant, à la vue de cette princesse, naguère timide et douce, qui échange les parures de son sexe contre les armures de guerre, qui se transporte au milieu des camps, qui électrise les troupes par sa présence, leur communique le feu qui l'anime, soutient l'âme défaillante de son époux, et tâche, à force d'énergie, de racheter ses fautes, nous ne nous sentons pas le courage de blasphémer contre sa mémoire : nous laissons à d'autres la triste tâche de déverser le ridicule sur l'amazone couronnée de Berlin, et nous ne pouvons que déplorer amèrement la direction funeste donnée à un si fier courage.

Au milieu de cet entraînement guerrier qui emportait la cour, la noblesse et l'armée, le peuple et une partie de la bourgeoisie demeuraient froids et calmes. Non qu'ils fussent indifférents au sort de la patrie, peu soucieux de sa gloire et de son honneur ; mais ils étaient pleins de sympathie pour notre révolution : ils nous enviaient les heureux changements qu'elle avait produits dans notre condition civile et sociale. Le régime féodal, la glèbe, les corvées, l'immobilité des terres ; les juridictions seigneuriales étaient encore en pleine

vigueur en Prusse. Toute la propriété du sol était entre les mains des nobles. Le droit d'acquérir des biens-fonds restait interdit aux bourgeois et aux paysans. De même, l'accès aux grades supérieurs dans les fonctions civiles et militaires était fermé à la roture. Le commerce intérieur languissait, comprimé par les entraves d'un régime fiscal et oppressif. L'instruction était cependant fort répandue dans toute la classe moyenne, en sorte que son esprit était beaucoup plus avancé que son état social. Aussi appelait-elle de toute l'ardeur de ses vœux une réforme qui, comme en France, élevât sa condition civile au niveau de ses lumières, et donnât un libre essor à son intelligence et à son activité. Longtemps elle avait espéré que la France et la Prusse entrelaceraient leurs forces et leurs destinées. Mais, lorsqu'en 1805 elle vit son gouvernement tomber dans le piége que lui avait tendu la coalition, elle s'effraya de tant de fautes, elle eut le pressentiment des malheurs qui allaient fondre sur le pays, et elle vit s'approcher la guerre avec une morne tristesse, comme une calamité que son roi, objet d'ailleurs de son amour et de ses respects, aurait dû lui éviter.

Cependant l'armée brûle de venir se mesurer avec les Français et frémit impatiente sous le frein qui la retient encore. Frédéric-Guillaume n'en est plus maître : il cède avec un sombre effroi au mouvement impétueux des esprits, et, le 4 septembre, il signe l'ordre de départ de sa garde. Cette troupe d'élite sort ou plutôt s'élance des murs de Berlin, ivre d'enthou-

siasme, comme si elle marchait à une victoire certaine.

Dans le moment même où la Prusse sortait de sa position défensive, et semblait nous provoquer au combat, de graves nouvelles arrivaient de Saint-Pétersbourg. L'Angleterre l'avait emporté : elle avait vaincu, dans cette cour, le parti de l'impératrice mère qui inclinait à la paix, et obtenu de l'empereur Alexandre qu'il refusât de ratifier le traité du 20 juillet. Le prince Adam Czartorinski, trop modéré pour servir d'instrument à la faction belliqueuse, venait de résigner ses fonctions; et on lui avait donné pour successeur un des coryphées du parti anglais, le baron de Budberg. Quant à M. d'Oubrill, il avait été désavoué, rayé du tableau des employés de l'empire et exilé dans ses terres. Voici la lettre que le baron de Budberg écrivit à M. de Talleyrand pour lui annoncer la détermination de l'emperenr Alexandre; elle portait la date du 15 août.

« Monsieur, le désir sincère que l'empereur, mon » auguste maître, professe pour le rétablissement du » calme en Europe, l'a déterminé à envoyer M. d'Oubrill à Paris, mais Sa Majesté n'a jamais eu en » vue que de conclure une paix qui pût être déclarée » et qui fût également honorable pour lui et pour ses » alliés.

» C'est sur ces bases que le conseiller d'état d'Oubrill a été autorisé à traiter. Cependant il a souscrit, par des considérations que sa majesté ne peut » admettre, à une transaction qui s'en écarte entiè-

» rement, et qui, dans la concession la plus importante pour le sort futur de l'Europe, celle relative à l'empire germanique, ne présente que la perspective éloignée de la retraite des troupes françaises, » tandis qu'il y reconnaît un ordre de choses entièrement à l'avantage de la France.

» Sa Majesté ne peut envisager la paix entre la » Russie et la France comme durable, tant que cette » dernière puissance restera en possession de l'Albanie et de la Dalmatie, et une paix qui ne statuerait pas au moins en faveur du roi des Deux-Siciles » la tranquille possession de cette île, qui, jusqu'à » présent, n'est pas la conquête des Français, une » paix qui n'assurerait pas au roi de Sardaigne une » indemnité pour la perte de ses États de terre ferme, » ne saurait être avantageuse pour la Russie. L'empereur envisagerait en outre comme un manque » évident à ses engagements généralement connus, » s'il ratifiait un traité de paix qui précéderait la » cessation de l'état de guerre avec la Grande-Bretagne. »

En même temps qu'un courrier portait cette lettre en France, des ordres étaient expédiés à tous les chefs de corps de compléter leurs régiments, de les mettre sur le grand pied de guerre, et de s'avancer à marches forcées sur la frontière prussienne.

Des divers partis auxquels pût s'arrêter l'empereur Alexandre, celui de désavouer M. d'Oubrill était le plus mauvais de tous. Ajourner la guerre à l'époque où l'Autriche serait en mesure d'y prendre part,

voilà le principal but vers lequel devaient se tourner toutes ses combinaisons. N'était-ce pas pour l'atteindre qu'il avait disjoint ses intérêts de ceux de l'Angleterre, envoyé un plénipotentiaire à Paris, autorisé ce négociateur à conclure avec la France une paix séparée? Le traité était signé; il n'y manquait plus que sa ratification. En la donnant, il écartait de la maison de Prusse les tempêtes amoncelées sur elle, tandis qu'en s'abandonnant aux conseils violents du ministère anglais, il fermait de ses propres mains à Frédéric-Guillaume la seule voie de salut qui lui restât et le livrait aux coups de son formidable ennemi.

C'est le 5 août que lord Lauderdale avait débarqué en France avec la mission secrète de rompre les négociations. Le 9 de ce même mois, Frédéric-Guillaume avait mobilisé son armée. Enfin, six jours plus tard, le 15 août, l'empereur Alexandre avait notifié son refus de ratifier le traité du 20 juillet. La coïncidence de ces divers faits semblait annoncer que les cours de Londres, de Berlin et de Saint-Pétersbourg s'étaient concertées et que la coalition était reformée. Napoléon, qui avait longtemps considéré la guerre avec la Prusse comme une véritable monstruosité politique, avait fini par l'accepter comme une nécessité fatale. Sans perdre un jour, un moment, il prit ses mesures pour porter les grands coups avant l'arrivée des Russes. Tous les corps de son armée d'Allemagne durent se rassembler sur les frontières de la Saxe et de la Thuringe. Le camp de Meudon fut dissous, la garde impériale transportée en poste

sur le Rhin, et une levée de cent mille hommes décrétée par les corps de l'État. Toutes les forces disponibles de l'intérieur furent dirigées sur Mayence, Wesel et Aschaffenbourg.

Le moment était venu enfin pour l'empereur de rompre, vis-à-vis du roi, son terrible silence. Le 7 septembre, le général Knobelsdorff étant venu, accompagné du marquis de Luchesini, lui présenter ses lettres de créance, il l'interpelle vivement : « L'issue » de la négociation avec la Russie, lui dit-il, ayant » affaibli l'espoir de maintenir la paix sur le conti- » nent et rendu plus opiniâtre la guerre maritime, » il prendrait le passé pour maître du présent. S'il se » trouvait dans la nécessité d'en venir aux mains avec » les armées prussiennes, il était résolu, en raison de » l'estime qu'il avait pour elles, de les attaquer avec » des forces supérieures. Il ferait tous ses efforts pour » s'assurer la victoire avant que la réunion des armées » russes et les secours des ennemis les plus acharnés » de la France la rendissent plus sanglante, et fissent » chanceler la neutralité peu sincère de l'Autriche. » Puis, il avoue qu'il a effectivement promis à l'An- » gleterre de lui garantir la restitution du Hanovre. » Mais, avant de signer la paix, il aurait confié ses » embarras au roi; il se fût entendu avec lui pour » l'indemniser de la perte de l'électorat. Il était prêt, » du reste, à régler ses mouvements sur ceux de la » Prusse. Si elle consentait à faire rentrer ses troupes » dans leurs cantonnements de paix, lui, aussitôt, » rappellerait les siennes de la Westphalie et des

» frontières de la Hollande. » Le 11 septembre, il tient au général Knobelsdorff un langage plus pressant encore ; il lui annonce que les troupes du camp de Boulogne, celles du camp de Meudon et sa garde sont en marche pour se rendre sur le Rhin. « Mais, ajoute-t-il, tous ces mouvements cesseront » le jour où la Prusse désarmera. » Il fut enjoint à M. de Laforest de donner au gouvernement prussien les mêmes assurances. « Si la Prusse désarme, » lui écrivit le 12 septembre M. de Talleyrand, « l'em» pereur ne conservera aucun ressentiment de ce qui » s'est passé ; il reprendra les mêmes liens politiques » et les mêmes sentiments qui l'attachaient à la » Prusse. Mais vous ne manquerez pas de déclarer » qu'il nous faut un désarmement immédiat, et que » chaque jour perdu est un siècle. »

Si ces demandes eussent été faites à Berlin un mois plus tôt, il est probable que le roi y aurait déféré : il eût rappelé son armée dans l'intérieur, et la guerre eût été, non pas évitée, mais ajournée. C'était là le désir ardent de ce prince : c'était aussi son intérêt évident comme celui de ses alliés. Mais Napoléon lui tient un langage pacifique aujourd'hui qu'il n'est plus temps, et qu'à Berlin la passion publique déborde. Désarmer, sur la sommation de la France, désarmer après les fières provocations des salons et des casernes, après le désaveu de M. d'Oubrill, n'est plus possible. L'empereur a le secret de cette situation ; et quand il insiste sur une chose qu'il sait inacceptable, il n'a qu'un but, c'est de jeter de l'irrésolution

dans l'esprit du roi et de gagner le temps nécessaire pour concentrer ses forces sur les points décisifs. Du 15 au 20 septembre, les corps qui composaient la grande armée étaient encore épars en Franconie et en Bavière. Bernadotte occupait Nuremberg et Anspach, Davoust Œttingen, Soult la place de Braunau et les rives de l'Inn. Les troupes du camp de Meudon venaient de se mettre en marche. Il était à craindre que les Prussiens ne nous prévinssent en se jetant impétueusement dans la Franconie, au milieu de nos corps isolés, et n'entraînassent l'électeur de Hesse, qui avait une armée de 20,000 hommes. Ce parti était en effet pour la Prusse non seulement le plus audacieux, mais aussi le plus sage. Puisqu'elle se battait par désespoir, c'était le cas de se battre en désespéré. Qui peut dire où un premier succès n'eût pas conduit une armée sans expérience peut-être, mais pleine d'ardeur et de confiance en elle-même? La science ne décide pas toujours à la guerre le sort des batailles. Il y avait dans ce mouvement qui poussait toute l'armée prussienne vers un choc épouvantable, et qui l'y poussait comme à une victoire certaine, une force dont ses chefs auraient dû profiter. Tel était l'avis des généraux Ruchel, Kalkreuth, Pfull et Blücher. La reine leur servait d'interprète auprès du roi. Bien qu'étrangère aux combinaisons de la science militaire, elle était avertie par les instincts de son âme courageuse que si le salut de son pays était quelque part, c'était dans la rapidité de ses coups.

Afin de mieux abuser Frédéric-Guillaume, et de le

retenir en faisant briller à ses yeux une dernière lueur de paix, l'empereur résolut de renouer le fil prêt à se rompre des conférences avec lord Lauderdale. Dans la dernière phase de cette longue et épineuse négociation, il déploya une dextérité consommée. Il se présenta avec tous les signes extérieurs de la plus parfaite modération. Il commença par se montrer résigné à subir les conséquences du désaveu de M. d'Oubrill; il reconnut que cette grave détermination, en changeant la situation respective des puissances, donnait à l'Angleterre le droit de hausser ses prétentions. Il fit savoir en conséquence à lord Lauderdale (4 septembre) que de nouvelles instructions allaient être remises à ses plénipotentiaires, et il l'invita à en demander, de son côté, à son gouvernement. Lord Lauderdale répondit (13 septembre) que « S. M. Britannique ne s'opposait » nullement à ce que les intérêts des deux puissances » fussent discutés et réglés séparément, mais qu'elle » était plus que jamais résolue de ne séparer, en aucun » cas, ses intérêts de ceux de la Russie; qu'il n'était donc » autorisé à signer qu'un traité provisoire, ce traité ne » devant avoir son plein et entier effet que si la paix se » faisait simultanément entre la Russie et la France.» Il ajouta que « sa cour était parfaitement instruite des » conditions que l'empereur Alexandre attachait au ré- » tablissement de la paix, qu'elles étaient en substance » les mêmes que celles qui avaient été déjà communi- » quées à M. de Talleyrand par la lettre du baron de » Budberg. »

Le jour même où lord Lauderdale faisait cette déclaration, l'Angleterre perdait le grand orateur qui avait entrepris avec tant de sincérité l'œuvre de la pacification. La mort de M. Fox eût été un obstacle invincible à la paix quand bien même les événements ne l'eussent pas rendue en ce moment impossible.

M. de Talleyrand répondit le 18 septembre à la dernière note de lord Lauderdale. Il proposa que les négociations continuassent, et que les intérêts de la Russie fussent réglés et stipulés sous la forme, soit d'un article patent, soit d'un article secret, dans le traité de paix qui serait conclu entre la France et l'Angleterre. « Bien entendu, disait ce ministre, » qu'on n'admettra plus que des propositions respectivement honorables et qui ne porteront aucune » atteinte à la puissance et à la dignité des deux empires. Ainsi, on ne verra plus reproduire les étranges demandes que M. de Nowosilsoff avait été chargé » de faire de la part de la Russie, et qui, ayant signalé » l'origine d'une coalition vaincue et confondue dès » sa naissance, doivent être oubliées avec elle......... » La France ne prétend dicter la loi ni à l'Angleterre » ni à la Russie; mais elle ne veut la recevoir ni » de la Russie ni de l'Angleterre. Que les conditions » soient égales et modérées, et la paix est faite. Mais » si on se montre impérieux, exagéré, si on affecte la » suprématie, si enfin on veut dicter la paix, l'empereur et le peuple français ne relèveront pas même » ces propositions. Confiants en eux-mêmes, ils diront » ce qu'un ancien peuple répondit à ses ennemis :

» *Vous demandez nos armes, venez les prendre.* »

Peu de jours après la remise de cette note, l'empereur partit pour Mayence, emmenant avec lui M. de Talleyrand et le général Clarke, et chargea M. de Champagny de continuer la négociation. Ce nouveau plénipotentiaire eut, le 25 septembre, une première entrevue avec lord Lauderdale. Il lui déclara « qu'indépendamment de toutes les concession déjà faites, telles que » celles sur le Hanovre, sur Malte, sur le Cap, l'empe- » reur Napoléon pousserait les manifestations de son » amour pour la paix jusqu'à céder encore à l'Angle- » terre tous ses établissements dans l'Inde, Pondi- » chéry, Chandernagor, Mahé, ainsi que les autres » comptoirs dépendants, et, en Amérique, l'île de Ta- » bago. Mais dans ce cas, Ferdinand IV évacuerait la » Sicile; il recevrait, à titre d'indemnités, les îles Ba- » léares et une rente annuelle qui lui serait payée par » l'Espagne pour soutenir son rang. » Lord Lauderdale, tout en déclarant que son gouvernement exigerait probablement encore l'abandon des possessions hollandaises en Amérique, n'en parut pas moins satisfait des grands avantages que Napoléon offrait à l'Angleterre : puis, passant brusquement à la discussion des intérêts russes, il renouvela les demandes déjà faites par le baron de Budberg, c'est-à-dire « que la » Sicile continuerait d'appartenir au roi Ferdinand IV, » que la Dalmatie lui serait cédée pour le dédommager » de la perte du royaume de Naples, enfin qu'une in- » demnité serait assignée au roi de Sardaigne. »

M. de Champagny se récria contre de telles exigen-

ces : il dit « qu'il n'avait d'instructions ni pour les accep-
» ter ni pour les refuser, mais qu'il connaissait assez
» les dispositions de l'empereur pour affirmer qu'il n'y
» souscrirait jamais. Une paix signée et ratifiée promp-
» tement, ajouta-t-il, avant que les opérations militai-
» res eussent acquis en Allemagne une certaine impor-
» tance, pouvait sur-le-champ en arrêter le cours, et
» lord Lauderdale se trouvait en situation de jouer et
» de faire jouer à l'Angleterre le beau rôle de pacifi-
» cateur du continent..... Une fois la guerre commen-
» cée, il faudrait, de part et d'autre, en courir les
» chances; et il était impossible de prévoir où la fortune
» de la France et le génie de son chef pouvaient por-
» ter ses armes, son influence et sa gloire. »

Dans une seconde conférence qui suivit de près la première, M. de Champagny annonça à lord Lauderdale « qu'il venait de recevoir les décisions de » l'empereur ; que S. M. Impériale ne voulait à aucun » prix céder la Dalmatie, qu'il fallait donc renoncer » à lui en faire la demande. » Ensuite, il essaya de nouveau d'amener le plénipotentiaire anglais à régler immédiatement les conditions de la paix entre la France et la Grande-Bretagne. Mais lord Lauderdale fut inébranlable. Il répondit « qu'il lui était prescrit de s'oc- » cuper d'abord des intérêts de la Russie ; que ce » retour de reconnaissance était dû au refus de l'empe- » reur Alexandre de ratifier le traité du 20 juillet, et » que l'Angleterre serait ingrate si elle abandonnait un » si fidèle allié. » Dans ces deux conférences, il fut à peine question de la Sicile, M. de Champagny ayant

jugé superflu de faire à son sujet une déclaration aussi ferme que sur la Dalmatie. Mais il proposa de donner Corfou à la Russie. Cette combinaison n'ayant point été agréée, le négociateur français ne crut pas devoir parler de Surinam, que ses instructions l'autorisaient aussi à offrir. Il eut beau s'étendre sur les chances que pouvait amener la prolongation de la guerre, « sur le » danger d'irriter, par l'alternative d'une guerre éter- » nelle ou d'une paix déshonorante, un grand peuple » conduit par un grand homme, sur la possibilité pour » des armées françaises de parvenir, d'un côté, jus- » qu'à l'extrémité de la Baltique, et, de l'autre, jus- » qu'aux Indes, de traverser le détroit de Messine et » même le Pas-de-Calais. » Lord Lauderdale convint qu'à en juger par tout ce qui s'était fait, il n'y avait plus aucun événement qui fût impossible ou improbable; mais il se retrancha derrière ses instructions, se leva, exprima en termes polis à M. de Champagny ses regrets de n'avoir pu réussir dans sa mission, et lui fit ses adieux. Ses passeports lui furent immédiatement envoyés, et il quitta Paris.

M. de Champagny n'avait certainement pas le secret de sa cour. Il était entré dans les vues de Napoléon, que son plénipotentiaire s'acquittât de sa mission avec une ardeur persuasive. Au fond, il savait bien que la paix n'était plus possible. La Prusse lui avait jeté le défi du combat : les armées étaient en présence, les épées tirées; il fallait se battre. Mais il lui convenait de montrer jusqu'à la fin un extrême désir de conciliation. Il voulait que l'odieux de cette nouvelle guerre

retombât tout entier sur ses ennemis ; il voulait surtout prolonger les illusions pacifiques de Frédéric-Guillaume, et s'assurer l'avantage de l'offensive. Ses dernières concessions furent toutes calculées dans la prévision d'un refus Tous ces territoires qu'il prodigue avec une modération fastueuse, ni l'Angleterre ni la Russie ne les lui demandent ; leurs exigences sont précises, nettement formulées. Que la France cède la Dalmatie, qu'elle consente à ce que la Sicile reste entre les mains de Ferdinand IV, et à indemniser le roi de Sardaigne. et la paix est faite. Or, sur aucun de ces points, il n'entend fléchir. Ce qu'on ne lui demande pas, il l'offre ; ce qu'on exige, il le refuse. Il ne veut donc point de la paix, non, comme l'ont dit ses détracteurs, par une ambition désordonnée, mais parce que, dans la situation présente de l'Europe, la paix lui eût été mille fois plus dangereuse que la guerre. S'il avait jugé la paix compatible avec la sécurité de son empire, assurément il ne l'eût pas mise en balance avec des intérêts aussi secondaires que le sort de la Dalmatie et celui de la Sicile.

Les instructions envoyées à M. de Laforest dans le moment même où M. de Champagny déployait un zèle si ardent pour la paix révèlent la pensée secrète de l'empereur. Il semble craindre que Frédéric-Guillaume, terrifié, ne prenne trop au sérieux, et ses paroles au général Knobelsdorff, et la reprise des conférences avec lord Lauderdale, qu'en dépit des cris de son armée ce prince ne recule et ne désarme. Par cette même dépêche datée du 12 septembre que nous avons

déjà citée, M. de Talleyrand recommande expressément à M. de Laforest « *de ne prendre des engagements* » *écrits que si la Prusse l'exige absolument, de se* » *faire attendre le plus longtemps possible, de se* » *faire même malade pour manquer à un rendez-* » *vous.* »

Le 19 septembre, M. de Talleyrand écrit encore: « Les troupes françaises seront en mouvement du 26 » au 27 septembre, pour se rapprocher des frontières » prussiennes. Il est probable que la nouvelle arri- » vera à Berlin vers le 1er octobre. Vous devez garder » sur tout cela le plus profond silence. Lorsqu'il s'en » ébruitera quelque chose, et que l'on ne sera pas » encore sûr de ces mouvements, vous devrez, sans » les nier, proposer d'envoyer un secrétaire de lé- » gation pour s'en assurer et demander des explica- » tions au prince de Neuchâtel. Enfin, lorsque vous » aurez la certitude qu'on est instruit de tout à Ber- » lin, vous direz que vous étiez informé; mais vous » ajouterez que toutes ces troupes rentreront dans » leurs cantonnements si la Prusse désarme. *Ainsi,* » *vous aurez soin de taire ce qu'il faut taire, et de ne* » *dire tout ce qu'il faudra dire qu'au moment marqué.* » *La moindre indiscrétion serait funeste.* »

Frédéric-Guillaume était dominé par la même pensée que Napoléon, celle d'éloigner une rupture. Mais tandis que l'empereur ne voulait gagner que le temps strictement nécessaire pour réunir ses corps en Franconie, le roi se fatiguait à imaginer un moyen d'ajourner la guerre jusqu'au printemps de l'an-

née suivante. Il n'était plus temps de dissimuler. C'était avant de lancer son imprudent décret sur les armements qu'il aurait dû s'appliquer à endormir la vigilance de Napoléon et à gagner six mois. Poursuivre aujourd'hui un tel but, c'était aggraver sa position et laisser à son adversaire toutes les chances heureuses. Il tomba dans le piége qui lui était tendu. Il se méprit sur les intentions de l'empereur : il crut qu'un rapprochement était possible encore. Au lieu de marcher rapidement sur le Rhin, il ne songea qu'à contenir l'élan de ses troupes, et laissa ainsi à Napoléon le temps de rassembler toutes les siennes aux pieds des montagnes de la Thuringe et de pénétrer, par une offensive hardie, au cœur de la Saxe. Il fit une faute plus grave encore ; il attendit, pour réclamer l'assistance des armées russes, les premières dépêches du général Knobelsdorff, et ce fut seulement le 18 septembre que M. de Krusemarck quitta Berlin pour se rendre à Saint-Pétersbourg. L'empereur Alexandre se hâta d'écrire à Frédéric-Guillaume que « l'ami marcherait en personne au secours de son ami, à la tête d'une armée nombreuse et choisie, et qu'il mettait de suite à sa disposition 70,000 hommes. » Mais les corps russes les plus avancés n'avaient pas encore franchi le Niémen : l'ordre de se porter sur la Vistule ne put leur être expédié que le 7 octobre ; il leur fut donc impossible d'arriver sur les champs de bataille avant la fin de novembre, et la Prusse se trouva seule aux prises avec l'empereur Napoléon et sa formidable armée. Il

n'y a peut-être pas d'exemple d'une puissance conduite avec un tel art à sa perte.

Le jour où la Prusse avait subi l'alliance de la France, elle s'était déclarée l'ennemie de la Suède et de l'Angleterre. Maintenant qu'elle brisait des liens détestés, il était naturel qu'elle retournât à ses alliés de prédilection. Elle fit la paix avec la Suède le 17 août. Par une disposition spéciale du traité, il fut convenu que la question du Hanovre resterait réservée, et que les Suédois seraient libres d'occuper de nouveau le Lauenbourg.

La réconciliation avec l'Angleterre était une œuvre infiniment plus délicate. La première condition qu'y mettrait cette puissance serait certainement que Frédéric-Guillaume restituerait le Hanovre à S. M. Britannique. Or, c'était surtout pour se venger de ce que Napoléon avait promis au roi d'Angleterre de lui faire restituer l'électorat que la Prusse prenait aujourd'hui les armes. Il lui était pénible de renoncer à une possession qu'elle s'était accoutumée à considérer comme définitivement incorporée à la monarchie. Elle évita donc jusqu'au dernier moment de se lier par des engagements précis qui devraient lui coûter le sacrifice gratuit du Hanovre. Seulement, les cours de Londres et de Berlin mirent un terme à l'état de guerre qui les avait armées l'une contre l'autre. Le 25 septembre, le gouvernement anglais déclara levé le blocus de l'Elbe, du Weser et de l'Ems, et le 1er octobre, lord Morpeth s'embarqua pour aplanir les dernières difficultés qui pouvaient sub-

sister encore entre son gouvernement et la Prusse. Lorsque ce négociateur arriva à Berlin, le roi et la reine venaient d'en partir pour se rendre à l'armée. Il ne les rencontra qu'à Weimar, le 12 octobre, deux jours seulement avant la bataille d'Iéna. Tout se préparait pour ce grand choc. Le roi ne voulut rien décider, laissant à la fortune le soin de prononcer. Vainqueur, il gardait le Hanovre (1) ou en exigeait l'équivalent : vaincu, il échangeait l'alliance et les subsides de l'Angleterre contre la restitution pure et simple de l'électorat. S. M. Britannique se trouva ainsi représenter dans sa personne deux intérêts opposés : comme électeur de Hanovre, Elle devait désirer que l'armée prussienne fût battue ; comme roi d'Angleterre, qu'elle fût victorieuse.

Il y avait une puissance dont l'appui eût été pour la Prusse d'une bien autre importance que celui de la Russie ; c'était l'Autriche. Si cette monarchie avait jeté, dans la balance des forces qui allaient se heurter, le poids de son épée, toutes les conditions du problème auraient été changées, et la France se fût trouvée dans un immense péril. Mais le comble de l'art chez Napoléon était de n'attaquer ses ennemis que successivement. Il portait, s'il est permis de le dire, dans la stratégie diplomatique la même sûreté de coup d'œil, la même vigueur de résolution que dans

(1) On dit même qu'il comptait proposer à l'Angleterre, si elle consentait à lui céder l'électorat, de l'aider à faire la conquête de la Hollande. (Mémoire de De Gentz.)

la stratégie des champs de bataille, et nul homme n'a su démêler avec plus de sagacité le moment où il devait agir, le point où il pouvait frapper. L'Autriche était sur le continent sa plus dangereuse, sa plus incurable ennemie : mais il savait que la haine de cette couronne était aujourd'hui paralysée par son impuissance, et c'est pour cela qu'il avait résolu de tomber sans plus tarder sur la Prusse et de l'écraser.

La cour de Vienne blâma comme un acte intempestif et téméraire la prise d'armes de la Prusse. La guerre qui allait éclater venait trop tard ou trop tôt pour ses calculs d'ambition et de vengeance. Voici ce qu'elle écrivait (fin de juillet 1806) au comte d'Est, son ambassadeur à Madrid : « Nous ne dissimu-
» lons pas que nous avons beaucoup perdu : mais il
» nous reste des ressources immenses dans l'attache-
» ment à toute épreuve de notre peuple. Il ne s'agit
» que de gagner du temps pour remettre nos res-
» sources en activité et en usage L'aveu que nous
» faisons de nos pertes et de notre faiblesse momen-
» tanée ne saurait ni nous rendre pusillanimes, ni
» nous dégrader aux yeux des autres nations. Il
» en résulte aussi que nos agents à l'étranger ne
» doivent prendre une part active aux événements po-
» litiques qu'autant qu'ils nous serviront directement
» et immédiatement, et que, pour tout le reste, ils
» ne doivent être que des observateurs. Quant à la
» déférence et aux ménagements que la Russie té-
» moigne à la Prusse, malgré la conduite affreuse de

» cette dernière puissance, *nous vous confions que* » *l'empereur Alexandre ne désespère pas de la ramener* » *dans ses intérêts*, et c'est pour cette raison que nous » voulons que les missions prussiennes soient bien » ménagées par les nôtres. »

Frédéric-Guillaume attendit jusqu'au dernier moment pour réclamer le concours des armes de l'Autriche. Il écrivit à cet effet à l'empereur François des lettres touchantes, le suppliant d'oublier tous ses griefs et de se rallier à lui. « L'occasion était belle, » disait le ministre de Prusse à Vienne, le comte de Finkenstein, « pour recouvrer le Tyrol, toujours fidèle et im- » patient du joug de la Bavière, venger tous les affronts » passés et prévenir des affronts nouveaux. Les rivali- » tés qui, pendant tant d'années, avaient divisé la » Prusse et l'Autriche étaient pour jamais ensevelies » sous les ruines de l'Empire germanique. Pour l'une » comme pour l'autre il n'y avait plus qu'un grand » devoir : c'était de se rapprocher, de s'unir, de mettre » en faisceau leurs conseils et leurs armes, et d'abat- » tre, par des efforts simultanés, une domination » odieuse et oppressive. » Eloquence inutile ! L'Autriche ne se souciait pas de compromettre sa jeune et frêle armée au service d'une puissance qui, l'année précédente, l'avait laissé lâchement accabler. Elle lui rendait aujourd'hui abandon pour abandon. Elle répondit « que, dans l'état d'épuisement où étaient ses » finances, il lui était impossible d'adopter un autre sys- » tème que celui d'une neutralité armée. » Sans doute, elle adoucit par de vagues espérances l'amertume de

son refus, et fit pressentir que, dans l'hypothèse de certains événements, la Prusse et la Russie pourraient compter sur elle.

Ce n'étaient pas seulement Frédéric-Guillaume et ses alliés qui pressaient la cour de Vienne de se prononcer pour eux : Napoléon la sollicitait aussi de son côté. Dès que la guerre fut résolue, il lui proposa formellement son alliance. M. de La Rochefoucault, notre ambassadeur, s'en ouvrit pour la première fois avec elle à l'occasion des places du Cattaro que les Russes continuaient d'occuper. L'ambassadeur fut vif et pressant. Conformément aux ordres de sa cour (1), il dit que « l'Autriche tout entière désirait l'alliance de la » France, parce qu'elle y voyait la garantie de sa sécu- » rité et de l'indépendance de l'empire ottoman; que si » elle n'avait pas lieu, il serait impossible de ne pas » l'attribuer à l'inimitié personnelle du comte de » Stadion. » C'est à ce ministre lui-même qu'il fit cette déclaration.

M. de Stadion mit beaucoup d'art dans sa réponse. Il se garda bien de nous heurter en repoussant formellement nos avances : il feignit au contraire d'en paraître touché. Mais il représenta que si sa cour se liait avec nous, la Russie lui déclarerait la guerre. Il affecta un grand effroi de cette puissance, une crainte extrême qu'elle ne méditât de s'emparer des deux Gallicies, et un penchant décidé pour la neutralité. Toutefois, il consentit à signer une conven-

(1) Dépêche de M. de Talleyand, du 7 octobre 1806 (dépôt des Archives des affaires étrangères).

tion en vertu de laquelle les deux puissances s'engagèrent, dans le cas où la Russie refuserait d'évacuer les places du Cattaro, à les lui reprendre de force.

Napoléon n'avait pas l'espoir de faire accepter son alliance à l'Autriche. Au fond, il n'avait qu'un but en la lui proposant : c'était d'endormir sa haine et de l'empêcher de se donner à nos ennemis. Son vœu fut satisfait. Elle mit une extrême affectation à publier dans toute l'Europe sa résolution de rester neutre. Afin de nous convaincre de ses intentions pacifiques, elle nous livra les lettres par lesquelles le comte d'Haugwitz la pressait de rentrer dans la coalition. Ainsi, à l'humiliation de leurs défaites nos ennemis ajoutaient le scandale de leurs trahisons. Tous les genres de triomphe étaient réservés à l'empereur Napoléon.

CHAPITRE XXI.

Dispositions pour la campagne de Prusse.— Fautes de l'électeur de Hesse-Cassel. — Le duc de Brunswick nommé généralissime de l'armée prussienne. — Ultimatum du roi. — Force des deux armées. — Fausses mesures prises par le duc de Brunswick. — Plan de campagne de Napoléon. — Bataille de Saalfield. — Mort du prince Louis de Prusse. — Découragement de l'armée prussienne. — Lettre de Napoléon au roi. — Marche de Davoust sur Naumbourg et de Napoléon sur Iéna. — Bataille d'Iéna. — Bataille d'Auerstedt. — Dissolution de l'armée royale. — La Prusse à la discrétion absolue de Napoléon. — Suites de la bataille d'Iéna. — Prise d'Erfurth. — L'armée victorieuse marche sur Berlin. — Combat de Hall. — Occupation de Potsdam. — Napoléon devant le tombeau du grand Frédéric. — Entrée des Français à Berlin. — Ressentiments de Napoléon envers les instigateurs de la guerre contre la France. — Actes de vengeance. — Traits sanglants contre la reine et le duc de Brunswick. — La princesse d'Hazfeldt implore la clémence de l'empereur en faveur du prince son mari. — Retraite précipitée du prince de Hohenlohe sur l'Oder.— Capitulation de Prentzlow.— Sac de Lubeck.— Blücher met bas les armes. — Capitulation de Stettin, de Custrin, de Magdebourg, de Hameln, de Newbourg. — Négociations avec la Prusse. — Arrivée du marquis de Luchesini le 21 octobre à Wittemberg. — Conditions proposées par Napoléon.

— Le marquis de Luchesini n'ose les accepter. — Parti généreux que pouvait adopter Napoléon. — Lettres du roi à l'empereur. — Le général de Zastrow est associé au marquis de Luchesini pour l'œuvre de la paix. — Ils arrivent l'un et l'autre à Berlin. — Napoléon ne veut plus signer une paix séparée. — Motifs de cette détermination. — Les plénipotentiaires prussiens proposent un armistice. — Napoléon y consent. — Convention d'armistice. — Le roi désavoue ses plénipotentiaires. — La guerre poursuit son cours. — L'empereur Napoléon transporte son quartier-général à Posen.

Après de longues et cruelles incertitudes, Frédéric-Guillaume avait enfin cédé aux obsessions de la reine, des princes et des chefs de l'armée, et résolu de marcher sans plus tarder contre les Français. Le prince de Hohenlohe avait envahi la Saxe, forcé la cour pacifique de Dresde à se déclarer pour la Prusse, et enrôlé sous ses drapeaux 18,000 Saxons. Le roi lui-même avait quitté sa capitale le 21 septembre, et s'était rendu avec la reine et le comte d'Haugwitz au milieu de son armée, qui se portait en masses sur les frontières de la Thuringe. De son côté, Blücher, faisant soudainement irruption dans les murs de Cassel, à la tête de 5,000 chevaux, était venu sommer, pour ainsi dire, l'électeur de Hesse jusque dans son palais de prendre parti pour la Prusse. Toutes les sympathies de l'électeur le portaient vers la coalition. Il était notre ennemi secret; il avait armé en haine de notre puissance. S'il avait eu la liberté de ses mouvements, il n'eût pas hésité à passer dans le camp des Prussiens. Mais nos troupes le circonve-

naient de toutes parts, et la peur le retenait dans l'immobilité. Il n'eut pas l'intelligence de sa position : il ne comprit pas qu'il n'avait qu'un moyen de calmer nos défiances et de sauver sa maison, c'était de procéder à un désarmement complet, immédiat. Il eut la vanité d'agir en prince indépendant et fort : il résista à toutes nos sollicitations, ne réduisit pas d'un seul bataillon son armée, et attendit, pour se déclarer, le résultat de la première bataille, bien décidé, si la Prusse était victorieuse, à passer sous ses drapeaux avec ses 20,000 soldats. Ainsi, il n'eut ni le courage de la résignation, ni celui de l'action. L'empereur Napoléon se garda en ce moment de menacer l'électeur de Hesse; mais il se promit bien à son tour, si la fortune favorisait ses armes, d'abattre un souverain que ses préjugés et ses passions attachaient à la cause de ses ennemis.

Jusqu'au milieu de septembre, l'armée prussienne s'était trouvée en quelque sorte sans direction. En l'absence d'une grande illustration militaire qui fît taire toutes les rivalités et ralliât à elle tous les suffrages, le roi avait retenu dans ses mains le commandement suprême. Il hésitait dans le choix d'un général en chef. Enfin, il se décida en faveur du duc de Brunswick, le plus élevé de tous par la naissance sans l'être par les talents. Ce choix fut blâmé par toute l'armée. Le duc de Brunswick était un homme instruit, initié à tous les secrets de la politique européenne, excellent administrateur, laborieux, actif; mais il ne possédait aucune des grandes qualités qu'exigeait, dans

d'aussi terribles circonstances, le poste de généralissime. Il avait l'âme molle, l'esprit irrésolu, et une vanité puérile. L'âge avait encore fortifié ses défauts. C'était ce même prince qui, en 1792, s'était rendu si fameux et si ridicule par son manifeste et sa retraite en Champagne. Avertis par jalousie non moins que par leur sagacité, les chefs de l'armée s'affligèrent quand ils virent les destinées de la monarchie confiées aux mains débiles de ce vieillard, et les plus habiles pressentirent dès ce moment d'affreuses et prochaines catastrophes.

Jusqu'au jour où commencèrent les hostilités, le duc de Brunswick ignora la position de nos corps, et son esprit ne cessa d'être en proie aux plus étranges fluctuations. Sa première pensée avait été de déboucher des montagnes de la Thuringe dans la vallée du Mein par Gotha, Eisenach, Saalfield et Hoff. Ce plan, fortement appuyé par le prince de Hohenlohe, avait l'avantage de couvrir la vallée de la Saale et toute la ligne de l'Elbe. Mais le généralissime se persuada que les Français n'étaient pas en mesure de prendre l'offensive, qu'ils étaient encore épars en Franconie, et qu'ainsi l'armée prussienne, au lieu de s'étendre jusqu'à la frontière de Bohême, devait se concentrer entre Eisenach et Erfurth et fondre soudainement sur nos corps désunis. En conséquence, il modifia son plan d'opération. Il appela à lui son aile gauche et laissa à un faible corps de huit bataillons et de neuf escadrons, sous les ordres du général Taueuzieu, le soin de couvrir les défilés de la Saale. Dans les premiers jours d'octobre, les Prussiens occupaient

les positions suivantes : le centre, sous les ordres directs du duc de Brunswick, était placé autour d'Erfurth ; l'aile droite, commandée par le général Ruchel, s'étendait au-delà de Gotha ; la gauche, conduite par le prince de Hohenlohe, et qui venait de repasser la Saale, campait entre Iéna et Blankenheim.

Le 5 octobre, le roi convoqua un grand conseil auquel furent appelés la plupart des chefs de corps. Toutes les combinaisons furent mises en présence et discutées. Le prince de Hohenlohe soutint qu'en persistant à déboucher de la forêt de Thuringe, le duc de Brunswick livrait sa gauche et conduisait l'armée à sa perte. Le généralissime défendit avec une obstination aveugle son système d'opérations. Son opinion l'emporta, et il fut décidé qu'on se porterait immédiatement sur la Franconie.

Mais tandis que le duc de Brunswick croyait nous surprendre faibles et désunis, toutes nos forces étaient déjà rassemblées au pied du Fichtel-Gebirge, qui sépare la vallée du Mein de la vallée de la Saale. Du 24 septembre au 8 octobre, la grande armée était sortie des cantonnements qu'elle occupait en Bavière et en Souabe, et s'était portée en masses sur Bareuth, Bamberg, Cobourg, Schweinfurth et Wurtzbourg. Les troupes expédiées, soit de la Hollande, soit des divers points de la France, avaient été de même dirigées sur ces points de concentration. Des voitures attelées en poste avaient transporté les troupes du camp de Meudon et la garde impériale. Napoléon, par une lettre du 21 septembre, avait prévenu les

princes de la confédération du Rhin que la Prusse armait contre la France, et les avait invités à réunir leur contingent de troupes. Enfin, un décret du 30 septembre avait mobilisé les gardes nationales des provinces rhénanes, et 30,000 hommes de cette arme étaient venus remplacer à Mayence et dans les autres places du Rhin les bataillons de l'armée active qui y tenaient garnison. Toutes ces mesures avaient été exécutées avec une précision et une célérité incomparables. Le projet de l'empereur était de forcer les défilés de Saalfield, de Lobenstein et de Hoff, de se diriger par la vallée de la Saale sur le Haut-Elbe, de s'emparer de toutes les routes qui conduisent à Leipsick et à Dresde, de couper ainsi l'armée ennemie de ses places de dépôt, de ses magasins et des Russes, de la prendre à revers et de la refouler sur les montagnes de la Thuringe. Il voulait, en un mot, renouveler contre la gauche des Prussiens la grande manœuvre qui, deux fois, à Marengo et à Ulm, l'avait rendu l'arbitre des destinées de l'Autriche. Les routes qui, de Wurtzbourg, de Cobourg et de Bamberg, conduisent sur le Haut-Elbe formaient donc le nœud du plan de l'empereur, et c'était précisément cette ligne d'opérations que le duc de Brunswick venait de découvrir et de lui livrer.

Avant de quitter Paris, Napoléon dit à ses ministres : « Je suis innocent de la guerre contre la Prusse; » je ne l'ai provoquée en rien : elle n'est point entrée » dans mes calculs. Que je sois battu si elle est de mon » fait. Un des principaux motifs de la confiance où je » suis que mes ennemis seront détruits, c'est que lors-

» qu'ils pensent m'attaquer dans un moment de faiblesse, ils choisissent précisément celui où je suis » le plus fort. » Il partit le 24 septembre avec l'impératrice, arriva le 28 à Mayence, n'y fit qu'un court séjour, se rendit à Aschaffenbourg, où il fut reçu, le 2 octobre, avec un grand éclat par le prince primat, et gagna ensuite Wurtzbourg et Bamberg. C'est dans cette dernière ville qu'il reçut, le 7 octobre, l'ultimatum du roi de Prusse et une longue lettre de ce prince, remplie de récriminations. Frédéric-Guillaume exigeait que « les troupes françaises repassassent le Rhin, » toutes sans exception, et que le mouvement de retraite commençât le jour où il pourrait avoir reçu la » réponse de l'empereur; qu'aucun obstacle ne fût » mis désormais à la formation de la ligue du Nord; » qu'une négociation fût ouverte immédiatement pour » fixer tous les intérêts en litige; que Wesel fût sé- » parée de l'Empire français, et que les troupes prus- » siennes pussent occuper les trois abbayes d'Elten, » d'Essen et de Werden. »

Ce belliqueux ultimatum annonçait qu'enfin toute irrésolution avait cessé dans l'esprit du roi. Certes, il n'avait pu entrer ni dans sa pensée, ni dans celle de ses ministres, que Napoléon pût jamais se résigner à subir de telles exigences. Elles étaient un défi de guerre, rien de plus, rien de moins.

Le roi avait demandé une réponse pour le 8 octobre. « Maréchal, » écrivit aussitôt l'empereur au prince de Neuchâtel, « on nous donne un rendez-vous d'hon- » neur pour le 8 : jamais Français n'y a manqué.

» Mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui » veut être témoin des combats, soyons courtois, et » marchons, sans nous arrêter, pour la Saxe. »

Les deux armées étaient à peu près d'égale force quant au nombre : celle des Prussiens comptait 180,000 hommes, celle des Français 200,000. Mais combien elles différaient l'une de l'autre par l'esprit qui les animait et les éléments dont elles étaient formées! D'un côté, des troupes braves sans doute, animées de la plus noble ardeur, mais qui, au repos depuis douze ans, n'avaient ni la souplesse, ni la vigueur contenue, ni l'élan qu'avaient donnés aux vieux soldats de la république la longue pratique du champ de bataille et l'habitude de vaincre; des généraux dont l'expérience datait de la guerre de sept ans, la plupart glacés par l'âge, et servilement attachés aux principes de l'ancienne tactique. Dans cet état-major de vieillards, respectables débris d'un autre âge, figuraient le maréchal de Mollendorff, qui avait près de quatre-vingts ans; le duc de Brunswick et Gneisnau, qui en avaient plus de soixante-dix, le prince Hohenlohe, Blücher et Kalkreuth qui étaient sexagénaires. Ces deux derniers, toutefois, Blücher surtout, se distinguaient entre tous par leur bouillant courage et leur âme indomptable.

Du côté des Français, au contraire, une armée non moins formidable par sa vigoureuse organisation et la science de ses chefs que par la valeur héroïque des soldats. C'étaient ces mêmes hommes qui, l'année précédente, avaient, en trois mois, détruit les armées

de deux grands empires et réduit l'Autriche au désespoir. Pour généraux, ils avaient tous ces guerriers d'élite dont la vie, depuis quinze ans, n'était qu'une suite d'immortelles actions ; et pour chef suprême, le grand capitaine, qui faisait revivre à la fois César et Frédéric.

L'armée française était divisée en trois colonnes : celle de droite, composée des corps de Soult et de Ney, dut s'avancer de Bareuth sur Hoff et Plauen ; le centre, où se trouvaient Davoust, Bernadotte, Murat et la garde impériale, prit sa direction par Kronach et Lobenstein sur Saalbourg ; Lannes et Augereau, qui commandaient la gauche, débouchèrent de Cobourg sur Grafenthal et Saalfield. La petite ville de Gera, sur la route de Bamberg à Leipsick, fut désignée comme le point de réunion de tous les corps.

Le duc de Brunswick se disposait à descendre des montagnes de la Thuringe dans la vallée du Mein lorsqu'il apprit que l'armée française se précipitait comme un torrent dans la vallée de la Saale. Au lieu de se replier en toute hâte sur l'Elbe et de s'assurer des ponts de Naumbourg et de Dornbourg, il concentra toutes ses forces autour de Weimar, comme s'il était décidé à nous y attendre : chacune de ses résolutions était une faute irréparable.

Le 8 octobre, Soult marcha sur la place de Hoff, dont il s'empara sans coup férir. Le général Tauenzien, trop faible pour la lui disputer, n'eut que le temps de se retirer en toute hâte sur Schleitz. Le 9, Bernadotte (colonne du centre) força le défilé de Saal-

bourg, atteignit à Schleitz le corps de Tauenzien, qui venait d'y arriver, le mit en déroute et continua sa marche sur Gera. Le 10, notre aile gauche remporta à Saalfield un succès plus grand encore. Le prince Louis, qui commandait l'avant-garde du prince de Hohenlohe, ignorant l'échec du général Tauenzien, s'obstina à défendre Saalfield. Lannes l'attaqua impétueusement, lui tua mille hommes, lui prit trente canons, et culbuta ses colonnes en désordre sur Rudolstadt. Le prince Louis fut une des victimes de cette journée. A la vue de ses soldats en déroute, il se précipita au milieu d'eux et tenta vainement de les rallier. Le maréchal des logis Guindet le reconnut, fondit sur lui l'épée à la main, en lui criant : « Rendez-vous, prince, » ou vous êtes mort. » Au lieu de se rendre, le prince se précipita sur son adversaire, qui, en danger lui-même, lui porta dans la poitrine un coup mortel. Le prince Louis, par ses dehors brillants et plus encore par sa fougue indomptée, avait pris dans les derniers temps sur les esprits un extrême ascendant : il était devenu l'idole de la cour et de l'armée. Sa mort remplit tous les camps de consternation. A l'ivresse présomptueuse des jours précédents succéda tout-à-coup un profond et universel découragement.

Pendant que la crainte et l'irrésolution enchaînaient l'ennemi dans son camp de Weimar, l'armée française opérait son mouvement sur la rive droite de la Saale. La route de Weimar à Berlin, qui était la grande ligne de retraite de l'armée royale, traverse la Saale au pont de Kœsen et passe par Naumbourg. L'impor-

tant était de nous emparer de ce pont avant l'arrivée des Prussiens. Le 12 octobre, l'empereur transporta son quartier-général à Gera, et, sans perdre un moment, il poussa Davoust et Murat avec la cavalerie légère sur Naumbourg et Bernadotte sur Dornbourg. Davoust et Murat atteignirent Naumbourg, le 13, avant les Prussiens, et s'emparèrent de magasins considérables qui y étaient rassemblés. De son côté, l'empereur, par un large mouvement de conversion sur sa gauche, se rabattit avec le reste de l'armée de Gera sur Iéna, où il espérait surprendre et envelopper toute l'armée prussienne. Tandis qu'il l'attaquerait de front, Davoust (troisième corps) fermerait au pont de Kœsen toute voie de retraite à l'ennemi sur Berlin, et Bernadotte (premier corps) se porterait de Dornbourg sur Apolda, point intermédiaire entre Iéna et le pont de Kœsen, afin de prendre à revers l'armée royale et de consommer sa destruction. Toutefois Napoléon avait prévu le cas où la situation militaire commanderait à ses deux maréchaux d'opérer de concert, et il les avait autorisés à marcher ensemble. Malheureusement, Davoust seul reçut cette autorisation. Bernadotte ne fut point instruit officiellement des intentions de l'empereur, et cette omission faillit, comme nous le verrons, compromettre le salut du troisième corps.

C'est à Gera, le 12 octobre, que l'empereur répondit à la lettre du roi. « Sire, lui dit-il, Votre Majesté m'a » donné rendez-vous le 8 : en bon chevalier, je lui ai » tenu parole; je suis au milieu de la Saxe. Qu'Elle

» m'en croie, j'ai des forces telles que toutes ses forces » ne peuvent balancer longtemps la victoire. Mais » pourquoi répandre tant de sang? dans quel but? Si » Votre Majesté m'eût demandé des choses possibles » par sa note, je les lui eusse accordées. Elle a de- » mandé mon déshonneur ; Elle devait être certaine » de ma réponse. La guerre est donc faite entre nous, » l'alliance rompue pour jamais. Mais pourquoi faire » égorger nos sujets ? Je ne prise pas une victoire qui » sera achetée par la vie d'un bon nombre de mes en- » fants. Si j'étais à mon début dans la carrière mili- » taire et si je pouvais craindre les hasards des com- » bats, ce langage serait tout-à-fait déplacé. Sire, » Votre Majesté sera vaincue : Elle aura compromis le » repos de ses jours, l'existence de ses sujets, sans » l'ombre d'un prétexte. Elle est aujourd'hui intacte » et peut traiter avec moi d'une manière conforme à » son rang : Elle traitera avant un mois dans une si- » tuation différente.

» Sire, je n'ai rien à gagner contre Votre Majesté. » Je ne veux rien et n'ai rien voulu d'Elle. La guerre » actuelle est une guerre impolitique: ce n'est pas » une grande nouvelle d'apprendre que la France est » du triple plus populeuse et qu'elle est aussi brave et » aguerrie que les États de Votre Majesté.

» Si Votre Majesté ne retrouve plus en moi un allié, » Elle retrouvera en moi un homme désireux de ne » faire que des guerres indispensables à la politique » de mes peuples, et de ne pas répandre le sang dans » une lutte avec des souverains qui n'ont avec moi

» aucune opposition d'industrie, de commerce et de » politique.

» Je prie Votre Majesté de ne voir dans cette lettre » que le désir que j'ai d'épargner le sang des hommes » et d'éviter à une nation qui, géographiquement, ne » saurait être l'ennemie de la mienne, l'amer re- » pentir d'avoir trop écouté des sentiments éphémères » qui s'excitent et se calment avec tant de facilité chez » les peuples. »

Cette lettre renfermait des vérités dures, et l'art n'avait rien fait pour adoucir, dans la forme, la rudesse du fond. Le lieu, le jour où elle a été écrite, la position respective des deux armées, tout porte à croire qu'elle était moins un acte sérieux de conciliation qu'une ruse de guerre; que l'empereur avait voulu intimider Frédéric-Guillaume, jeter de l'hésitation dans ses manœuvres et donner au premier et au troisième corps le temps d'accomplir leurs mouvements sur les derrières de l'armée prussienne.

Napoléon chargea un de ses officiers d'ordonnance, M. de Montesquiou, de se rendre en parlementaire au quartier-général du roi et de lui remettre sa lettre. Mais cet officier fut arrêté dans la nuit du 13 octobre par les avant-postes de l'ennemi, pris pour un espion, et retenu prisonnier. La lettre de l'empereur fut envoyée directement au roi par le prince de Hohenlohe, et Frédéric-Guillaume ne la reçut que dans la journée du 14, sur le champ de bataille même d'Auerstedt et au plus fort de la mêlée.

Cependant l'anarchie était au comble dans le

camp des Prussiens. Après l'échec de Saalfield, le prince de Hohenlohe et la plupart des généraux furent d'avis qu'il fallait, sans perdre une heure, lever le camp de Weimar, repasser la Saale et se retirer derrière la ligne de l'Elbe. Mais le duc de Brunswick hésita avant de prendre ce parti : il mit trois jours à se décider. Pendant ce temps, Davoust et Murat gagnèrent Naumbourg, et l'armée prussienne se trouva coupée des places de l'Elbe et des Russes, tournée sur sa gauche, et dans la même position que Mélas à Marengo et Mack à Ulm. Quand le généralissime apprit qu'une partie de nos forces marchaient sur Leipsick, il sentit la faute qu'il avait faite; il voulut la réparer, il n'était plus temps. Il fut décidé que l'armée se partagerait en deux grandes masses, que le roi et le duc de Brunswick se porteraient avec 65,000 hommes, l'élite de leurs troupes, sur Freybourg, par Auerstedt et Naumbourg, et que le prince de Hohenlohe, soutenu par les Saxons du duc de Weimar et le corps du général Ruchel, resterait à Iéna afin de couvrir ce mouvement de retraite. La manœuvre des Prussiens resta ignorée de l'empereur jusqu'à la fin de la journée du 14, en sorte que, de part et d'autre, on fut dans une complète ignorance de la position et des vues de son adversaire. L'empereur croyait surprendre à Iéna toute l'armée prussienne, et il n'allait avoir à combattre qu'une de ses ailes. De son côté, le prince de Hohenlohe était persuadé que le mouvement sur Iéna était une fausse démonstration calculée pour masquer la direction de la grande armée sur Leipsick, quand

c'était l'empereur en personne, à la tête du gros de ses forces, qui s'avançait sur lui. Enfin, le roi et le duc de Brunswick se précipitaient sur Naumbourg où ils craignaient de se trouver aux prises avec toute l'armée française, et ils ne devaient y rencontrer que le troisième corps commandé par le maréchal Davoust.

Le 13 octobre, nos colonnes débouchèrent sur Iéna, battirent le corps d'avant-garde du général Tauenzien, et le rejetèrent au-delà de la ville, dans les défilés de Closwitz et de Cospoda. L'attaque fut si impétueuse que les Prussiens ne purent se maintenir sur le Landgrafenberg qui domine tout le plateau situé entre l'Ilm et la Saale. Lannes gravit audacieusement les rampes escarpées de la montagne et s'en empara. Maîtres de ce point culminant, nous avions le double avantage d'embrasser l'ensemble des mouvements de l'ennemi et de lui cacher les nôtres. L'empereur employa toute la nuit du 13 au 14 à s'y établir fortement et à presser la marche de ses corps. Les divisions de Soult débouchèrent sur sa droite, celles d'Augereau sur sa gauche: Ney s'avança derrière Augereau.

Les forces du prince de Hohenlohe, sans y comprendre le corps de Ruchel, s'élevaient environ à 55,000 hommes. Napoléon en avait 80,000. Le 14 au matin, il faisait un brouillard si épais, et les deux armées étaient si proches l'une de l'autre, que leurs avant-postes se touchaient en quelque sorte. Les troupes du général Tauenzien occupaient les défilés de Closwitz et de Cospoda, en face du Landgrafenberg,

et nos troupes, resserrées dans un étroit espace, ne pouvaient se mouvoir. Il leur fallait d'abord conquérir un champ de bataille.

A huit heures, Napoléon monta à cheval, et, parcourant au galop ses lignes d'infanterie, il leur adressa ces simples et magiques paroles : « Soldats ! » cette armée prussienne si fière est tournée comme » celle de Mack à Ulm : Elle ne combat plus que pour » s'ouvrir un passage. Le corps qui la laisserait passer » se déshonorerait. » L'armée lui répondit par ce cri d'enthousiasme : en avant, vive l'empereur ! Lannes, Soult et Ney se précipitèrent aussitôt sur les troupes de Tauenzien et les dépostèrent successivement des villages de Closwitz, de Lutzerode et de Cospoda.

Le prince de Hohenlohe était tranquille dans son camp, à Capellendorf, quand on vint lui apprendre que des masses profondes débouchaient d'Iéna et que le corps de Tauenzien pliait sur tous les points. Aussitôt, il expédie au général Ruchel l'ordre d'accourir de Weimar, et lui, à la tête de ses colonnes, s'avance à la rencontre des Français. Bientôt, les deux armées sont aux prises. A mesure que le champ de bataille s'agrandit, celles de nos divisions qui sont restées en arrière du Landgrafenberg débouchent et se déploient.

La lutte ne pouvait se prolonger longtemps. Assaillie par quatre-vingt mille hommes qui combattent avec furie sous les yeux de leur empereur, la ligne prussienne ne peut soutenir un tel choc : sur tous les points elle plie et se rompt. Sa gauche, enfoncée et

débordée par Soult, est presque anéantie; Lannes et Ney foudroient son centre à Vierzehnheiligen; enfin Augereau met sa droite en déroute au village d'Isersredt. L'armée prussienne tout entière fuit sur Weimar, quand le général Ruchel paraît avec ses 20,000 hommes, rallie les fuyards et les ramène au combat: la lutte recommence. Mais Napoléon ne laisse pas aux Prussiens le temps de recomposer leurs lignes brisées. Soult, Augereau et Murat fondent sur les troupes de Ruchel, les entament sur leur front et sur leurs flancs, les enveloppent, et, après une heure de combat, les mettent en déroute complète. Ruchel, atteint d'un coup de feu, est entraîné loin du champ de bataille. L'armée vaincue se retire dans un désordre extrême derrière l'Ilm, au-delà de Weimar.

Le jour même où l'empereur battait à Iéna le prince de Hohenlohe, Davoust s'immortalisait à Auerstedt, en détruisant avec 33,000 hommes l'armée royale qui en comptait 65,000. Partie de Weimar, le 13 au matin, elle était arrivée le soir du même jour au village d'Auerstedt. Elle se portait sur l'Elbe, non par la grande route de Weimar que les Français occupaient déjà, mais par celle de Freybourg qui se bifurque sur la première, au village d'Eckartsberg, à une petite distance du pont de Kœsen. Davoust était maître de ce pont et de Naumbourg; mais il y était seul. Murat avait rejoint l'empereur à Iéna; et Bernadotte s'était porté sur Apolda. Davoust avait tout fait pour le retenir; il lui avait montré les instructions qui l'au-

torisaient à marcher et agir de concert avec le premier corps. S'adressant à sa vanité, il lui avait généreusement offert le commandement des deux corps d'armée qui, réunis, eussent composé un effectif de plus de 60,000 hommes. Mais Bernadotte avait refusé obstinément, alléguant l'ordre précis qu'il avait reçu de marcher de Dornbourg sur Apolda. En se séparant du troisième corps, il le plaça dans un péril immense, et condamna ses propres troupes à l'inaction dans ce grand jour où l'armée française se couvrit deux fois d'une gloire incomparable.

Le 14, de très grand matin, les troupes de Davoust et celles du roi s'ébranlèrent en même temps; celles du maréchal, pour déboucher du pont de Kœsen et s'emparer de la route de Freybourg; les secondes, pour gagner l'Elbe par cette même route. La division Schmettau eut mission d'occuper le plateau d'Hassenhausen qui domine le ravin de Kœsen, de contenir les colonnes de Davoust, et de couvrir le flanc droit de l'armée royale en marche sur Freybourg. Cette armée était plus forte du double que celle des Français. Toutes les troupes d'élite de la Prusse, les gardes en faisaient partie. La cavalerie était superbe : elle ne comptait pas moins de 12,000 chevaux. Autour du roi étaient groupés toutes les illustrations militaires du royaume et les princes de sa maison; le généralissime duc de Brunswick, le vieux Mollendorff, Blücher, Schmettau, Kalkreuth, le prince d'Orange, les princes Henry et Guillaume de Prusse. Tous allaient combattre sous les yeux de

leur souverain, avec la conviction qu'à l'issue de cette grande bataille étaient attachés l'honneur et l'existence de la monarchie.

Au moment où la division Schmettau, soutenue par la cavalerie de Blücher, débouchait sur le plateau d'Hassenhausen, la division Gudin qui ouvrait la marche du troisième corps y montait du côté opposé, et aussitôt la lutte s'engagea, sanglante et terrible. Schmettau, Blücher et Wartensleben assaillirent avec furie la division française et firent de vains efforts pour la culbuter dans le ravin de Kœsen. Bientôt, la division Friant vint au secours de celle de Gudin et, prenant la droite, repoussa et mit en fuite la cavalerie de Blücher. Alors le roi fit entrer en ligne ses masses d'infanterie. Ce mouvement, qui aurait dû être décisif, se fit avec la régularité et la froideur d'une manœuvre de parade. Nos colonnes au contraire déployèrent un élan incomparable et firent reculer les Prussiens. La division Wartensleben fléchit la première. Le duc de Brunswick veut la ramener sur le village d'Hassenhausen : une balle l'atteint au-dessus des yeux et lui fracture le crâne. Wartensleben et Schmettau tombent frappés à leur tour. Le prince d'Orange accourt à la tête de sa division, raffermit un moment la ligne ébranlée des Prussiens ; mais lui-même est atteint d'un coup de feu et entraîné loin du champ de bataille. De son côté, Davoust, assailli par toute l'armée ennemie, est menacé d'être culbuté dans le ravin. En ce péril extrême, il déploie une fermeté sublime. La tête nue, l'épée à la main, il soutient

le courage de ses soldats. Cependant, un effort de plus de la part de l'ennemi, et tous vont succomber, quand la division Morand paraît à son tour et vient dégager la gauche de Gudin qui déjà est presque tournée. Dans ce moment, le prince Guillaume se précipite à la tête de la cavalerie du centre sur les bataillons disposés en échiquier du général Morand; mais ses escadrons, comme ceux de Blücher, viennent se briser contre une muraille d'acier. Le prince subit le même sort que la plupart des généraux prussiens : une balle vient le frapper et l'oblige à quitter l'arène sanglante où se décide le sort de sa maison. Ses escadrons, privés de leur chef et cruellement décimés, lâchent pied et s'enfuient sur Newsalsa et Auerstedt.

Après le malheur arrivé au duc de Brunswick, le maréchal de Mollendorff avait pris le commandement de l'armée. La fortune, si cruelle en ce jour pour la monarchie, n'épargna point les cheveux blancs du vieillard : lui aussi reçut une blessure mortelle. C'est alors que le roi au désespoir fit avancer ses réserves : il se mit à leur tête et fondit intrépidement sur la division Morand : derniers et impuissants efforts ! les soldats héroïques de Davoust restèrent inébranlables sous le choc impétueux des gardes.

Pendant que Morand tenait en échec la droite des Prussiens, Gudin et Friant débordaient leur gauche et menaçaient Eckartsberg qui était le point décisif. Davoust brûlait de s'en emparer. L'armée royale avait perdu la plupart de ses généraux et une grande partie de son artillerie : elle était plongée dans la stupeur, et

avait cessé de nous opposer une contenance ferme. Davoust saisit ce moment pour lancer Gudin et Friant sur Eckartsberg. La division Schmettau, à moitié détruite, fut incapable de leur résister : elle recula, et toute la ligne se rompit. Alors le général Petit gravit avec 400 hommes les hauteurs d'Eckartsberg, en déposta les Prussiens et leur prit trente-deux pièces de canon. Ce hardi mouvement porta le dernier coup à l'armée royale. Elle n'était pas seulement vaincue ; mais, refoulée sur Auerstedt et Apolda par Davoust, menacée par Napoléon et par Bernadotte qui s'avançaient, l'un d'Iéna, l'autre de Dornbourg, coupée de ses magasins et des places de l'Elbe, il ne lui restait plus une seule chance de salut.

Dans l'ignorance des infortunes arrivées au prince de Hohenlohe et au général Ruchel, Frédéric-Guillaume avait ordonné la retraite sur Weimar, espérant se rallier à ces deux généraux. Ses colonnes fuyaient dans cette direction quand elles vinrent se heurter près d'Apolda contre l'avant-garde de Bernadotte. Là, elles apprirent à la fois, et le désastre d'Iéna, et l'occupation de Weimar par les Français, et l'approche du premier corps. La terreur s'empare alors de ces malheureuses troupes : tout fuit, tout se disperse. La nuit, nuit funèbre, vient mettre le comble au désordre. La panique gagne les équipages du train ; ils coupent les traits des chevaux et abandonnent tout, les caissons, les fourgons et les canons. Les fuyards d'Iéna viennent se croiser à Bultelstedt avec ceux d'Auerstedt. Dans ce pêle-mêle effroyable

de soldats débandés et mourant de faim, de bagages et de fourgons qui se heurtent en tous sens, ou qui jonchent la route de leurs débris, toute discipline est rompue. L'instinct de la conservation étouffe dans le cœur des plus fermes le sentiment de la discipline et du devoir : les colonnes, privées de leurs chefs presque tous tués ou blessés, errent à l'aventure. On ne songe plus qu'à se soustraire aux horreurs de la faim ou au fer de l'ennemi. Les plus faibles jettent leurs armes, se répandent dans les campagnes et se cachent dans les villages : d'autres veulent s'ouvrir une issue du côté de la Saale et vont tomber au milieu des bivouacs du premier corps. Les mieux inspirés se retirent sur Sommerda. C'était la direction qu'avait prise le roi. Ce malheureux prince arriva le 16 octobre à Sondershausen, escorté par un régiment des gardes et un bataillon de grenadiers. Il n'y séjourna que deux heures, remit le commandement suprême de l'armée au prince de Hohenlohe, et, après avoir désigné Magdebourg comme le point de ralliement des troupes, il partit en toute hâte pour ses provinces du nord, afin d'y lever de nouvelles forces et de hâter la marche des Russes.

Dans cette journée si glorieuse pour nos armes, si désastreuse pour la Prusse, l'armée royale perdit 32,000 hommes, tués ou blessés, la plupart de ses généraux, vingt-cinq mille prisonniers, soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, d'immenses approvisionnements et presque tous les équipages. Ceux qui s'étaient soustraits à la mort, aux mains

du vainqueur ou à la désertion, étaient dans la démoralisation la plus affreuse. Il y avait encore des détachements épars et intacts, des soldats égarés qui, rendus à la voix du devoir, s'efforçaient de rejoindre leurs corps; mais une armée compacte, régulière, organisée, il n'y en avait plus : elle était brisée, mise en pièces, anéantie. La monarchie prussienne était à la discrétion absolue de Napoléon.

Frédéric-Guillaume avait reçu au milieu de la bataille d'Auerstedt la lettre de l'empereur datée de Gera. Avant son désastre, elle eût certainement blessé sa fierté. Mais les jours d'orgueil étaient passés pour ce prince infortuné; il n'y avait plus de place dans son cœur que pour l'humilité et la résignation. Arrivé à Sommerda, il envoya en toute hâte à l'empereur le comte de Denhof pour lui dire « qu'il avait reçu sa lettre » au milieu même de la bataille d'Auerstedt, qu'il lui » avait donc été impossible de prendre en considération les sentiments pacifiques qu'elle renfermait. » Il déplorait amèrement l'erreur qui avait empêché » M. de Montesquiou d'accomplir jusqu'au bout sa » mission. Peut-être eût-elle prévenu une déplorable » effusion de sang! La fortune avait prononcé : il » proposait à l'empereur de régler de suite avec lui » les bases d'un armistice. » Napoléon répondit « que » le moment n'était pas venu de négocier une suspension d'armes, que la campagne venait à peine de » s'ouvrir, et qu'avant de traiter il devait recueillir » les fruits de sa victoire. »

Il divisa son armée en deux parties. Murat, Soult

et Ney furent lancés sur les traces des colonnes ennemies qui se retiraient sous le canon de Magdebourg; puis, avec les corps de Davoust, de Bernadotte, de Lannes et la garde, il se porta en toute hâte sur l'Elbe et sur Berlin.

Le 15 au matin, Murat et Ney arrivèrent sous les murs d'Erfurth et l'investirent. Le duc de Brunswick y avait réuni des magasins considérables et son grand parc d'artillerie; mais, par une inconcevable incurie, il avait négligé de la fortifier. Elle était alors encombrée de fuyards, de soldats et de généraux blessés. Parmi ces derniers étaient le prince d'Orange, Grawert, Zweiffel et le feld-maréchal Mollendorf qui s'y mourait. Le gouverneur terrifié n'essaya même pas de se défendre : le 16, il nous livra la place, 14,000 prisonniers, 120 pièces de canon et des approvisionnements considérables.

Conformément aux ordres du roi, Blücher et Kalkreuth s'efforçaient de gagner avec les débris de l'armée royale la place de Magdebourg. Le premier s'avançait de Colleda sur Weissensee avec six mille chevaux quand il trouva cette ville déjà occupée par les dragons de Klein. Dans l'état de dislocation où était sa troupe, il n'osa engager le combat, et, usant d'un stratagème que les lois de la guerre ne sauraient excuser, il osa affirmer sur l'honneur que Napoléon avait accepté l'armistice proposé par le roi. Klein eut la simplicité de le croire et le laissa passer. Kalkreuth, atteint à Greussen par le maréchal Soult, voulut aussi se tirer d'embarras par un mensonge,

sans toutefois, comme Blücher, engager sa parole. Mais Soult, plus avisé que Klein, feignit d'abord d'ajouter foi aux déclarations du général ennemi, et attendit que toutes ses troupes l'eussent rejoint; puis quand il eut son corps réuni tout entier sous sa main, il rompit les conférences, se précipita sur les colonnes de Kalkreuth et les poursuivit sans relâche jusque sous les murs de Magdebourg, où elles arrivèrent haletantes et dans un désordre inexprimable. Elles opérèrent leur jonction avec les troupes du prince de Hohenlohe, qui déjà s'étaient réfugiées dans la place.

L'un des premiers soins de l'empereur, après la journée d'Iéna, fut de rompre l'alliance forcée qui attachait la Saxe à la Prusse. La victoire avait fait tomber entre ses mains six mille prisonniers saxons, et parmi eux, un grand nombre d'officiers. Arrivé à Weimar, il réunit ces derniers en cercle autour de lui et il leur dit « qu'il n'avait pris les armes que pour » assurer l'indépendance de la Saxe et empêcher » qu'elle ne fût incorporée à la Prusse; » puis il ajouta : « Mon intention est de vous renvoyer tous » chez vous, si vous me donnez votre parole de ne ja- » mais servir contre la France. » Tous prêtèrent le serment exigé d'eux, et six mille hommes furent ainsi rendus à leur patrie. L'électeur se montra touché du procédé de Napoléon. Le 23 octobre, il annonça qu'il séparait ses armes de celles de la Prusse et qu'il embrassait la neutralité.

Dans leur détresse, les Prussiens n'avaient pas le

choix des partis à prendre. Ils ne pouvaient plus espérer de sauver Berlin. Il ne leur restait plus qu'à rallier leurs corps battus et dispersés, à fuir au plus vite vers l'Oder, et à aller se réunir aux Russes. Mais des deux routes qui mènent de Magdebourg, où s'étaient réfugiés les débris de l'armée royale, à Stettin, nous tenions la plus courte, celle qui passe par Berlin. Les Prussiens étaient forcés de faire un long circuit en passant par Rathnau, Zehdenick et Prenzlow: c'était la route du Nord. Nous étions donc en mesure d'arriver sur le Bas-Oder avant eux et de les anéantir. Le lendemain de sa victoire, Napoléon avait dirigé Bernadotte sur Hall, Davoust sur Wittemberg, Lannes sur Dessau. De son côté, Murat, après avoir porté l'épouvante avec sa redoutable cavalerie dans les rangs des fuyards d'Iéna, était accouru à toute bride et s'était élancé sur la route de Berlin à Stettin, afin de déborder l'armée royale et de la couper de l'Oder. Toutefois, une chance de salut restait peut-être encore aux troupes de Hohenlohe. Le prince Eugène de Wurtemberg occupait la place de Hall sur la Saale avec une réserve de 16,000 hommes. La destination primitive de ce corps avait été de rallier l'armée en cas de revers. Mais les débris de cette armée ayant été rejetés violemment sur Magdebourg, le prince de Wurtemberg ne devait plus avoir qu'une pensée, c'était de ralentir par d'habiles manœuvres la marche de nos colonnes, de couper les ponts de la Saale, de l'Elbe, de donner ainsi au prince de Hohenlohe le temps de nous prévenir sur le Bas-

Oder, et d'aller ensuite se réunir lui-même à l'armée royale. Mais, ignorant sans doute le véritable état des choses, le prince de Wurtemberg perdit un temps précieux. Il avait été informé que deux bataillons étaient partis de Magdebourg pour venir le rejoindre par la rive gauche de la Saale. Il se préoccupa plus de leur sort que de celui de l'armée. De peur de les compromettre, il n'osa brûler les ponts de Hall; et, lorsque le premier corps se présenta pour les occuper (17 octobre), le prince eut la témérité d'engager avec Bernadotte une lutte inégale. Les troupes de ce maréchal avaient à racheter les fautes de leur chef. Seules, dans la grande journée du 14, elles n'avaient pris aucune part aux périls et aux triomphes de l'armée. Impatientes de mettre leur gloire de pair avec celle des autres corps, elles se précipitèrent avec furie sur les canons qui défendaient les ponts de Hall, chassèrent les Prussiens de la ville, les poursuivirent sur les hauteurs qui la dominent, et les rejetèrent en désordre sur Dessau et Magdebourg, après leur avoir tué ou blessé 2,500 hommes, pris 22 canons, et fait 5,000 prisonniers. Les deux bataillons qui arrivaient de Magdebourg furent entourés à Krollwitz par les troupes de Drouet et de Tilly et mirent bas les armes.

De leur côté, Davoust et Lannes se portèrent, le premier sur Wittemberg où il arriva le 23 octobre, à temps pour empêcher la destruction du pont, le second sur Dessau où il se mit en communication avec le troisième corps. Ainsi, moins de dix jours après la bataille d'Iéna, nous étions maîtres de tous les pas-

sages de la Saale et de l'Elbe et à deux marches seulement de Berlin. Magdebourg, qui est le boulevard occidental de la monarchie, n'était plus qu'un point isolé et sans importance depuis que la ligne de l'Elbe dont elle forme la tête était forcée.

Parti de Naumbourg le 18 octobre, l'empereur traversa la plaine de Rosbach où il fit abattre cette colonne, monument élevé par Frédéric à la honte du prince de Soubise, et prit possession, le 24 octobre, de la ville et du château de Potsdam. Tout, dans cette résidence royale, était plein encore des souvenirs de Frédéric II. Napoléon parcourut ces lieux embellis et illustrés pendant quarante ans par le héros du XVIII[e] siècle. Il alla saluer la tombe qui renferme sa précieuse dépouille. Que d'orgueil et de tristesse durent tour à tour exalter et assombrir son âme en présence de cette ombre auguste ! Un jour lui avait suffi pour abattre une monarchie qui avait lutté pendant sept années contre la moitié de l'Europe : il en était le maître aujourd'hui. Sa puissance et sa gloire laissaient bien loin derrière elles celles du grand roi. Mais qu'est-ce que la gloire, qu'est-ce que la force, sans la sanction du temps? Il avait construit un édifice immense. Durerait-il seulement ce qu'avait duré l'œuvre de Frédéric ? Emporté par les événements non moins que par l'élan de sa pensée dans une sphère de grandeur indéfinie, où s'arrêterait cette course brillante dont chaque pas était marqué par quelque nouveau prodige de force et de génie ? Quel sort lui était-il réservé à lui-même ? Après avoir

touché aux limites suprêmes de la puissance humaine, n'était-il pas destiné à étonner le monde à son tour par l'éclat et la rapidité de sa chute?

Rien n'avait été changé dans l'ameublement du palais de Potsdam. Nos succès et notre marche avaient été si rapides, la stupeur et le trouble si profonds dans l'âme de nos ennemis, qu'ils n'avaient pas même soustrait à la main du vainqueur les insignes de Frédéric. Son cordon de l'Aigle-Noir, sa ceinture de général, son hausse-col, son épée, tout était à la même place, le 24 octobre 1806, que le lendemain de sa mort. L'empereur s'en saisit et dit : « J'en fais présent à l'hôtel des Invalides de Paris. Les vieux » soldats de la guerre du Hanovre accueilleront avec » un respect religieux tout ce qui appartient à l'un » des premiers capitaines dont l'histoire conservera » le souvenir. »

Les droits de la victoire ne sauraient s'étendre jusqu'à la tombe. Ces insignes faisaient pour ainsi dire partie du domaine de la mort : ils appartenaient aux cendres du héros prussien. Il y aurait eu plus de véritable grandeur à n'y point toucher.

De Potsdam, l'empereur s'avança sur Berlin. En tête de l'armée, marchait le troisième corps: cet honneur était bien dû aux vainqueurs d'Auerstedt. A force de génie, Napoléon avait désarmé jusqu'à la haine des vaincus. Son entrée dans la capitale de la Prusse fut presque une ovation, tant le peuple, avide de contempler ses traits, parut en sa présence saisi d'une sorte d'admiration. Il put alors se

convaincre combien il lui eût été facile de révolutionner la Prusse et de s'attacher les classes moyennes et le peuple, en les émancipant. Ce qu'il pouvait faire, un autre l'exécutera : ce véhicule auquel sa main n'ose toucher, Stein apprendra bientôt aux rois le secret de s'en servir, et il deviendra l'arme avec laquelle, plus tard, ils vengeront quinze années d'affronts et de désastres et briseront le colosse.

Lorsque l'empereur eut monté les degrés du vieux palais, une députation du corps municipal se présenta pour lui faire hommage et soumission. En tête de la députation marchait le gouverneur civil de Berlin, le prince d'Hazfeldt. Humble et soumis dans ses proclamations aux habitants, il entretenait avec le roi une correspondance secrète, et abusait du caractère tout civil de ses fonctions pour lui transmettre des informations complètes et précises sur la force et la direction de nos corps. Une de ses lettres était tombée entre les mains de l'empereur. A la vue du prince, les traits de Napoléon se contractèrent, et il lui dit avec un geste plein de colère : « Ne vous présentez pas » devant moi ; je n'ai pas besoin de vos services; re- » tirez-vous dans vos terres. » Ce n'était point dans ses terres, mais à la mort qu'il envoyait ce malheureux prince. Il voulait, par un exemple terrible, décourager toute tentative de soulèvement. Le prince d'Hazfeldt avait été livré à une commission militaire, et le jugement devait être exécuté le jour même, avant six heures du soir. La princesse d'Hazfeldt apprend le danger qui menace la tête de son mari. Conseillée et

guidée par Duroc, elle court se jeter aux genoux de l'empereur, qu'elle inonde de ses larmes, et, d'une voix déchirante, elle implore sa clémence. Napoléon se laissa toucher : il releva la princesse avec bonté et lui montra la lettre du prince. Elle répondit en sanglotant : « Oh ! c'est bien là son écriture. » « Lorsqu'elle lisait, » écrivait l'empereur à l'impératrice Joséphine, « son accent allait à l'âme; elle me fit peine. « Je lui dis : Eh bien ! madame, jetez cette lettre au » feu; je ne serai plus assez puissant pour faire con- » damner votre mari. Elle brûla la lettre et me parut » bien heureuse. Son mari est depuis fort tranquille; » deux heures plus tard, il était perdu. »

L'adulation, qui altère tout ce qu'elle touche, a transformé en acte de haute clémence ce qui n'était qu'un simple mouvement d'équité. Le prince d'Hazfeldt était coupable aux yeux du vainqueur : il ne l'était ni aux yeux de son souverain ni au tribunal de la conscience humaine. Si Napoléon l'avait fait mourir, il eût usé sans doute des droits de la guerre, mais il eût soulevé contre lui toutes les âmes généreuses, et le sang du prince d'Hazfeldt, comme celui de l'infortuné Palm, de Nuremberg, aurait fait tache sur sa glorieuse mémoire.

C'est avec un sentiment de sombre douleur, pour obéir à une nécessité inflexible, que Napoléon a dirigé ses armes contre la Prusse. Il l'a vaincue, terrassée : mais sa victoire est sans joie, sans ivresse : au lieu de le calmer, elle l'enflamme, elle l'irrite contre les instigateurs de cette guerre fatale. C'est que ce n'est point

un véritable ennemi, mais un allié naturel qu'il vient de renverser. Un secret pressentiment l'avertit qu'en frappant cette monarchie, il s'est frappé lui-même. Aussi sa vengeance déborde; elle ne s'arrête point même devant une tête auguste que son sexe et son rang auraient dû garantir. Déjà, dans un premier bulletin, on lisait ces paroles amères : « La reine de Prusse » est à l'armée, habillée en amazone, portant l'uni- » forme de son régiment de dragons, écrivant vingt » lettres par jour, pour exciter de toutes parts l'incen- » die : il semble voir Armide mettre, dans son égare- » ment, le feu à son propre palais. » Après la journée d'Iéna, l'empereur, d'une main impitoyable, enfonce plus avant encore les traits de sa haine. « La reine, » dit le huitième bulletin, « a été plusieurs fois en vue de » nos postes. Elle est dans des transes continuelles. » La veille, elle avait passé son régiment en revue : elle » excitait sans cesse le roi et les généraux; elle vou- » lait du sang : le sang le plus précieux a coulé. »

Napoléon ne traite pas avec moins de dureté l'essaim des courtisans dont les funestes conseils ont conduit la Prusse à sa perte. Un jour, dans une solennelle audience, il dit avec une colère calculée : « Je » rendrai cette noblesse de cour si petite qu'elle sera » obligée de mendier son pain. »

Il fit à Berlin ce qu'il n'avait osé faire à Vienne; il brisa le lien de fidélité qui attachait tous les fonctionnaires de la Prusse à leur souverain légitime, et leur imposa l'obligation de lui prêter à lui-même serment d'obéissance.

Du champ de bataille d'Auerstedt le duc de Brunswick s'était fait transporter d'abord à Colleda, puis à Blackenbourg, où il avait commencé à prendre un peu de repos. Mais, bientôt, l'approche de nos colonnes l'avait forcé de se remettre en route, malgré ses vives souffrances, et il avait gagné, non sans peine, le 20 octobre, la ville de Brunswick. Dans sa détresse, il écrivit à l'empereur pour lui recommander son duché, et il chargea son maréchal du palais de lui porter cette lettre. « Dites aux habitants » de Brunswick, » répondit l'empereur à l'envoyé du prince, » qu'ils trouveront dans les Français des enne- » mis généreux. Dites au *général Brunswick* qu'il sera » traité avec tous les égards dus à un officier prussien, » mais que, dans un officier prussien, je ne puis re- » connaître un souverain. S'il arrive que la maison » de Brunswick perde la souveraineté de ses ancêtres, » elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur de deux » guerres, qui, dans l'une, voulut saper jusqu'en ses » fondements la grande capitale, qui, dans l'autre, » prétendit déshonorer deux cent mille braves qu'on » parviendrait peut-être à vaincre, mais qu'on ne » surprendra jamais hors du chemin de l'honneur et » de la gloire. Beaucoup de sang a été versé en peu » de jours : de grands désastres pèsent sur la monar- » chie prussienne. Qu'il est digne de blâme cet homme » qui pouvait les prévenir, si, comme Nestor, élevant » la parole au milieu des conseils, il avait dit : Jeu- » nesse inconsidérée, taisez-vous ; femmes, retournez » à vos fuseaux ; et vous, sire, croyez-en le compa-

» gnon du plus illustre de nos prédécesseurs, puis-
» que l'empereur Napoléon ne veut pas la guerre, ne
» le placez pas entre la gloire et le déshonneur! »

Ces reproches n'étaient que trop fondés : mais adressés à un vieillard mourant, ils étaient bien durs. Il y avait à peine cinq jours que le duc était de retour dans son palais, quand la crainte de tomber entre nos mains l'obligea encore de fuir dans la direction d'Altona. Ses angoisses et sa marche à travers les sables et les bruyères enflammèrent son sang : son cerveau s'entreprit, et, arrivé à la petite ville d'Oltensée, il lui fut impossible d'aller plus loin. Il expira dans les bras de son fils, le duc d'Oëls, qui jura sur sa cendre de le venger, et qui tint parole.

Cependant le prince de Hohenlohe n'avait fait que paraître à Magdebourg. L'ardeur avec laquelle Murat et Ney l'avaient poursuivi, la crainte, s'il prolongeait son séjour dans la place, d'y être bloqué, l'impatience de rallier la cavalerie de Blücher et le corps du duc de Weimar, enfin surtout l'espoir de nous gagner de vitesse sur le Bas-Oder, ne lui avaient pas laissé le choix des partis à prendre. Rassemblant tout ce qu'il avait de troupes, il était sorti de Magdebourg le 21 octobre, et s'était dirigé par la route de Rathenau et de Zehdenick sur Stettin. S'il parvenait à opérer sa jonction avec les troupes de Blücher et celles du duc de Weimar, qui se portaient en ce moment sur le Bas-Elbe, il aurait encore sous ses ordres 50,000 hommes, dont 40,000 d'infanterie, et 10,000 de cavalerie. Mais le maréchal Soult poursuivit

Blücher et le duc de Weimar avec une telle ardeur, qu'il leur fut impossible d'opérer leur jonction avec l'armée royale. Le duc venait de passer l'Elbe quand il reçut du roi de Prusse l'ordre de quitter le commandement de son corps et de le remettre entre les mains du général Winning. Après la défection de la cour de Dresde, Frédéric-Guillaume n'avait plus voulu retenir à son service un prince de la maison de Saxe.

Le prince de Hohenlohe, privé de magasins et forcé de traverser au pas de course un pays pauvre, divisa l'armée royale en trois colonnes trop espacées pour que, dans le désordre d'une retraite aussi précipitée, il leur fût possible de marcher toujours de front et dans un ordre régulier. Ainsi, l'infanterie s'avança sur Stettin par Rathenau, Ruppin et Prenzlaw. La cavalerie de Blücher, rejetée fortement à gauche, dut se porter sur Witstock. Enfin, une troisième colonne, plus faible que les autres, fut chargée de flanquer la droite de l'armée et dirigée en corps d'avant-garde sur Zehdenick : elle était commandée par le général Schimmelpenninck. La route de Rathenau à Stettin, par laquelle s'avançait l'ennemi, se rencontre à Zehdenick avec celle d'Oranienbourg, que suivaient les Français. Zehdenick était donc le point décisif de la ligne de retraite des Prussiens : il leur importait absolument de nous y prévenir : leur salut en dépendait. Mais leur marche se fit avec si peu d'ensemble, et nos colonnes arrivèrent si impétueusement, qu'ils furent débordés. Il n'y eut que leur faible corps d'avant-

garde qui atteignit Zehdenick un peu avant la cavalerie de Murat; c'était le 25 octobre. Murat, suivi de près par le maréchal Lannes, culbuta le corps d'armée du général Schimmelpenninck sur Prenzlaw et marcha rapidement sur Stettin. La route de Zehdenick se trouvant interceptée, le prince de Hohenlohe se rejeta à gauche sur Furstemberg avec l'intention de gagner Prenzlaw par Lychen et Boitzembourg, et l'espoir de rallier la cavalerie de Blücher. Mais ce général n'eut pas le temps de rejoindre le prince, et toute chance de salut fut perdue pour l'armée royale. L'impétueux Murat et le maréchal Lannes, avec une partie de son corps d'armée, l'avaient gagnée de vitesse à Prenzlaw. Au moment où les colonnes prussiennes débouchaient dans les rues de cette ville, ils fondirent sur elles avec furie, les enveloppèrent de toutes parts et les sommèrent de mettre bas les armes.

Le prince de Hohenlohe affecta d'abord une contenance intrépide et répondit qu'il ne se rendrait pas. Murat lui envoya, pour vaincre sa résistance, son chef d'état-major, le général Belliard. Nouveaux refus du prince. Alors Murat lui demande une entrevue : il lui peint sa situation désespérée, lui montre les défilés de Locknizt occupés par nos troupes, toute voie de retraite sur l'Oder fermée, et l'armée royale réduite à l'alternative de poser les armes ou de mourir. Le prince se rend enfin. Il assemble ses officiers et leur dit : « Nos troupes sont harassées par les fati-
» gues et les marches de nuit. Les subsistances et les
» fourrages qui nous étaient destinés sont tombés

» dans les mains de l'ennemi, et il n'y a aucun moyen » de s'en procurer en deçà de Stettin. Nous avons » perdu une batterie ; l'artillerie n'a plus à tirer que » cinq coups par pièce. Nous sommes tournés sur nos » deux flancs, et le corps du maréchal Lannes est en » marche. Si quelqu'un de vous, messieurs, sait un » moyen de salut, qu'il parle. »

Quelques uns, en petit nombre, proposèrent de s'ouvrir un passage l'épée à la main à travers nos colonnes : mais le sentiment du péril commun étouffa cet audacieux élan ; et la majorité n'opposa aux tristes paroles du général en chef qu'un morne abattement et des sanglots. Les troupes royales, réduites à 16,000 hommes d'infanterie, à six régiments de cavalerie et à 64 pièces de canon, précieux débris de la grande armée qui avait succombé à Iéna, se rendirent à discrétion le 28 octobre.

Cette capitulation mit le comble aux malheurs de la Prusse. Son premier effet fut d'entraîner la ruine de tous les corps isolés qui n'avaient pu rejoindre le prince de Hohenlohe. La division Hagel, qui se portait sur Stettin par Passwalck, et une colonne de 4,000 hommes surprise à Anklam mirent bas les armes, le 29 et le 31.

De toute l'armée royale, il ne restait plus que deux corps, celui de Blücher et celui de Winning. Blücher était arrivé le 28 à Boitzembourg : il se disposait à marcher sur Prenzlow quand il apprit la capitulation du prince de Hohenlohe. Plus d'espoir pour lui d'atteindre l'Oder. Dans cette extrémité, il résolut de

gagner Stralsund, de s'y embarquer et de gagner par mer la place de Dantzick. Il appela à lui le général Winning, réunit par cette jonction 22,000 hommes sous son commandement et se porta à marches forcées sur la Baltique. Mais déjà Murat l'avait débordé dans cette direction. A peine eut-il fait mettre bas les armes au prince de Hohenlohe que, traversant comme l'éclair Demmin, il apparut soudainement, le 3 novembre, à Gustrow, et força Blücher à se rabattre sur le Mecklembourg. Tandis que Murat menaçait sa droite, Bernadotte le pressait sur ses derrières et Soult sur son flanc gauche. Traqué de tous côtés par trois corps d'armée dont un seul aurait suffi pour l'anéantir, Blücher prit un parti désespéré : ce fut de se jeter dans Lubeck, d'armer ses remparts, de nous arrêter un jour ou deux, de faire embarquer ses troupes sur la Trave et de gagner la Baltique. Lubeck voulut protester contre l'attentat porté à son indépendance. Le général prussien répondit que le salut de ses troupes passait avant toutes considérations, et le 5 novembre, il prit violemment possession de la ville. Fortifiée autrefois, elle était aujourd'hui démantelée ; mais quelques anciens ouvrages subsistaient encore, et Blücher les fit armer à la hâte avec ses canons de campagne. Bernadotte, Murat et Soult étaient sur ses pas : ils ne lui laissèrent pas le temps d'achever ses dispositions, et, dans la nuit du 5 au 6 novembre, leurs colonnes d'avant-garde commencèrent à battre en brèche les murs de la ville. Blücher venait de se retirer dans une maison pour y prendre un peu de

repos quand un tumulte effroyable s'élève; il s'informe et il apprend que les Français ont forcé une des portes de Lubeck et font irruption dans ses murs. Il s'élance aussitôt et vole à la tête de ses troupes. A peine a-t-il quitté le seuil de la maison que nos soldats arrivent, la cernent et y font prisonniers tous ses officiers d'état-major. C'était la brigade du général Frère, du corps de Bernadotte, qui avait enfoncé la porte de Mecklembourg et ouvert l'accès de la ville aux autres divisions. Lubeck, si paisible, si florissante quelques jours auparavant, se trouva tout-à-coup transformée en champ de bataille. Les troupes de Blücher, électrisées par l'indomptable énergie de leur chef, déployèrent une résistance héroïque. On eût dit qu'elles avaient pris à tâche de réhabiliter par leur belle conduite la réputation des armes prussiennes. Mais tandis qu'elles luttaient avec tant de courage contre les colonnes de Bernadotte, Soult et Murat pénétraient, de leur côté, par la porte de Hanovre et chassaient tout devant eux. De minute en minute, le torrent grossissait. Accablé par le nombre, Blücher lâcha prise enfin et s'enfuit sur la rive gauche de la Trave, où s'était déjà retirée sa cavalerie. Son départ ne mit point un terme au sac de Lubeck. Exaltés par les scènes terribles du jour, nos soldats se ruèrent sur cette malheureuse cité et s'égarèrent dans tous les excès qui suivent une prise d'assaut. Il fallut les ténèbres de la nuit, les fatigues résultant d'une lutte acharnée de quinze heures, et la sévérité des chefs pour apaiser leur délire, et arrêter

le pillage et les massacres. Blücher était perdu : nos troupes s'étaient emparées de Travemunde et l'avaient refoulé contre la frontière du Holstein. Le gouvernement danois lui ayant déclaré que s'il violait son territoire il le traiterait en ennemi, le général prussien n'avait plus qu'à mourir ou à se rendre. Il avait largement payé sa dette de courage et d'honneur. Le 7 novembre, il mit bas les armes et fut fait prisonnier avec tout son corps. Ainsi fut consommée la ruine des débris échappés aux désastres d'Iéna et d'Auerstedt. L'histoire des guerres modernes n'avait pas encore présenté le spectacle de tels prodiges exécutés avec autant de génie, de bonheur et de rapidité.

Cependant l'empereur n'avait accompli que la moitié de sa tâche. C'en était fait de cette belle armée prussienne si renommée dans toute l'Europe par sa discipline et les traditions du grand Frédéric. Mais les Russes s'avançaient pour la venger. Il s'agissait de les vaincre à leur tour et de les punir d'avoir sitôt oublié la leçon d'Austerlitz. Aussi prudent que hardi, Napoléon, avant de porter la guerre dans les plaines de la Pologne, s'occupa d'assurer toutes ses lignes d'opérations.

La Hesse électorale, la Poméranie suédoise, la principauté de Fulde, les villes anséatiques, le Mecklembourg et le duché de Brunswick étaient engagés, à des degrés différents, dans les errements de la Prusse. Nous ne pouvions les laisser inoccupés sans compromettre la sûreté de nos communications. Le huitième corps, commandé par le maréchal Mortier, et 15,000

hommes, sous les ordres du roi de Hollande, furent chargés de prendre possession de tous ces territoires.

Il ne nous importait pas moins de nous rendre maîtres des places de l'Elbe et de l'Oder. La catastrophe d'Iéna, bientôt suivie de la capitulation du prince de Hohenlohe à Prenzlow et de celle de Blücher à Lubeck, frappa de stupeur la plupart des commandants de ces places. Stettin avait une garnison de 6,000 hommes, 150 bouches à feu, des fortifications en bon état et des subsistances pour un long siége. Mais, à la nouvelle que le prince de Hohenlohe avait mis bas les armes, le découragement s'empara du commandant, et, le 29 octobre, il capitula à la première sommation qui lui fut faite par le général Lassalle.

Custrin, construite sur une île de l'Oder, dans une position presque imprenable, céda à la même panique : elle se rendit le 1er novembre au général Petit.

Magdebourg renfermait 25,000 hommes de garnison : c'était une armée tout entière. Les fortifications de la place étaient excellentes. Pourvue abondamment de blé, de farines et de munitions de guerre, elle pouvait soutenir un siége de plusieurs mois. Le maréchal Ney, qui l'avait investie, n'avait pas avec lui plus de 10,000 hommes, et il manquait de la grosse artillerie indispensable pour prendre une place de cette importance. Mais à peine eut-il tracé la ligne d'investissement que la population et la garnison furent saisies d'épouvante. Le vieux Kleist, qui commandait la place, au lieu de donner l'exemple du courage, fut le premier à parler de capitulation, et il désho-

nora son nom par sa lâcheté. Bientôt, dans les casernes comme dans le sein des familles, il n'y eut plus qu'un sentiment à peine dissimulé, celui de se soustraire aux horreurs d'un siége en rendant les armes. Ney était informé des ravages que la peur faisait dans les esprits. Afin de hâter la soumission de la place, il fit jeter quelques bombes et incendier quelques maisons. Alors la terreur fut à son comble. Le 10 novembre, après quinze jours seulement de blocus, le général Kleist demanda à capituler. Il se rendit à discrétion et fut fait prisonnier avec toute sa garnison. Nous trouvâmes dans la place 800 pièces de canon et des magasins immenses.

Le général Scholer, qui commandait à Hameln, Strachwitz à Niewbourg, Uttenhosen à Plassembourg, frappés du même vertige, capitulèrent, Scholer le 20 novembre, les deux autres le 25. Jamais la victoire n'avait produit sur les vaincus une telle fascination. Partout où apparaissaient nos colonnes, toutes les âmes étaient glacées de terreur, tous les bras paralysés. La Prusse n'était pas seulement rompue dans son organisation matérielle; son ressort moral, l'esprit militaire, était brisé, et de cette monarchie, élevée si haut par Frédéric II, il ne restait plus que de vains souvenirs et des ruines. La prise de Stettin et de Custrin nous assurait les passages de l'Oder au nord et au centre; mais il ne nous importait pas moins de nous emparer des places de la Silésie, ne fût-ce que pour enlever à l'Autriche, mal disposée pour nous, une base éventuelle d'opérations. La

possession de Glogau nous était surtout indispensable pour couvrir notre aile droite, comme Stettin et Custrin couvraient déjà l'aile gauche et le centre. Les troupes de la confédération du Rhin, au nombre de 25,000 hommes, devenues le neuvième corps, sous le commandement du prince Jérôme et du général Vandamme, furent chargées de réduire Glogau, Breslaw, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Glatz.

Les places de la Silésie contrastèrent, par la vigueur de leur résistance, avec la lâcheté des autres. Les gouverneurs de Breslau, de Brieg, de Schweidnitz et de Glatz, comme ceux de Colberg et de Dantzick, comprirent noblement leurs devoirs, et rachetèrent par leur fermeté la honte des commandants de Stettin, de Custrin, de Magdebourg et de Hameln.

Le refus de l'empereur de conclure un armistice avait désolé Frédéric-Guillaume, sans toutefois lasser sa résignation. L'appui de l'empereur Alexandre était inappréciable dans sa détresse; mais son âme se soulevait de douleur à la vue de son pays transformé en un champ de bataille où la France et la Russie allaient se disputer le sceptre du continent. Il connaissait trop ses alliés pour ne pas les redouter presque autant que ses ennemis. D'ailleurs, si Napoléon triomphait des Russes comme il avait triomphé des Prussiens, qui pouvait prévoir où s'arrêteraient son ambition et sa vengeance? Quel sort réserverait-il à la maison de Brandebourg? L'esprit effrayé du roi admettait les éventualités les plus funestes : aussi, sans se laisser rebuter par les derniers refus de Na-

poléon, il avait résolu de tenter encore une fois de le fléchir. Le 18 octobre, il avait chargé le marquis de Lucchesini de se rendre auprès du vainqueur et de lui demander jusqu'où s'étendaient les sacrifices qu'il comptait lui imposer. Ce ministre avait rencontré l'empereur, le 21 octobre, à Wittemberg, et lui avait exprimé les vœux que formait son maître pour une prompte pacification.

Napoléon était dans la crise décisive de sa vie politique. Un grand et généreux parti s'offrait à lui. La Prusse avait tenu à son égard une conduite odieuse. L'œuvre de la vengeance était maintenant accomplie: la monarchie prussienne était à ses pieds, vaincue, brisée, implorant sa pitié. Malgré la gravité de ses torts, il ne fallait pas l'assimiler à ces puissances qui, depuis la paix de Bâle, avaient trempé dans toutes les coalitions. Elle n'était devenue notre ennemie que par accident. L'événement d'Anspach y avait eu certainement la plus forte part. Elle méritait une leçon : elle l'avait reçue, leçon terrible dont elle garderait longtemps le souvenir. Après le châtiment le pardon. Sa conservation importait au maintien de l'équilibre européen : il fallait l'enchaîner à nos destinées par le triple lien de la force, de l'intérêt et de la reconnaissance. Il eût été beau de voir le vainqueur d'Iéna, calme et contenu dans sa force, triompher de ses ressentiments comme il avait triomphé de ses ennemis, tendre à Frédéric-Guillaume une main clémente et amie, le relever de sa chute, lui rendre tous ses États, reconstituer sa monarchie dans sa

toute-puissance, lui assurer dès aujourd'hui l'équivalant du Hanovre, et, en retour de tant de magnanimité, ne lui demander que son alliance; non une alliance froide, compassée, pleine de réticences, de regrets et d'ombrages, mais une alliance franche, complète, sans réserve, embrassant dans son large horizon toutes les éventualités, la guerre offensive aussi bien que la guerre défensive, la guerre maritime aussi bien que la guerre continentale. Ce procédé, grand jusqu'à l'héroïsme, eût touché profondément le cœur loyal du roi et celui de la reine. Son effet immédiat eût été de forcer la Russie à faire la paix, d'inspirer à Vienne une terreur salutaire, et probablement de réduire l'Angleterre elle-même à déposer les armes.

L'empereur ne comprit pas ainsi sa position et ses devoirs. Il désespérait de s'attacher jamais Frédéric-Guillaume. Il s'était pris d'un invincible dégoût pour ce caractère mou et irrésolu, qui échappait par sa mobilité même à tous les efforts tentés pour le saisir et le fixer. Il s'exagérait ses défauts, le croyant incapable d'aucun sentiment fort et durable, pas plus de la reconnaissance que de la haine, et convaincu qu'il serait toujours maîtrisé par la reine, la noblesse et l'armée. C'étaient là aux yeux de l'empereur des ennemis irréconciliables qui ne sauraient supporter ni le poids de ses bienfaits, ni celui de l'alliance, ni l'affront d'Iéna. Telles furent les considérations qui étouffèrent dans son cœur la voix de la clémence. Toutefois, le 21 octobre, la situation militaire lui

commandait encore de certains ménagements. L'armée royale était dissoute; mais ses fragments dispersés existaient encore. 50,000 hommes se ralliaient autour du prince de Hohenlohe et couraient vers l'Oder pour se réunir aux Russes. Aucune des grandes places de la monarchie n'avait encore donné le scandale de ces capitulations qui feront l'étonnement de la postérité, comme elles ont fait la honte des gouverneurs qui y ont attaché leurs noms. Cent mille Russes s'avançaient sur la Vistule. Dans un tel état de choses, Napoléon pensa qu'il était sage de ne point pousser les choses aux dernières extrémités. Il consentit à négocier. Ce ne fut de sa part ni modération, ni pitié pour les vaincus, mais simplement prudence et calcul. Il était décidé à mesurer ses prétentions sur ses succès, et à demander à la victoire tout ce qu'elle pouvait donner : rien de plus, mais rien de moins.

Son grand maréchal du palais, Duroc, eut l'ordre de proposer de sa part au marquis de Luchesini les conditions suivantes (21 octobre) : « La Prusse renon» cerait à toutes les provinces qu'elle avait jusqu'alors » possédées entre le Rhin et l'Elbe. Elle paierait une » contribution de cent millions de francs. Elle pren» drait l'engagement de ne se mêler, sous aucun pré» texte, des affaires d'Allemagne, et reconnaîtrait tous » les changements qui s'y étaient opérés ou qui pour» raient s'y faire encore. » Ces conditions étaient dures sans être intolérables; elles enlevaient à la monarchie des enclaves éloignées, destinées à faci-

liter un jour d'utiles échanges ; mais elles n'en retranchaient que ce qui ne faisait pas absolument corps avec elle : toutes les masses adhérentes restaient entières. Magdebourg était conservé ; les provinces polonaises échues à la Prusse dans les trois partages continuaient de lui appartenir. Bien que sensiblement affaiblie, elle n'était point atteinte dans ses sources vitales : elle pouvait exister.

Le marquis de Luchesini n'osa prendre sur lui de signer la paix sur les bases proposées ; il partit pour se rendre auprès du roi et les lui faire connaître. Ce fut une grande faute. Le traité une fois signé, l'empereur se trouvait lié, et il lui eût été bien difficile de se dégager. La situation militaire de la Prusse, déjà si déplorable le 21 octobre, fut bientôt tout-à-fait désespérée, et les prétentions du vainqueur grandirent avec sa fortune.

Tandis que Napoléon marchait sur Berlin, Frédéric-Guillaume fuyait de son côté vers les extrémités orientales de son royaume. Ce n'est qu'à Custrin qu'il connut toute l'étendue de son malheur. Là il apprit, et l'investissement de Magdebourg, et l'impossibilité où s'était trouvé le prince de Hohenlohe de réorganiser l'armée, et sa fuite précipitée vers l'Oder, et enfin le danger imminent que courait l'armée royale. Le spectacle de tant de maux déchirait son cœur. Il attendait impatiemment le résultat de la mission dont il avait chargé le marquis de Luchesini. Le retour tardif de ce ministre arrêté à chaque pas et à dessein par nos chefs de corps, le désespérait.

Dans sa douleur, il écrivit de sa propre main à l'empereur Napoléon la lettre suivante (1) :

« Monsieur mon frère,

» Personne n'a déploré plus que moi les circonstan-
» ces malheureuses qui ont amené entre nous un état
» de guerre incompatible avec les intérêts de nos deux
» nations. Vous êtes trop juste, Monsieur mon frère,
» pour m'accuser d'avoir inconsidérément cherché à
» rompre des liens que mes sentiments personnels
» pour vous me rendaient doublement chers ! vous
» êtes trop grand pour que le résultat d'une seule
» journée puisse vous porter à m'apprécier moins. Mais
» puis-je vous le dire, Sire ? je suis peiné d'être en-
» core sans aucun avis de l'accueil fait aux ouvertures
» que j'ai autorisé mon ministre d'état, le marquis de
» Luchesini, à vous faire, Sire, pour rétablir la paix
» entre nous. Si j'en étais instruit, le renvoi des ar-
» mées russes en serait la suite immédiate, et, sorti
» d'une incertitude qui me pèse, je ne balancerais pas
» à donner à Votre Majesté cette preuve de mon em-
» pressement à remplir avec loyauté des engagements
» qui seront, j'ose le croire, le commencement d'une
» nouvelle et inaltérable intimité entre nous.

» Sur ce, etc.

» Custrin, le 25 octobre 1806. »

Le roi chargea le major-général de Zastrow de

(1) Dépôt des archives des affaires étrangères.

porter cette lettre à l'empereur, et il l'associa au marquis de Luchesini pour l'œuvre de la paix.

Les deux plénipotentiaires arrivèrent à Berlin le 27 octobre, munis de pleins pouvoirs qui les autorisaient à signer les conditions offertes le 21 octobre, et, sur leurs vives instances, les négociations furent reprises avec le grand maréchal. Mais ils purent bientôt se convaincre que les dispositions de l'empereur étaient changées. Duroc leur ayant soumis, avec quelques modifications, les mêmes bases qu'à Wittemberg, ils déclarèrent, par une note du 30 octobre, les accepter, et ils s'empressèrent d'en informer le roi. Mais cette note demeura sans réponse. L'empereur venait de recevoir la nouvelle que le prince de Hohenlohe avait capitulé. Ce nouveau succès nous rendait maîtres de tout le pays compris entre le Rhin et l'Oder. De l'Oder à la Vistule, point d'obstacles capables d'arrêter la marche de nos colonnes, mais au contraire des populations amies, les Polonais du duché de Posen, qui nous appelaient de tous leurs vœux, qui n'attendaient que notre présence pour prendre les armes et se soulever. Dès lors, un champ illimité s'ouvrit à la pensée comme aux désirs de l'empereur. Sa puissante logique l'avertissait qu'une paix séparée avec la Prusse ne terminerait rien; qu'en l'affaiblissant, tout en lui laissant les moyens de se venger, il ferait une faute, et qu'entre ces deux partis extrêmes, l'un de lui pardonner généreusement et de la rétablir dans sa force, l'autre de l'écraser, il n'y en avait point que pût avouer une haute et saine raison.

Ce qu'il eût préféré à tout, c'eût été de mettre à profit ses immenses succès pour fixer les rapports définitifs de son empire avec toutes les puissances maritimes et continentales, et de fonder sur des bases larges et permanentes la pacification générale. Il voulait avoir dans les mains la plus grande masse de conquêtes, afin d'avoir le plus de gages de restitution et de pouvoir retirer des mains des Anglais les colonies de la France et celles de ses alliés. Il espérait que, touchée des malheurs de la Prusse, l'Angleterre se résignerait enfin à de grands sacrifices pour arracher cette monarchie à une complète destruction. S'il lui était impossible d'arriver à la paix générale, il était décidé à pousser jusqu'à ses dernières limites sa prodigieuse fortune, à tenter même, si on l'y forçait, le rétablissement de la Pologne.

Tandis qu'à Berlin MM. de Luchesini et de Zastrow désespéraient de conclure la paix, le roi, dans la confiance où il était qu'ayant accepté les conditions proposées par le vainqueur lui-même, le traité était sur le point d'être signé, écrivit à Napoléon la lettre suivante, expression touchante de ses vœux ardents en faveur d'une sincère et durable réconciliation (1):

« Monsieur mon frère,

» En demandant la paix à Votre Majesté Impériale, » j'ai consulté ma raison, mais j'ai aussi consulté mon » cœur. Malgré les horribles sacrifices que vous ve-

(1) Dépôt des archives des affaires étrangères.

» nez, Sire, de m'imposer, je ne désire pas moins
» vivement que cette paix déjà assurée par mon ac-
» ceptation de ses bases, me mette bientôt dans le
» cas de rétablir avec Votre Majesté Impériale et
» Royale les relations d'amitié qu'un instant de guerre
» a suspendues. Il m'est doux, Monsieur mon frère,
» de constater dès à présent, par une preuve de con-
» fiance, mon sincère désir de les cultiver, et je crois
» la donner à Votre Majesté Impériale en n'attendant
» pas même la signature du traité de paix pour ar-
» rêter la marche des troupes russes.

» J'ai le plus vif désir que Votre Majesté soit ac-
» cueillie et traitée dans mon palais d'une manière
» qui lui soit agréable, et c'est avec empressement
» que j'ai pris à cet effet toutes les mesures que les
» circonstances me permettaient. Puissé-je avoir
» réussi ! Mais qu'en retour, Votre Majesté Impériale
» me permette de recommander à sa magnanimité
» ma capitale et les marches de Brandebourg. Peu
» favorisées par la nature, elles sont en quelque sorte
» l'œuvre de mon immortel aïeul. Veuillez, Sire, les
» considérer comme un monument qu'il s'est élevé à
» lui-même; et tant de rapports qui existent entre
» Votre Majesté et ce grand homme seront, j'en suis
» sûr, pour Elle de nouveaux motifs de prescrire des
» ménagements généreux pour son ouvrage. J'oserai
» encore lui demander qu'Elle veuille bien excepter
» des pertes cruelles qu'Elle n'impose le pays d'Hal-
» berstadt et les dépendances du duché de Magde-
» bourg. J'en regarderai la résolution comme une

» marque précieuse de ses sentiments personnels » pour moi, et, Votre Majesté peut compter sur ma » parole, Sire, je me montrerai jaloux de la payer » du plus juste retour. Sur ce, je prie Dieu, etc.

» 7 novembre, Graudentz. »

Cette lettre ne changea rien à la détermination prise par l'empereur, et il le fit savoir à MM. de Luchesini et de Zastrow. Ces négociateurs, convaincus qu'ils ne poseraient le pied sur une base solide que s'ils parvenaient à suspendre les opérations militaires, demandèrent qu'il fût conclu un armistice. Cette fois, l'empereur y consentit; mais il y mit pour conditions « que les provinces prussiennes qui se trou- » vaient sur la rive droite de la Vistule jusqu'à l'ou- » verture du Bug seraient occupées par les troupes » françaises, et que Thorn, Graudentz, Dantzick, » Colberg, Glogaw, Breslaw, Hameln et Niewbourg, » (aucune de ces villes n'avait encore capitulé), « lui » seraient remises comme places de sûreté. Quant » aux autres parties de la Prusse orientale, elles ne » seraient occupées par aucune des armées belligé- » rantes. Les négociations continueraient à Charlot- » tenbourg, et si l'on ne pouvait réussir à con- » clure la paix, les hostilités seraient reprises dix » jours après qu'on se serait réciproquement pré- » venu. » En soumettant ces conditions au marquis de Luchesini et au général de Zastrow, le prince de Talleyrand et le grand maréchal avouèrent hautement les motifs qui empêchaient l'empereur de faire avec

la Prusse une paix séparée. Ils déclarèrent que « la » France, l'Espagne et la Hollande, ayant perdu une » partie de leurs possessions dans les deux Indes, il » était juste que les territoires conquis par nos armes » servissent de compensation pour nos colonies et » celles de nos alliés. »

L'empereur reproduisit la même pensée dans un message adressé au sénat, le 21 novembre. « Nous » avons pris, dit-il, pour principe invariable de notre » conduite de n'évacuer ni Berlin, ni Varsovie, ni les » provinces que la force des armes a fait tomber dans » nos mains, avant que la paix générale ne soit con- » clue, que les colonies françaises, espagnoles et » hollandaises ne soient rendues, que les fondements » de la puissance ottomane ne soient affermis et l'in- » dépendance absolue de ce vaste empire, premier » intérêt de notre peuple, irrévocablement con- » sacré. »

Poussés par l'espoir d'arrêter la marche de nos colonnes, MM. de Luchesini et de Zastrow signèrent, le 16 novembre, à Charlottenbourg la convention d'armistice telle que l'avait proposée la France. Les conditions en étaient fort dures. Quoique sa situation fût affreuse, le roi se révolta contre de telles exigences. D'ailleurs, il n'était plus libre de les accepter : les Russes s'approchaient, déjà ils occupaient une partie des territoires que Napoléon prétendait occuper lui-même. Le roi n'aurait pu ratifier la convention du 16 novembre, sans en référer à l'empereur Alexandre, qui, devenu partie principale

dans cette guerre, n'eût certainement pas consenti à évacuer des positions dont il était maître. Frédéric-Guillaume refusa sa ratification et désavoua ses plénipotentiaires; mais il admit comme une chance de pacification générale les déclarations énoncées, le 16 novembre, à Charlottenbourg par le grand maréchal et le prince de Talleyrand, et il s'empressa d'en donner communication à ses alliés.

Le refus du roi de ratifier l'armistice remplit d'une secrète joie le cœur de Napoléon. Libre dans le développement de ses larges projets, impatient de diriger lui-même le soulèvement de la Pologne prussienne, il quitta Berlin le 24 novembre, transporta son quartier-général à Posen où il arriva le 28, et poussa son armée sur la Vistule.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.


Biblioteca Nazionale
NAPOLI

TABLE

DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU 2e VOLUME.

ERRATUM.

Page 37, ligne 1re, qu'une flotte autrichienne... *lisez* : qu'une flotte tunisienne.

